



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14000 - 4,50 F

MERCREDI 31 JANVIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

L'instabilité à l'Est et la bataille pour le pouvoir en URSS

La Roumanie dans la tourmente

DE tous les bouleversements qui ont secoué les pays d'Europe de l'Est, la révolution roumaine est celle qui reste à l'heure actuelle la plus chargée d'incertitude et la plus lourde de contestation.

Rien ne se déroule, ailleurs, dans un ordre parfait, pas plus à Berlin-Est qu'à Sofia, voire à Prague et à Varsovie, le point commun à chacune de ces capitales étant que le Parti communiste y est l'objet d'une réaction de rejet qui, si un processus de démocratisation s'engage, risque de le marginaliser dans l'éventail de forces politiques dont la plupart manquent de l'expérience du pouvoir.

MAIS le cas roumain est spécifique en ce que les hommes qui ont hérité le pouvoir dictatorial de Ceausescu sont eux-mêmes à la fois divisés et objets d'une contestation croissante dans l'opinion. Divisés, on vient de le voir avec les démissions de personnalités qui avaient pris des postes de premier plan dans le Conseil du Front de salut national (CFSN) et qui aujourd'hui le critiquent dans les termes les plus sévères. A les en croire, les nouveaux dirigeants ne seraient que d'anciens stalinistes, reconvertis pour la circonstance.

Les chefs de file du Front ont pu mesurer à quel point ils étaient contestés en contemplant dimanche dernier le flot de manifestants qui réclament leur droit à gouverner un pays ruiné par quarante-cinq ans d'une dictature dont on ne fait encore que commencer à découvrir tous les méfaits.

Vide politique ? Anarchie ? Un quart de siècle de règne de plus en plus intolérant du « Conducator » a laissé la Roumanie orpheline non seulement d'une opinion sensible à la raison mais aussi d'une classe politique suffisamment structurée pour prendre la relève. Le résultat est que le Front de salut national se place lui-même dans une position paradoxale. D'un côté il encourage ses partisans à manifester de manière musclée (comme ce fut le cas lundi contre l'opposition) ; de l'autre il fait à cette dernière des offres de « dialogue » que les affrontements de ces derniers jours préparent bien mal.

L'Histoire, ici, pèse de tout son poids. De tous les pays de l'Est-URSS, c'est la Roumanie qui a eu le moins d'expérience d'une démocratie digne de ce nom. On retiendra, dans ce contexte, l'avertissement du pasteur Tokos - celui-là même qui tout a commencé à Timisoara - selon lequel le choix risque de se poser aujourd'hui entre la consolidation d'un Front de salut national renoué, et la prise du pouvoir par l'armée.

Moscou et l'unité allemande

Selon M. Gorbatchev, qui recevra M. Mitterrand à Moscou, « personne ne doute de l'unité allemande ».

page 44 - section C

M 0147 - 131 D - 4 50 F



Des conseillers de M. Gorbatchev le pressent de rompre avec les conservateurs

Une session plénière du comité central du PC soviétique convoquée à Moscou lundi prochain 5 février doit se prononcer à la fois sur les problèmes du nationalisme - notamment sur la proclamation d'indépendance du PC lituanien, déjà examinée en décembre - et sur la plate-forme que le parti défendra à son prochain congrès. A la veille de cette

MOSCOU

de notre correspondant

Dans moins d'une semaine, M. Gorbatchev aura brillé ses vaisseaux et il ne disposera que de quelques mois pour regagner ou totalement perdre le contrôle de la situation. Avec en tête une longue note politique préparée par ses plus proches collaborateurs et dont le Monde publie aujourd'hui de larges extraits, c'est en effet, lundi 5 février, qu'il engage devant le comité central une offensive dont l'URSS sortira, en tout état de cause, transformée.

Que M. Gorbatchev l'emporte, qu'il parvienne à imposer un régime présidentiel et à faire du parti un « autre parti » ouvert au dialogue avec des organisations concurrentes, et il aura peut-être évité le chaos à son pays. Qu'il échoue, et il n'y aura plus en URSS aucune institution, ni politique ni étatique, capable de canaliser la violence des aspirations aux changements, de tempérer les affrontements nationalistes et de proposer d'autres voies que l'explosion révolutionnaire.

Car ce qui frappe dans cette note, pourtant élaborée avant

même que le Caucase n'ait basculé dans le sang, c'est à quel point, vu du Kremlin, l'abîme de la violence généralisée semble proche. Le problème, aux yeux des collaborateurs de M. Gorbatchev, est que les conservateurs de l'appareil ont non seulement réussi à freiner l'introduction des réformes mais qu'ils parviennent maintenant aussi à se constituer une base populaire en jouant du mécontentement social, du nationalisme russe, du racisme et de l'égalitarisme qui imprègne l'ensemble de la société soviétique.

BERNARD GUETTA

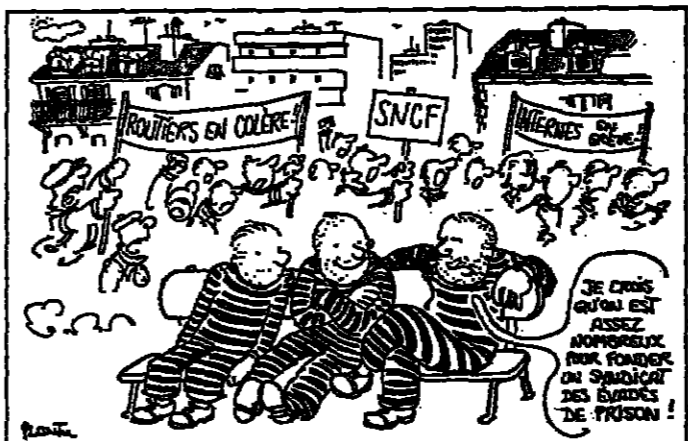
Lire la suite et nos informations page 2

Alourdissement du climat social

Les grèves se multiplient dans le secteur des transports

Grève contre le contrat de plan à la SNCF, arrêt de travail sauvage sur la ligne A du RER parisien, bouchons créés aux approches des grandes villes par les petits transporteurs routiers : la journée du mercredi 31 janvier s'annonce particulièrement difficile pour tous ceux qui doivent se déplacer en France.

Seul Air Inter indique que la grève de son personnel au sol n'aura pas de conséquences pour les usagers.



Lire nos informations pages 25 et 26 - section C

Veillée d'armes budgétaire aux Etats-Unis

Le Congrès se prépare à tailler en pièces un projet que le président Bush fera tout pour imposer

Le président George Bush a transmis, lundi 29 janvier, au Congrès américain un projet de budget pour 1991 prévoyant une forte réduction du déficit fédéral. L'essentiel des ressources supplémentaires serait obtenu par la poursuite de la croissance économique, alors que les dépenses n'augmenteraient que très faiblement.

WASHINGTON

de notre correspondant

Présenter un projet de budget dont on sait qu'il sera allègrement taillé en pièces par le Congrès pourrait passer pour un exercice certes obligé mais assez vain : le budget, répètent depuis plusieurs années les adversaires de M. Reagan puis de M. Bush, est « dead on arrival », mort à l'arrivée, comme on dit dans les hôpitaux. Mais c'est au moins le moyen de fixer un point de

départ, une référence obligée. Et aussi de faire apparaître ses priorités et ses choix idéologiques.

La Maison Blanche a donc présenté, lundi 29 janvier et deux jours seulement avant que le président Bush ne délivre son « message sur l'état de l'Union », un projet de budget qui, comme la loi l'y oblige, prévoit une réduction du déficit fédéral à moins de 64 milliards de dollars (63,1 milliards, soit presque deux fois moins que le déficit

réel cette année), sans qu'il soit pour autant recouru à des augmentations d'impôt (la « vieille » promesse électorale tient toujours).

Rarement, pourtant, projet de budget n'aura à ce point ressemblé à un paysage avant la bataille, plaisant à l'œil et logiquement ordonné, mais qu'un pilonnage d'artillerie devrait rendre sous peu méconnaissable.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 6

Un entretien avec le patron des services secrets

M. Claude Silberzahn propose un plan de renforcement de la DGSE

Dans un entretien au « Monde », le « patron » des services secrets, M. Claude Silberzahn, annonce qu'il proposera dans quelques jours au gouvernement un plan 1991-1996 de renforcement des effectifs de la Direction générale de la sécurité extérieure (de quatre cents à cinq cents agents de plus), dont les deux tiers pour des postes extérieurs.

« Dans quel état avez-vous trouvé la DGSE ? »

« C'est une question difficile. Le diagnostic extérieur était assez négatif, c'est indéniable. Avant que j'arrive ici, on m'avait souvent dit : « la DGSE est inefficace, parfois perverse ». Neuf mois après, je fais plus que nuancer ce diagnostic. En fait, quelle est la mission du service ? Fournir au pouvoir politique, et au premier chef au président de la République, le renseignement permettant d'éclairer ses déci-

sions de politique étrangère. De ce point de vue, la maison est sans doute inégale. Elle est bonne en Afrique, très correcte autour de la Méditerranée, honnête sur l'Europe, y compris et malgré ce qu'on dit l'Europe de l'Est. Nettement moins bonne sur l'Asie, et parfois carrément médiocre sur les Amériques.

« Et le diagnostic par secteurs ? »

« Cette maison fait trois types de renseignement : diplomatique, militaire et économique. La moitié du « chiffre

d'affaires » de la DGSE est constitué par le diplomatique : l'analyse de la politique de tel ou tel pays, de ses évolutions internes, de sa politique extérieure, la prévision des crises qui peuvent y surgir, les hommes qui montent, les partis... »

« Le renseignement militaire et l'économique se partagent à égalité l'autre moitié de l'activité du service. »

Propos recueillis par

JACQUES ISNARD

et EDWY PLENEL

Lire la suite page 15 - section B



Jean-François Brisson

Fils de Quelqu'un

Pierre Brisson et les "trente glorieuses" du Figaro

Editeurs de Fallois
PARIS

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Australie, 2,20 F ; Chine, 2,25 F ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 92 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 925 F. ; Suisse, 1,250 fr. ; Thaïlande, 1,50 \$; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

10 milliards de francs de bénéfices pour Elf
Une augmentation de 40 % par rapport à 1989
page 25 - section C

La Nouvelle-Calédonie sur les sentiers de la paix
La désertion des dirigeants du FLNKS
page 8

M. Longuet et l'ouverture
Un entretien avec le secrétaire général du PR
page 7

La Cinq : rapprochement Hersant-Berkusson
Le départ de M. Philippe Ramond ouvre la voie à un accord entre les actionnaires
page 24 - section B

SCIENCE & MÉDECINE
● Potions informatiques.
● Les clés d'or de la sérotonine.
● La division du travail des fourmis.
pages 11 à 13 - section B

La réforme de la grille de la fonction publique
M. Durafour propose 35 milliards de francs sur sept ans
page 44 - section C
« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - section C

ÉTRANGER

URSS : la note politique des collaborateurs de M. Gorbatchev

La logique de la perestroïka « conduit à un autre parti que le parti actuel »

Après avoir dénoncé « l'exceptionnel potentiel de conservatisme de la société (soviétique) contaminée par une psychologie égalitariste, par un rejet agressif de toute manifestation d'individualisme, d'indépendance, d'initiative personnelle et des succès qui y sont liés », le texte analysé par notre correspondant explique qu'il faut « stimuler par tous les moyens les couches de la population qui n'ont pas peur de vivre de leur travail », et pour cela « transformer ces individus en masse, c'est-à-dire en groupe social ». Il poursuit :

« L'union de l'intelligentsia et des dirigeants du parti et de l'Etat constitue réellement une conquête unique et précieuse. Nous sommes cependant prêts à la voir se défaire, par conséquent à commencer à céder au chantage anti-intellectuel des conservateurs qui mettent en avant les « masses prolétaires » (...). Sans parler du fait que perdre le soutien de l'intelligentsia signifierait pour le parti et pour la perestroïka perdre un allié, quasiment le plus dévoué, un autre danger apparaît là.

« A la fin du XXe siècle, il est temps de se débarrasser de la mystification du concept de classes ouvrières, car elle signifie au bout du compte la prolongation, sous une autre forme, de cette même « dictature du prolétariat ». Finalement, nous sommes plus proches du XXe siècle que du XIXe siècle où ce type de raisonnement était historiquement justifié.

« Ne vaudrait-il pas la peine de réfléchir aux formes que prennent

et prendront surtout, dans un futur proche, les structures sociales des sociétés contemporaines post-industrialisées et informatisées ? Ne vaudrait-il pas la peine de réfléchir également aux raisons pour lesquelles ce sont surtout, comme chacun le sait, les couches moyennes de travailleurs qui constituent les si puissants et conservateurs mouvements syndicaux de l'Ouest, au sein desquels se recrute pour l'essentiel la masse des militants des forces de la gauche de l'Europe occidentale ?

« Pire que Tienanmen on la Roumanie »

« Cela ne signifie pas du tout que, dans notre situation concrète, la direction du parti doive se démarquer de quelque manière que ce soit de la classe ouvrière. Cela ne serait pas justifié et ne serait ni compris ni accepté, ni par notre société, ni par la masse des membres du parti. Il suffit de ne pas se distancer de l'intelligentsia, de ne pas cacher que l'on considère son soutien comme un appui et donc de l'accepter (tant qu'elle est prête à y entrer) dans les rangs du Parti et, au lieu de jouer la carte du « populisme prolétaire », d'insister sur la nécessité de consolider l'union entre l'intelligentsia (...) et la classe ouvrière. Sinon cette union (pour laquelle existe une base objective) se fera ailleurs, et même contre les instances du Parti (...).

« Tout cela (...) conduit à la nécessité d'expliquer publiquement la situation au parti et à l'ensemble de la société ainsi que de

se démarquer, au sein comme en dehors du parti, de ces forces qui ne se contentent plus désormais de se mettre en travers du chemin de la perestroïka, mais se prononcent aussi ouvertement et activement contre le cours politique de M. Gorbatchev.

« Refuser plus longtemps de se démarquer politiquement (de ces forces) ne fait pas seulement l'affaire des courants antiperestroïkistes (...). Cela a des conséquences plus graves encore, [puisqu'] dans toute la société ne font que croître la fatigue, l'apathie et de plus en plus souvent l'agressivité vis-à-vis du parti, y compris de sa direction. Ce faisant, de nos propres mains et au mépris des leçons d'Europe de l'Est et de Chine, nous approfondissons le conflit réel qui existe entre la société et le parti. Et ce conflit peut prendre, compte tenu de la taille du pays, de sa composition multinationale et des spécificités russes, des formes auprès desquelles Tienanmen et la Roumanie n'auraient rien été.

« Le centrisme » n'est pas payant

« Si elle est acceptable en général pour la société qui a besoin d'un centre stable, la tactique qui consiste à tenir à égale distance la droite et la gauche, les conservateurs et les radicaux n'est visiblement pas payante pour le travail au sein du parti. Oui, la société a besoin d'un centre qui se consolide. Mais à l'époque d'une restructuration révolutionnaire, elle a besoin d'une avant-garde qui la pousse en avant. Pour être efficace, cette

avant-garde, c'est-à-dire le parti, doit cependant être suffisamment homogène, au moins sur ses positions de principe.

N'importe quel parti constitue, au bout du compte, un rassemblement de gens partageant les mêmes idées. La situation des derniers mois fait voir un tout autre tableau, et la société en a parfaitement conscience.

L'alliance de l'appareil et des « éléments fascisants »

« Le refus, qui s'est accentué ces derniers mois, de qualifier les forces conservatrices de principal obstacle à la réalisation du rôle dirigeant du parti dans une société en changement radical a clairement perdu toute signification, s'il en eut jamais une qui fut justifiée. Les conservateurs ont profité du thème de la consolidation à n'importe quel prix, y compris au prix de la perestroïka, et ils ne se sont guère préoccupés de ce que ce prix pouvait être un choc frontal entre le parti et la société, dont l'issue serait la même pour les progressistes et pour les conservateurs.

« Devant la perspective de perdre ses privilèges et son pouvoir, l'appareil, effrayé, n'hésite pas (...) à conclure, abandonnant tous les principes, des alliances avec les forces réactionnaires et chauvines. Il commence à jouer des idées d'impérialisme et d'autocratie, à se mêler aux éléments fascisants dans l'espoir de prolonger ainsi son existence. Le résultat est qu'au sein du parti (...) s'est créée une situation paradoxale. Derrière la façade (...) de l'unité

coexistent, et cela d'une manière qui n'est déjà plus pacifique, aussi bien les partisans conséquents d'un développement intensif des processus de restructuration que les forces les plus conservatrices (...).

« La perestroïka a réussi l'essentiel. Elle a démantelé la société, l'a mise sur ses jambes et poussée en avant. Se sentant désormais un être vivant et indépendant, cette société n'est plus prête à se contenter d'une sucette et de berceuses. Elle exige le droit de disposer de son destin - c'est-à-dire du pouvoir.

« La première étape du passage du parti-Etat à une société civile a été accueillie avec espoir par la société et a renforcé la position du Parti lorsqu'elle a pris la forme (de la première session) du Congrès (des députés du peuple) et du Soviet suprême. Notable au cours de la deuxième (session de ce) congrès, où toutes les décisions adoptées correspondaient à celles qu'avaient élaborées à l'avance les instances du Parti, l'essoufflement de ce processus a fait naître un doute sur la sincérité de la direction (...). Un antagonisme sérieux peut, sur cette base, (...) mettre le feu aux poudres entre le parti et une société désormais plus exigeante (...) et attentive à l'expérience de nos voisins d'Europe de l'Est.

« On peut espérer pour l'instant que la société est prête à partager le pouvoir avec le parti, à la condition que l'accord conclu soit honnête et franc. Cet accord peut prendre des formes différentes. Il peut aller de l'intensification du travail du Soviet suprême

et de la transmission du pouvoir réel aux organes locaux d'autogestion à l'organisation de tables rondes, une voie qu'ont été obligés de suivre tous les pays socialistes, à l'exception de la Roumanie, où le parti a purement et simplement été balayé.

Un accord entre le parti et la société

« La conclusion d'un tel accord, qui verrait la transmission par étapes du pouvoir du parti-Etat à la société civile tout en conservant au parti un rôle de force politique privilégiée, n'est cependant possible que si la société n'a aucun doute sur le parti qui est en face d'elle - celui de Gorbatchev, qui a entamé la perestroïka - ou celui, de moins en moins anonyme d'ailleurs, de la toute-puissance de l'appareil (...), auquel elle ne risque guère de vouloir lier son avenir.

« La propos renvoie donc ici à un autre parti que le parti actuel, ce qui n'empêche pas du tout que la majorité de ses membres restent en son sein. La voie pour le construire peut être la préparation du XXVIII^e congrès et l'élection de ses députés. Le point de départ en est le prochain plénum du CC qui doit se dérouler publiquement (le mieux étant qu'il soit retransmis par la télévision) et donner la possibilité à la direction (...) de s'adresser non seulement aux membres du Comité central mais aussi à l'ensemble du PCUS et de la société avec une pleine forme d'accélération de la perestroïka et un appel à lui confier le mandat de fondamentalement restructurer le parti ».

Rompre avec les conservateurs

Suite de la première page

Jusqu'à il y a quelques mois encore, l'intérêt de l'équipe Gorbatchev était de faire l'économie d'un difficile affrontement direct avec l'appareil, puisque la structure du parti, la force de l'habitude et la lâcheté lui faisaient, de toute façon, opter pour aux volontés du secrétaire général.

Puis le recul de la peur, celui-là même qui faisait s'ouvrir les bouches dans tout le pays, a également profité à l'appareil. Il s'est enhardi, et plus il s'affranchissait de la peur générale, plus il a compris qu'il avait des alliances à nouer (avec l'extrême droite russe) et qu'il pouvait se faire, au nom de la justice sociale, l'avocat des plus démunis. C'est ainsi que M. Gorbatchev, écrivant ses collaborateurs, se retrouve menacé, comme Salvador Allende au Chili, d'une « révolte des casseroles » attisée par les partisans du statu quo.

Dès cet instant, la volonté du secrétaire général de faire endosser la politique de réforme par l'ensemble du parti s'est retournée contre lui. Dès lors qu'il continuait à vouloir l'apparence du consensus et que ce consensus n'était plus automatique mais à négocier, non seulement la perestroïka à « fait du sur-place », mais M. Gorbatchev en est apparu responsable aux yeux de

ses seuls alliés - les partisans du changement. Car ce changement - faute de trouver un second souffle - a marqué le pas et la déception des radicaux n'a en d'égalé que le regain d'audace des conservateurs.

La préparation du congrès

C'est la raison pour laquelle, assuré depuis Malte de l'unanimité du soutien occidental, M. Gorbatchev avait décidé, dès le plénum du 9 décembre dernier, d'accélérer la préparation du congrès du parti qu'il avait pourtant déjà fait avancer de six mois en le convoquant pour octobre 1990. Il avait pour cela fait voter par un comité central majoritairement conservateur, boueux mais, au pied du mur, soumis, une résolution donnant mandat au bureau politique de préparer un projet de programme qu'un nouveau plénum aurait dû entériner fin janvier.

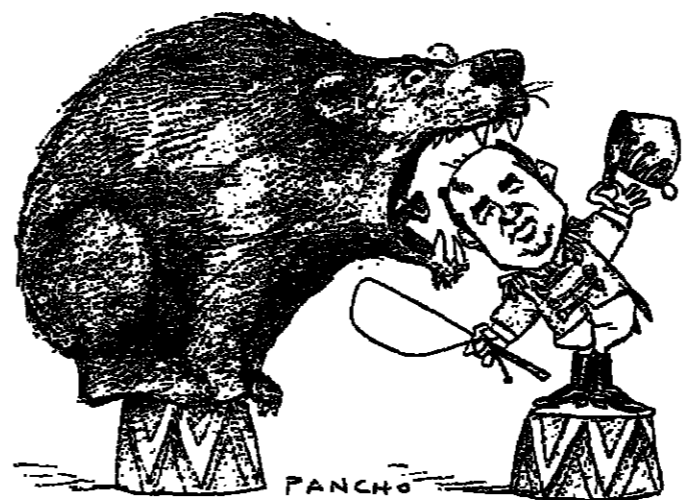
Tout semblait parfaitement huilé lorsqu'il s'est avéré, à la consternation du secrétaire général et de ses collaborateurs, que le Parti communiste lituanien ne voulait rien entendre et maintenait son projet de sortir du Parti soviétique.

M. Gorbatchev avait cru que la limpidité de sa manœuvre suf-

firait à donner assez de gages de sa bonne foi pour que les communistes lituaniens lui laissent six mois de répit. Il avait sous-estimé la force de la pression nationaliste qui ne leur laissait d'autre alternative que la rupture ou le suicide politique. Le PC lituanien a donc rompu avec Moscou et, contraint, par ricochet, M. Gorbatchev a convo-

qué l'Etat et de l'Etat tout court.

Provocation ? Peut-être, et même sans doute, mais provocation sur un terrain qui s'y prêtait à merveille. Pour ne pas courir à l'hallali en réunissant à la date prévue, le 29 janvier, le plénum en pleine guerre civile caucasienne, il a donc fallu prétexter de retouches au projet de pro-



gramme demandées par le bureau politique. M. Gorbatchev a ainsi gagné une semaine, le temps que l'instauration de l'état d'urgence à Bakou y permette un relatif semblant d'accalmie.

Comme tout aujourd'hui en URSS, ce faux-semblant est précaire. Dans trois jours, trois semaines ou trois mois, le problème se reposera avec plus de violence que jamais. Mais l'espoir de M. Gorbatchev est d'avoir, avant les prochaines épreuves, cimenté derrière lui un front du changement et obtenu du Parlement un renforcement de ses pouvoirs présidentiels lui permettant de faire face mieux et plus vite aux situations insurrectionnelles.

De Vilnius à Bakou

Le rapport de forces s'était alors suffisamment amélioré en sa faveur pour qu'il puisse décider de fonder en une seule réunion la suite du plénum lituanien et le plénum sur la préparation du congrès. De nouveau, les conservateurs étaient pris à revers. C'est alors qu'éclatèrent les pogroms de Bakou et l'enchaînement que l'on sait. A Vilnius, c'était l'autorité du secrétaire général du parti qui était bafouée. En Azerbaïdjan, plus grave encore, c'étaient celles du

chef de l'Etat et de l'Etat tout court. Provocation ? Peut-être, et même sans doute, mais provocation sur un terrain qui s'y prêtait à merveille. Pour ne pas courir à l'hallali en réunissant à la date prévue, le 29 janvier, le plénum en pleine guerre civile caucasienne, il a donc fallu prétexter de retouches au projet de pro-

gramme demandées par le bureau politique. M. Gorbatchev a ainsi gagné une semaine, le temps que l'instauration de l'état d'urgence à Bakou y permette un relatif semblant d'accalmie. Comme tout aujourd'hui en URSS, ce faux-semblant est précaire. Dans trois jours, trois semaines ou trois mois, le problème se reposera avec plus de violence que jamais. Mais l'espoir de M. Gorbatchev est d'avoir, avant les prochaines épreuves, cimenté derrière lui un front du changement et obtenu du Parlement un renforcement de ses pouvoirs présidentiels lui permettant de faire face mieux et plus vite aux situations insurrectionnelles.

Pour ce qui est du premier objectif, il passe par le projet de programme préparé par l'équipe du secrétaire général et que le comité central ne pourrait pas refuser sans mettre en minorité, et donc limoger, M. Gorbatchev. Cette hypothèse est-elle, à coup sûr, exclue ?

« Totallement », répond-on dans l'entourage du secrétaire général, car l'appareil se retrouverait alors dans une situation très difficile à maîtriser. Il préférerait donc tabler sur la soif

de l'ordre et la démagogie égalitariste pour remporter le congrès. Autrement dit, si M. Gorbatchev ne court pas le risque d'être éliminé lundi, c'est que ses adversaires considèrent qu'ils pourront, dans quelques mois, y parvenir à moindre péril.

Il est des positions plus solides, mais le fait est que si le projet de programme qui sera présenté lundi est aussi novateur qu'on le dit, le secrétaire général aura là le moyen, non seulement d'opposer un véritable front aux conservateurs, mais aussi de les balayer au congrès. Car si les propositions de nouveaux statuts prévoient réellement de donner au parti une structure fédérale, d'y instaurer l'élection directe des directions par la base, d'y reconnaître l'existence de tendances, d'accélérer le désengagement, au profit des assemblées élues, de la gestion étatique et de prôner enfin le dialogue et la négociation avec les autres forces politiques du pays - alors, tout change. A tout point de vue, le parti qui sortirait du congrès serait alors, en effet, un « autre parti » capable de prendre, avec d'autres forces, le relais de l'actuel PCUS.

Il est, à cet égard, significatif que la note des collaborateurs de M. Gorbatchev envisage déjà la possibilité d'une « table ronde » entre ce futur parti et d'autres forces, un « accord » entre lui et cette société qui, écrivent-ils, « exige » désormais « le droit de disposer de son destin - c'est-à-dire le pouvoir ».

On a peine à croire ce qu'on lit, mais ce qu'on lit et entend est après tout infiniment moins invraisemblable que ce qui se passe dans le Caucase, que la proclamation, dimanche, de l'« autonomie territoriale » de Tiraspol, cette ville de Moldavie, ou que la multiplication accélérée des démissions de directions locales du parti sous la pression de meetings populaires.

Au regard de la réalité du pays, et si radicale soit-elle sur le fond, la contre-offensive de M. Gorbatchev risque au contraire de ne pas être, dans sa forme, assez spectaculaire pour être crédible. Il faudra frapper fort, frapper les imaginations car les mots ne suffisent aujourd'hui plus dans un pays dont, peu ou prou, pas une seule région ne frémisse désormais.

Vers un régime présidentiel ?

Et comme ce n'est pas même s'ils sont télévisés - ce plénum et la présentation de ce programme qui pourraient calmer ce frémissement, c'est devant la prochaine session du Soviet suprême, dès la mi-février, que M. Gorbatchev devrait pousser son second pion. Soit de lui-même, soit en suscitant une initiative d'élus. Il devrait alors proposer d'introduire dans la Constitution l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel et l'extension de ses pouvoirs d'exception.

L'idée serait que cette extension soit immédiate, mais que M. Gorbatchev achève, sans réélection, le mandat qu'il tient, depuis le printemps dernier, du Congrès des députés. L'avantage de la formule est que les députés réformateurs pourraient difficilement refuser l'élection présidentielle directe à laquelle ils sont favorables, que les conservateurs se contrediraient en refusant des mesures d'ordre et qu'E, au bout du compte, le pouvoir d'Etat continuerait de s'affirmer au détriment de celui du parti - d'un parti de moins en moins unique et qu'il faut, dit un haut responsable, « cantonner au spirituel dans un Etat laïcisé ».

Tout cela à sa logique, se tient même - à condition que, d'ici lundi...

BERNARD GUETTA

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wouss

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteur en chef : Bruno Frappat, Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-91 ; Telex 650572 F MONDPA

ADMINISTRATION :

11, RUE JEAN-MAZET, 94352 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSR

SPORTS D'HIVER

L'enneigement des stations
hébergement, locations, crèches et hôtels
Service télématique du MONDE

36.15 Tapez LM

Code CORUS

EUROPE

URSS

Des pourparlers entre nationalistes arméniens et azéris vont s'ouvrir à Riga

Des représentants du Front populaire d'Azerbaïdjan et du Mouvement national arménien se réuniront, mercredi 31 janvier, à Riga, capitale de la Lettonie, pour y avoir des entretiens sous l'égide du Front populaire de Lettonie, a indiqué un journaliste local contacté par téléphone depuis Moscou.

Selon ce journaliste, M. Valdis Berzins, qui est également membre du Front populaire de Lettonie, les Arméniens seront représentés par M. David Vartanian, membre de la direction du Mouvement national arménien, et les Azéris par M. Chikmed Gadji Zade, du Front populaire d'Azerbaïdjan. Les entretiens, qui devraient débiter jeudi, porteront, a-t-il précisé, « uniquement sur les questions humanitaires », notamment sur l'échange d'otages et l'aide aux réfugiés. Les mouve-

ments nationalistes ont en effet insisté pour que l'on n'y aborde pas les « revendications territoriales ». Cette rencontre entre les deux belligérènes fait suite à une proposition faite, il y a quelques jours, par le Conseil de la Baltique aux Arméniens et aux Azéris. Ce conseil a été mis en place début 1989 pour coordonner les actions des Fronts populaires des trois républiques de la Baltique.

Les opérations militaires se sont ralenties à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, mais la grève s'y poursuivait lundi pour réclamer le retrait des troupes soviétiques. Selon M. Josif Samed Oglu, épouse d'un responsable du Front populaire, seules les entreprises de première nécessité fonctionnent, ainsi que le métro. A Erevan d'autre part, un volontaire de l'armée nationale armé-

nienne a été tué et deux autres ont été blessés dimanche soir lors d'une opération de l'armée soviétique pour reprendre du matériel militaire à cette organisation, a-t-on appris lundi après du mouvement national arménien. « Les soldats se sont emparés de tout le matériel militaire qui se trouvait dans la rue Fourmanov, dont notamment des canons et des blindés, mais personne n'a été arrêté », a indiqué un porte-parole du mouvement national arménien joint par téléphone à Erevan.

A Paris, l'association humanitaire Reporters sans frontières a adressé à M. Gorbatchev une lettre demandant la libération immédiate du journaliste arménien Arkadi Ghoussian, arrêté selon elle le 19 janvier à Stepanakert, capitale du Haut-Karabakh. (AFP)

POLOGNE

Les héritiers du POUP à la recherche d'une crédibilité

MM. Alexander Kwasniewski et Leszek Miller ont été élus lundi 29 janvier respectivement président et secrétaire général du nouveau parti, la « Sociale-démocratie de la République polonaise » (SDRP), fondé sur les ruines du parti communiste polonais (POUP), dissous dimanche à Varsovie. Son congrès avait été marqué par des manifestations hostiles à toute forme de survie du parti communiste, disparu par la police à Varsovie. Crédité de 2,2 % des intentions de vote, l'ex-POUP s'était scindé dès samedi, M. Tadeusz Fitzbach, chef de file de l'aile la plus réformatrice, créant « l'Union sociale-démocrate de la République de Pologne ».

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Comme l'avait souhaité l'ex-secrétaire du POUP, M. Rakowski, que ses partisans appellent désormais « le père » ou même « l'écouleur de la social-démocratie », la jeune génération a pris la relève. Alexander Kwasniewski, trente-cinq ans, et Leszek Miller, quarante-quatre ans, dirigent donc le premier comme président, le second comme secrétaire général. Ce nouveau parti créé sur les ruines du PC polonais, la Sociale-Démocratie de la République de Pologne (SDRP).

Qu'importe après tout si personnel à commencer par les intérêts eux-mêmes n'est vraiment capable de préciser les fonctions de l'un et de l'autre. Les délégués au congrès fondateur ont massivement voté pour eux (sur quatre, 1 160 votants, 1 049 ont choisi Kwasniewski et 926 Miller, c'est de quatre candidats qui avaient accepté de se dévouer pour respecter les règles de la démocratie), sans savoir ni même demander d'ailleurs lequel ferait quoi. « Il y a assez de travail pour deux », lance M. Kwasniewski, dont l'enthousiasme est vaguement le président est chargé de représenter le parti tandis que le secrétaire général assure la gestion quotidienne.

En réalité, le « ticket » Kwasniewski-Miller traduit toute l'ambivalence de ce nouveau parti. M. Kwasniewski a l'image du jeune loup réformateur, celui qui songeait à l'après POUP depuis déjà pas mal de temps : « Je crois, nous disait-il un moment de la formation du gouvernement Mazowiecki (Le Monde du 26 août), que le prochain congrès du POUP sera le dernier. Les forces libres à la gauche socialiste vont chercher une autre formule, celle d'un parti moderne qui participe à la lutte parlementaire ». Miller, lui, est le pur produit de l'appareil : secrétaire du POUP dans une usine, élu député à l'école du parti, qui a assumé diverses responsabilités au comité central jusqu'à celle de secrétaire, avant d'accéder au politburo. M. Rakowski lui présentait ces derniers temps comme « son grand droit » et c'est lui, Leszek Miller, qui représente la continuité du POUP au sein de la SDRP. Une conférence de presse tenue lundi soir 29 janvier par les deux hommes a permis de montrer déjà un certain partage des tâches : Kwasniewski apparaît comme le numéro un, énoncé les idées générales, mais c'est M. Miller qui prend la parole dès qu'il s'agit d'organisation et de fonctionnement du parti, ou pour égratigner ça et là un concurrent. L'expérience montrera sans doute lequel aura le vrai pouvoir, mais M. Kwasniewski a visiblement

accepté un compromis, au moins de principe, avec l'ancien appareil du POUP, largement représenté au congrès. Ce congrès s'est finalement scindé en trois : la majorité des 1 600 délégués - 1 174 lundi à midi - ont adhéré au nouveau parti SDRP ; une centaine dont l'ancien secrétaire du comité central, Marek Król, a rejoint l'Union sociale-démocrate (USD), créée par M. Tadeusz Fitzbach ; enfin, quelque 300 délégués ont tout bonnement quitté le congrès, soit, estime M. Kwasniewski, afin de voir un peu se décanter les choses, soit parce que l'idée de la social-démocratie leur est insupportable. La plupart des délégués militaires se sont également abstenus de participer au congrès fondateur.

Recomposition du paysage politique

Le gros problème qui se pose à présent est en fait celui du groupe parlementaire du POUP à la Diète, jusqu'ici le plus important numériquement avec 165 députés. Selon les calculs faits par MM. Kwasniewski et Fitzbach, quelque trente députés ex-communistes ont adhéré à la SDRP de Kwasniewski, vingt-sept ont rejoint l'USD de Fitzbach et une centaine réservent leur position. Le groupe parlementaire doit tenir une importante réunion plénière mercredi qui décidera sans doute de l'avenir de l'ex-majorité communiste au Parlement polonais.

La recomposition du paysage politique polonais, prévue depuis les élections de juin, est donc entamée, bien que de manière encore assez confuse. Il est difficile d'évaluer les chances électorales de la SDRP par rapport à la formation de M. Fitzbach - qui ne

deviendra un vrai parti que lors de son propre congrès dans quelques mois - d'autant plus que leurs déclarations de programme sont très proches. Ce qui les différencie, ce sont essentiellement des questions de personnes, leur attitude à l'égard de l'état de guerre que l'USD condamne résolument et aussi leurs moyens financiers, puisque c'est la SDRP qui a repris le droit au patrimoine du POUP. Une commission gouvernementale étudie cependant le sort de ce patrimoine et Lech Walesa a averti lundi que toute tentative par les partis issus du POUP de récupérer ces biens « accumulée illégalement » serait considérée comme « un acte d'arrogance politique ». M. Kwasniewski n'a pas exclu une alliance entre les deux partis sociaux-démocrates, ce qui résoudrait le problème de leur adhésion à l'Internationale socialiste à laquelle la SDRP tient beaucoup pour sa respectabilité. Car pour l'heure, le jeune président ne se fait guère d'illusions : « Nous allons avoir, reconnaît-il, un gros problème de crédibilité comme toute la gauche, car les Polonais sont devenus allergiques à la pirouquette du socialisme ». Ce sera « un long processus ». Clin d'œil à l'histoire, le nom du nouveau parti est pas sans rappeler le premier Parti socialiste polonais, la Sociale-Démocratie du Royaume de Pologne, au sein duquel Rosa Luxemburg devait donner du fil à retordre à Lénine. Entre-temps, il y a eu le stalinisme.

L'autre camp, celui de Solidarité, se prépare lui aussi à sa propre recomposition politique : « Il est temps de mettre les choses en ordre », a souligné lundi M. Walesa en évoquant le congrès de son mouvement prévu en mars ou avril.

SYLVIE KAUFFMANN

Alexander Kwasniewski l'anti-apparatchik

Sous ses dehors innocents et volontiers rigolards, le « camarade Otek », comme l'appelaient ses amis du parti, avait en réalité un grand dessein, celui de prouver que le système socialiste est réformable. En prenant la tête du nouveau parti, le Social-démocrate de la République de Pologne, Alexander Kwasniewski tente de négocier le virage de l'histoire et de se donner un rôle à la mesure de ses ambitions.

A trente-cinq ans, il n'est associé à aucune des tares historiques du défunt POUP et ne se prive pas de préciser qu'il a appris l'instauration de l'état de guerre, en décembre 1981, chez lui à la radio, il était alors rédacteur en chef d'un hebdomadaire de la jeunesse, ITD, qui fut l'une des rares publications officielles à peu près lisibles dans ces années de « normalisation » polonaise. Issu d'une famille de médecins, diplômé d'économie des transports de l'université de Gdansk où il fit ses classes politiques à la tête de l'Association des étudiants socialistes, il passa ensuite à la rédaction en chef du quotidien des jeunes, Szanदार Młodych, avant d'entrer au gouvernement en novembre 1985 comme ministre chargé de la jeunesse et des sports, poste qu'il a occupé jusqu'à ce jour. Ces fonctions lui permirent de se faire connaître du grand public,

notamment au moment des Jeux olympiques de Séoul il était aussi président du Comité olympique polonais - où on le vit beaucoup à la télévision commentant diverses compétitions avec talent et expertise. Vif, charmeur, très ouvert et direct, il apportait un contraste saisissant à l'image de l'apparatchik communiste.

Mais c'est la table ronde réunissant au printemps dernier représentants du pouvoir et de l'opposition qui va servir de tremplin politique à Alexander Kwasniewski. Il y noua des contacts précieux, voire amicaux, avec des responsables de Solidarité, comme par exemple Adam Michnik. Les deux hommes se sont retrouvés deux fois depuis dans le cadre de débats télévisés qui ont fait grosse impression. Aux élections de juin 1989, étoile montante de l'aire réformatrice du POUP, il subit comme beaucoup de candidats de son parti une cuisante défaite, mais avec un score personnel honorable au Sénat où 89 élus sur 100 sont de Solidarité. Pour lui, à ce moment-là, la nécessité d'un nouveau parti, réformateur et crédible, se fait de plus en plus urgente.

S. K.

YUGOSLAVIE

Deux nouvelles victimes au Kosovo

Deux manifestants albanais de souche ont été tués et 20 autres grièvement blessés, lundi 29 janvier, dans la province du Kosovo lors d'affrontements avec la police, a annoncé l'agence Tanjug. Le bilan officiel des victimes des manifestations violentes au Kosovo au cours des trois derniers jours s'élève ainsi à huit morts.

De son côté, la radio de Belgrade a annoncé dans la journée, sans citer de source, qu'une douzaine de personnes avaient été tuées lors d'affrontements durant le week-end. Plusieurs milliers de personnes manifestaient encore lundi soir à Gnjilane, dans le sud-est de la province, et à Urosevac.

La constitution de la population albanaise s'intensifie depuis une semaine dans cette province yougoslave dépendant de la Ser-

bie, en proie depuis dix ans à de vives tensions inter-ethniques. Des milliers d'Albanais de souche manifestent quotidiennement contre l'état d'urgence imposé en février dernier par la Serbie, entrées de cette province autonome. Les émeutes nationalistes ont déjà fait une trentaine de morts depuis un an, selon des chiffres officiels.

Les nationalistes réclament notamment l'arrêt des procès politiques et la libération des prisonniers politiques, en majorité albanais, accusés de menées contre-révolutionnaires visant à renverser l'ordre constitutionnel yougoslave.

Le Kosovo, fort de quelque deux millions d'habitants, à 90 % de souche albanaise et de confession musulmane, est une province située à la frontière avec l'Alba-

nie. L'agitation a créé un sentiment d'insécurité, et la petite communauté serbe et orthodoxe, qui compte quelque 200 000 personnes, a constitué dans ses villages, enclavés dans les régions à majorité albanaise, des milices armées d'auto-défense.

Lundi, le Parti communiste serbe a accusé la Slovénie et la Croatie, les deux Républiques les plus développées et les plus réformatrices de Yougoslavie, d'encourager la sécession au Kosovo en soutenant les manifestations albanaises de souche de cette province autonome de Serbie. Dans un communiqué officiel, le PC de Serbie, République du sud-est de la Yougoslavie, a également accusé ces deux Républiques d'exploiter la question du Kosovo pour réaliser leurs propres sécessions. (AFP)

La pureté slave contre les écrivains du groupe Avril

Le Tout-Moscou littéraire est encore sous le coup de l'émotion du 18 janvier, un commando d'une trentaine de jeunes défenseurs de la pureté slave, armés d'un microphone, envahissent la Maison des écrivains et perturbent une réunion du groupe Avril, où se retrouvent depuis dix mois les Evrouchenko, Okoudjeva et autres écrivains de Moscou en révolte contre le conservatisme de leur Union officielle, celle de la Fédération de Russie.

« Judéo-maçons », « Traîtres aux écrivains russes », « Déracinés, nous aurons des mitraillettes », clamaient, dans la mêlée, les énergiques jeunes gens « aux allures de repris de justice », selon le récit publié dans la dernière livraison de la *Literaturnyïe Gazeta*, l'organe de l'Union des écrivains. La milice, appelée à l'aide, a fini par conduire poignamment quelques perturbateurs au poste d'où ils sont repartis sans problèmes. Ils auraient pu être incriminés de « hooliganisme », voire d'action de « groupe visant à semer la haine inter-ethnique », passible de dix ans de prison, souligne le journal.

L'incident, qui a eu des précédents à Moscou lors de réunions pré-électorales au printemps dernier, a d'abord été minimisé par certaines de ses victimes, notamment par le poète Boulat Okoudjeva, que le rumeur donnait pour avoir été sauvagement battu et qui a précisé que c'est lui-même qui a battu son agresseur.

Mais l'émotion s'est accrue

lorsqu'il est apparu que le chef du commando, un certain K. V. Astachvili, qui se fait appeler du nom bien russe de Smirnov, est un ouvrier candidat aux prochaines élections locales dans un quartier de Moscou, où il est soutenu par le groupe Outechev (patrice), un des avatars de Parnist, le nom générique des nationalistes antisémites russes.

Chasse aux décadents

La *Literaturnyïe Gazeta* précise qu'un autre membre du commando est, lui, candidat au Soviet de Moscou. Il s'agit d'un photographe du journal du parti de la banlieue de Lioubert, célèbre depuis que des groupes de jeunes en descendant à l'ordre de la perestroïka, pour chasser en toute impunité les jeunes punks et « décadents occidentaux » dans le centre de Moscou.

Le refus des forces de l'ordre d'engager des poursuites contre les écrivains d'Avril a déchaîné, comme le fait volontiers le camp progressiste, « le main cachée » du Kremlin. Le célèbre chef de file des conservateurs, Egor Ligatchev, se contente pour sa part d'avouer que ses écrivains favoris sont Raspoutine ou Bielow, devenus les fers de lance du courant « slavophile » et proche de Parnist qui domine l'Union des écrivains de Russie.

S. SH

Peuplée en majorité de Russes

Une ville de Moldavie proclame son autonomie

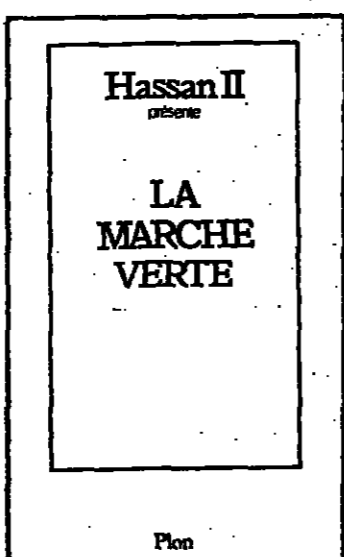
La ville moldave de Tiraspol, dont la majorité des habitants sont des russophones, a décidé lors d'un référendum, dimanche 28 janvier, de devenir un territoire autonome, a annoncé lundi le porte-parole du ministère moldave des affaires étrangères.

Contacté à Kichinev, capitale de la république de Moldavie (sud-ouest de l'URSS), ce responsable a indiqué que l'objectif principal de ce vote était de s'opposer à ce que la loi votée l'été dernier reconnaissant le moldave (proche du roumain) comme langue officielle s'applique à Tiraspol, seconde ville de Moldavie, qui ne compte que 30 % de Moldaves de souche sur ses 200 000 habitants.

Interfax, une publication de Radio Moscou, avait annoncé précédemment que 125 000 personnes, soit 92,3 % des personnes inscrites sur les listes d'électeurs de cette ville, avaient participé au référendum. 89,3 % des votants, ajoutait Interfax, se sont prononcés pour l'octroi à Tiraspol d'un statut « basé sur l'autonomie, l'autofinancement régional, et la totale égalité des langues ».

La Moldavie, qui fut alternativement russe et roumaine et a été annexée en 1944 par l'URSS, est peuplée à 64 % seulement de Moldaves. La communauté russo-phonie, qui comprend, outre les Russes, des Ukrainiens et des Bulgares, s'était mise en grève en septembre dernier pour protester contre la loi sur les langues. (AFP)

LA MARCHÉ VERTE



« Si la Marche Verte a suscité au sein de l'opinion publique internationale force commentaires, réflexions, voire incompréhensions, cela atteste de l'intérêt et de l'importance de ce glorieux événement. Il ne s'agit, cependant, ni d'une lubie personnelle, ni d'une aventure ou une décision irresponsable, ni d'un jeu de hasard dans le domaine politico-diplomatique ; mais d'un acte de foi d'un roi et d'un peuple (...).

« La Marche Verte constitue un modèle pour le règlement pacifique des différends. Elle a permis un juste aboutissement à une décolonisation-grosse de risques d'embrasement dans la région. »

Hassan II, Roi du Maroc.

Des témoignages inédits et des révélations sur une épopée qui a mobilisé 350.000 marocains. Un ouvrage exceptionnel sur un événement exceptionnel

Ouvrage format 14 x 22,5 cm 480 p. TTC 140 F

COLLECTION EDIFICATION D'UN ETAT MODERNE

e parti actuel

ne manière pacifique, ne considérant de destruction des plus

réussite, l'essentielle à ses ambitions. Se sentant en danger et en danger d'être éliminé, il n'est plus

Un accord entre le parti et la société

La conclusion d'un tel accord, étape, du pouvoir du parti-État à la société civile tout en conservant une certaine forme de monopole, n'est pas une tâche aisée. Elle suppose un accord entre le parti et la société, un accord qui ne peut être que le fruit d'un processus de négociation. Ce processus est en cours, mais il est encore très incertain. Le parti doit trouver un moyen de se faire accepter par la société, sans perdre son caractère de parti unique. C'est un défi de taille.

Le parti doit aussi trouver un moyen de se faire accepter par la société, sans perdre son caractère de parti unique. C'est un défi de taille.

Le parti doit aussi trouver un moyen de se faire accepter par la société, sans perdre son caractère de parti unique. C'est un défi de taille.

Vers un régime présidentiel ?

Le régime présidentiel est une forme de gouvernement où le chef de l'État est élu séparément du législatif. Ce système a des avantages et des inconvénients. Il permet d'avoir un chef de l'État indépendant du pouvoir législatif, ce qui peut être utile pour garantir la stabilité de l'État. Cependant, il peut aussi conduire à une concentration excessive du pouvoir entre les mains du chef de l'État.

Le régime présidentiel est une forme de gouvernement où le chef de l'État est élu séparément du législatif. Ce système a des avantages et des inconvénients. Il permet d'avoir un chef de l'État indépendant du pouvoir législatif, ce qui peut être utile pour garantir la stabilité de l'État. Cependant, il peut aussi conduire à une concentration excessive du pouvoir entre les mains du chef de l'État.

Le régime présidentiel est une forme de gouvernement où le chef de l'État est élu séparément du législatif. Ce système a des avantages et des inconvénients. Il permet d'avoir un chef de l'État indépendant du pouvoir législatif, ce qui peut être utile pour garantir la stabilité de l'État. Cependant, il peut aussi conduire à une concentration excessive du pouvoir entre les mains du chef de l'État.

PORTS D'HIVER

L'enseignement des stations touristiques et hôtels

service téléphonique du MONDE

Bo.15 Tapez LM

Code CORUS

EUROPE

ROUMANIE : le consensus impossible après les manifestations de Bucarest

Le Front est tiraillé entre son opposition « de droite » et ses partisans « de gauche »

Le calme était revenu mardi 30 janvier, en Roumanie, après les manifestations qui, opposées ou en soutien au Front de salut national (FSN), ont eu lieu à Bucarest et en province dimanche et lundi. A Bucarest, lundi après-midi, des manifestants favorables au FSN ont saccagé le siège du Parti national libéral et assiégué celui du Parti national paysan dont les dirigeants ont dû être évacués sous la protection de l'armée. Au cours d'une conférence de presse, tenue lundi 29 janvier, dans l'après-midi, M. Silviu Brucan, qui apparaît comme le

numéro trois du régime, a regretté ces incidents tout en estimant que les actions menées la veille par « les troupes de choc » des partis de l'opposition, qui voulaient pénétrer dans les locaux du Front étaient « un petit coup d'Etat qui a échoué lamentablement ». M. Brucan a néanmoins confirmé que les négociations commencées dimanche en vue de la formation d'un gouvernement de coalition, qui dirigerait le pays jusqu'aux élections, reprendraient jeudi 1^{er} février.

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Un élément nouveau, inconnu jusqu'alors dans les autres pays d'Europe de l'Est « en voie de démocratisation » — comme l'on dit — en voie de développement — est apparu dimanche 28 et lundi 29 janvier en Roumanie lorsque des dizaines de milliers de travailleurs sont descendus, plus ou moins spontanément, dans la rue pour soutenir le Front de salut national (FSN) et s'opposer à une libéralisation trop grande de l'économie. « Nous ne vendrons pas nos entreprises et notre pays », proclamaient-ils. Un peu plus d'un mois après la chute de Nicolae Ceausescu, alors que le pays balbutie encore sa liberté retrouvée, cette nouvelle donne dans une équation déjà complexe accentue encore les ambiguïtés qui, dès le 22 décembre, ont caractérisé la révolution roumaine.

Samedi 27 janvier, alors que les partis politiques traditionnels, renaissant de leurs cendres avec une belle vigueur, mais aussi des étudiants appelaient à manifester, chacun pensait ici que le processus « pragmatique » était enclenché et que la rue, manifestation après manifestation, parviendrait à obtenir cette « démocratisation » radicale qu'elle exige. Ne parlait-on pas déjà d'une démission du Front et de la formation d'un gouvernement de coalition ? Depuis lundi soir, force est de constater que le Front sort renforcé de l'épreuve et que la rue apparaît désormais davantage à ses partisans qu'à ses adversaires.

S'il est évident que la spontanéité des manifestants ouvriers peut être sujette à caution, il est tout aussi évident que ces derniers, venus par milliers place de la Victoire, avaient quelque chose

à dire. Comment le spectacle indécent donné ces derniers temps à Bucarest, devenu le dernier « pèlerinage » à la mode, pouvait-il ne pas choquer ceux qui avaient connu quarante années d'enfer ? La rapidité avec laquelle certains émigrés roumains se sont précipités sur les places à prendre dans les partis, sans se réserver le temps de mieux comprendre le pays, avait aussi quelque chose de choquant. « Eux ne savent pas, disait un manifestant, ce que c'est que de vivre avec quelques centaines de grammes de salami ! »

En fait, différence majeure avec la Tchécoslovaquie et la Pologne, il manque à la Roumanie ces Walens ou ces Havel qui font les unanimités. Les étudiants de Bucarest et les intellectuels du Dialogue social qui ont joué le rôle que l'on sait dans les journées de décembre, au lieu d'être au premier plan, comme à Prague ou à Leipzig, se trouvent aujourd'hui laminés entre les partis politiques et le Front.

« Le Front égale le peuple »

Or, avant les élections, ni ce Front ni ces partis ne peuvent encore se targuer d'une légitimité démocratique. Notre légitimité découle du fait que nous avons été là les premiers et que nous avons assumé le pouvoir aux moments difficiles, en substance, les responsables du Front. La nôtre, répondent les dirigeants des partis de l'opposition, c'est d'avoir, bien avant vous, contesté radicalement le régime communiste et de l'avoir souvent payé de dizaines d'années de prison. Un fait demeure pourtant : ni les uns ni les autres n'ont été désignés par un quelconque scrutin.

A moins que l'objet de la lutte — et on n'en est pas très loin

— ne soit désormais le contrôle de la rue et que le nombre des manifestations de chaque camp ne devienne l'aune de la vie politique. En appelant à manifester devant le siège du Front, les partis ont certes déclenché un processus dangereux qui s'est d'ailleurs retourné contre eux. Mais il reste aussi que le Front, en organisant ses contre-manifestations, a lui aussi, joué avec le feu. Bien entendu, M. Iliescu n'est pas M. Ceausescu et la Roumanie de cette fin janvier n'a rien à voir avec celle de la mi-décembre. Mais certaines pratiques, telles les conditions de la mobilisation ouvrière « spontanée », ou certains slogans apparus dimanche et lundi, ont de quoi faire réfléchir sur les intentions exactes des dirigeants actuels. « Le Front, disait Ion Iliescu devant les manifestants de la place de la Victoire, est né au milieu du peuple, c'est une création du peuple et il sert le peuple ; le Front égale le peuple. » Une fois été la part de démagogie obligatoire, il est permis d'être inquiet devant des propos aussi simplificateurs, fondement idéologique de nombre de pouvoirs totalitaires.

« Pas de patrons », « non au libéralisme », chantaient les manifestants venus soutenir le Front. Quelle réforme du système économique ses dirigeants vont-ils, s'ils sont élus, dans ces conditions mettre en œuvre ? Ne seront-ils pas prisonniers, et pour longtemps, des espoirs qu'ils ont suscités ? Les dirigeants roumains ne peuvent se permettre, vu l'état de leur économie, de baisser. Si des réformes économiques radicales ne sont pas proposées et réalisées, ils pourraient être pris dans une spirale qui risquerait de les conduire inéluctablement vers un régime autoritaire.

JOSE-ALAIN FRALON

BULGARIE : réuni pour son XIV^{ème} congrès

Le PC veut se donner les moyens « de gagner dans une société pluraliste »

Le Parti Communiste bulgare a ouvert mardi matin 30 janvier son quatorzième congrès. C'est un parti en pleine transformation et qui cherche encore sa voie, deux mois et demi à peine après la chute de son ancien chef, Todor Jivkov, qui en assuma la direction pendant trente-cinq ans.

SOFIA

de notre envoyé spécial

C'est un Parti communiste bulgare en crise qui a ouvert mardi 30 janvier son quatorzième congrès, « extraordinaire » à Sofia. « Nous sommes arrivés à une étape compliquée et douloureuse du changement et cette crise, sociale et morale, se reflète naturellement au sein du Parti », déclare M. Andreï Lukanov, le numéro deux du régime, deux mois et demi seulement après la mise à l'écart expéditive de Todor Jivkov, le vieux dictateur qui risqua malencontreusement de se faire trahir devant les tribunaux pour « corruption » et « abus de pouvoir ». Les rapports de force étant encore incertains à l'intérieur du PCB, les nouveaux dirigeants semblent hésiter à se lancer dans des réformes trop audacieuses. Les « libéraux » attendent de voir la composition du prochain comité central pour avancer leurs pions. De son côté, l'opposition est divisée : les treize partis et mouvements indépendants regroupés dans l'Union des forces démocratiques (UFD) sont faibles et n'ont souvent qu'une influence locale. Un récent sondage leur accordait, ensemble, moins de 14 % des voix.

Pour M. Lukanov, ancien ministre du commerce extérieur et souvent présenté comme le chef de file des « réformateurs »,

le Parti communiste doit définir une nouvelle politique qui lui permette de continuer « à jouer un rôle essentiel en Bulgarie ». Sans doute, dans la perspective des élections libres prévues en mai. A ses yeux, la restructuration n'est possible que si le PCB se transforme radicalement, qu'il soit un parti « capable, non seulement d'exister, mais de gagner dans une société pluraliste ».

Trois documents

Au cours de leurs travaux qui dureront plusieurs jours (aucune date de clôture n'a été annoncée), les quelque trois mille délégués, dont les trois-quarts participent pour la première fois à un congrès, examineront principalement trois textes : une déclaration politique, un manifeste « pour l'édification d'un socialisme démocratique » et un projet de nouveaux statuts. Dans ces rapports, le PCB jette au panier quelques principes fondamentaux du socialisme d'Etat « autoritaire », comme le centralisme et le rôle dirigeant du parti, et se prononce pour le multipartisme et des élections libres. Les communistes bulgares ne renoncent pas pour autant au marxisme, ils veulent d'abord « déstaliniser » le PCB, éliminer les côtés « négatifs » du système et lui injecter quelques ingrédients démocratiques. Signe de l'hésitation des dirigeants : si l'armée et la milice ont été récemment « dépolitisées » le parti n'envisage quand même pas de supprimer ses organisations dans les entreprises. La question est remise au libre choix des employés.

La situation économique, qui ne cesse de s'aggraver, sera également discutée au cours du congrès. A cette occasion, les délégués ne manqueront certainement pas de dénoncer les

« sérieuses erreurs » commises par « Jivkov et sa clique », comme le dit M. Alexandre Lilov, membre du bureau politique, particulièrement au cours des dix à quinze dernières années. Les nouveaux dirigeants doivent faire face à une crise dont ils ne mesurent pas l'ampleur tant les statistiques étaient truquées sous l'ancien régime. Le mécontentement social s'accroît et une soixantaine de grèves ont éclaté depuis le mois de décembre. Pour M. Lilov, il faudra « des années » pour remettre l'économie sur les rails et rembourser une dette extérieure de quelque dix milliards de dollars, aussi élevée par habitant que celle de la Pologne. Dans une usine sur deux, l'appareil de production est démodé. L'inflation est de l'ordre de 10 %.

De l'avis général, les trois documents présentés au congrès, de même que le rapport du secrétaire général, M. Petar Mladenov, devraient être adoptés à une large majorité. Le parti n'en est pas pour autant uni. Divers courants (les « plateformes ») sont apparus ces dernières semaines dans les rangs du PCB : L'Association socialiste alternative (ASO), de tendance social-démocrate, la « Voie bulgare vers l'Europe » et le Forum démocratique qui ont décidé de faire cause commune dans les jours qui viennent pour obliger le parti à adopter des réformes « moins timides » que celles qui ont été annoncées. Dans la foulée des changements de statuts du PCB et du projet de nouvelle constitution, il n'est pas exclu non plus que la direction communiste bulgare soit modifiée et que l'actuel premier ministre, M. Georgi Atanasov, dont l'opposition a réclamé ces derniers jours la démission, soit relevé de ses fonctions.

ALAIN DEBOVE

RFA

Le chancelier Kohl participera à la campagne électorale en RDA

BONN

de notre correspondant

Les états-majors politiques s'étaient réunis à Bonn, le lundi 29 janvier, pour faire le bilan d'un dimanche riche en événements : il s'agissait de tirer les leçons du triomphe de M. Oskar Lafontaine, en Sarre, et de déterminer son attitude à l'égard des élections en RDA, qui ont été avancées au 18 mars.

Au SPD, c'était l'euphorie : M. Oskar Lafontaine a été accueilli au comité directeur du parti avec un bouquet de cinquante-quatre trilles rouges, évoquant le pourcentage de voix obtenu aux élections régionales. Le président du SPD, M. Hans Jochen Vogel, a annoncé qu'il allait proposer la candidature de M. Oskar Lafontaine comme candidat à la chancellerie devant les instances dirigeantes du parti. L'intéressé a déclaré qu'il allait « réfléchir intensément à cette proposition » au cours des trois semaines de congé qu'il s'est accordées pour se remettre des fatigues de la campagne électorale sarroise.

Ce délai devrait être également mis à profit pour mettre au point les règles du jeu entre le futur candidat, qui tient absolument à avoir une large autonomie dans la conduite de sa campagne, et la direction du SPD. M. Oskar Lafontaine veut absolument éviter que se renouvellent les tensions qui avaient handicapé le combat électoral de Johannes Rau contre Helmut Kohl en 1987. Interrogé à ce sujet, le Sarrois a simplement souhaité que « le parti soit gentil avec lui ». Chez les chrétiens-démocrates, l'ambiance était nettement moins joyeuse, et l'on s'attachait à relativiser l'éclat du ministre de l'environnement, Klaus Töpfer. « Sarrebruck n'est pas Bonn », a constaté M. Volker Rühe, secrétaire général de la CDU, et, dans la capitale, le chancelier Kohl est toujours le champion.

L'avancement des élections législatives en RDA au 18 mars est « une chose positive », a estimé le chancelier, qui a annoncé qu'il participerait à la campagne électorale à l'Est pour soutenir « les forces démocratiques du centre », c'est-à-dire la CDU-Est, le Renouveau démocratique, le parti du Forum allemand et l'Union sociale allemande (DSU). Le chancelier souhaite que ces formations concluent rapidement une alliance électorale pour faire pièce à un SPD qui a pris une sérieuse avance dans son organisation et sa capacité de mobilisation des foules, comme on a pu le constater samedi dernier à Gotha. Le chancelier est maintenant conscient qu'une trop large victoire du SPD en RDA constituerait un handicap pour sa propre réélection en décembre prochain. Cela l'a conduit à modifier son attitude et à compenser sa fréquentation obligée de M. Hans Modrow dans le cadre des négociations interallemandes sur la « communauté contractuelle » entre la RDA et la RFA par une intervention plus résolue aux côtés des « forces amies » en Allemagne de l'Est.

LUC ROSENZWEIG

RDA : avant de se rendre à Moscou

M. Hans Modrow a prononcé un discours alarmiste

Le premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, devait être reçu mardi 30 janvier à Moscou par le président Mikhaïl Gorbatchev pour discuter des derniers développements de la situation en RDA et des rapports, avec l'autre Allemagne, où il est attendu les 13 et 14 février prochain. Arrivé lundi soir dans la capitale soviétique, M. Modrow devait également y avoir des conversations avec son homologue, M. Nikolai Ryjkov.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Moscou n'a pas caché, ces derniers temps, son souhait d'éviter toute précipitation dans les affaires allemandes. Ainsi l'agence Novosti vient-elle de rappeler aux Allemands de l'Ouest qui avaient soulevé la question que l'URSS restait hostile pour le moment à toute modification du statut de Berlin et n'avait pas l'intention de lever son opposition à l'élection directe des représentants de Berlin-Ouest au Bundestag, le Parlement ouest-allemand.

Cette visite devrait être l'occasion pour M. Modrow et ses interlocuteurs soviétiques de rappeler également, si besoin en était, le rôle que la perestroïka a eu dans le déblocage de la situation en Europe de l'Est et les risques que ferait peser a contrario sur M. Gorbatchev un dérapage de la situation en RDA.

Désarroi

Le chef du gouvernement est-allemand doit rendre publique mercredi, à son retour à Berlin-Est, la liste du nouveau gouvernement de « responsabilité nationale » comprenant des représentants de tous les partis et mouvements d'opposition figurant à la table ronde. Avant de partir pour Moscou il avait, devant le Parlement est-allemand, justifié l'avancement de la date des élections au 18 mars dans un discours alarmiste sur la détérioration de la situation en RDA.

HENRI DE BRESSON

GRECE

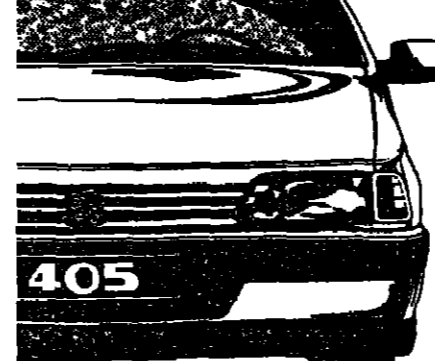
Heurts entre musulmans et orthodoxes

Des heurts entre communautés orthodoxes et musulmanes à Komotini, en Thrace occidentale (nord-est de la Grèce), ont fait lundi 29 janvier un mort et six blessés et entraîné une vive protestation d'Ankara. Un millier de musulmans s'étaient rassemblés à la mosquée pour protester contre la condamnation du 26 janvier d'un ex-député, M. Ahmet Sadik, à dix-huit mois de prison pour diffusion de « fausses rumeurs ». Un contre-rassemblement de Grecs orthodoxes a entraîné des heurts, un douanier grec chrétien a succombé à ses blessures et un

important dispositif policier a été mis en place.

Un communiqué du ministère turc des Affaires étrangères publié lundi à Ankara dénonce « l'attitude d'Athènes face aux violences contre la minorité turque de Thrace occidentale » et demande des indemnités pour les dommages causés. Selon Ankara, le député a été condamné pour avoir écrit le mot « turc » dans ses brochures électorales, un terme prosaïque par une décision de la justice locale il y a un an, qui impose à sa place le mot « musulman ». — (AFP.)

Ne commandez pas votre PEUGEOT 205, 309, 405, 605 sans nous avoir rendu visite !



stock permanent de 1000 véhicules en livraison immédiate*

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER PEUGEOT

*en fonction des commandes enregistrées

Plus vite, moins cher !
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

La ré
se f

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

estime

هڪڙا من ۽ ڪل

POLITIQUE

La Nouvelle-Calédonie sur les sentiers de la paix

Rivalités, suspensions, rumeurs... Les dirigeants du FLNKS ont des difficultés à surmonter la perte de Jean-Marie Tjibaou

Conformément aux accords de Matignon, avalisés par la loi référendaire du 9 novembre 1988 et par les élections provinciales du 11 juin 1989, le processus de paix se poursuit en Nouvelle-Calédonie, malgré les assassinats de Jean-Marie Tjibaou et de Yéwéné Yéwéné. Dans la perspective du réfé-

rendum d'autodétermination prévu en 1998, chacun des trois artisans de ces accords (gouvernement, FLNKS et RPCR) doit relever un pari différent. Pour le FLNKS, il s'agit de prouver que les indépendantistes sont capables, dans les deux provinces du Nord et des Îles Loyauté, qu'ils contrôlent, de jeter les

fondements d'un État démocratique et moderne. Mais le mouvement indépendantiste apparaît très désorienté par la disparition de ses deux chefs, auxquels il n'a pas encore trouvé de successeurs, et certains de ses propres dirigeants doutent de sa capacité à relever ce défi.

qui s'expriment, à l'intérieur même de l'Union calédonienne, à l'encontre de Léopold Jorédié, président de la province Nord, dont la cote de popularité est à la baisse. « Il est mal conseillé, disent les uns ; il ne sait pas s'organiser, affirment les autres ; il recommence les mêmes erreurs qu'à l'époque du statut Pisani... » François Burek lui-même, un sujet de son lieutenant, une formule assassine : « L'avion est sur la piste, on se demande s'il va décoller... » L'intéressé vit entouré de gardes du corps, dans la psychosé de l'attente. Depuis longtemps, la mort rôde autour de lui. C'est l'assassin d'Éloi Machoro, son frère d'armes de Canala, qui l'avait conduit sur le devant de la scène ; c'est l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yéwéné Yéwéné qui l'a propulsé aux fonctions de coprésident, auprès de François Burek. Mais le maire de Canala n'a jamais recherché les honneurs et il y a beaucoup de colonnes dans les rumeurs qui le déstabilisent. Meurtre, Léopold Jorédié reprend à son compte ce que disait Emmanuel Tein, le sage grand chef de l'île d'Ouvéa, à l'ouverture du congrès du FLNKS : « Le peuple ne peut pas vivre sans tête. » Orpheline, Kanaky dévore ses enfants.

ALAIN ROLLAT

Demain : Les nouveaux « forçats »

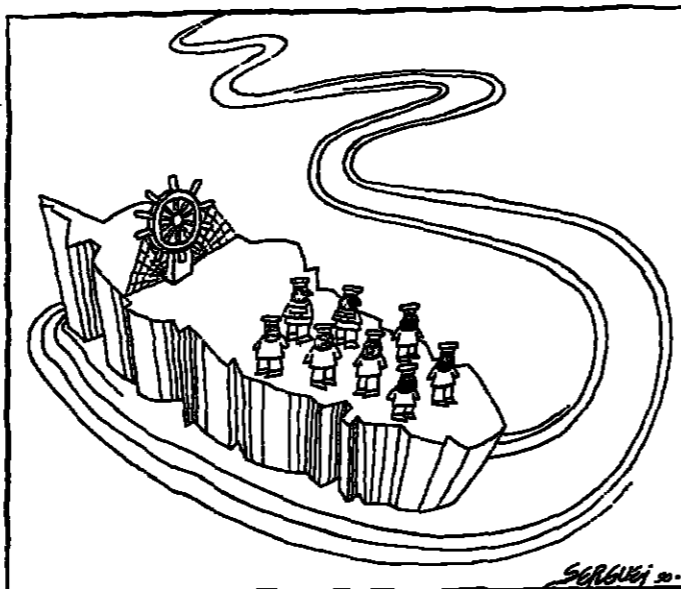
NOUMÉA

de notre envoyé spécial

Ses cheveux frisés ont pris la couleur de l'écumée, chacun de ses gestes amples semble plus lourd et la suavité triste de sa voix monocorde sourd désormais des entrailles de la terre. Pourtant, Marie-Claude Tjibaou continue de parler de son mari au présent. Souvent, elle s'assoit au pied du majestueux kaori à l'ombre duquel il « se repose » à jamais, au cœur devenu sacré de leur chère vallée de Tiendanite, et elle lui rapporte les derniers points de Nouméa. Il en rit, assure-t-elle. L'autre jour, par exemple, le député du gouvernement, M. Bernard Grasset, a failli s'étrangler en recevant de Paris, à propos du règlement des indemnités prévues par la loi d'amnistie, une note du ministère des finances qui lui demandait à quoi correspondait la référence aux événements survenus le 24 avril 1988 sur l'île d'Ouvéa : la fonctionnaire qui en était l'auteur n'avait pas entendu parler de l'attaque de la brigade de Fayatou...

Marie-Claude Tjibaou lui parle surtout de ce qu'elle voudrait faire de l'Agence pour le développement de la culture kanak, dont elle a accepté la présidence. Elle y dispose d'une bonne équipe. Il y a déjà, auprès d'elle, un solide trio : au poste de directeur, le lucide « Tati », Octave Togna, qui garde un œil paternel sur Radio Djido, qu'il a créée ; au secrétariat général, l'efficace Jean-Pierre Deteix, un autre homme de gestion et de communication, fondateur de l'Agence kanak de presse ; aux fonctions de chargé de mission pour la recherche scientifique, le jeune et prometteur Wassissi Lope, qui vient d'achever ses études de linguistique à Paris où il a souvent parlé au nom du mouvement indépendantiste, ce qui lui a valu, dès son retour, d'être promu par son parti, le PALIKA, membre du bureau politique du FLNKS. M^{me} Tjibaou espère aussi le renfort de la poétesse militante Dédé Gorodey, dont la discrétion n'empêche pas la notoriété. Tout se présentera donc pour le mieux le jour où le Quai de Bercy daignera régulariser définitivement le fonctionnement de l'agence en nommant un contrôleur financier. Pour l'instant, l'établissement vit en marge de la loi puisqu'il n'a, en principe, pas le droit d'engager les dépenses inscrites à son budget. Sempiternelles gâchettes de l'administration, aux antipodes du bon sens...

Mais Marie-Claude Tjibaou dit-elle à son mari tout ce qu'elle a sur le cœur ? Lui dit-elle que le long de la Hienghène, les citonniers qu'il avait fait planter sur les propriétés reprises aux colons coulent sous le poids des fruits mais que personne, parmi ses frères canaques, ne se préoccupe de les cueillir, alors que tous les épiciers du territoire vendent des citrons importés d'Australie ? Lui dit-elle que, depuis son assassinat, ses anciens compagnons d'armes l'évitent, la tiennent à l'écart, comme s'ils se sentaient tous coupables, politiquement responsables, comme s'ils avaient peur d'affronter son regard ? Ose-t-elle lui confier qu'ils ne l'ont même pas invités au dernier congrès du FLNKS ? Ose-t-elle lui avouer son doute, lui dire qu'avec sa mort la Kanaky a peut-être perdu son âme tellement ceux qui tentent d'assumer sa succession donnent parfois l'impression, depuis huit mois, d'avoir été méconstruits par les esprits malins en giroettes déboussolées ? Rares, parmi les dirigeants de l'Union



calédonienne, sont ceux qui ont, comme « Tati », l'habitude de l'admettre : « Nous n'avons pas encore assimilé la mort de Jean-Marie. Lui, il savait où il allait. Nous, nous devons d'abord retrouver ses traces... »

Principale cible : Léopold Jorédié

Quel qu'il soit, le futur président du FLNKS aura du mal à recoller les morceaux d'une coalition menacée de décomposition au moment où elle avait le plus besoin de rassembler ses forces. S'ils faisaient vraiment équipe, le candidat de l'Union calédonienne, Rock Wamytan, et celui du PALIKA, Paul Néaoutyine, pourraient peut-être y parvenir. Les états-majors le voudront-ils ? L'élection municipale partielle d'Ouvéa, qui aura lieu les 18 et 25 février, constituera un test de la volonté unitaire du FLNKS. Si les différentes composantes locales du mouvement indépendantiste, dont les divisions avaient été déterminantes dans le scénario tragique qui avait abouti à son geste meurtrier du chef de la tribu de Gossanah, Djubelly Wéa, assassin de Jean-Marie Tjibaou, ne s'y reconstruisent pas, la mairie tombera sous le contrôle des partisans du Rassemblement pour la Calédonie dans la République. C'est l'attitude de l'Union calédonienne, souvent critiquée pour son hégémonie, qui fera la décision.

En deuil de son chef charismatique, qui cumulait toutes les responsabilités, l'Union calédonienne a cru pouvoir pallier sa perte en mettant en place une direction plus collégiale. Mais le premier résultat de cette option a été d'attiser les antagonismes personnels. Tous les petits chefs s'y regardent en chiens de faïence, sous l'œil ravi de leurs adversaires. Anecdote révélatrice du climat d'ostracisme régnant dans le camp indépendantiste : le directeur général de l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier (ADRAF) a reçu, la semaine dernière, les offres de services d'un jeune chômeur mélanésien, titulaire d'une licence d'administration publique, devant lequel toutes les portes indépendantistes se fermaient au seul motif qu'il avait exercé, de 1988 à 1989, dans les coulisses du premier comité consultatif du territoire, les fonctions d'attaché administratif auprès du président de l'USTKE (Union des syndicats des travailleurs kanaks exploités), M. Louis Kotra Ureget, en disgrâce depuis

son retrait du FLNKS. Les indépendantistes cherchent à exploiter ce climat. Un tract anonyme, inspiré de toute évidence par les milieux d'extrême droite, a été diffusé à Nouméa, sous la signature d'une prétendue « Armée kanak révolutionnaire socialiste », accusant les indépendantistes signataires des accords de Matignon d'être « des fantoches » et de « s'en mettre pleins les poches ».

Le débat de « clarification » engagé par le neuvième congrès du FLNKS suffira-t-il à alléger l'atmosphère ? Rien n'est moins sûr si l'on en juge par les critiques

Le bouleversement dans les pays communistes vu par l'Humanité

Viva Cuba !

L'édition du mardi 30 janvier de l'Humanité offre, en ses pages 12 et 13, un raccourci saisissant du drame idéologique que vit actuellement la direction du Parti communiste. Un monde s'effondre à l'Est pour laisser la place à une horreur politique — la social-démocratie — mais heureusement il reste le seul vrai socialisme : Cuba. Les descriptions les plus simples sont les plus faciles à comprendre. Ce sera donc « le socialisme ou la mort », comme le dit Fidel Castro et comme le rapporte l'Humanité. L'avantage de cette devise est qu'elle pourrait aussi s'appliquer à la Corée du nord dont il va de soi qu'on ne sait pas tout ce qu'il s'y passe.

Sur la page de gauche — c'est un mauvais hasard — « le POU » a cessé son activité pour faire le lit de la « social-démocratie polonaise », titre de l'article de l'envoyé spécial de l'Humanité à Varsovie. « En l'absence presque totale de discussion de fond, explique-t-il, les positions s'affirment sur le choix de certains mots. Plusieurs délégués ont opté pour le terme « social-démocratie » qui, selon eux, une signification « pragmatique » et se distingue de « socialisme », synonyme de « stalinisme », à les entendre. »

L'Humanité précise, sans commentaires, que le nouveau parti « sera organisé uniquement sur une base territoriale et non dans les entreprises. Toute référence à la lutte des classes est supprimée, le centralisme démocratique est abandonné ». Il aura fallu une dure bataille d'amendements pour empêcher que la mention « Nous voyons l'avenir de la Pologne dans le socialisme démocratique » ne disparaisse

pas de la déclaration, souligne l'envoyé spécial. Ses auteurs ont néanmoins réussi à supprimer ce membre de phrase : « et non dans le capitalisme », sous prétexte qu'il n'y a pas de capitalisme en Pologne. Ce n'est pas l'avis de beaucoup de travailleurs déjà aux prises avec les conséquences de la politique menée par le gouvernement de Tadeusz Mazowiecki, approuvé par le PRL. Ce n'est pas non plus l'opinion des petits paysans à qui l'on propose un regroupement de leurs terres sous l'égide de grands propriétaires », conclut-il.

En regard sur la page 13, la correspondante permanente à La Havane rend compte de l'allocution de clôture de Fidel Castro au congrès des syndicats cubains. L'Humanité intitule cet article « La tête et les idées claires ». Dans son discours, le leader massimo, en effet, « a rappelé qu'il était bon d'avoir, dans un moment pareil, la tête et les idées claires », écrit le quotidien, car ces assises se déroulent au milieu « d'une confusion universelle, les impérialistes et les capitalistes sachant, eux, parfaitement ce qu'ils ont à gagner et ce qui est en train de se jouer dans l'histoire de l'humanité ».

Après avoir énuméré quelques uns des « succès » du socialisme cubain (électrification, construction de routes et de barrages, médecine familiale, instruction), le président a indiqué, rapporte le quotidien du PCF, que « le camp socialiste n'existe plus politiquement ». Enfin, il « a souligné, écrit le journaliste, la grande différence entre Cuba et la plupart de ces pays où se développe « un anticommunisme féroce ».

O. B.

EUROPE 93

PORTRAIT

M. Piet Dankert, secrétaire d'Etat néerlandais aux affaires européennes

Les doutes d'un « vieux routier »

LA HAYE

de notre correspondant

« Changer les choses par-ci, par-là ». La modération du propos peut surprendre dans la bouche d'un Piet Dankert, président du Parlement européen de 1982 à 1984, qu'on a connu plus enflammé pour exprimer son jugement communautaire. Mais l'homme est assez réaliste et connaît trop bien les arcanes de la CEE pour surévaluer le poids de sa nouvelle fonction : secrétaire d'Etat aux affaires européennes.

La nomination, en novembre dernier, a signifié son transfert — pour la première fois — dans le camp de l'exécutif au terme d'une carrière parlementaire exercée, au titre du Parti du travail (PVD), socialiste, dans toutes les assemblées possibles : Conseil de l'Europe, Union de l'Europe occidentale, deuxième Chambre de La Haye et, finalement, Strasbourg (à partir de 1971). Est-ce pour cette raison que « Piet Dankert, à cinquante-cinq ans, est davantage pris au sérieux à l'étranger qu'ici », comme le souligne un journaliste d'Amsterdam qui l'a souvent vu à l'œuvre à Strasbourg, où son « comportement chaleureux et convivial n'est pas passé inaperçu » ? Mais les temps changent : nommé à un poste attribué jusqu'à présent à des ministres devant encore faire leurs armes, M. Piet Dankert voit ses compétences européennes reconnues à domicile.

« Sa fonction lui va comme un gant », constate un diplomate français. « Il connaît les mécanismes, les procédures et les gens », ajoute un autre. Le bage européen de M. Piet Dankert, qui est de plus polyglotte (il parle notamment un français impeccable, langue maternelle de son épouse),

aidera sans conteste les Pays-Bas à préparer leur présidence de la Communauté au second semestre 1991 et à suivre les bouleversements en cours à l'Est.

Les conséquences de ceux-ci sur la construction européenne n'échappent ni à l'historien que M. Piet Dankert est de formation ni au spécialiste des ques-

tu à nouveau rôle de la Communauté dans le contexte atlantique tel que l'a récemment décrit M. James Baker, M. Piet Dankert est, pour l'heure, réservé : « Il faut, dit-il, trouver une structure solide qui prenne en main les questions de sécurité, mais j'ai des doutes sur la capacité politique de la Commission européenne qui sera rendue publique le 23 février à Strasbourg. »

L'accord de Schengen

Le soulci le plus immédiat du secrétaire d'Etat néerlandais est de remettre sur le métier la négociation de l'accord de Schengen sur la liberté de circulation des personnes au sein de l'ensemble constitué par le Benelux, la RFA et la France. Président du groupe de Schengen jusqu'au 1^{er} juillet prochain, M. Piet Dankert va entreprendre une tournée des cinq capitales concernées pour « prendre la température ». Celle-ci n'est pas très élevée. « Les problèmes traités dans le cadre de Schengen (protection de la vie privée, droit d'asile, étrangers, immigration) font vibrer des cordes sensibles dans tous les pays », dit-il.

Mais M. Piet Dankert n'est pas enclin à renoncer : « Il ne faut pas laisser tomber Schengen, même si on a du mal à tenir le délai de 1992. Car si on ne se met pas d'accord à cinq dans un cadre intergouvernemental, on n'y parviendra pas plus à douze dans une procédure communautaire ».

Les accords de Schengen ont donc toujours valeur de test en matière d'ouverture des frontières. Bien que cette idée soit chère à l'Européen de cœur qu'il est, M. Piet Dankert tient à garder la tête froide : « L'horizon, dit-il, n'est pas très brillant... Je ne sais même pas s'il y a un horizon. »

CHRISTIAN CHARTIER



Une prestigieuse Semaine européenne à l'Ecole Centrale

Les élèves de l'Ecole centrale Paris organisent, du 19 au 23 février, sur leur campus à Chateaufort, Malabry, une Semaine européenne, la quatorzième du genre. Plus de deux cents étudiants originaires de vingt-cinq pays, et cinq mille étudiants français, doivent participer à cette rencontre dont l'objectif est d'aboutir à un Manifeste étudiant européen qui sera rendu public le 23 février à Strasbourg.

Cette Semaine européenne a pour thème : « Pour un nouveau continent : l'Europe ». Elle donnera lieu à plusieurs débats auxquels devront prendre part, notamment, MM. Edward Heath, ancien premier ministre britannique, Michel Rocard, M^{me} Edith Cresson, ministre des affaires européennes, MM. Guennadi Guerassimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, Jorge Semprun, ministre espagnol de la culture, Egor Yakovlev, rédacteur en chef des Nouvelles de Moscou, et le Général Vernon Walters, ambassadeur des Etats-Unis en RFA.

Une vidéotransmission entre Budapest, Madrid et Paris permettra à MM. Imre Pozsgay, ministre d'Etat de Hongrie, Gyula Horn, ministre hongrois des affaires étrangères, Felipe Gonzalez, premier ministre d'Espagne, Marcelino Oreja, ancien président du Conseil de l'Europe, d'intervenir en direct au cours d'un débat sur les nouvelles perspectives pour la construction de l'économie européenne.

Le Monde EN BAVOUE DE DONNEES

LE TEXTE INTEGRAL DU MOND INDEXE DEPUIS JANVIER 1981 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINTEL POUR TOUT RENSEIGNEMENTS

EUROPÉENNE DE DONNEES

Tél. (1) 36-05-41-56

SPORTS D'HIVER

L'enneigement des stations hébergement, locations, crèches et hôtels
Service télématique du MONDE

36.15 Tapez LM

Code CORUS

Le Monde
10 Le Monde
16 Les C

Le Monde
10 Le Monde
16 Les C

Le Monde
10 Le Monde
16 Les C

Le Monde
10 Le Monde
16 Les C

Le Monde
10 Le Monde
16 Les C

Le Monde
10 Le Monde
16 Les C

Le Monde
10 Le Monde
16 Les C

Le Monde
10 Le Monde
16 Les C

Le Monde
10 Le Monde
16 Les C

Le Monde
10 Le Monde
16 Les C

SCIENCES • MÉDECINE

La division du travail des fourmis

Vie et mœurs des colonies dans l'ombre des fourmilières.

Un bout vertical de feuille descend la paroi d'un vase. Un fragment de pétale, vertical lui aussi, monte un plan incliné. Non, les feuilles et pétals brandis comme des drapeaux minuscules ne marchent pas tout seuls. Ils avancent, tenus fermement entre les mandibules de fourmis champignonnières dont le poids individuel peut être que le dixième de celui du fardéau transporté. Ces fourmis accumulent les morceaux de feuilles ou de pétals dans leur nid, les incorporent après trituration dans la masse de celui-ci. Arrêtés d'excursions, toute cette matière végétale se transforme ainsi en fumier, qui sert de support à la prolifération de champignons minuscules dont les fourmis se nourrissent exclusivement.

Les fourmis champignonnières vivent dans une bonne partie des Amériques. Mais la colonie apportée de la Guadeloupe est une des attractions de l'exposition que le Palais de la découverte consacre au monde très varié et très surprenant des fourmis. Appelées également fourmis-manio (Acromyrmex octospinosus pour les entomologistes), les fourmis champignonnières de la Guadeloupe sont comme dans l'Antilles : elles mangent littéralement les murs de leur colonie.

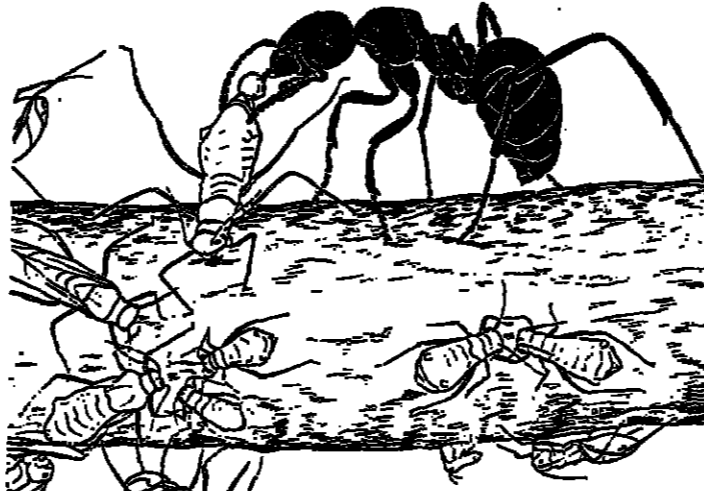
On connaît quelque 12 000 espèces de fourmis, dont 180 vivent en France. Bien sûr, l'exposition conçue et organisée, avec l'aide de divers mécènes, par (l'initiative de) Luc Clouet — un agronome qui travaille à une thèse... sur les fourmis — ne présente pas ces 12 000 espèces.

Mais avec 40 panneaux illustrés de photos, de dessins et de bandes dessinées, et 3 fourmilières, elle montre très clairement et très agréablement la diversité et quelques particularités de ce petit monde à 6 pattes (1).

Les fourmis sont des insectes sociaux qui vivent en colonies regroupées de 10 à 1 million d'individus. Chaque colonie est composée de castes qui ont chacune une fonction très précise et une morphologie adaptée à la tâche particulière à accomplir pour la vie du groupe.

Au sommet de la hiérarchie, la reine, unique en général (bien que les fourmilières très nombreuses puissent avoir plusieurs reines), a la reproduction pour unique fonction. Elle est issue d'un œuf fécondé spécial, puis d'une larve qui a reçu une nourriture particulièrement riche. Les jeunes reines ont des ailes, comme d'ailleurs aussi les jeunes mâles, nés, eux, d'œufs non fécondés. Lorsque les unes et les autres des dans des colonies voisines arrivent — tous en même temps — à maturité, ils sortent des fourmilières, prennent leur essor par dizaines ou centaines de milliers en un vol nuptial collectif. Après les accouplements qui ont lieu en vol, petits mâles et grosses femelles retombent. Ainsi les fourmis sèdes ne sont-elles pas une espèce particulière mais les adultes sexués qui en sont au stade de la reproduction.

Sitôt retombés, les mâles meurent et les femelles perdent leurs ailes ou se les arrachent. Celles qui survivent (une ou deux sur dix mille, pense-t-on) à l'avidité de nombreux prédateurs s'enfon-



Dessin de Gaston Richard, extrait de L'Organisation sociale des fourmis, de Luc Passera (éd. Privat).

cent dans le sol, où elles s'entassent une loge. Là, elles attendent, pendant quelques semaines ou quelques mois selon les espèces, que leurs œufs mûrissent. Elles vivent sur les réserves de graisse qu'elles ont accumulées avant le vol nuptial et aussi sur les muscles de leurs ailes. Puis elles se mettent à pondre grâce aux spermatozoïdes qu'elles ont reçus et stockés au cours de l'union.

Les « soldats », elles aussi, sont des femelles stériles, mais un peu plus grosses que les ouvrières, grâce à la nourriture spéciale dont elles ont bénéficié. Elles ont pour rôle de défendre la fourmilière contre toute attaque de prédateurs et

contre toute intrusion de congénères étrangers. Si les « soldats » sont décimés, des ouvrières deviendront « soldats » pour remplacer les combattants morts. Mais certaines espèces n'ont pas de « soldats » ; les ouvrières « normales » se chargent de la défense.

Traite et tissage

Les espèces de fourmis sont très variées par leur taille (de 1 mm à 3 ou 4 cm) et par leur mode de vie. Il y a, par exemple, des fourmis qui vivent de la « traite » de pucerons. Ceux-ci sucent la sève très sucrée de diverses plantes. Mais cette sève est pauvre en protéines et riche en sucres. Les pucerons, qui ont surtout besoin de protéines, rejettent les sucres sous la forme de gouttelettes de miellat que viennent têter les fourmis. Le fourmi qui vient de têter l'abdomen d'un puceron au ventre plat, elle la nourrit par bouche-à-bouche. Ainsi, de proche en proche, toute la colonie est-elle nourrie. Les pucerons sont efficacement défendus par leurs fourmis-proprio-étaires contre leurs prédateurs (les coccinelles, notamment). Si bien que les plantes meurent. Chez certaines espèces, des ouvrières littéralement gavées deviennent des bombes vivantes pleines de miellat dont l'abdomen distend est un vrai réservoir pour les autres individus.

Il y a aussi les fourmis tissières qui font se rejoindre deux feuilles en s'accrochant en lourdes grappes à l'une de celles-ci. Elles maintiennent les

feuilles rapprochées grâce à leurs mandibules. Pendant ce temps, d'autres ouvrières se passent délicatement, de mandibule à mandibule, une larve qui file un fil de soie. Ce fil coule en surjet les deux feuilles qui deviennent ainsi un nid douillet.

Les plus redoutables sont les fourmis mangeuses des forêts africaines. Se déplaçant en colonies innombrables protégées sur chaque flanc par une rangée de « soldats » aux mandibules écorneuses, elles dévorent voracement tout ce qui ne peut pas fuir et « nettoient » ainsi, par exemple, une carcasse de bœuf en une journée.

Dans leur vie en société, les fourmis ont besoin d'échanger des informations. Elles ont effectivement divers moyens de communiquer entre elles : elles émettent des phéromones (substances chimiques odorantes excrétées) pour baliser leur route ou lancer l'alarme et des stridulations acoustiques ; elles se palpent réciproquement leurs antennes.

Le monde des fourmis est réellement prodigieux. Sans être exhaustive, l'exposition du Palais de la découverte en donne de bons aperçus.

YVONNE REBEYROL

(1) Les insectes, dont font partie les fourmis, ont tous six pattes. Contrairement aux araignées qui en ont huit et ne sont pas des insectes.

Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8. Ouvert tous les jours, sauf le lundi, de 10 heures à 18 heures. Entrée : 20 F (10 F pour les scolaires et les étudiants). Jusqu'au 30 septembre. Pour les groupes scolaires, réserver au 40.74.80.15.

Les clés d'or de la sérotonine

Suite de la page 11

Ces actions différentes sont le résultat de la fixation de la même substance sur différents récepteurs, entraînant des événements biologiques de diverses natures.

On a ainsi récemment découvert, grâce à plusieurs techniques très sophistiquées qu'il existait schématiquement présent, dans les membranes des cellules réceptrices, trois types principaux de récepteurs : 5-HT₁, 5-HT₂, 5-HT₃. Chaque type de récepteur peut être excité ou activé par des produits pharmaceutiques « agonistes » spécifiques ; les actions de la 5-HT sur chaque type de récepteur pouvant d'autre part être bloquées par des substances « antagonistes ».

Le décryptage progressif et la maîtrise à l'échelon moléculaire de ces phénomènes d'activation-inactivation spécifique ont déjà permis ces dernières années à quelques multinationales pharmaceutiques de mettre au point et de commercialiser des médicaments souvent efficaces qui constituent l'un des secteurs les plus florissants de cette industrie. C'est notamment le cas des médicaments agissant sur les récepteurs bêta (naturellement excités par la noradrénaline) efficaces selon leur type (1 ou 2) ou leur action (stimulante ou bloquante) dans le traitement de l'asthme, de l'hyp-

ertension artérielle ou de certains troubles cardiaques. C'est encore le cas des antagonistes d'un type (H₂) de récepteur de l'histamine utilisés dans le traitement des ulcères digestifs et qui donnent lieu depuis plusieurs années à des prescriptions massives et, compte tenu du coût élevé de ces médicaments, à une intense compétition commerciale à l'échelon international.

Nausées et vomissements

C'est la même approche que tentent, aujourd'hui, de maîtriser plusieurs multinationales pharmaceutiques. Glaxo, Sandoz ou Beecham — en postulant que l'action dirigée sur les récepteurs de la sérotonine conduira à d'importantes progrès thérapeutiques. La réunion de Genève a ainsi été l'occasion de consacrer à l'antagonisme du récepteur 5-HT₃ (ou ondansétron) qui sera très prochainement mis sur le marché français pour une indication très précise : la prévention des nausées et des vomissements dont souffrent fréquemment les personnes soulagées à certains traitements anticancéreux. Ces nausées et vomissements perturbent le bon suivi de la thérapeutique allant parfois jusqu'à la rendre impossible tant ils sont douloureusement vécus par les malades.

Il s'agit, pour l'essentiel, provoqués par des médicaments très actifs (comme le cisplatine, le dacarbazine, l'adriablastine) parfois par la radiothérapie et souvent même déclenchés par des facteurs psychologiques, la seule crainte de la douleur, la seule peur de la mort, le seul espoir d'un nouveau traitement, l'arrivée à l'hôpital ou la vue du médecin pouvant provoquer la crise plusieurs heures avant l'administration des médicaments.

On disposait jusqu'à présent de tout un arsenal de produits anti-nausées utilisés conjointement avec la thérapie anti-cancéreuse : métoclopramide (antagoniste des récepteurs de la dopamine), dérivés de la marijuana (cannabinoïdes), antagonistes (dexaméthasone) qui ont une efficacité relative ou des effets secondaires difficiles à supporter par les malades. L'un des anti-nausées les plus actifs (le métoclopramide) ayant à la fois une activité antagoniste de la dopamine et une autre, antagoniste à l'encore, du récepteur 5-HT₃, plusieurs équipes cherchaient à déterminer si cette dernière propriété ne pouvait à elle seule être utilisée à des fins anti-nausées.

Après avoir établi une étroite collaboration avec l'université de Bradford, les chercheurs de la firme Glaxo ont aujourd'hui soigné mille patients que leur

« ondansétron », antagoniste spécifique des récepteurs 5-HT₃ (qui s'ont retrouvés dans une zone cérébrale impliquée dans le déclenchement du vomissement) est d'une efficacité anti-nauséeuse nettement supérieure à celle des autres substances actuellement utilisées. Elle n'entraîne d'autre part aucun des effets secondaires neurologiques (tremblements, rigidité musculaire, dystonie) observés avec le blocage des récepteurs de dopamine. Ce produit, réservé à la distribution hospitalière, devrait être disponible dans quelques semaines en France comme dans plusieurs pays. Une substance équivalente devrait d'autre part être prochainement mise sur le marché, avec la même indication, par la multinationale Sandoz.

Huit cents cobayes

Mais il est clair aujourd'hui, compte tenu notamment de la présence de récepteurs au niveau du système nerveux central, que l'intérêt pour les « clés » de la sérotonine dépasse de beaucoup le domaine des anti-nausées.

« Les recherches expérimentales en cours, nous a expliqué le docteur Patrick Humpal, directeur de la division pharmacologique du Groupe Glaxo, portent notamment sur la modulation de la schizophrénie et de l'anxiété ; le traitement des troubles de dépendance au tabac, à l'alcool ou à la cocaïne ainsi que sur l'amélioration des troubles cognitifs observés chez les personnes atteintes de maladie d'Alzheimer ». Pour l'ensemble de ces indications prometteuses entre six cents et huit cents malades participent en Grande-Bretagne, aux États-Unis et au Canada à des travaux expérimentaux préliminaires.

Dans l'attente de données complémentaires, l'autre événement, dans ce domaine, concerne le traitement préventif de la migraine, à partir d'un agoniste du récepteur 5-HT₁. Après une première publication, en 1988, dans The Lancet (le Monde daté 19-20 juin 1988), le groupe Glaxo est resté très discret sur l'efficacité de cette substance baptisée GR 43 175 et sur ses perspectives commerciales dans ce domaine. Tout en confiant disposer d'un antimitigralgique qui devrait bouleverser la prise en charge de cette affection très douloureuse et souvent rebelle à toute thérapeutique (la première publication faisait état de 71 % de succès après injection de 2 mg durant la crise), on souligne le danger qu'il y aurait à anticiper d'une manière ou d'une autre les étapes réglementaires préalables à la mise sur le marché. Le groupe pharmaceutique reconnaît aujourd'hui, les informations obtenues après une expérimentation menée auprès de six mille malades et annonce une mise au point détaillée, et très attendue, lors d'une réunion internationale consacrée à la migraine qui se tiendra, en septembre prochain, à Londres.

JEAN-YVES MAU

Ambulance hospitalière

par le professeur Philippe Auzepy (*)

LES infirmières des hôpitaux publics en grève en 1988, écorchées avant, découragées depuis, sont atteintes de cette désignation lassée plus grave à long terme que la révolte ouverte. Ce découragement les mène à chercher dans la pratique libérale, dans le secteur privé ou dans les zones calmes de leurs hôpitaux (hôpital de jour, consultations) les moyens de se rapprocher d'un mode de vie « normal », leur épargnant autant que faire se peut le travail des jours fériés, de nuit, de privation de leur vie personnelle, à l'usage du reste de la population. Certaines songent à changer de métier... On peut dresser un tableau voisin du marasme actuel de la profession médicale hospitalière.

Comment en est-on arrivé là en moins de vingt ans, alors que les dépenses de soins et l'intérêt pour les problèmes de santé n'ont jamais été aussi élevés dans notre pays ?

Les causes sont claires, et certaines déjà anciennes. La santé publique, depuis une quinzaine d'années, n'est plus une priorité, si elle l'a jamais été, sauf quelques secteurs à résonance médiatique, et les budgets s'en ressentent durement. L'insuffisance numérique des infirmières des services actifs de soins, l'impossibilité de mieux rémunérer le mérite, la pénibilité particulière de certains postes, sont les raisons majeures du découragement des meilleures, c'est-à-dire de celles qui refusent de considérer l'absentéisme comme autre chose qu'une déplorable solution de fortune, ou de croire que leur participation éventuelle à l'élection du chef du département, où elles passeront deux ans en moyenne, sera la solution à leurs problèmes.

L'imprévoyance des pouvoirs municipaux et publics a laissé se multiplier dans les années 60 des hôpitaux souvent surdimensionnés : la fermeture complète de certains d'entre eux serait la seule mesure réelle d'économie, et non des fermetures symboliques de lits ou des grignotages dérisoires sur les prescriptions médicamenteuses. Mais quel rôle pourrait proposer le remplacement de son hôpital par celui d'une plus grosse ville proche ?

De façon plus générale, le désintérêt plus ou moins latent que atteint les tâches de la « base » manuelle ou intellectuelle, mais au contact avec les malades et leurs familles, dont l'attitude est volontiers soup-

çonneuse et revendicatrice, à la mesure des campagnes consuméristes qui tendent à faire croire que les actes infirmiers et médicaux peuvent se mesurer à la même aune que les produits manufacturés.

Ce désintérêt, au sein même des professions de santé, les activités d'administration, d'encadrement, en un mot de bureau, auxquelles finissent pas aspirer les meilleurs éléments des personnels infirmiers et aussi les médecins, dont l'insuffisance d'intérêt pour la gestion et les équilibres budgétaires est un thème fréquent des administrateurs de la santé.

De façon plus générale, la rémanence de ce qu'il faut bien appeler un « antimédecinisme primaire » attribué aux médecins, tant en ville qu'à l'hôpital, des situations confortables sans rapport avec la réalité à laquelle sont confrontés maintenant des gens qui sont au minimum à bas + 8 avant d'entrer dans la vie active. Cette réalité matérielle, et souvent sa précarité, paraît en fait inhérente à un diplôme de la moindre école de commerce (bac + 4).

Que conclure ? Qu'il serait souhaitable de ne plus tirer sur les ambulances, car le temps n'est peut-être pas si éloigné où il n'y aura plus de cliniciens de qualité et d'infirmières éprouvées pour se faire soigner correctement en dehors des heures ouvrables et même pour se faire soigner tout court. Certes on rencontrera encore des infirmières dans les postes encore disponibles des dispensaires et des grandes entreprises, des médecins partout sauf dans les endroits où ils pourraient être amenés à soigner une appendicite le jour de Noël.

Les organismes et les personnes assurant la continuité de soins de qualité constants doivent être considérés comme partie intégrante d'un service public majeur, au même titre que les chemins de fer, les transports urbains ou aériens, et plus encore puisque la rentabilité ne doit pas être la référence de leur bon fonctionnement.

Les bonnes volontés et les dévouements à autrui existent potentiellement autant que dans les années 50, au sein de la jeunesse française. Encore faut-il redonner à ces éventuels candidats les structures et la rémunération qui fortifieront leur vocation vacillante.

(*) Médecin-chef de l'unité de réanimation médicale de l'hôpital de Bichre

Rentable*!

Calculatrice CANON BP 35-D

Microprocesseur PHILIPS FAXLINE 3000

Appareil à diapositives SANYO TRC 9100

Calculatrice CANON PC 7

Appareil électronique HEWLETT PACKARD HP 10 B

Bureautique DURIEZ Informatique

* Rentables les prix. Rentable le choix. Rentable le service. Rentable le conseil. Rentable DURIEZ.

3, rue La Boétie 75008 PARIS (1) 47.42.91.49

112, bd Saint-Germain 75006 PARIS (1) 46.33.20.43

132, bd Saint-Germain 75006 PARIS (1) 43.29.05.60

Jojo

capacité
icée



Une tâche
difficile

Tres exceptionnel sur le plan français, c'est devenu la tâche difficile (Charbonnier) en matière de renseignement. C'est une tâche difficile, car elle implique de travailler dans un environnement complexe, où les informations sont souvent fragmentées et où les acteurs ont des intérêts divergents. La tâche est encore plus difficile en raison de la pression politique et médiatique, qui peut influencer les décisions et les actions. Malgré ces difficultés, il est essentiel de maintenir une approche objective et rigoureuse pour garantir l'efficacité du renseignement.

ROGER CANS

DÉFENSE

Un entretien avec M. Claude Silberzahn,
patron de la DGSE



Salut de la première page

En matière de renseignement militaire, nous sommes surtout prestataires de services : nous faisons du recueil par moyen technique et nous transmettons le renseignement au Centre d'exploitation du renseignement militaire (CERM) placé auprès du chef d'état-major des armées, qui l'exploite. Exemple : savoir que telle unité soviétique, composée de tant d'escadrons de chars, se rapproche de la frontière de l'Afghanistan, c'est une information que la DGSE indique dans l'analyse globale qu'elle fera de la situation politique en Afghanistan. Mais qui, surtout, du point de vue purement stratégique, sur l'évaluation des forces en présence, sur leur potentiel, ira directement au CERM.

Quant au quart économique, nos prédécesseurs l'ont développé dans le passé alors que cela n'allait pas de soi. Et il possède des points forts. Sur ce critère économique nous sommes pratiquement les seuls en France. Et donc personne ne nous reproche jamais d'être mauvais ! Mais, pour ma part, j'ai une inquiétude : dans un futur proche, sinon immédiat, des sociétés privées fourniront le renseignement à leurs clients, à des sociétés, à des groupes, à des organisations publiques, voire des États. Avec quelle déontologie ?

Ces concurrents privés, vous pouvez nous en citer ?

De grandes sociétés étrangères existent déjà, elles sont en train de regarder vers l'Europe, en instance de s'y implanter. Dans le domaine économique, le renseignement est pour nous d'un mode d'emploi difficile. La DGSE a pour fil à plomb les intérêts vitaux de la France à l'extérieur des frontières nationales. Or, sur ce terrain, déterminés d'abord nos intérêts vitaux, ensuite ce qui est français, ne va pas toujours de soi.

D'autre part, quelles sont les activités économiques vitales de la France d'aujourd'hui qui sont véritablement françaises ? Parmi les sociétés qui nous permettent d'avoir un système d'armes français et donc une défense de pays indépendant, laquelle dans quelques années sera-t-elle purement française ? C'est un problème dont la complexité croît avec l'internationalisation de l'économie et la construction de l'Europe.

L'Europe du renseignement, voilà un vrai sujet ! Très peu avancé, autant le dire. On en est encore au stade de la cogitation entre collègues européens après le café, dans l'ordre du jour.

La face cachée
des choses

Vous voulez dire que les professionnels y ont pensé avant les gouvernements ?

Je ne dis pas que les gouvernements n'y ont pas pensé, mais ils ne peuvent nous y pousser. Les patries existent toujours, les industries sont encore nationales, les intérêts vitaux se conjuguent pays par pays. Il n'y a pas d'organisation de renseignement, c'est le renseignement. Le jour où elle existera, si elle doit exister, il y aura un renseignement européen. En attendant, nous devons nous y préparer pour le jour.

Venons-en au renseignement politique et diplomatique, le plus important dans la production de la DGSE.

Je récite : la moitié seulement, pas l'ensemble du chiffre

d'affaires ! C'est sur ce volet que sont faits les plus gros reproches à la DGSE : « Vous n'apportez rien, j'ai déjà lu ça dans l'AFP, l'ambassadeur m'a déjà rendu compte, vous arrivez toujours après la bataille... »

C'est en effet un secteur où nous sommes en complète concurrence. D'abord avec la première agence de renseignement du monde : vous, la presse, les médias. Et vous avez sur nous un avantage : le droit de faire une information que vous pouvez corriger. Évidemment, modifiable. Alors que la DGSE, jusqu'ici, a estimé ne pouvoir donner au pouvoir politique qu'un renseignement certain. Or vous savez mieux que moi que ce renseignement certain, recoupé, totalement fiable, sera, en conséquence et toujours, par définition le dernier arrivé ! Si je garde la tradition de cette maison, qui est de ne s'engager que sur des renseignements certains, je serai toujours le dernier ! D'autant qu'à force d'ajustements, les médias, du moins lorsqu'ils font du bon journalisme, finissent en général par donner la bonne information.

Et le second concurrent ?

C'est un immense réseau de renseignement qui s'appelle les ambassadeurs. Des ambassadeurs, des conseillers, des attachés commerciaux, militaires, culturels. C'est un milieu très spécialisé qui représente plusieurs dizaines de fois les effectifs de la DGSE. L'erreur de notre maison a donc été de vouloir jouer sur le même terrain, les mêmes sujets que les médias ou les ambassadeurs. La

ment, qu'est-ce que cela signifie ?

La Roumanie par exemple. Aux premiers jours, quand les nouveaux dirigeants sont apparus à la télévision, nous avons dit : il n'y a manifestement pas dans ces énoncés qu'une révolution socialiste. Puis, quand la presse a parlé de soixante-dix mille morts, nous avons dit : il n'y a pas probablement pas dix mille. Et, très vite, précité : chiffre plafonné deux mille à trois mille, moins sans doute.

La face cachée des choses, cela signifie que la DGSE n'a pas le droit d'être bruyante, ostentatoire. Nous devons être très terre-à-terre, des artisans de l'information. C'est un des grands enseignements que je tire de neuf mois de présence ici. L'extérieur, on dit souvent : « A la DGSE, ils sont un peu courts, ils ne comprennent pas le langage de la matière grise. » En fait, la vocation première de cette maison, c'est de faire du recueil, ce n'est pas de penser sans fin. Des gens qui analysent, qui travaillent sur le matériel recueilli, il y en a des centaines partout... Fatalement, c'est facile.

Des faits,
rien que des faits

Pour continuer votre comparaison journalistique : moins de commentaires, plus d'informations.

Notre créneau, ce sont les faits, des faits, encore des faits. Des commentaires concis. Évidemment, si vous n'avez pas d'idée, vous ne pouvez pas trouver les faits. Mais l'objectif est de décou-

Un décor inchangé
à la « piscine »

N'ait été l'imposant planisphère qui fait face à l'entrée, ce ne serait qu'un banal bureau de PDG d'une PME prospère. Confortable, mais impersonnel. Aucun gadget apparent, des étagères peu garnies où trône la revue Défense nationale, quelques « toiles » abstraites, un premier exotisme dans un coin. Une baie vitrée donne sur la cour qui surplombe un bureau directeur aux allures de promoteur.

C'est une cour de caserne, tristement ordinaire, comme pour démentir la fonction des lieux, qui s'est muée. Nous sommes au 141, boulevard Mordret, à Paris (20^e), siège des services secrets français, la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Patron de la « piscine » depuis le 22 mars 1989, M. Claude Silberzahn a cepen-

dant apporté sa touche personnelle, discrète : deux photos sans mystère, presque incongrues. L'une, d'un paysage de haute montagne, le minuscule alpiniste solitaire, perdu dans la neige, c'est lui, l'autre, d'un morceau de visage féminin — « le cou de ma fille », précise-t-il en riant.

Mais il n'a rien changé de décor, dû à l'un de ses prédécesseurs, le premier à avoir été nommé par la gauche après mai 1981, M. Pierre Marion. D'un civil à l'autre. Entre le règne de M. Marion et celui qui débute de son successeur, trois militaires : Pierre Lacoste, toréador pour cause d'affaire Greenpeace ; René Imbot, l'homme des « verrouillages » ; François Mermet, guère plus que le temps d'une cohabitation. Cinq patrons en huit ans.

DGSE doit en fait veiller à se situer sur un créneau qui lui est propre. Notre vocation, c'est le renseignement secret, la face cachée des choses. C'est notre véritable spécificité. Notre seul concurrent en ce domaine y est le journalisme d'investigation. Or il se trouve qu'il n'existe pas, ou pratiquement pas, sur l'étranger dans la presse française. Une chance : là nous sommes les seuls.

L'investigation, la face cachée des choses, concrète-

vir les faits les plus cachés dans les endroits les plus obscurs. Et quand nous les obtenons, nous devons même parfois les donner « bruts de décoffrage » et même nous recouper lorsque leur caractère opérationnel l'exige !

La DGSE doit sortir de sa culture du renseignement approfondi et certain. Elle doit pouvoir dire : « Cette information est intéressante, on ne la garantit pas à 100 %, on la garantit seulement à 50 %, on ne la garantit pas, mais c'est à mettre au dossier. » Il faut savoir prendre des risques. Ce sont ces faits qui, demain, s'éclairciront sous un nouveau jour, seront démentis peut-être, mais qui, aujourd'hui, peuvent permettre de prendre un parti plutôt qu'un autre, jeter un doute, renforcer une hésitation, s'ajouter à d'autres informations que nos interlocuteurs déclinent par ailleurs. La priorité, c'est le recueil : des gens de terrain, très opérationnels, formés aux techniques de renseignement, voilà ce qu'il faut à la DGSE.

Mais il y a aussi le moyen et le long terme. Et nous devons pour eux avoir aussi des idées vagues et une vision très précise et intelligente des politiques mises en œuvre de celles qui pourraient l'être, ou même de celles que nous recommandons !

Comment votre démarche est-elle perçue dans les rangs de la DGSE ?

C'est une maison qui n'est pas facile à pénétrer. Sa mission spécifique implique forcément un cloisonnement intérieur. Ici, la communication interne est un pro-

blème en soi, parce qu'elle est précisément opposée à la méthodologie de travail. Ce que les personnels ont vu, ce sont d'abord des changements d'hommes avant les changements de méthode. Ensuite notre objectif a été de faire passer l'idée qu'il fallait être actuel, opérationnel. Ne jamais être en retard sur l'événement. Il faut comprendre que je dirige une maison qui n'a pas toujours eu le moral et les médias y ont contribué largement et depuis longtemps. Et vous avez rapidement réintégré les mots désagréables que certains politiques, intellectuels ou autres, auraient prononcés... C'est cette peste que nous remontons. A l'extérieur bien sûr. Mais à l'intérieur aussi avec des formules toutes nouvelles de participation et de communication.

Pour réaliser votre ambition, disposez-vous du matériel humain et du matériel technique nécessaire ?

Comme je vous l'ai dit, l'appareil technique n'est pas mauvais. Il faut encore faire un énorme effort, mais c'est un secteur où la maison a connu une continuité montante en puissance. Les ingénieurs généraux qui ont dirigé les services techniques sont restés ici longtemps en place : ils avaient une idée de la mission, et l'appareil technique a donc progressé, même si l'on est encore loin du niveau idéal. Dans l'état actuel, l'outil de recueil technique de la DGSE est incontestablement le meilleur de la France.

Diversifier
le recrutement

Donc la DGSE était en panne de moyens humains ?

Il n'y a eu aucun renforcement en moyens humains depuis des années, ni en quantité, ni en qualité, ni en promotion. Il existe notamment un excellent corps d'agents propres à la DGSE que nous devons faire progresser, et dont l'avenir doit nous importer.

Il n'y a pas de raison que cela change...

J'espère bien que si ! La recherche humaine va devenir de plus en plus importante dans le monde actuel, qui bouge partout, en tout sens et se trouve de plus en plus fébrile. Je ne sache pas que les hezbollah ou les Azeris travaillent par satellite ! Regardez deux puissances comme la Grande-Bretagne et les États-Unis : elles ont toujours des otages au Liban et elles n'arrivent même pas à les localiser. Cela, malgré des moyens techniques considérables de recherche de renseignement. C'est pourquoi je compte bien demander un renforcement significatif des moyens de recherche humaine qui constituent l'outil essentiel de la compréhension des transformations du monde pour les années qui sont devant nous.

Combien ?

Nous avons travaillé sur un plan à cinq ans, à compter du budget 1991. Ce sera notre projet d'entreprise jusqu'en 1996, et nous le soumettrons à M. Chevènement et à M. Rocard dans les prochaines semaines. Il indique et s'insère dans le plan national de renseignement récemment établi à l'initiative du premier ministre. Il couvre tout : la montée en puissance des moyens techniques, le renforcement du personnel (statutaires, de recrutement, de formation)... La question est simplement de savoir si la DGSE peut acquiescer rapidement la taille qui lui permettra de continuer de discuter à la table des Grands.

Je veux diversifier les recrutements. La maison a toujours essen-

tiellement fait appel à l'armée parce que le passage à la DGSE peut faire partie du cursus d'une carrière militaire. Il faut que ce puisse être aussi le cas pour les gens venant d'autres administrations ou du secteur privé. Ce n'est pas évident, nous y réfléchissons. J'ai déjà fait rentrer un certain nombre de policiers. Mais nous avons aussi besoin de mathématiciens, d'informaticiens, d'ingénieurs, de scientifiques, d'économistes. Et de généralistes ! La question, ce n'est pas le choix entre militaires ou civils — ce qui est un faux problème — mais bien l'adéquation de chacun à la tâche, à la responsabilité qui est la sienne.

Vous faites aussi partir des gens...

Nous avons simplement fait comprendre qu'il n'y a pas un droit inaliénable à demeurer dans cette maison. Il y a donc des gens dont nous ne prolongeons pas le séjour au service à l'issue de sa durée normale. C'est une novation. Rien à voir cependant avec une « grande lessive » : d'ici à juillet, soit en un an, il n'y aura pas eu, au total, une vingtaine de départs de cadres supérieurs.

Des services
transparents

Le chiffre des renforts, vous n'avez pas répondu...

Je suis obligé de réserver la primauté (I) de ce nombre au gouvernement... Plus des deux tiers de ceux-ci seront pour les postes extérieurs. Mes priorités pour ces renforts sont, dans un ordre décroissant, l'Europe, le Bassin méditerranéen, l'Asie, l'Afrique et les Amériques.

Où en sont vos relations avec la maison rivale, la Direction de la surveillance du territoire, la DST ?

Elles ne se posent pas en termes de rivalité. La fonction de la DST est uniquement défensive, la nôtre est à la fois défensive et offensive. La mission de la DST n'est comparable qu'à la part de notre activité que nous appelons le contre-espionnage. Notre but, c'est que les services soient transparents l'un vis-à-vis de l'autre, et complémentaires. Et c'est ce qui se passe : Bernard Gérard, [directeur de la DST] et moi, nous nous rencontrons toutes les semaines et travaillons main dans la main. La DST fait un énorme travail sur le terrorisme. Elle en règle, notamment, la problématique politique : acquiescer sur les attitudes, arrêter les complots. Son action essentielle se situe en métropole. Nous, nous étendons nos « filets » au-delà des mers et ensemble nous tâchons de faire la prévention la plus efficace.

Vous étiez conseiller de Laurent Fabius à Matignon lors

de l'affaire Greenpeace. Aujourd'hui, votre vision de l'affaire a-t-elle changé ?

Honnêtement je n'ai pas regardé le dossier Greenpeace de la DGSE depuis que je suis ici. L'histoire, c'est ce qui m'intéresse pas. Mon commentaire cependant ? Il sera simple et portera sur l'aspect technique de l'affaire : l'opération a été mal montée, il y a eu des fautes graves d'exécution, et c'est pour lequel j'ai réformé les structures opérationnelles de cette maison. L'autre leçon, plus politique — je l'ose quand même — c'est un enseignement pour la démocratie : c'est qu'une institution comme la DGSE doit toujours se référer à l'intérêt général et ne doit donc pas être prête à payer de manière excessive ce qui peut lui paraître constituer le prix de sa sauvegarde. Si, demain, j'ai un problème sur un dossier, et cela peut arriver tous les jours, je ne demanderai qu'une chose : c'est que me soient pas confiés les moyens d'en assurer la responsabilité.

Et si, demain, les armées demandaient à avoir la haute main sur la totalité du renseignement militaire ?

Vous faites allusion au rapport commandé par le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, et qui vient de lui être remis, je pense.

Ma réponse est simple : il existe un renseignement proprement militaire et l'organisation de son exploitation est un problème militaire. Je n'ai pas à m'en mêler. Pour ce qui est de son recueil par moyen technique, pour la part qu'elle assume, il ne peut être silencieux qu'à la DGSE. Insérés dans son dispositif global, les moyens techniques de la DGSE, précisément parce qu'ils sont performants, pourraient être quelques années ici ou là : ils ne pourraient cependant, moi étant à ce poste que m'a confié le président de la République, succomber à une quelconque OPA d'où qu'elle vienne. Je n'ai d'ailleurs aucune inquiétude en ce qui concerne les armées : le rapport état-major-DGSE est sans aucun problème. Et l'un comme l'autre se trouvent sous l'autorité du ministre de la défense.

Je l'ai dit, la DGSE fournit du renseignement global. Sa mission essentielle est de contribuer, par les soldes originaux que sont les siens, à l'information nécessaire aux orientations et aux choix de politique étrangère qui sont ceux du président de la République. Et à la mise en œuvre qu'en assure le gouvernement.

C'est une ambition digne que d'y parvenir, et moi ne m'a dit que nous ne progressons pas dans cette voie.

Propos recueillis par JACQUES ISNARD et EDWY PLENEL

Trois mille fonctionnaires
pour un budget de 757 millions de francs

À la direction générale de la DGSE, M. Claude Silberzahn s'est entouré d'un état-major qui comprend, à la différence d'un passé récent, davantage de hauts fonctionnaires civils que de responsables militaires des années 80. Ainsi, il est assisté d'un directeur de la stratégie, M. Jean-Claude Cousseran, diplomate de métier ; d'un directeur du renseignement, M. Michel Lacarrière, policier de formation ; d'un directeur technique, M. Jérôme Ventre, ingénieur général des télécommunications d'origine ; d'un directeur administratif et financier, M. Jean-Claude Trussereau, qui relève du corps préfectoral ; et d'un directeur des opérations, le général de brigade Jean Heinrich, qui dispose du service « action », confié, pour tous ses éléments, au colonel Pierre-Jacques Costedoat. Les effectifs de la DGSE totalisent environ 3 000 personnes, dont 1 900 sont des civils et 1 100 ont un statut militaire.

Officiellement, le budget courant de la DGSE est inscrit au compte des crédits du ministère de la défense, qui en exerce la tutelle administrative. Pour 1990, ce budget s'élève à 756,8 millions de francs, répartis en 412,8 millions de francs au titre du fonctionnement (rémunérations, charges sociales et dépenses courantes) et 344 millions de francs pour l'équipement (entretien des installations à Paris, en province et à l'étranger ; informatique ; recherche électromagnétique et modernisation des stations d'écoute ; moyens de transmissions).

À ce budget, il convient d'ajouter des ressources extérieures pour tout ce qui concerne les interventions ponctuelles de la DGSE décidées avec l'accord du gouvernement. Dans ce cas, le premier ministre débloque des crédits, au coup par coup, à partir des « fonds spéciaux » dont on lui reconnaît l'usage (contrôlé par une commission) et qui s'élevaient, en 1990, à 420,4 millions de francs. La DGSE n'est pas la seule « cliente » de ces crédits, même si elle en est le principal destinataire.

FLORENT GABORIAU Collection « Avec »

Edith Stein philosophe

165 p. - 120 F

30, rue Madame 75006 Paris

MOIS-CI DANS

ENCE S'AVENIR

S SECRETS
U SOMMEIL

L'ÉTAT DE NOS CONNAISSANCES
UNE DES GRANDES ENIGMES DU CERVEAU

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

IGUE: LES RAVAGES DU CRACK

NTAGE: LES VOLCANS D'INDONÉSIE

SOUS HAUTE SURVEILLANCE

ONOMIE: CES FOUS DE CIEL PUR

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-88

MINTEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de NANTERRE le
Jeudi 8 Février 1990 à 14 h, EN UN SEUL LOT

APPARTEMENT à EVRY-SUR-SEINE

(91) L'Esplanade « Le Parc et Château de Petit-Bourg »
41 à 45 boulevard Decaenville bte. A : au rez-de-cha.

de 5 pièces UN BOX, UN EMPLACEMENT de parking-voiture

Dans le lot : C-3 Caves

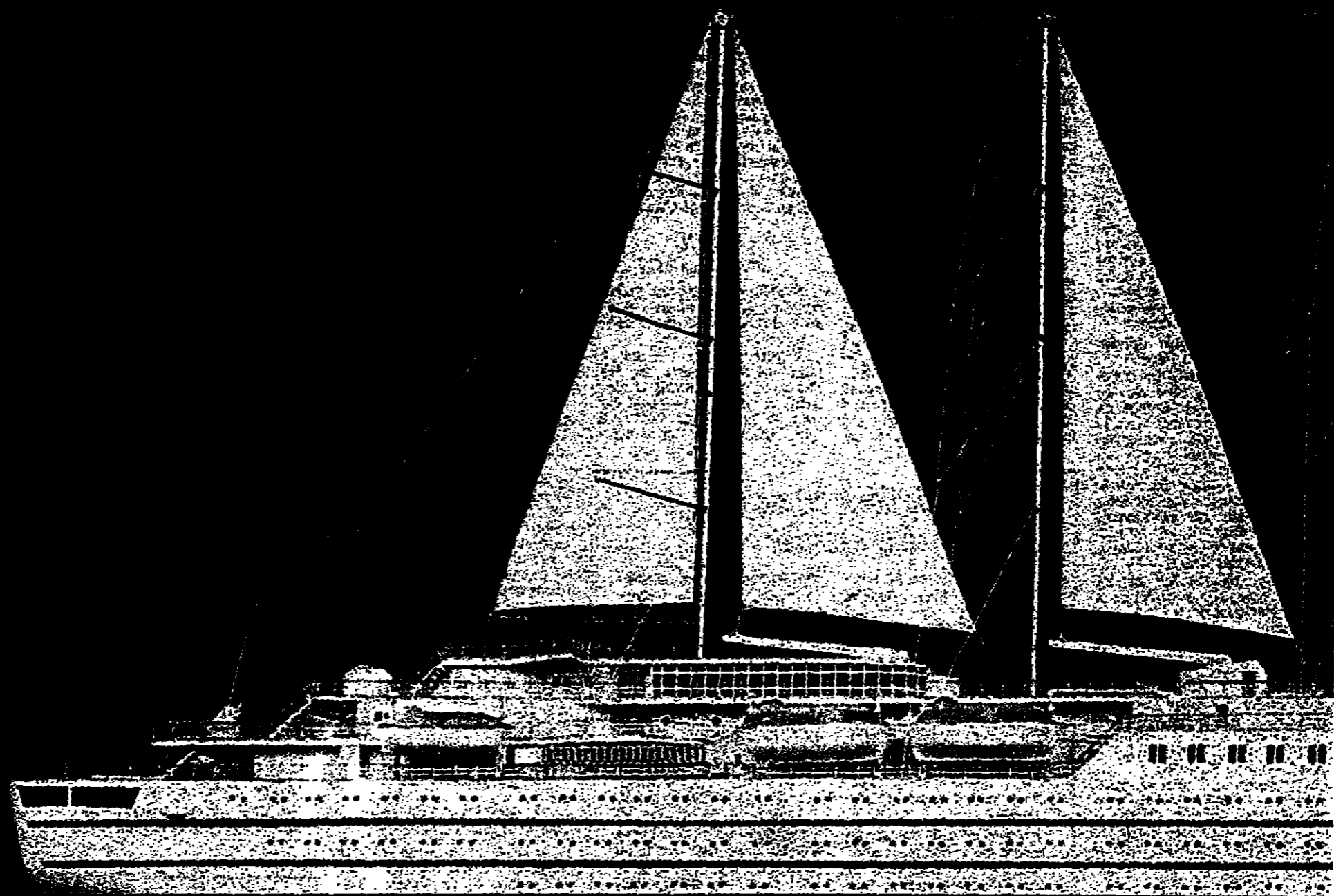
LIBRE DE LOCATION et D'OCCUPATION

Mise à Prix : 400 000 F, avec, en sus 86 559,29 F

montant des charges de copropriété arriérées et le règlement des charges courues du 1^{er} janvier 1989 au jour de l'adjudication définitive - 29 273,90 F

montant des frais prétablies taxes de première vente (16 mars 1988) et en plus, de folle enchère - Pour tous renseignements, s'adresser à : M^{re} Marcel WISLIN, avocat, ancien avocat, 7, avenue de Madrid 92200 Neuilly-sur-Seine - M^{re} Gustave JOHANDEL, avocat, ancien avocat, associé de la SCP Y. NEVERI, 43, avenue Hoche 75008 Paris. Tél. : 47-66-03-40 poste 416 de 10 h à 12 h - M^{re} Didier SEGARD, administrateur judiciaire place de l'Écluse de Ville à Nanterre (92), au greffe des Créances du T.G.I. de Nanterre où le cahier des charges est déposé. Pour visiter, sur les lieux, le 5 février 1990 de 11 h à 12 h - Sur Minitel 3616 JAVEN.

Oubliez tout ce que vous



Club Med One, la croisière réinventée.

Les années 90 commencent en beauté. Après le bonheur sur terre, le Club Méditerranée invente le bonheur sur mer. Club Med One, le plus grand paquebot à voile du monde, ressuscite le temps des croisières fabuleuses. En y ajoutant le confort et les services qui conviennent à l'homme d'aujourd'hui : téléphone, télévision, minibars, room service 24 h sur 24 dans les cabines. Et puis au beau milieu des mers chaudes, vous pourrez jouir de tous les plaisirs d'un village du



Club Med. Pour garder votre forme à son optimum, deux piscines, deux saunas, une salle de fitness superbement équipée. Pour vivre de

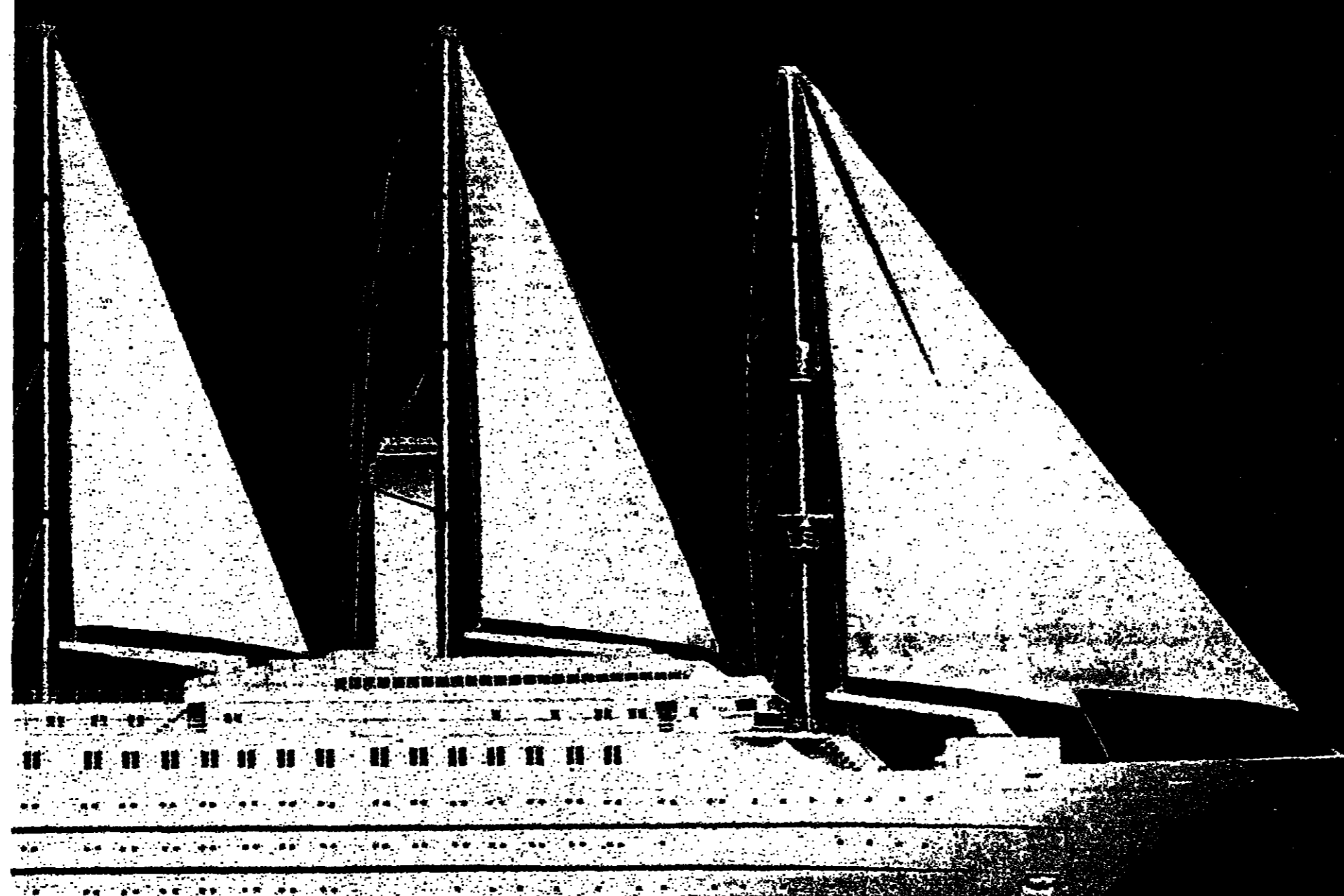
superbes escapades, il suffit de demander : nos bateaux annexes vous feront découvrir en quelques minutes la grande plage de sable fin pour vous tout seul, des criques sauvages aux fonds marins captivants ou le marché d'un petit port typique.

Vous irez d'îles en îles, de plages de rêve en plages de rêve, ayant à votre disposition voiliers, planches à voile, matériel de plongée libre, skis

sa

SA	Poin
DI	Mou
	Plag
	Exc
LU	Mou
	en v
	Long
MA	Mou
	Jour
ME	Bate
	Visi
JE	Mou
	St-Th
VE	Mou
	Shop
SA	Retou

savez sur les croisières.



L'Evasion Caraïbes.

Premier départ : le 10 février 1990.
Dernier départ : le 21 avril 1990.

SA	Pointe-à-Pitre (Guadeloupe).
DI	Mouillage à St John's (Antigua). Plage, baignade et sports nautiques. Excursion à English Harbour.
LU	Mouillage en face de Philipsburg (St-Martin). Shopping en ville. Dans l'après-midi, mouillage en face de Long Beach. Sports nautiques.
MA	Mouillage à Virgin Gorda (Iles Vierges). Journée "Robinson Crusoe".
ME	Bateau à quai à San Juan (Porto Rico). Visite de la ville et shopping. Le soir, San Juan by night.
JE	Mouillage en face de Charlotte Amalie sur l'île de St-Thomas (Iles Vierges). Excursions. Sports nautiques.
VE	Mouillage en face de Gustavia (St-Barth). Shopping en ville. Sports nautiques.
SA	Retour à Pointe-à-Pitre.

nautiques. Et vos nuits seront aussi belles que vos jours. Sur Club Med One la fête ne s'arrête jamais : soirées, spectacles, casino, night-club... Mais à chacun sa nuit, à chacun sa fête, certains préféreront une balade au clair de lune le long des 185 mètres de Club Med One.

Pour recevoir gratuitement notre brochure Club Med One ou bien réserver votre cabine ou votre suite téléphonez au :

16 (1) 42.96.10.00

Club Med
Le bonheur, si je veux.

CULTURE

CINÉMA

Six personnages en quête d'hauteur

Pour son premier film, « les Légers Quiproquos », Ricky Tognazzi adapte une pièce de théâtre.

Adaptation d'une pièce de Claudio Bigagli, le vague à l'âme d'une poignée de théâtres sympas, Paolo (Sergio Castellitto) attend un rôle. Il attend aussi Francesca (Lina Sastri) dans la maison de celle-ci. Francesca l'a largué et repart de tournée avec un musicien d'opéra. Paolo envisage mollement de trouver un nouveau gîte chez Enrico (Nicola Pistoia), un autre comédien au chômage, et converse longuement avec Giuliano (Roberto Citran) qui ne fait que passer.

A ce moment culminant de l'action, se déroule un dîner. Paolo a mitonné des pâtes, semble-t-il délicieuses. Et pour tenter d'aviver la jalousie de Francesca, il a invité Sophie (Nancy Brilli), une aspirante actrice, propriétaire de paires remarquables (seins et boucles d'oreilles). Sophie, blonde et gauffre, est aussi à ses moments perdus la fiancée officielle de Giuliano.

Comme il est d'usage à la scène, lorsque ces six personnages en quête d'hauteur étouffent dans la salle à manger, ils sortent sur la terrasse où ils poursuivent leurs paroles parfois divertissantes, sur la vie, l'amour et l'hypothétique célébrité. La suite est prévisible, vaudevillesque. On va se coucher, on parle. On change de chambre, de lit, de bras, on parle. Et le matin voit le couple initial, Francesca/Paolo, se reformer dans une précaire et toujours bavardée sérénité.

Tout ceci est charmant, sans violence, ni vulgarité, aussi dépourvu d'érotisme à la française que de puritanisme à l'américaine, bien joué par une troupe adroite, quelques répliques font mouche. Mais on s'interroge. Pourquoi le jeune réalisateur, Ricky Tognazzi, a-t-il choisi pour son premier long métrage, de filmer du théâtre en oubliant un détail important : faire du cinéma.

DANIELLE HEYMANN

Eddie Murphy sur tous les fronts

L'ex-flic de Beverly Hill est producteur, réalisateur, scénariste, principal interprète de son dernier film, « Les nuits de Harlem »

Quick avait tout juste sept ans quand, pour la première fois, il a tué. La victime était un joueur insubmersible qui menaçait le patron d'un club. Richard Pryor. Lequel devint pour ainsi dire le père adoptif du gamin. C'est presque une histoire vraie puisque Quick adulte, c'est Eddie Murphy, et, de cette façon, il rend hommage à celui qui lui a tout appris du métier de comique.

Par la suite, on voit Eddie Murphy, super gandin, associé à Richard Pryor. Le clancé miamiable est devenu une boîte branchée avec des filles et des jeux — l'histoire se passe en 1938 — et qui marche du bon côté. Il rend hommage à celui qui lui a tout appris du métier de comique.

Le comique le mieux payé de Hollywood est ici non seulement interprète, mais producteur, scénariste, réalisateur. En fait, comme interprète, il occupe plutôt moins

l'écran que d'habitude, il a écrit quelques scènes pour les autres comédiens. Son film est composé en suite de sketchs, comme une revue de music-hall, chacun ayant au centre un personnage pittoresque. Eddie Murphy fait le lien, continue à tuer avec élégance les méchants qui se trouvent sur son chemin, gangsters, flics pourris, tous blancs donc, ou celles qui trahissent leur couleur en s'associant avec eux.

Eddie Murphy pastiche avec désinvolture les films « black stars » du genre *Shaft* ou *Le Parrain de Harlem*, avec un zeste de *Cotton Club*, notamment dans les costumes, somptueux. La désinvolture est d'ailleurs la principale qualité de ce film mal fichu mais où on peut rire plus souvent que dans les derniers Murphy, *Golden Child*, *Un prince à New York*.

COLETTE GODARD

Troublant portrait

« Bel-ami », d'Albert Lewin, d'après Maupassant

Littérature et cinéma présente, jusqu'au 6 mars, une centaine de films européens et américains, tirés d'œuvres littéraires. Sélection très éclectique dans laquelle Jean Giono et Marcel Pagnol côtoient Margaret Mitchell (*Autant en emporte le vent*), Victor Hugo et Shakespeare avec plusieurs autres, dont le *Bel-ami* d'Albert Lewin, jamais sorti chez nous en salle, et que réédite Action Gitanes.

Sous l'Occupation, une adaptation du roman de Maupassant réalisée et interprétée par le Venzela Willi Forst en 1939 (donc après l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne hitlérienne) remporta un grand succès. L'ascension sociale, par les femmes, de Georges Duroy, dit « Bel-ami », bellâtre ambitieux, était filmée dans les décors parisiens d'une Belle Époque froissant et décadente à souhait, avec satire du « grand monde » et des politiciens. Le roman d'était pas trahi, les actrices allemandes n'étaient pas des inconnues, et Willi Forst apportait un certain charme. Et Tino Rossi popularisa jusqu'à la rengaine une chanson inspirée de ce film, sur la musique de Theo Mackeben.

Ce *Bel-ami* n'est jamais ressorti. On a connu, depuis, celui de Louis Daquin, réalisé en 1954, avec Jean Darnay, une coproduction franco-autrichienne tournée à Vienne (curieux retour des choses !) en double version. Scrupuleusement fidèle à Maupassant, l'adaptation avait pourtant souligné un aspect politique et anticonformiste qui déplut à la censure française. Interdiction, puis sortie autorisée, trois ans plus tard, après de nombreuses coupures. Louis Daquin est mort en 1980, et l'on attend toujours de voir la version intégrale de son *Bel-ami*, reconstituée mais projetée seulement en privé.

De toute façon, la meilleure transposition cinématographique est américaine. *The Private Affairs of Bel-ami*, d'Albert Lewin (1947), avait la réputation d'une œuvre trop hollywoodienne pour le goût français.

Curieuse et exceptionnelle personnalité que celle d'Albert Lewin,

homme cultivé, épris de littérature et de peinture, dandy d'un Hollywood où ses films provoquaient l'effacement par leurs choix esthétiques. Pour incarner à l'écran Georges Duroy, il avait choisi George Sanders, qui, dans son adaptation du *Portrait de Dorian Gray* d'après Oscar Wilde (1945), avait été Lord Henry Wotton, maître en cynisme et en immoralité. De l'arriviste, George Sanders, dirigé par Lewin, fait un être séduisant et veule, un ambitieux qui ne regarde, se juge en accomplissant ses intrigues et ses vilenies, et se met la mort dans l'âme. Cette version est infidèle au roman de Maupassant, particulièrement à la fin, mais d'une façon splendide : en transformant, en stylisant par l'esthétique du noir et blanc (et l'unique flamboyant en couleurs d'une toile de Max Ernst, *La Tentation de saint Antoine*) l'héritage du naturalisme français.

Des univers rêvés

Ce qu'Albert Lewin apporte en plus — et non en moins, dans les libertés prises par le scénario — à Maupassant, c'est la psychologie des profondeurs de cet homme couvert de femmes, et qui semble marqué par Baudelaire (dans le *Portrait de Dorian Gray*, George Sanders lisait les *Fleurs du mal*) et par Oscar Wilde. Chef-d'œuvre, on disait. Qui, et sulfureux, fascinant, troublant portrait d'un Georges Duroy qui touche au mythe comme Dorian Gray, et comme la *Pandora* que tourna Albert Lewin en 1951. Les grands cinéastes transforment les œuvres littéraires en univers rêvés, et le débat sur l'adaptation « de qualité » est aujourd'hui caduc. Quand John Dos Passos adaptait, pour Josef von Sternberg, *La Femme et le Pantin*, roman de Pierre Louys, petit maître de l'érotisme, cela donnait un rêve fabuleux avec Mariette Dietrich. Il est au programme.

JACQUES SICLIER
Action Rive gauche (43-29-44-40), M6 Mahon (43-29-73-89), Action Christine (43-29-11-30).

Christine Boisson, magicienne

Le premier long métrage de Frank Landron
« Un amour de trop », est un hymne à la femme

Au début du film, Sandra est morte. On la voit, enveloppée dans une housse de plastique, sur une table d'institut médico-légal. On sait donc que son histoire finira mal. Comment ? Pourquoi ? Sandra surgit, bien vivante, de la mer, en costume de bain. Radiance, épaissie, comme liée à l'élément liquide, saisie par la caméra dans des instantanés qui ressemblent à des carasses. Sandra et l'eau. Un thème qui reviendra.

Sandra est institutrice. Elle mène une vie à la fois banale et compliquée. Deux hommes l'aiment : Pierre, un diplomate un peu coïncé, mais qui représente la sécurité bourgeoise ; Blaise, un photographe à peau noire, un bel-ami musclé, qui représente l'aventure. Sandra saisit les instants qui lui donnent du bonheur, avec l'un comme avec l'autre, au gré de sa fantaisie. En fait, elle est en train de quitter Pierre, ce qui ne veut pas dire qu'elle a l'intention de se fixer. Certes, il y a, dans cette histoire, un « amour de trop », mais lequel ?

Le premier long métrage de Frank Landron, qualifié par son auteur de « thriller sentimental », est un hymne à une comédienne et à la femme — inaisissable. Il n'y a pas ici de psychologie, mais des

comportements émis jusqu'à un mystère par une mise en scène impressionniste. Sandra, c'est Christine Boisson, grand front, cheveux fous, yeux couleur d'aigues, corps à faire rêver — et on rêve. Depuis une dizaine d'années, Christine Boisson semble traverser le cinéma français en soulevant le rideau de la magie. Dans la *Maison de Jeanne de Magali Clément*, elle retransmet les codes d'un univers prosaïque. Chez Frank Landron, elle va, elle vient, comme pour le plaisir d'être filmée sans pour autant se définir.

Sandra parle un langage d'aujourd'hui, mais agit comme si elle appartenait à un autre univers. C'est en révélant certains aspects de la vie familiale de Pierre que Frank Landron nous les derniers noués de son « thriller ». Un amour paternel soigneusement tu pendant des années éclate dans la nuit. L'avant-dernière séquence, avec les mots qui, enfin, jaillissent, est extraordinaire. En jouant Sandra, Christine Boisson n'appartient ni à la terre ni aux hommes. Elle reste un superbe mystère. Et avec quel talent...

J. S.

La capitale des images a deux ans

150 000 spectateurs, 3 000 films disponibles : la Vidéothèque de Paris affiche un palmarès rayonnant.

Installée au centre du Forum des Halles, depuis 1988, la Vidéothèque de Paris collectionne les images consacrées à la capitale et à ses héros. On y regarde la télévision comme on feuillette un livre, en consultation individuelle, ou sous forme de projections, de débats autour d'un thème : la tour Eiffel, Montparnasse 1919-1989, du Louvre aux Tuileries, Paris la nuit, l'Afrique à Paris.

Deux ans après sa création, cette institution, unique au monde, a attiré 40 000 spectateurs en 1988, trois fois plus qu'en 1985, a programmé 500 heures supplémentaires en vingt-quatre mois et le fonds ne cesse de s'agrandir. Il est à ce jour de 3 000 heures.

La saison 1990 sera ainsi plus riche en événements : à l'annonce de Véronique Cayla, directrice de la Vidéothèque, les « Week-ends », une nouveauté, évoqueront un thème d'actualité. Susanne Lenglen et les blazers chics des champions de tennis d'antan à la veille des Internationaux de France de Roland-Garros (du 25 au 27 mai) ; Jean-Paul Sartre, à l'occasion du dixième anniversaire de sa mort (du 22 au 24 juin) et des concerts de jazz, pour fêter le Festival de Paris (du 2 au 4 novembre).

Le fonds des images d'actualités s'étoffe (185 heures en 1989). Après les reportages de la Gaumont, ou des studios Eclair, les documentaristes viennent de mettre la main sur deux heures d'images allemandes tournées pendant l'Occupation. Cinquante heures de films américains récemment découverts à la bibliothèque du Congrès de Washington devraient venir compléter ce trésor et permettront de comparer les différentes « couvertures » d'un même événement : la Libération de Paris. Les Parisiens ont été appelés à fouiller dans leurs greniers pour retrouver des souvenirs de famille sur pellicule. Le succès de l'opération a donné jour à une série de douze émissions de vingt-six minutes coproduites par la SEPT.

JARDIN D'HIVER
42 62 59 49
M
THEATRE OUVERT
MUSIC
HAL
de Jean-Luc Lagarce
avec
Hélène Surgère
Olivier Achard
François Berreux

BÉNÉDICTE MATHIEU
Vidéothèque de Paris : Forum des Halles, porte Saint-Eustache. Tél. : 40-26-34-30. Minitel : 3615 VDP 15.

Les nominations pour les césars 90

Avec onze nominations chacun, la Vie et rien d'autre, de Bertrand Tavernier, et Trop belle pour toi, de Bertrand Blier partent favoris pour les césars 90, qui seront décernés le 4 mars. Carole Bouquet et Josiane Balasko, les deux comédiennes de Trop belle pour toi, se disputent le César de la meilleure actrice avec Sabine Azema, l'héroïne de la Vie et rien d'autre. Gérard Depardieu et Philippe Noiret concourent pour le César du meilleur comédien.

Établi par l'Académie des arts et techniques du cinéma, ce palmarès cite également huit fois Monsieur Hire (meilleur réalisateur, Michel Lacombe) ; Sandrine Bonnaire et Michel Blanc, meilleurs interprètes, etc.), sept fois Un monde sans pitié, d'Éric Rochant (meilleur film de l'année, meilleure première œuvre, Hippolyte Girardot, meilleur interprète, Milla Järvelä, meilleur jeune espoir féminin, etc.). Nocturne indien, d'Aïnou Coma, obtient cinq nominations dont celles du meilleur film, du meilleur réalisateur ou du meilleur acteur, Jean-Hughes Anglade. Cinéma Paradiso, les Liaisons dangereuses, Rain Man, le Temps des girènes, et Sex, mensonges et vidéo sont désignés pour le César du meilleur film étranger.

TH. ANTOINE LOC. 42.08.77.71
NÉLSON DOSSIER ET DANIEL DANCÉ PRÉSENTENT
IRREVOCABLEMENT DÉFINITIVES LE
4 FÉVRIER À 15 H 30 ET 18 H 30

TRIOMPHE !
Le Bal de N'DINGA
TCHICAYA U TAM SI
GABRIEL GARRAN

DIAGONALES

M A chère Tantine, Ta lettre m'accable. Le docteur Marelier est criminel de l'avoir remise aux tranquillisants. Ses poisons ont déjà volé à Bonne-Maman sa vie. Vaux-tu vieillir comme elle, le fauts-tu tourné vers la fenêtre, les mains agrippées aux genoux, des ruges gris pleins les yeux ?

Je refuse de croire que tu as rechuté dans la dépression après avoir vu le film de Louis Malle, *Milou en mai* (1). C'est trop gros. Tes crises précédentes, rappelle-toi, d'étaient en sortant du *Journal d'une femme de chambre*, du *Charme discret de la bourgeoisie*, de Bunuel, et du *Long Fleuve tranquille*, de Chélie. Je ne joue pas au « psy » sauvage, mais enfin, quelles coïncidences ! Tu serais allergique à toute plaisanterie sur les familles dans notre genre, que ça ne m'étonnerait pas. Si c'est par crainte que ce comique ne nous déçoive, alors là, ma chère Tantine, arrête tout de suite le *Transxène* ; et écoute-moi.

D'abord, il est faux que j'aie raconté « nos petites histoires », comme tu dis, à « ce chapsan de Louis Malle ». Je le connais à peine, moins que toi qui dis avoir pris le thé avec sa mère, avant guerre, chez les Fabre-Lucos. J'ai dû déjouer une fois avec lui et lui enlever une maîtresse, ou l'inverse, cela ne suffit pas pour trahir des secrets de famille qui, c'est leur force, se ressemblent tous.

Malle ne pense pas à... mal, si tu m'autorises un de ces calembours qui, de nos jours, tiennent lieu de pensée. Tous ses films tournent à la justification attendrie des riches et à la confusion des pauvres, sauf si ces derniers s'engagent à droite. A priori, j'aurais moins confiance dans son scénariste Jean-Claude Carrière, qui a la plupart des sacrilèges de Bunuel sur la conscience. C'est un fils de pauvre, lui, un bourgeois. On ne se méfie jamais assez de ces gens-là, qui crachent dans la soupe avant de la boire !

QUE tu aies cru reconnaître « nos » histoires prouve assez qu'ils ont tapé juste. On tombe toujours pile quand on montre les grands principes réduits à rien par le moindre grain de sable : partage de petites cuillères ou envie de baiser la nièce. Labiche et Feydeau, qu'ont-ils fait d'autre, après Molière et Beaumarchais ? Et Octave Mirbeau, tu souviens-tu de Mirbeau ? L'écart entre nos grandes âmes de pilliers de successions pourries et d'innocentes surnois, quelle mine dans fond pour le théâtre comique, qui vit, c'est connu, d'hypocrisie !

Le roman, aussi, s'en repaît. Comme les écrivains se recrutent essentiellement dans nos milieux, et qu'ils commencent tous par

Un cas d'éternité sociale

raconter leurs bobos d'enfant, le huis clos tragique de la bourgeoisie petite ou grande figure le sujet quasi unique de la littérature française depuis cent cinquante ans. Ton cher Mauriac, qu'a-t-il fait sinon farfouiller sous la respectabilité de la tribu, sinon soulever les troncs de pins pour voir grouiller les vers dans l'herbe, couchée comme des cheveux de garde-forestier sous la casquette ?

J'y pense : ils ne sont pas un peu du Sud-Ouest, les Malle, au moins d'adoption ? Carrière, en tout cas, sûr : il a la façon, et l'accent. Le château de Milou en mai sent le Gers, et la cave fleurit bon le bordeaux qu'on garde pour soi. Il existe une tradition de méchanceté antibourgeoise entre Girondet et Lot, je suis prêt à le démontrer. Vois Anouilh, ton autre idole, dont tu ne manques pas une comédie. Tu ne te mettais pas au lit en sortant, tu répétais même : « Comme c'est bien vu ! », et pourtant ce fils des Chartons aigri d'être né du nouveau côté n'a cessé de nous traîner dans la boue. Que dis-je : dans la boue ! Dans les pots de chambre, pour lesquels il nourrissait une vraie tendresse. Seuls les personnages d'enfants trouvaient grâce, au moment fragile et délectable de l'innocence se perd, l'œil aux serrures. Nos malins de Milou en mai ont retenu la leçon. Dans leur film, aussi, les gamines préservent notre avenir sous leur culotte Petit Bateau.

M A Tantine chérie, dis-toi une bonne fois que les satires de notre duplicité, loin de nous affaiblir, ont constamment renforcé notre règne et nos manières. Plus les artistes nous gourment, plus les petites gens nous envient. Voilà un siècle et demi qu'on daube sur nos tantes, nos mœurs, notre risible contentement, notre chienne cachée, notre rage du tric sous nos grands airs ; et l'office n'a jamais tant cherché à imiter le salon. Les ouvriers jouent à nos jeux, tennis, ski, golf ; ils se baignent dans nos mers chaudes ; ils prénomment leurs enfants à smocks Charles-Edouard ou Marie-Cynthia. Au point que le vrai problème qui se pose à nous,

BERTRAND POIROT-DELPECH

de l'Académie française

interroge des neveux et nièces, demande aux Bernard-Hugues, aux Jacques-Étienne, c'est de trouver comment nous distinguer encore de la middle qui nous rattrape, comment prendre nos distances, merde quoi !

Par surcroît de débâcle plus effrénée ? Les seigneurs y ont régulièrement songé quand ils se croyaient menacés. C'est tant, en soi et pour que narguer, pour larguer nos imitations d'extraction modeste qui, c'est notre chance, restent longtemps imprégnés de moralité, comme leurs vêtements par l'odeur de chos. Mai 68, cette parenthèse de gosses de riches, était une bonne occasion de faire rire de nos troupes congrégiales tout en célébrant en contrebande nos dons intacts pour la modernité et le plaisir. Le paysage du film est si gracieux, si sympathique le fils de famille bon à rien qui trousse les bonnes et nettoie son vélo, si punie sa sacro-sainte voluse de boucles d'oreille, que tout ce petit monde absous d'avance de son abjection nous remet en selle pour un tour.

TANTINE chérie, c'est peu dire que ta chère bourgeoisie, dont les prophètes des classes laborieuses ont annoncé l'effondrement depuis ses premiers triomphes, c'est peu dire qu'elle nous enterrera tous. Elle se porte comme un charme. Elle est le charme même. Aucune classe n'a inventé de plus suave modèle que le sien, sous les ridicules et les vilenies. Les civilisations passent, la bourgeoisie reste, increvable. Tu veux que je te dise ? Je commence à me demander sérieusement si, pour la première fois dans l'histoire, nous ne serions pas devant un cas d'éternité sociale !

J'en veux pour preuve les craquements de l'Est européen. Tu te dis épuisée ; tu as tort. C'est encore notre gloire qui éclate, d'une certaine façon. Des peuples entiers, encouragés par leurs chefs, tournent le dos au paradis infernal de la classe unique pour se jeter dans la baissée dans la démocratie bourgeoise, hier vomie, et dans « Dallas », qui n'a que le tort de nous avoir ravi la palme du nouet de vipères familial comme piège à identification et gage de survie idéologique. Hormis les Chinois, les Coréens du Nord, les Cubains et les Albanais, que les satellites ne marqueront pas de convertir bientôt à la bonne parole, toute l'humanité rêve désormais de se disputer l'argenterie dans un manoir ombreux du Gers !

Arrête donc le *Transxène*, ma Tantine adorée. Fouille plutôt derrière le secrétaire à cylindre de la vénéralité. C'est rempli de lettres de l'oncle Paul, dégoûtantes à raver.

(1) Le texte du scénario de *Milou en mai* paraît chez Gallimard, 188 p., 70 F.

CINÉMA

Programmes du mercredi 31 janvier au mardi 6 février

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi.

Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

LA CINÉMATHEQUE

PALESTINE DE CHARLOT (47-04-24-24) Version d'un air (1986), de Victor Tourjansky, 16 h 30; **Riley the Cop** (1928), de John Ford, 18 h; **Havre** (1986), de Juliet Berto, 21 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

La Cinéma cubain: **Crónica de una infamia** (1982, v.o. s.t.f.), de Miguel Torres; **Habenera** (1984, v.o. s.t.f.), de Pastor Vega, 14 h 30; **Escenas de carnaval** (1985, v.o. s.t.f.), d'Oscar Valdés; **Así eres tu mujer** (1981, v.o.), de Constante Diego; **Un día en el sol** (1985, v.o. traduction simultanée), d'Eduardo Manet, 17 h 30; **79 Primavera** (1988, v.o. s.t.f.), de Santiago Alvarez; **De cierta manera** (1984, v.o. s.t.f.), de Sara Gómez, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

Les Médias de Paris: **Jeune public: Dernière la fureur** (1987) de Jean Schmidt; **Un gosse de la butte** (1983) de M. Delbez, 14 h 30; **Actualités anciennes** de Robert Guimont, 16 h 30; **Show-business: Johnny Hallyday: vingt ans de rock** (1980), Guimont, souvenirs (1986) de Ariel Zeitoun, 18 h 30; **Femmes de service** les Matinales (1987) de J. Krier, la Matinale (1948) de Henri Diamant-Berger, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.f.): **Épée de Bois**, 5 (43-37-57-47).

ASTERIX ET LE COUP DU MENHIR (Fr.-Al.): **Clio Guimont** (Publics Média), 8 (43-59-31-77); **Saint-Lambert**, 10 (46-32-91-68).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHHAUSEN (A. v.f.): **Cincoche**, 6 (46-33-10-82).

BABY BLOOD (*) (Fr.): **George V**, 8 (45-62-41-46); **Pathe**, 13 (43-31-70-38-88); **Fauvette**, 13 (43-31-70-38-88); **Pathe Clichy**, 18 (45-22-46-01).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.): **Cincoche**, 6 (46-33-10-82).

BLACK RAIN (A. v.o.): **Pathe** Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); **Sept** Paramont, 14 (43-20-32-20); **v.f.**: **Paramont Opéra**, 8 (47-42-56-31).

BORIS GODOUNOV (Fr.-Esp.-Youg., v.o.): **Vendôme Opéra**, 2 (47-42-57-52); **UGC Rotonde**, 6 (45-74-94-94).

BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.): **Saint-André-des-Arts**, 6 (43-26-80-28).

CARNET DE NOTES SUR VÉTÉMENTS ET VILLES (Ail. v.o.): **Les Trois** Luxembourg, 6 (46-33-87-77).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.): **Forum Horizon**, 1 (45-08-57-57); **Pathe Impérial**, 2 (47-42-57-52); **14 Juillet** Odéon, 8 (43-26-80-28); **Pathe** Hautes-Seines, 6 (46-33-79-38); **La Pagode**, 7 (47-05-57-57); **Guimont** Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67); **Pathe** Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); **14 Juillet** Bastille, 11 (43-57-90-81); **Éclair**, 13 (47-07-28-04); **14 Juillet** Beaugrenelle, 12 (45-75-79-79); **Bienvenue** Montparnasse, 15 (45-44-25-02); **Kinopanorama**, 18 (43-08-50-50); **UGC** Maillot, 17 (40-68-00-16); **v.f.**: **Saint-**

PARIS EN VISITES

MERCREDI 31 JANVIER

« La salle des vitraux », 12 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Musée de Cluny).

« Chine bouddhiste: sculptures et peintures murales », 13 h 30, 6, place d'Iéna (Musée Guimet).

« Le Musée-atelier de Gustave Moreau », 14 heures, rue de La Roche-foucauld.

« Exposition: Le paysage en Europe du seizième au dix-huitième siècle », 14 h 30, place du Palais-Royal, grilles du Conseil d'État (P.-Y. Jost).

« De l'ancienne Comédie au couvent des Cordeliers », 14 h 30, Métro Mobilien (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, Métro Saint-Paul, sortie (Renaissance du passé).

« Donjon de Philippe Auguste, crypte et Pyramide du Puy », 14 h 45, devant le Louvre des Antiques, 2, place du Palais-Royal (Tourisme culturel).

« Collections du Musée Marmottan: miniatures, peintures, meubles », 15 heures, 2, rue de Louvois.

« Le château de Vincennes », 16 heures, entrée avenue de Paris (Monuments historiques).

« Au musée de la Cour des Miracles », 15 heures, Musée Palais-Royal, sortie place Colbert (Paris et son histoire).

« La mort baroque. Peinture française du dix-septième siècle. Religion et philosophie », 19 h 30, sous la Pyramide du

Lazare-Passquier, 8 (43-87-35-43); **Pathe** Français, 8 (47-70-35-88); **Les** Nations, 12 (43-43-04-67); **UGC** Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); **Fauvette** Bis, 13 (43-31-60-74); **Guimont** Aléa, 14 (43-27-84-50); **Pathe** Montparnasse, 14 (43-20-12-06); **Guimont** Convention, 15 (48-28-42-27); **Pathe** Wopler, 18 (46-22-46-01); **La** Gambetta, 20 (46-38-10-86).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It. v.o.): **14** Juillet Odéon, 8 (45-62-41-46); **Sept** Paramont, 14 (43-20-32-20).

CORPS PERDUS (Fr. v.o.): **Latina**, 4 (42-78-47-86); **v.f.**: **Utopie** Champollion, 5 (43-26-84-65).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Br. v.o.): **14** Juillet Parnasse, 6 (43-26-80-00).

DÉLIT DE FUTES (Sov. v.o.): **Cosmos**, 8 (45-44-28-80).

DO THE RIGHT THING (A. v.o.): **Cincoche**, 6 (46-33-10-82).

EAT A BOWL OF TEA (A. v.o.): **Les** Trois Luxembourg, 6 (46-33-87-77).

ELVIRA, MISTRESS OF THE DARK (A. v.o.): **Forum** Orient Express, 1 (42-23-42-26); **George V**, 8 (45-62-41-46).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.): **La** Triomphe, 8 (45-74-93-50).

ET LA LUMIÈRE FUT (Fr.-Al.-It.): **Ciné** Beaubourg, 3 (42-71-52-36); **14** Juillet Parnasse, 6 (43-26-80-00); **Saint-André-des-Arts**, 6 (43-26-80-28); **Elysees** Lincoln, 8 (45-62-41-46); **14** Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81).

FAMILY BUSINESS (A. v.o.): **La** Triomphe, 8 (45-74-93-50); **v.f.**: **Pathe** Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

LA FEMME DE ROSE HILL (Fr.-Sua.): **Épée** de Bois, 5 (43-37-57-47).

LA FORÊT ANIMÉE (Esp. v.o.): **Latina**, 4 (42-78-47-86).

LE GRAND BLEU (Fr. v.f.): **Guimont** Aléa, 14 (43-27-84-50).

HIVER 54 (Fr.): **George V**, 8 (45-62-41-46); **Guimont** Parnasse, 14 (43-26-80-00).

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A. v.o.): **George V**, 8 (45-62-41-46); **Pathe** Français, 8 (47-70-10-11); **UGC** Gobelines, 13 (45-61-94-95); **Les** Montparnasse, 14 (43-27-84-50).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ (Fr.-Al.): **La** Triomphe, 8 (45-74-93-50); **v.f.**: **Pathe** Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.): **George V**, 8 (45-62-41-46).

JOYEUX NOËL, BONNE ANNÉE (Fr.-Al.): **Lucarne**, 6 (45-44-57-34); **George V**, 8 (45-62-41-46).

LA LÉGENDE DU SAINT BUEVEUR (Fr.-It. v.o.): **République** Cinéma, 11 (48-05-61-33); **Danfort**, 14 (43-21-41-01).

LÈGERS QUIPROQUES (It. v.o.): **Reflet** Logos II, 5 (43-54-42-34).

LEVIATHAN (A. v.o.): **Forum** Horizon, 1 (45-08-57-57); **Pathe** Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); **UGC** Biarritz, 8 (45-62-40-40); **v.f.**: **Pathe** Français, 8 (47-70-10-11); **UGC** Gobelines, 13 (45-61-94-95); **Les** Montparnasse, 14 (43-27-84-50); **Pathe** Clichy, 18 (45-22-46-01); **Pathe** Clichy, 18 (45-22-46-01).

LES LIANES DANGEREUSES (A. v.o.): **Les** Trois Luxembourg, 6 (46-33-87-77); **République** Cinéma, 11 (48-05-61-33); **Danfort**, 14 (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG (Fr.): **Ciné** Beaubourg, 3 (42-71-52-36); **Studio** des Ursulines, 5 (45-08-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit. v.o.): **Ciné** Beaubourg, 3 (42-71-52-36); **Studio** des Ursulines, 5 (45-08-19-09).

MLOU EN MAI (Fr.): **Guimont** Aléa, 14 (43-27-84-50); **v.f.**: **Pathe** Français, 8 (47-70-10-11); **UGC** Gobelines, 13 (45-61-94-95); **Les** Montparnasse, 14 (43-27-84-50); **Pathe** Clichy, 18 (45-22-46-01); **Pathe** Clichy, 18 (45-22-46-01).

OLIVER ET COMPAGNE (A. v.o.): **La** Triomphe, 8 (45-74-93-50); **v.f.**: **Pathe** Français, 8 (47-70-10-11); **UGC** Gobelines, 13 (45-61-94-95); **Les** Montparnasse, 14 (43-27-84-50); **Pathe** Clichy, 18 (45-22-46-01); **Pathe** Clichy, 18 (45-22-46-01).

OUTRAGES (*) (A. v.o.): **UGC** Danton, 6 (42-25-10-30); **UGC** Champs-Élysées, 8 (45-62-40-40); **v.f.**: **UGC** Montparnasse, 14 (43-27-84-50); **Paramont** Opéra, 8 (47-42-56-31).

PALOMBELLA ROSSA (It. v.o.): **Saint-André-des-Arts**, 6 (43-26-80-28); **UGC** Rotonde, 6 (45-74-94-94).

LE PETIT DIABLE (It. v.o.): **République** Cinéma, 11 (48-05-61-33); **Danfort**, 14 (43-21-41-01).

LA PETITE VIE (Sov. v.o.): **Cincoche**, 6 (46-33-10-82).

PLINE NOIRE (Esp. v.o.): **Lucarne**, 6 (45-44-57-34).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A. v.o.): **Guimont** Aléa, 14 (43-27-84-50); **Pathe** Montparnasse, 14 (43-20-12-06); **Guimont** Convention, 15 (48-28-42-27).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT (*) (A. v.f.): **Cincoche**, 6 (46-33-10-82); **Danfort**, 14 (43-21-41-01).

RETOUR VERS LE FUTUR 2: PARTIE (A. v.o.): **George V**, 8 (45-62-41-46); **UGC** Rotonde, 6 (45-74-94-94); **v.f.**: **Pathe** Français, 8 (47-70-10-11); **UGC** Gobelines, 13 (45-61-94-95); **Les** Montparnasse, 14 (43-27-84-50); **Pathe** Clichy, 18 (45-22-46-01); **Pathe** Clichy, 18 (45-22-46-01).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE: LES ANNÉES LUMIÈRE (Fr.): **George V**, 8 (45-62-41-46).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE: LES ANNÉES LUMIÈRE (Fr.): **George V**, 8 (45-62-41-46).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE: LES ANNÉES LUMIÈRE (Fr.): **George V**, 8 (45-62-41-46).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE: LES ANNÉES LUMIÈRE (Fr.): **George V**, 8 (45-62-41-46).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE: LES ANNÉES LUMIÈRE (Fr.): **George V**, 8 (45-62-41-46).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE: LES ANNÉES LUMIÈRE (Fr.): **George V**, 8 (45-62-41-46).

(43-43-01-59); **Fauvette**, 13 (43-31-70-38-88); **Guimont** Aléa, 14 (43-27-84-50); **14** Juillet Beaugrenelle, 12 (45-75-79-79); **Guimont** Convention, 15 (48-28-42-27); **UGC** Maillot, 17 (40-68-00-16); **Pathe** Wopler, 18 (46-22-46-01); **La** Gambetta, 20 (46-38-10-86).

MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong., v.o.): **Forum** Orient Express, 1 (42-33-42-26); **Pathe** Français, 8 (47-70-35-88); **Les** Nations, 12 (43-43-04-67); **UGC** Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); **Fauvette** Bis, 13 (43-31-60-74); **Guimont** Aléa, 14 (43-27-84-50); **Pathe** Montparnasse, 14 (43-20-12-06); **Guimont** Convention, 15 (48-28-42-27); **Pathe** Wopler, 18 (46-22-46-01); **La** Gambetta, 20 (46-38-10-86).

MONSIEUR (Fr.): **Épée** de Bois, 5 (43-37-57-47).

MYSTERY TRAIN (A. v.o.): **Cincoche**, 6 (46-33-10-82).

NOËL BLANCHE (Fr.): **Pathe** Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); **Saint-Lazare-Passquier**, 8 (43-87-35-43).

NOCTURNE INDIEN (Fr. v.o.): **Ciné** Beaubourg, 3 (42-71-52-36); **Lucarne**, 6 (45-44-57-34).

ADRENALINE. LE FILM. Film français de Yann Piquer, Jean-Marie Madaud, Anita Assi, John Hudson, Barthélemy Bompard, Alain Robak, Philippe Dorain: **Reflet** Logos II, 5 (43-54-42-34); **Éclair**, 13 (47-07-28-04); **UGC** Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

L'AIR DE RIEN. Film français de Mary Jimenez: **Forum** Orient Express, 1 (42-33-42-26); **Pathe** Impérial, 2 (47-42-57-52).

AMÉRIQUE. Film américain de Jean de Jarmat, v.o.: **Guimont** Aléa, 14 (43-27-84-50); **Pathe** Montparnasse, 14 (43-20-12-06); **Guimont** Convention, 15 (48-28-42-27); **Pathe** Wopler, 18 (46-22-46-01); **La** Gambetta, 20 (46-38-10-86).

PAS NOUS, PAS VOUS. Film américain d'Arthur Hillier, v.o.: **Forum** Horizon, 1 (45-08-57-57); **Pathe** Hautes-Seines, 6 (43-59-82-82); **Sept** Paramont, 14 (43-20-32-20); **v.f.**: **Pathe** Français, 8 (47-70-35-88); **Fauvette** Bis, 13 (43-31-70-38-88); **Pathe** Wopler, 18 (46-22-46-01); **La** Gambetta, 20 (46-38-10-86).

PAS NOUS, PAS VOUS. Film américain d'Arthur Hillier, v.o.: **Forum** Horizon, 1 (45-08-57-57); **Pathe** Hautes-Seines, 6 (43-59-82-82); **Sept** Paramont, 14 (43-20-32-20); **v.f.**: **Pathe** Français, 8 (47-70-35-88); **Fauvette** Bis, 13 (43-31-70-38-88); **Pathe** Wopler, 18 (46-22-46-01); **La** Gambetta, 20 (46-38-10-86).

BLACKBIRD. Film anglais de James Frawley, v.o.: **Guimont** Aléa, 14 (43-27-84-50); **Pathe** Montparnasse, 14 (43-20-12-06); **Guimont** Convention, 15 (48-28-42-27); **Pathe** Wopler, 18 (46-22-46-01); **La** Gambetta, 20 (46-38-10-86).

DREAMERS. Film franco-irlandais d'Uli Barbash, v.o.: **Guimont** Aléa, 14 (43-27-84-50); **Pathe** Montparnasse, 14 (43-20-12-06); **Guimont** Convention, 15 (48-28-42-27); **Pathe** Wopler, 18 (46-22-46-01); **La** Gambetta, 20 (46-38-10-86).

EDEN MISERIA. Film franco-portugais de Christine Laurent: **Utopie** Champollion, 5 (43-26-84-65).

ENTRE CIEL ET TERRE. Film américain de Greg McGillivray et James Frawley, v.o.: **La** Triomphe, 8 (45-74-93-50); **v.f.**: **Pathe** Français, 8 (47-70-10-11); **UGC** Gobelines, 13 (45-61-94-95); **Les** Montparnasse, 14 (43-27-84-50); **Pathe** Clichy, 18 (45-22-46-01); **Pathe** Clichy, 18 (45-22-46-01).

MERY POUR TOUJOURS. Film italien de Marco Risi, v.o.: **Ciné** Beaubourg, 3 (42-71-52-36); **14** Juillet Odéon, 8 (43-26-80-00); **14** Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); **14** Juillet Beaugrenelle, 12 (45-75-79-79); **Guimont** Opéra, 8 (47-42-56-31); **UGC** Convention, 15 (48-28-42-27); **Pathe** Wopler, 18 (46-22-46-01); **La** Gambetta, 20 (46-38-10-86).

LA MESSE EN SI MINEUR. Film français de Jean-Louis Guillemin:

LES NUITS DE HARLEM (A. v.o.): **Forum** Horizon, 1 (45-08-57-57); **UGC** Odéon, 8 (43-26-80-00); **Pathe** Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); **UGC** Montparnasse, 14 (43-20-12-06); **Guimont** Convention, 15 (48-28-42-27); **Pathe** Wopler, 18 (46-22-46-01); **La** Gambetta, 20 (46-38-10-86).

LES NUITS DE HARLEM (A. v.o.): **Forum** Horizon, 1 (45-08-57-57); **UGC** Odéon, 8 (43-26-80-00); **Pathe** Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); **UGC** Montparnasse, 14 (43-20-12-06); **Guimont** Convention, 15 (48-28-42-27); **Pathe** Wopler, 18 (46-22-46-01); **La** Gambetta, 20 (46-38-10-86).

LES NUITS DE HARLEM (A. v.o.): **Forum** Horizon, 1 (45-08-57-57); **UGC** Odéon, 8 (43-26-80-00); **Pathe** Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); **UGC** Montparnasse, 14 (43-20-12-06); **Guimont** Convention, 15 (48-28-42-27); **Pathe** Wopler, 18 (46-22-46-01); **La** Gambetta, 20 (46-38-10-86).

LES NUITS DE HARLEM (A. v.o.): **Forum** Horizon, 1 (45-08-57-57); **UGC** Odéon, 8 (43-26-80-00); **Pathe** Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); **UGC** Montparnasse, 14 (43-20-12-06); **Guimont** Convention, 15 (48-28-42-27); **Pathe** Wopler, 18 (46-22-46-01); **La** Gambetta, 20 (46-38-10-86).

LES NUITS DE HARLEM (A. v.o.): **Forum** Horizon, 1 (45-08-57-57); **UGC** Odéon, 8 (43-26-80-00); **Pathe** Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); **UGC** Montparnasse, 14 (43-20-12-06); **Guimont** Convention, 15 (48-28-42-27); **Pathe** Wopler, 18 (46-22-46-01); **La** Gambetta, 20 (46-38-10-86).

COMMUNICATION

Après le départ de M. Philippe Ramond

M. Seydoux refuse l'accord esquissé par MM. Hersant et Berlusconi pour la Cinq

M. Philippe Ramond, directeur délégué de la 5 depuis 1987 rejoint, à la « demande de Robert Hersant » la direction générale de la Socpresse, société holding du groupe avec le titre de directeur général adjoint. Annoncée par *Le Figaro* du 30 janvier, cette nomination implique l'abandon par M. Ramond de ses fonctions de directeur général de la 5 et semble le premier signe d'un accord entre les deux groupes d'actionnaires qui se disputent la chaîne : d'un côté, le groupe Hersant, de l'autre les groupes Seydoux et Berlusconi.

Patron de la 5 depuis sa reprise par le groupe Hersant en 1987, et symbole d'un type de management critiqué par plusieurs actionnaires, notamment par les Italiens, M. Philippe Ramond paraît faire, le premier, les frais d'un rapprochement entre des actionnaires antagonistes. Des actionnaires déchirés sur la stratégie en matière de production, de publicité, et d'image de la chaîne et des partenaires en conflit sur la répartition du capital et le contrôle de la société.

Un procès en cours a déjà vu s'affronter deux blocs d'actionnaires. Il s'est traduit, notamment, par un face à face entre les deux plus importants : M. Silvio Berlusconi qui a fait de sa présence en France un élément déterminant de toute sa stratégie de développement

européen ; d'autre part, M. Robert Hersant, PDG de la 5, et bien décidé à le rester. Face à face sans faiblesse comme l'ont montré la rudesse des propos et la gravité des accusations faites au cours du procès (l'arrêt de la cour d'appel sera rendu le 14 mars). Encore la concordance de leurs intérêts et l'asphyxie de la 5 à court de financement devaient-elles vite plaider pour un armistice entre les deux géants, contraints de se mettre autour d'une table et de signer la paix.

Les préalables, pour les Italiens, étaient un changement de « management », une remise à plat de la stratégie en matière de publicité et une transparence totale de la gestion.

Des exigences longtemps considérées comme inacceptables par le groupe Hersant, qui faisait valoir l'importante progression d'audience de la 5 depuis 1987. Aujourd'hui, ces exigences paraissent acceptées. Un accord prévoit en effet une cession réelle de la société par les groupes Hersant et Berlusconi, MM. Yves de Chaisemartin, bras droit du patron de presse français et Angelo Codignoni, adjoint fidèle de M. Berlusconi, deviendront directeurs adjoints. Les postes et fonctions ne seraient plus répartis de façon séparée comme auparavant mais assumés conjointement tout comme les décisions stratégiques — y compris à la régie.

Les discussions ont en effet porté sur plusieurs points : l'organisation de la régie publicitaire à laquelle M. M. Seydoux et Berlusconi reprochaient son manque de transparence, et ses liens avec celles des

autres publications du groupe de presse ; l'achat des droits — M. Berlusconi gère des stocks importants que M. Hersant a récemment tenté de contourner ; la répartition du capital.

Sur ce dernier point les Italiens souhaitent un équilibre, entre quatre grands groupes (Hersant, Vignes, Berlusconi et Seydoux) afin d'éviter qu'un seul d'entre eux ne contrôle la Cinq. Aussi les trois premiers attendaient-ils avec quelque appréhension la réponse des Chargeurs de M. Seydoux, ce dernier ayant souvent fait du départ de M. Robert Hersant un préalable à tout accord.

Le verdict est tombé, mardi matin 30 janvier, sous la forme d'un communiqué émanant du groupe de M. Seydoux : « Sollicité pour participer à un protocole d'accord à quatre avec Vignes, Fininvest et SCL, le groupe SA n'a pas jugé ce protocole équilibré », dit-on en affirmant « attendre avec sérénité le jugement que rendra la Cour d'appel de Paris le 14 mars ». Le groupe « rappelle son attachement à la Cinq SA et son souhait de voir la gestion de celle-ci gagner en transparence et en efficacité. La solution des problèmes qui demeurent exige l'accord de tous ses partenaires ».

Ce communiqué contrarie bel et bien l'accord en cours et casse l'alliance entre messieurs Seydoux et Berlusconi. Un accord global aurait en effet eu pour effet de rendre caduc le procès en cours et pour mériter de donner à la chaîne la cohésion qui lui fait défaut depuis de nombreux mois.

ANNICK COJEAN

La polémique autour du PDG des chaînes publiques

Plusieurs syndicats d'Antenne 2 défendent M. Philippe Guillaume

La polémique autour de M. Philippe Guillaume, le PDG des deux chaînes publiques, ainsi que les révélations du *Canard enchaîné* n'ont pas ébranlé Antenne 2 au contraire.

Selon certains d'ores, la polémique autour de M. Guillaume aurait suscité un réflexe de défense du personnel de la chaîne, qui, lassé des critiques répétées à l'encontre du service public, et conscient de l'enjeu actuel de sa réforme, aurait plutôt tendance à resserrer les rangs.

Plusieurs communiqués, publiés dans la chaîne ces dernières heures, semblent en témoigner. Les syndicats FO, CGC et CFDT d'Antenne 2 affirment soutenir « totalement le président Guillaume et son équipe » car, disent-ils, « nous devons gagner avec eux ». « Vouloir briser A2 et FR3 en s'attaquant à la personne de Philippe Guillaume, c'est opter pour la solution la plus sordide, la plus abjecte, la plus lâche ».

Nous savons que les éléments essentiels sont réunis aujourd'hui pour nous conduire à la réussite. Que l'on nous fiche la paix, que l'on nous laisse travailler pour les téléspectateurs ».

Pour la section socialiste de la chaîne, la polémique « ne pourrait avoir que des conséquences désastreuses pour le service public de la télévision et des effets funestes pour ses salariés ». Quant à vouloir dresser un bilan de l'action de la nouvelle équipe après seulement cinq mois d'activité, cela démontre l'amateurisme ou le malhonnêteté de ceux qui tiennent ce genre de propos ».

Enfin, un communiqué publié, le 26 janvier, par le Syndicat national de la radio-télévision CGT dénonce « la campagne anti-télévision publique déclenchée par certains milieux et dont l'affaire Guillaume n'est qu'un épisode ».

La CFDT d'Antenne 2, en revanche, se montre plus distante. Se fondant sur les informations parues dans le *Canard enchaîné*, elle s'interroge sur la confusion d'intérêts possible entre les différentes « casquettes » de M. Guillaume lorsqu'il présidait la SFP (Société française de production). « Il importe, déclare la CFDT, de respecter le droit et la morale, particulièrement lorsqu'on a la charge d'une entreprise nationale. Les investigations les plus sérieuses doivent être faites par les pouvoirs publics afin de faire toute la lumière sur cette affaire ».

Le *Figaro* du 30 janvier relance la polémique en révélant que

M. Guillaume est resté actionnaire, par l'intermédiaire de Celta International, de la société Public SA, qui gère le château de Montevran en Sologne. Or c'est dans ce château que la Société française de production a organisé des séminaires de formation alors que M. Guillaume en était le PDG entre 1987 et 1989.

Les séminaires de la SFP

Selon nos informations, la SFP a effectivement tenu pendant cette période, un peu moins d'une vingtaine de séminaires à Montevran. M. Guillaume qui ne faisait pas mystère de ses liens avec Montevran, s'était alors ouvert auprès des cadres de la SFP de son désir de régulariser une situation ambiguë. En tout état de cause, le total des sommes versées, en deux ans, par la SFP à Public SA reste inférieur à la moitié du chiffre d'affaires de cette société gérante, soit 858 292 francs en 1988. Le bénéfice retiré de ces activités par Public SA pour cette même année s'élève à 22 297 francs.

Celta International, société dont M. Guillaume est gérant, a enregistré, en 1988, un bénéfice de 174 576 francs pour un chiffre d'affaires de 850 000 francs.

J.-F. L. et P.-A. G.

Le dix-septième Festival de la BD d'Angoulême

Un succès et des questions

Le dix-septième Festival international de la bande dessinée d'Angoulême, qui a eu lieu du 24 au 28 janvier, a enregistré des records d'affluences. Environ quatre-vingt-cinq mille personnes, selon la direction du festival, se sont pressées sous les « bulles » abritant les stands des éditeurs ou devant les vingtaine d'expositions présentées à travers la ville, notamment au sein du tout nouveau Centre national de la bande dessinée et de l'image (CNBDI). Deux mille deux cents professionnels, dont cinq cent vingt journalistes ont assisté à ce festival, auquel la concurrence du Salon européen de la bande dessinée de Grenoble, dont la deuxième édition aura lieu du 29 mars au 1^{er} avril, semble avoir donné une cure de jeunesse et posé de nouvelles questions.

ANGOULÊME

de notre envoyé spécial

D'une blancheur immaculée, la capote à peine trempée par les bourrasques de pluie, le cabriolet Cadillac Eldorado-Biarritz 1957 stationne devant l'une des « bulles » installées sur le champ de Mars, au centre d'Angoulême. Louée à prix d'or par les éditions Casterman, c'est l'une des héroïnes du dernier album des aventures de

l'inspecteur Canardo, imaginé par Benoît Sokal. Elle fait la joie des badauds et des cameramen de la NHK, la télévision publique japonaise.

Pourtant, cette friandise blanche d'acier et de pistons n'était qu'un hors-d'œuvre pour l'imaginaire des bédéphiles. Le succès d'Angoulême 17 « tient en partie à la puissance d'évocation de ses expositions. Le CNBDI, installé dans une ancienne brasserie en pierre de taille parée de verres, de passerelles et de daniens par l'architecte Roland Castro, abrite deux expositions vedettes. « Le Musée des ombres » en est sans doute le clou. Ses deux auteurs, le dessinateur François Schuiten et le scénariste Benoît Peeters ont tissé, autour de leurs six albums regroupés sous le titre générique *Les Cités obscures*, un entrelacs de faux-semblants et de trompe-l'œil qui font vivre l'univers de villes mythiques dans lesquelles évoluent savants, architectes, machines imaginaires et bibliothèques géantes. D'une qualité comparable à « Cité-Cinéma », « Le Musée des ombres » voyagea ensuite à Sierre (Suisse), à Bruxelles et à La Villette, à Paris.

L'autre exposition vedette, « God Save the Comics », est consacrée à la BD britannique, invitée d'honneur de ce festival. Oscillant entre le non sens, l'humour et le fantastique, elle présente les dessins de la série *Rupert the Bear*, *Dennis the Menace*, *Halo Jones*, etc., dans un décor étonnant, qui fait déboucher un tunnel de mine sur une salle de classe ensablée puis sur des maisons de briques rouges, jusqu'à la sortie en

forme de clin d'œil signalant simplement : « To Europe ». En 1991, ce sera au tour de la BD japonaise d'être l'hôte du Festival d'Angoulême.

La plupart des autres expositions témoignent d'une semblable maîtrise de la scénographie, que ce soit celle consacrée à Jack Palmer, le détective naïf surgi de l'imaginaire de René Pétillon, président du jury d'Angoulême 1990, ou celle dédiée à Winsor McCay, le père de *Little Nemo*, et de surprenants dessins de presse parus au début de ce siècle dans les colonnes du *New York Herald*, de *Collier's* ou du *New York American*, le journal du magnat William Randolph Hearst, réédités par les éditions Milan.

Seule ombre au tableau de cette profusion, l'absence de l'exposition consacrée à Edgar P. Jacobs, le créateur de la série « Blake et Mortimer ». Prévue à Angoulême, elle ira finalement à Grenoble fin mars... Mais pour M. François Vié, directeur du festival, la déception n'est pas de mise. « La concurrence entre Angoulême et Grenoble est un peu artificielle, assure-t-il. Avec le CNBDI, le Festival d'Angoulême se fonde sur la permanence. Le Centre permet maintenant d'envisager une concertation de longue haleine entre éditeurs de BD, libraires et presse quotidienne régionale qui pourrait aboutir à un « Mois de la bande dessinée », qui se clôturerait par le festival. Ensemble, nous pourrions définir une politique de la bande dessinée, mieux défendre la création et aborder le marché en se servant du CNBDI comme d'un élément fédérateur ».

Traditionnellement répété pour sa convivialité, le Festival d'Angoulême a gagné en professionnalisme au fil des années. La menace grenobloise a donné, il y a deux ans, un coup d'accélération. Ce qui pourrait vaincre les réserves qu'éprouvent certains grands éditeurs de BD — Casterman, Glénat, Dargaud, Lombard, Albin Michel — à se concentrer sous l'égide du CNBDI, afin de pallier les hauts et les bas d'un marché qui, après l'euphorie du début des années 80 et la mini-crise de la fin de la décennie, est revenu à une situation normale.

Le retour à Angoulême des éditions Jacques Glénat, qui avaient boudé le festival l'an dernier, constitue un signe. Et les ovations montées des rangs des professionnels lors de la remise du Grand Prix 1990 à Max Cabanes prouvent un changement d'esprit. L'accalmie est venue d'en haut : la municipalité d'opposition a reconnu sans l'ombre d'un problème la somme allouée autrefois au festival par la municipalité socialiste (2,5 millions de francs) et fait preuve d'un intérêt patent pour

l'infographie. Le versant-bis de la BD au sein du CNBDI. Enfin, l'exemple vient aussi des jeunes éditeurs qui se serrent les coudes.

Zenda, Vents d'ouest, Rackham, Guy Delcourt, etc., partagent une même passion pour la BD de création, et leurs équipes, souvent réduites à quelques personnes s'occupent à la fois de recherche d'auteurs, de fabrication et de diffusion, appartenant à la génération des moins de trente ans. Ils ont appris à ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier : Vents d'ouest, filiale bande dessinée des éditions Hatier, publie des ouvrages grand public comme les *Pieds-Nickelés* ou *Astoria* afin de pouvoir lancer de jeunes auteurs (Guil, Lax). Zenda fait de même : la réédition particulièrement soignée des bandes dessinées américaines des années 50, comme *Walt Disney* ou *Prince Valiant*, ne fait pas oublier à ses dirigeants leur volonté d'éditer de jeunes scénaristes et dessinateurs français. Rackham, quant à elle, plaide pour une BD de qualité à prix abordable. Plusieurs de ces maisons d'édition créées il y a trois ou quatre ans jouent sur une corde financière particulièrement raide. Cela ne les empêche pas de décrocher de plus en plus de prix dans les festivals, tout en se groupant afin de perfectionner leur distribution. Les grands éditeurs, en refusant de réfléchir ensemble aux problèmes posés par le marché de la BD, ne risquent-ils pas de faire prendre aussi des risques à ces jeunes éditeurs ?

YVES-MARIE LABÉ

EN BREF

Grève à FR3, Radio-France et RFO. — La grève déclenchée par les syndicats de journalistes à Radio-France, FR3 et RFO devait entraîner l'annulation ou la réduction des journaux audiovisuels dans ces stations publiques. Ainsi, à France-Inter, seuls deux journaux ont été diffusés mardi matin, à 7 h 30 et 8 heures. Deux autres journaux étaient prévus à 13 heures et 19 heures, ainsi que l'émission « Le téléphone sonne ».

À France-Info, où chaque présentateur est responsable d'une tranche horaire, la situation variait selon que ces animateurs étaient grévistes ou non. Assurée aux deux tiers environ le matin, l'antenne de l'antenne devait être moindre dans la journée.

Les grévistes réclament un alignement de leurs salaires sur ceux pratiqués à Antenne 2 et estiment insuffisantes les propositions de l'Association des employeurs du service public de

l'audiovisuel. Celle-ci, qui avait proposé un rattrapage immédiat de 500 francs, étudiait aujourd'hui un plan sur trois ans.

Radio bleue double ses heures d'antenne. — Radio bleue, la radio publique destinée aux plus de cinquante ans, sur ondes moyennes, avec quatre heures d'antenne cinq jours sur sept, diffusera désormais chaque jour de la semaine douze heures d'émission, ouvrant son antenne à 7 heures pour la fermer à 19 heures. Cette extension des horaires a été rendue possible par une dotation supplémentaire de 11,7 millions de francs provenant des ressources de la redevance.

La grille s'enrichira de lectures vivantes de textes d'auteurs classiques ou contemporains, d'émissions musicales, d'histoires et d'humour, les « infos bleues » apparaissant deux fois par jour, à 10 heures et 18 heures.

Cap vers l'Est pour les radios occidentales

Europe 1 s'implante en Tchécoslovaquie

Europe 1, déjà en négociation avec la radiotélévision soviétique pour la création d'une station à Moscou, a signé, dimanche 28 janvier, avec Československý Rozhlas, radio nationale tchécoslovaque, un accord prévoyant le lancement de la première radio commerciale en Tchécoslovaquie.

Les deux compagnies sont convenues de créer une société mixte chargée de fabriquer, promouvoir et commercialiser cette nouvelle radio musicale conçue pour les moins de quarante ans. Elle devrait apparaître sur les ondes (modulation de fréquences ou ondes moyennes) d'ici trois mois. Outre Prague, la capitale, les partenaires envisagent de desservir aussi la plupart des grandes agglomérations du pays et prévoient de coopérer pour promouvoir la musique française.

L'accord signé confie enfin à Europe 1, pour tous les pays francophones à l'exception de la Suisse, la régie publicitaire des cinq stations publiques nationales qui arrosent actuellement le pays.

L'initiative d'Europe 1 — qui a également lancé, le 1^{er} janvier, une radio à Sarrebruck, en RFA — n'est pas isolée (*Le Monde* du 18 janvier). Plusieurs représentants de stations dans les pays de l'Est s'étaient déplacés à Cannes, la semaine dernière, afin d'y assister, pour la première fois, au MIDEM (marché international du disque) et au colloque consacré

notamment au marché international des radios. Ils purent constater l'intérêt des compagnies occidentales à leur égard, particulièrement des grands producteurs et distributeurs de programmes américains. Les deux sociétés les plus importantes — Radio Express et Westwood One — annoncèrent même coup sur coup avoir signé chacune un accord avec Gosteleradio, l'organisme officiel de la radiotélévision soviétique, leur ouvrant grand des antennes nationales pour la diffusion de leurs « hit parades » on autres « Top 40 » et « Top 20 ».

On apprendrait aussi qu'une autre société américaine — Servica Balticum — avait investi 2,5 millions de dollars (15 millions de francs) pour acquies 50 % de la radio privée hongroise, Radio Bridge... et que Radio Free Europe était autorisée à s'installer à Budapest.

Enfin, retour de Moscou, les responsables de Radio Nostalgie ont annoncé la diffusion quotidienne en direct, d'ici six mois, de leur programme — en français ! — cinq heures par jour sur une station de Gosteleradio. Quant à Fun, le réseau du groupe Hersant qui a déjà doté les étudiants de Bucarest d'une station FM, elle prévoit aujourd'hui une nouvelle implantation à Cracovie.

A. C.

Le CSA retire son autorisation à Radio-Solidarité

Constatant que la station parisienne n'avait « jamais respecté les conditions de puissance d'émission fixées par son autorisation, causant ainsi des gênes multiples à des services autorisés comme à des particuliers », le CSA a pris, le 23 janvier, une mesure définitive en prononçant le retrait de l'autorisation de Radio-Solidarité.

La décision du conseil est l'aboutissement d'un conflit qui, depuis la naissance de la radio en 1981, a opposé sa responsable, Mme Bernadette d'Angerville, aux différentes autorités de régulation — Haute Autorité, CNCL et CSA — pourtant particulièrement prudentes à l'égard d'une station militante baptisée à son démarrage La Voix de l'opposition et bénéficiant de nombreux soutiens politiques.

D'abord proche de l'extrême droite, puis d'option plus « libérale », Radio-Solidarité n'a, dit un communiqué du conseil, jamais respecté les différentes mises en demeure de la CNCL ou du CSA, pas plus que les suspensions d'autorisation, ce qui lui a d'ailleurs valu la saisie de ses installations.

Le palmarès

Voici le palmarès du Festival de la BD d'Angoulême :

Grand Prix de la ville d'Angoulême 1990 : Max Cabanes, pour l'ensemble de son œuvre (Dans les villages, Contes trépassés, Rencontres du troisième âge type, Colin Mailard, etc., publiés chez Audie, Dargaud, Casterman). L'auteur a aussi reçu le Prix des libraires 1990 pour Colin Mailard (Casterman).

Alph'art du meilleur album étranger traduit en 1989 : *Gazoline et la planète rouge*, de Jaro (Albin Michel).

Alph'art du meilleur album français traduit en 1989 : *V pour Vandette*, de Alan Moore et David Lloyd (Zenda).

Alph'art humour : *Raoul Fulgurax, le secret du mystère*, de Tronchet et Gelli (Glénat).

Alph'art du public : *Broussaille, la nuit du chat*, de Frank et Bonn (Dupuis).

Alph'art de la communication : *Une ville n'est pas un arbre*, de Jean-Luc Fromental et Jean-Louis Roch (Humanoïdes associés et Agence San).

Alph'art Coup de cœur : *Séjour en Afrique* de Jean-Luc Coudray et Alain Garrigue (Rackham).

Alph'art Jeunesse : *Robin Dubois, des ch et des bah*, de Turck et De Groot (Dargaud).

Alph'art Fantaisie : *Le Léopard*, de Joël Bernadine.

Alph'art Avenir : *Le Livre et la tortue*, de Patrick Prugne.

Alph'art scolaire : [Jochen Gerber, lycéen à Nancy.]

ÉCONOMIE

SECTION C

Le Monde

26 La multiplication des grèves dans les transports
27 L'ordinateur révolutionnaire d'ATT

28 Le retour du...
29 à 32 Supplément...

BILLET

Incohérences fiscales

M. Michel Rocard a déclaré le samedi 27 janvier devant ses amis socialistes que le gouvernement réfléchissait à une réforme de la fiscalité du patrimoine. Cette annonce n'est pas nouvelle mais elle est significative de la volonté du premier ministre de se donner une image de gauche vis-à-vis de militants qui blâment le redoublement des politiques menées depuis 1984 par les gouvernements de gauche qui ne sont parvenus à rien faire de plus que de multiplier les impôts. Parmi les nombreuses incohérences qui caractérisent la société française, celle des patrimoines est l'une des plus orientées. M. Rocard a eu raison de rappeler que 10 % des ménages possèdent la moitié du capital et que 5 % d'entre eux possèdent 56 % du patrimoine boursier. On pourrait multiplier ces statistiques qui montrent que les inégalités sont encore plus grandes au niveau des patrimoines que des revenus. Ce qui n'est pas peu dire. Faut-il pour autant agir de nouveau en faveur de la promesse, faire monter les enchères au sein d'un parti où chacun se dispute le palais du socialisme le plus à gauche ? La fiscalité, surtout celle des patrimoines, est au cœur de trop de passions, de traditions et pour tout dire de crispations, pour que de tels arguments soient employés à la légère. A-t-on surtout pensé qu'un durcissement ou un assouplissement de l'imposition du capital contredirait l'esprit de tout ce qui a été fait ces dernières années en matière européenne, pour donner confiance aux épargnants et aux capitaux qui tentent de se placer et circuler librement au sein du grand marché unique ? A l'évidence, si des paroles importantes donnaient aux contribuables les plus riches de la nation l'impression que le gouvernement s'apprêtait à alourdir à nouveau la fiscalité des patrimoines, le risque serait grand de provoquer une fuite discrète des capitaux. MM. Rocard et Bérégovoy représenteraient ainsi en quelque temps la bêtise des mesures de généralisation qu'ils ont considérées aux revenus de l'épargne depuis un an. La question de la cohérence de la politique gouvernementale se pose donc. Si la justice fiscale demeure pour la gauche un souci prioritaire, peut-être alors aurai-je réfléchi avant de s'engager en 1985 dans l'aventure d'un grand marché sans frontières avec des partenaires européens peu tourmentés dans l'ensemble par les inégalités.

ALAIN VERNHOLLES

Selon M. Rocard

L'aménagement du territoire doit mobiliser l'ensemble du gouvernement

Dans une lettre à M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, M. Rocard fixe le programme de travail du gouvernement sur cette question pour les prochains mois.

« Aujourd'hui, l'aménagement du territoire doit renouer avec des perspectives à long terme et répondre à d'autres défis, indique le premier ministre. Une nouvelle phase débute, nécessitant une redéfinition des objectifs de cette politique comme des instruments de sa mise en œuvre. Il s'agit d'une tâche qui concerne et qui doit mobiliser l'ensemble du gouvernement ».

« Trois données essentielles doivent être prises en compte :
- les mutations d'un nouveau type qui caractérisent la phase de convalescence économique dans laquelle nous sommes entrés ;
- l'importance accrue du rôle joué par les collectivités territoriales du fait de la décentralisation ;
- la dimension européenne prise désormais par l'ensemble des problèmes d'aménagement du territoire en raison de l'ouverture du grand marché européen mais aussi des évolutions récentes en Europe de l'Est ».

M. Rocard demande à M. Chérèque de préparer pour le printemps un comité interministériel, après le débat à l'Assemblée nationale, autour des priorités suivantes : développement rural, politique urbaine, conversion industrielle, localisation des activités et verrous de décentralisation (notamment administrative), infrastructures, aménagement universitaire, pôles de recherche.

Des comptes pires que les prévisions

EDF a perdu 4 milliards de francs en 1989

Hiver doux, sécheresse, incidents sur le parc nucléaire, se sont combinés pour peser sur les comptes d'EDF, qui termine l'année avec des résultats pires que prévu : 4 milliards de francs de pertes, le double de l'an dernier.

Le directeur général, M. Jean Bergougnoux, avait annoncé la semaine dernière le mois de novembre : l'hiver, avait-il dit, serait coûteux pour EDF, avec un chiffre de 2,5 milliards de pertes (le Monde du 25 novembre). Il était encore trop optimiste : c'est un total de 4 milliards de francs qu'EDF a enregistré dans ses comptes, soit plus du double de celui de 1988 (1,9 milliard), le tout pour un chiffre d'affaires en hausse de 5,2 % à 146,7 milliards. Et encore, le résultat négatif intégré-t-il une plus-value immobilière de 1,1 milliard.

Mais depuis novembre, la persistance de la sécheresse, des problèmes dans le nucléaire et surtout le redouté retour des comptes : ainsi, la sécheresse, qui a vidé les barrages et réduit de 38 % la production d'origine hydraulique (engendrant le recours à des subventions importées comme le charbon et le gaz), a coté 3,1 milliards de francs, soit 1 milliard de plus que prévu en novembre. De même, la douceur du mois de décembre s'est traduite par un manque à gagner de 1,3 milliard (soit 500 millions de plus que prévu). A ces aléas climatiques s'est ajouté pour l'ensemble de l'année le double effet d'un retard dans la hausse des tarifs (1,3 milliard) et du relèvement du taux d'intérêt sur une entente d'octroi de 40 % de la dette (232,5 milliards de francs) est à taux variables.

Ainsi, les contre-performances de la maison n'incombent pas seu-

lement aux dieux, invoqués régulièrement. D'ailleurs, une vague de froid en fin d'année aurait pesé également sur les comptes, en raison de problèmes de répartition rencontrés dans le nucléaire qui rendent imprévisible une partie du parc français. Certes, malgré les difficultés dans les centrales de 900 mégawatts (le Monde du 17 octobre), leur taux de disponibilité est resté bon en 1989. Mais c'est sur la nouvelle génération, plus puissante, des 1 300 mégawatts que le bât blesse. Des problèmes sur certains pressuriseurs et des générateurs de vapeur ont entraîné l'arrêt de plusieurs centrales, faisant chuter le taux de disponibilité de 72 % en 1988 à 62 % en 1989. Qualifiés de « défauts de jeunesse » par la direction d'EDF, les difficultés de cette nouvelle génération de centrales lui auront coûté 1 milliard de francs en 1989.

F. V.

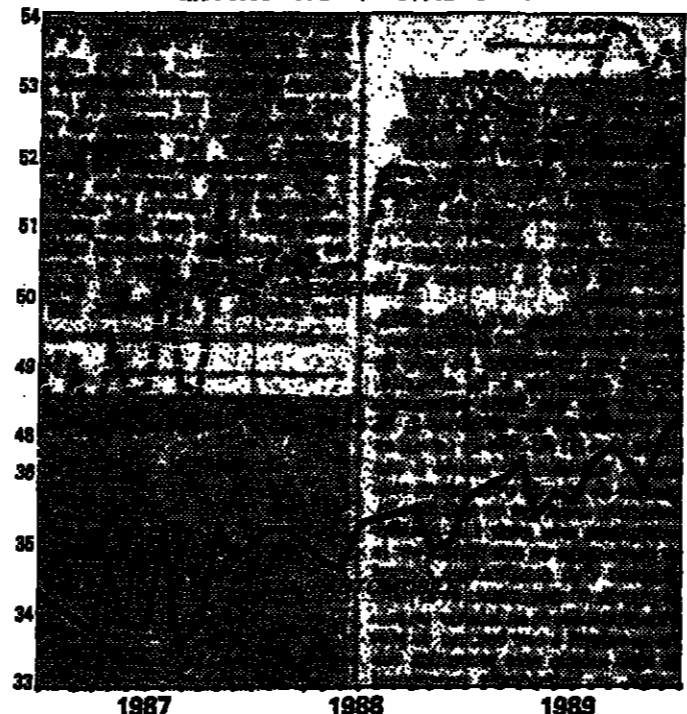
CONSUMMATION

Progression annuelle de 2,6 % en France

CONSUMMATION DES MÉNAGES EN PRODUITS MANUFACTURÉS

La consommation des ménages français en produits manufacturés a légèrement reculé en décembre (- 1,1 %) du fait d'une forte baisse des achats d'automobiles (- 19,2 %), expliquée par la suppression en fin d'année des avantages fiscaux attachés aux achats en crédit-bail. Si on exclut les achats d'automobiles, la consommation a progressé de 0,8 % en décembre, du fait notamment de ventes importantes d'électroménager et d'électronique grand public. Seul l'habillement est, comme l'automobile, en baisse dans une bien moindre mesure, - en recul.

Sur l'ensemble de l'année 1989, la consommation a augmenté en volume de 2,6 % par rapport à 1988, et - ce qui est remarquable - de 3,7 % si l'on prend en compte l'automobile.



Avec un chômage officiel faible

Le Japon souffre d'une sévère pénurie de main-d'œuvre

L'économie japonaise connaît, depuis trois ans, une remarquable croissance et le chômage officiel n'est que de 2,2 %. Mais le Japon est confronté à une sévère pénurie de main-d'œuvre.

TOKYO

L'offre d'emploi affichée à la porte de Tsukuba, un restaurant de nouilles chinoises (ramen), près de la gare de Bifukubo, quartier « petit-bourgeois » de Tokyo, est révélatrice. Elle propose pour un salaire « astronomique » de 400 000 yens (soit 16 000 francs), c'est-à-dire un quart de plus que ce que gagne un salarié de vingt-cinq diplômés de l'université. Certes, le travail est dur (servir quelques sept cents bols de nouilles douces heures par jour, six jours par semaine), mais l'offre du Tsukuba est symptomatique d'une sévère pénurie de main-d'œuvre au Japon.

Si la croissance tend à plafonner, elle n'en reste pas moins soutenue. Au cours des quatre dernières années, les entreprises ont enregistré des tensions sur le marché de l'emploi. Le chômage officiel est faible (2,2 %, soit 1,4 million de personnes). Toutefois, les critères de calcul étant différents des autres pays de l'OCDE, le chômage est toujours plus bas au Japon qu'ailleurs. Mais les offres d'emploi dépassent les demandes. Selon les statistiques du ministère du travail, pour cent emplois offerts, il n'y a que soixante-huit candidats. Les industriels s'inquiètent.

Cette pénurie est la plus grave depuis 1974, époque des ajustements consentis à la première

crise pétrolière. Elle pose plusieurs problèmes. Tout d'abord, elle fait craindre une accentuation des pressions inflationnistes. Bien que faible, 2,3 % l'année dernière, la hausse des prix a tout de même été la plus élevée des cinq dernières années. Elle est due pour une large part à l'accroissement des salaires (5,5 % en 1989) qui tend à absorber les gains de productivité et menace ainsi la compétitivité. La nouvelle rigidité du marché de l'emploi renforce en outre le débat sur l'ouverture de l'archipel aux travailleurs immigrés.

Deux extrêmes touchés

Les deux extrêmes de la machine productive japonaise sont touchés : les industries de pointe et le « tiers-monde » de la sous-traitance (les PME). Les premières peuvent, dans une certaine mesure, faire face à la situation en accélérant la formation continue des employés d'âge moyen, d'autant plus nécessaire que le nombre des jeunes entrant sur le marché du travail diminue chaque année en raison du vieillissement de la population. En outre, beaucoup de jeunes diplômés en science et technique préfèrent se tourner vers les banques ou les maisons de courtage qui offrent de meilleurs salaires. Selon une récente enquête, seulement 36 % de jeunes diplômés en science et technique souhaitent travailler dans l'industrie alors que c'était le cas de 70 % d'entre eux il y a une dizaine d'années.

La situation est plus délicate dans le secteur des services (vente au détail, grossistes, restauration, etc.) et celui de la construction. Le recours accru à la main-d'œuvre

féminine, dans le premier, ne suffit pas à atténuer la pénurie : l'emploi féminin croît plus rapidement que l'emploi masculin, et en particulier le travail à mi-temps (+ 7,6 % en un an) qui concerne 7,9 millions de femmes (sur les 24,9 millions qui travaillent), et beaucoup d'étudiants.

Les exigences des jeunes se font sentir également dans les métiers manuels. En particulier dans la construction, en pleine expansion, mais qui est à court de main-d'œuvre. Les jeunes travailleurs sont conscients que les tensions du marché de l'emploi les favorisent et ils refusent les « trois K » : c'est à dire un travail *kizashi* (sale), *kiken* (dangereux), *kibishi* (dur). Autrefois, la construction pouvait facilement exploiter la main-d'œuvre saisonnière des paysans-ouvriers (*dekassegi*). La paysannerie a prospéré et les *dekassegi* ne viennent plus.

Les PME sont les plus touchées par la pénurie de main-d'œuvre et, comme la construction, font pression sur le gouvernement pour qu'il libère l'entrée des travailleurs immigrés. Aux termes de la loi de 1951 sur l'immigration, seules les personnes ayant une qualification peuvent s'installer au Japon. Les patrons de PME n'ont d'autre choix, pour l'instant, que d'embaucher des immigrés en situation illégale (entrée avec des visas de tourisme). Selon les services de l'immigration, il y aurait actuellement entre cent mille et cent trente mille travailleurs illégaux sur l'archipel, pour la plupart venus d'Asie du Sud-Est et du sous-continent indien.

Si les organisations patronales de la région de Tokyo sont favorables au maintien des restrictions imposées à l'entrée des travailleurs

non qualifiés, les présidents de la Fédération du patronat du Kansai (région d'Osaka) et de la Chambre de commerce se sont déclarés, à titre personnel, favorables à des assouplissements de la loi sur l'immigration. Mais ceux qui préconisent le maintien de la législation actuelle font valoir qu'un assouplissement irait à l'encontre de la tendance au maintien en activité des hommes de plus de cinquante ans qui constituent la classe d'âge la plus touchée par le chômage.

Rémédier aux injustices

La pénurie devrait inciter les autorités à prendre des mesures pour remédier tant aux injustices dont sont victimes les salariés âgés qu'aux incitations à faire des heures supplémentaires dont sont l'objet les jeunes - soit pour combler des insuffisances de salaire, soit pour obtenir une meilleure promotion, - un phénomène qui aggrave les rigidités du marché de l'emploi. Selon les statistiques de la Banque du Japon, les salariés japonais ont travaillé en moyenne huit heures et cinquante minutes par jour entre juillet et septembre.

Profitant d'une excellente conjoncture économique, source de profit, les industries investissent massivement (9 000 milliards de yens au cours de l'année fiscale qui s'achève le 31 mars), cherchant à renforcer leur compétitivité qu'à pallier l'insuffisance de main-d'œuvre en automatisant au maximum. On estime que la valeur totale des robots installés en 1989 atteint 450 milliards de yens, soit une augmentation de 25 % par rapport à l'année précédente (+ 36 %

dans le secteur des machines ; + 34 % dans la sidérurgie). Les constructeurs automobiles sont parmi les industries en ce domaine. Même les plus actifs de la construction accélèrent leur programme de robotisation.

Si la force du yen attire les travailleurs de l'Asie pauvre et du sous-continent indien, les pays nouvellement industrialisés (Corée du Sud, Hongkong, Singapour, Taiwan) sont eux aussi confrontés à un problème de pénurie de la main-d'œuvre. Leur richesse attire. Il y a actuellement vingt mille travailleurs immigrés illégaux à Taiwan (qui a la même politique d'immigration que le Japon) et Hongkong emploie près de deux millions de Chinois de la province de Canton, alors qu'officiellement il n'y en a que huit cent mille qui émergent aux registres de paye des entreprises de la colonie.

En Corée, certains industriels, qui doivent faire face à des exigences d'augmentation de salaire de l'ordre de 20 % par an de la part de syndicats désormais virulents (voir le Monde du 24 janvier) seraient aussi favorables à une importation de main-d'œuvre.

Avec l'aggravation de la pénurie de main-d'œuvre, le Japon, qui jusqu'à présent a préféré fermer les yeux sur l'immigration illégale malgré les problèmes humains qu'elle comporte (absence de protection, logement précaire, renforcement de réseaux de marchands de travail liés à la pègre), devra un jour ou l'autre affronter le problème. D'une façon générale, il lui faudra reconsidérer sa gestion de la main-d'œuvre, plus soucieuse d'efficacité que de justice, notamment envers les travailleurs qui ont passé la cinquantaine.

PHILIPPE PONS

Le lamento des chauffeurs à Marseille

A l'appel de l'UNOSTRA, les transporteurs routiers ont dressé des barrages sur plusieurs axes. Ils protestent notamment contre la hausse du gazole

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Dès l'aube du lundi 29 janvier, une poignée de transporteurs routiers, répondant au mot d'ordre de l'UNOSTRA, fédération minoritaire, ont installé un barrage filant devant la sortie de Saint-Loup. En peu de temps, un bouchon de près de 10 kilomètres s'est formé dans le sens Toulon-Marseille. Après la mise en place d'une déviation, la situation s'est améliorée. Mais toutes les entrées Est de Marseille, notamment par les RN 8 et 8 bis, se sont engorgées. Sur l'autoroute, 3 à 4 kilomètres de retards ont subsisté. Pris en otage, les usagers ralentissent plus ou moins fort. « Ils nous emmerdent, se fâche un retraité qui vient de Bandol et va voir sa fille à Marseille. Un jour, c'est le gazole, un autre jour le prix des artichauts. Y en a marre. » Mais d'autres usagers, au nom d'une certaine « solidarité de classe », se montrent plus compréhensifs.

A 5 ou 6 kilomètres de là, les transporteurs routiers voient arriver le journaliste avec méfiance. Mais à peine leur a-t-il demandé d'expliquer leurs problèmes qu'un véritable lamento lui fait écho. « Pour quoi on manifeste ? Pour tout... ». Le gazole, bien sûr, « qui a augmenté en un rien de temps de 60 centimes ». Mais il y a aussi les tarifs de transport qui baissent, les charges qui augmentent, les amendes « qui pleuvent pour un rien », les attentes insupportables dans les grandes surfaces où ils vont livrer, etc.

Les gros s'en sortent

« Les dirigeants pensaient qu'en libérant la tarification les prix allaient baisser. C'est l'inverse qui s'est produit. Pour rentabiliser un véhicule, il faut tourner au minimum à 6 francs du kilomètre. Dans bien des cas, on est au-dessous de 4 francs. Il y a cinq ans, explique un artisan de Saint-Maximin (Var), Marc Ciochi, trente-cinq ans, grosse moustache et blouson de cuir, qui travaille avec un seul « attelage » de

38 tonnes, pour un chargement complet de Strasbourg à Marseille on gagnait 7 000 francs. Aujourd'hui, c'est la moitié. Rien qu'en gazole il faut compter 1 000 francs, plus 700 francs de péage. Là-dessus, il faut se payer ou payer un chauffeur, ajouter les frais de route, l'amortissement des balais, l'assurance, etc. En tout, 80 % de charges. Bref, à la sortie, il ne reste que les yeux pour pleurer... ».

Les « gros », eux, les Bourget-Montreuil et consorts, s'en sortent. « Nous, les petits, on doit compenser en faisant toujours plus d'heures. Le petit souvent c'est quatorze ou quinze heures. Parfois dix-huit. On manipule la marchandise le jour et on roule la nuit. Et quand on se fait arrêter, on trinque ». Ils craignent aussi, comme la peste, le grand marché européen. « Quand il va s'ouvrir, n'importe qui va pouvoir charger en France. Il n'y aura pratiquement plus de contrôle. Avec la concurrence des Hollandais, des Belges, on pourra plus faire face. Et les Espagnols... On ne voit déjà pratiquement plus qu'eux chez nous. »

Accrochages verbaux

Parmi leurs « otages » du jour figurent, aussi, d'autres transporteurs, non affiliés ou non sympathisants de l'UNOSTRA. Une trentaine de camions, la plupart des 38 tonnes de 17 mètres de long, qui n'ont pas pu manœuvrer sur l'autoroute pour faire demi-tour comme beaucoup l'ont fait, à leurs risques et périls. Toute la journée il y a eu des accrochages verbaux.

D'ailleurs, « les trois quarts des transporteurs ne font pas partie de l'UNOSTRA », mais ils participent au mouvement parce qu'ils sont tous « au bord de la faillite » et qu'il n'y a que ce syndicat qui est « courageux ». Leur grève va-t-elle servir à quelque chose ? Ils n'en sont pas vraiment certains. « Si on avait des syndicats qui fassent le travail, si on était entendus et respectés, on n'en serait pas arrivé à ces extrémités ».

GUY PORTE

Le CSA retire son autorisation à Radio-Solidarité

Le CSA retire son autorisation à Radio-Solidarité. Cette décision est prise par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) après avoir constaté que la station n'avait pas respecté les conditions de son autorisation. Le CSA a également constaté que la station n'avait pas respecté les conditions de son autorisation.

Le CSA a également constaté que la station n'avait pas respecté les conditions de son autorisation. Cette décision est prise par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) après avoir constaté que la station n'avait pas respecté les conditions de son autorisation. Le CSA a également constaté que la station n'avait pas respecté les conditions de son autorisation.

des chaînes publiques
s d'Antenne 2
ppe Guillaume

M. Guillaume est resté actionnaire, par l'intermédiaire de Celsa Public SA, qui gère la chaîne de télévision de la région de la Haute-Normandie. C'est la seule chaîne de télévision de la région de la Haute-Normandie.

Les séminaires de la SFP. Selon nos informations, la SFP a effectivement tenu pendant cette période, un peu moins d'une vingtaine de séminaires à Montreuil.

Le 2. C. C. plus d'informations. Les informations sont envoyées par courrier. Les informations sont envoyées par courrier. Les informations sont envoyées par courrier.

J.F.L. et P.A.G.

En l'Est pour les radios occidentales

Europe 1 s'implante à Tchecoslovaquie

Europe 1 s'implante à Tchecoslovaquie. Cette décision est prise par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) après avoir constaté que la station n'avait pas respecté les conditions de son autorisation.

Europe 1 s'implante à Tchecoslovaquie. Cette décision est prise par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) après avoir constaté que la station n'avait pas respecté les conditions de son autorisation. Le CSA a également constaté que la station n'avait pas respecté les conditions de son autorisation.

Europe 1 s'implante à Tchecoslovaquie. Cette décision est prise par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) après avoir constaté que la station n'avait pas respecté les conditions de son autorisation.

Europe 1 s'implante à Tchecoslovaquie. Cette décision est prise par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) après avoir constaté que la station n'avait pas respecté les conditions de son autorisation.

Europe 1 s'implante à Tchecoslovaquie. Cette décision est prise par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) après avoir constaté que la station n'avait pas respecté les conditions de son autorisation.

Europe 1 s'implante à Tchecoslovaquie. Cette décision est prise par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) après avoir constaté que la station n'avait pas respecté les conditions de son autorisation.

Europe 1 s'implante à Tchecoslovaquie. Cette décision est prise par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) après avoir constaté que la station n'avait pas respecté les conditions de son autorisation.

Europe 1 s'implante à Tchecoslovaquie. Cette décision est prise par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) après avoir constaté que la station n'avait pas respecté les conditions de son autorisation.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.
Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 7 juillet 1989.

— M. PARPET Marcel, né le 20 juillet 1944 au Blanc-Mesnil (93) et demeurant à Livry-Gargan (93), 46, boulevard de Chanzou ou 65, rue du Général-Nordine et actuellement détenu pour autre cause à Bois-d'Arcy (78).
— a été condamné à 10 MOIS d'emprisonnement avec sursis.
Pour : fraude fiscale et omission de passation d'écritures (faits commis courant 1981 et 1982).
La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné :
1^o La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Monde* et *France-soir*.
2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des Impôts. Etablissement professionnel, lors des faits ; Cabinet de détection privé dénommé MICKAËL'S ET JESSEN, sis jusqu'en juin 1982, allée Séverine aux Pavillons-sous-Bois (93) puis 36, allée du Château-d'Eau au Raincy (93).
Pour : extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. P./LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.
Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 30 novembre 1988.

— M. MUNIER Bernard, né le 4 mai 1945 à Reulle-Vergy (21) et demeurant à Paris (13^e), chez M^{me} Michèle BASTET, 49, avenue d'Italie.
— a été condamné à 1 AN d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende.
Pour : fraude fiscale et omission de passation d'écritures (faits commis courant 1982, 1983 et 1984).
La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné :
1^o La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Monde* et *France-soir*.
2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, selon les délais et modalités fixés par l'article 1741 du Code général des Impôts. Etablissement professionnel, lors des faits : SARL C.C. Créations Internationales 13/15, chausée de la Mue à Paris (16^e).
Pour : extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. P./LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.
Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 23 juin 1989.

— M^{me} Anne-Marie TENSIL, née le 13 juillet 1942 à Paris (9^e) et demeurant chez M^{me} KOENIGWELTER, 33, avenue Montaigne à Paris (8^e).
— a été condamnée à 1 AN d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende.
Pour : fraude fiscale et omission de passation d'écritures (faits commis courant 1983, 1984 et 1985).
La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné :
1^o La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Monde* et *Libération*.
2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des Impôts. Etablissement professionnel, lors des faits : SARL LES FISTONS, dont le siège social était 3, passage des Abbesses à Paris (18^e), et le lieu d'exercice, 49, rue Vivienne à Paris (2^e).
Pour : extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. P./LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.
Par arrêt de la 9^e Chambre (section B) de la Cour d'Appel de Paris du 30 juin 1989.

— M. CHUCHANA David, né le 3 novembre 1949 à Lanyeiche (Algérie) et demeurant à Rio-Orangis (91), 7, place George-Sand.
— a été condamné à 18 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 30 000 F d'amende.
Pour : fraude fiscale et omission de passation d'écritures.
La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné :
1^o La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Monde* et *Libération*.
2^o L'affichage de cet arrêt, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Rio-Orangis et sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 7, rond-point George-Sand (El Biar) George-Sand à Rio-Orangis, ou M. CHUCHANA, exerce son activité.
Pour : extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. P./LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
CONDAMNATION PÉNALE.
Par jugement contradictoire (article 411 du C.P.P.) rendu le 20 septembre

1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ. Bâtiment et travaux publics.
— Pour avoir à Paris, le 14 février 1989, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail.
— en laissant travailler 2 salariés sur une toiture pourvue d'échafaudage non réglementaire, sans mettre à la disposition de ces derniers de dispositif de protection individuelle ;
— en laissant travailler 2 salariés sur une toiture sans avoir aménagé de moyen d'accès sûr à la plate-forme de travail, l'échelle permettant l'ascension le soir n'étant pas réglementaire, exposant ainsi ces salariés à un risque de chute d'une hauteur de plus de trois mètres ;
— en laissant travailler 2 salariés à proximité d'écritures non protégées.
— A la peine de 2 amendes de 5 000 F chacune.
— Monsieur JAIME Vincent, né le 27 décembre 1936 à Paris (14^e), gérant de société et demeurant à Paris (20^e), 107, rue de la Réunion. Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Monde*. Pour : extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition.
N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
CONDAMNATION PÉNALE.
Par jugement contradictoire en date du 26 septembre 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : TROMPERIE, PUBLICITÉ FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR CONGÉLATION ILLICITE DETENTION DE DENRÉES ALIMENTAIRES DONT LA DATE LIMITE DE CONSOMMATION EST ATTEINTE OU DÉPASSÉE.
Pour avoir à Paris, le 9 janvier 1989 :

— trompé ou tenté de tromper le consommateur sur les qualités substantielles et la composition de la marchandise vendue, en l'espèce en servant « une salade au crabe » composée en fait de des bâtonnets de poisson aromatisés au crabe ;
— effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur les qualités substantielles et la composition d'un plat servi dans un restaurant en indiquant sur le menu « salade au crabe », alors que ce plat ne contenait que des bâtonnets de poisson aromatisés au crabe ;
— contrevenu aux dispositions réglementaires relatives aux conditions d'hygiène applicables soit aux animaux, soit aux denrées d'origine animale, soit aux établissements et à leur matériel en :
— procédant à la congélation de denrées animales ou d'origine animale en violation des règlements ;
— détenant en vue de la vente, des denrées alimentaires comportant une date limite de consommation dès lors que cette date était atteinte, en l'espèce :
— 1 seau de crème fraîche (DLC 23.12.88),
— 3 paquets de saucisses (DLC 23.12.88),
— 1 paquet de mouton de bœuf (DLC 4.1.89).
Monsieur LE CUDENNEC Yvan, né le 16 mars 1964 à Toulon (83), gérant de la SARL LES FISTONS et demeurant à Paris (7^e), 15, rue du Champ-de-Mars.
Aux peines de : 10 000 F pour les délits, 2 500 F d'amende pour la contrevention de congélation illicite et 5 amendes de 1 000 F pour détention de denrées animales dont la date limite de consommation est atteinte ou dépassée.
Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel*, le *Monde*. Pour : extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition.
N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
CONDAMNATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire en date du 25 septembre 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ dans le bâtiment et les travaux publics.
— Pour avoir à Paris, le 1^{er} septembre 1988, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un établissement soumis aux dispositions du Livre II, titre III du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dans le bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles en laissant travailler trois salariés exposés à un risque de chute dans le vide, sans protection, et en omettant d'interdire l'accès à un escalier non scellé.
— A la peine de 2 amendes de 5 000 F chacune.
— Monsieur FUZEAU Michel, Henri, Yves, Francis, né le 18 septembre 1942 à MONTMORILLON (86), PDG de la S.A. Pierre GICQUEL et demeurant à Montreuil (93), 31, rue Gambetta.
Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel*, le *Monde*. Pour : extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition.
N.Y. AYANT APPEL.

— M. GUYON Bernard, Maurice, Daniel, né le 23 septembre 1936 à Vimoutiers (61), conducteur de travaux et demeurant à Villepinte (93), 1, square Daniel-Perry.
— A la peine de 3 amendes de 5 000 F chacune.
Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel*, le *Monde*.
Pour : extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
CONDAMNATION PÉNALE.
Par jugement contradictoire (article 411 C.P.P.) rendu le 25 septembre 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ dans le bâtiment et les travaux publics.
— Pour avoir à Paris, le 11 juillet 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint, par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail en ayant laissé travailler 2 salariés sans dispositif de protection collectif ou individuel les exposant ainsi à un risque de chute dans le vide.
— A la peine de 2 amendes de 5 000 F chacune.

Madame ALEXANDRE épouse DEVOYE, née le 24 septembre 1944 à TOZEUR (Tunisie) gérante de société et demeurant à Bornes-Mimosas (83), villa Nais National. Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel*, le *Monde*.
Pour : extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition.
N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
CONDAMNATION PÉNALE.
Par jugement contradictoire rendu le 25 septembre 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ dans le bâtiment et les travaux publics.
— Pour avoir à Paris, le 6 juillet 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint, par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail en laissant travailler un salarié à une hauteur de plus de trois mètres sans protection collective ou individuelle, notamment sans avoir aménagé de moyen d'accès sûr, aux emplacements de travail.
— A la peine de 2 amendes de 5 000 F chacune.

— Monsieur FUZEAU Michel, Henri, Yves, Francis, né le 18 septembre 1942 à MONTMORILLON (86), PDG de la S.A. Pierre GICQUEL et demeurant à Montreuil (93), 31, rue Gambetta.
Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel*, le *Monde*. Pour : extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition.
N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.
CONDAMNATION PÉNALE.
Par jugement contradictoire rendu le 15 septembre 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ.

— Pour avoir à Paris, le 7 novembre 1988, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un établissement soumis aux dispositions du Livre II, titre III du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dans le bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles en laissant travailler un salarié sur un échafaudage non réglementaire.
— A la peine de 3 000 F d'amende.
Monsieur HAUTCEUR Armand, né le 26 octobre 1944 à La Croix-St-Leufroy (37), chef de chantier et demeurant à Livry-Gargan (93), 122, avenue Émile-Gérard. Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel*, le *Monde*. Pour : extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition.
N.Y. AYANT APPEL.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Multiplication des grèves dans les transports

Une journée agitée pour les usagers

C'est pure coïncidence si la journée du mercredi 31 janvier s'annonce comme particulièrement difficile pour tous ceux qui auront à se déplacer en France. En effet, aucun chef d'orchestre syndical clandestin, ni aucune revendication commune n'explique la simultanéité des barrages des routiers, des conducteurs de la ligne A du RER parisien, de la grève officielle des cheminots et de l'arrêt de travail du personnel au sol d'Air Inter.

Bien sûr, on retrouve la CGT — ou ses militants — dans trois conflits sur quatre, hormis la route, mais elle n'y est pas très combattive à la différence des grèves de l'automne dernier qu'elle tenta vainement de généraliser.

La paralysie de la ligne A du RER (Saint-Germain-en-Laye - Marne-la-Vallée) s'explique par un refus des conducteurs de deux terminus de la ligne sur trois d'appliquer de nouveaux horaires. Bien qu'ils aient obtenu en compensation une réduction de la durée moyenne de conduite de deux minutes par jour, ils se sont présentés le 29 et le 30 janvier, aux anciens horaires, limitant ainsi le trafic à un train sur quatre, mais en prétendant qu'ils ne s'étaient pas mis en grève.

A la SNCF, on est tout de même plus sérieux — dans le fond comme dans la forme. C'est tout à fait réglementairement que six organisations syndicales de cheminots sur sept ont déposé un préavis de grève à l'intention de l'ensemble du personnel pour les trente-quatre heures courant du mardi 30 janvier à 20 heures jusqu'au jeudi 1^{er} février à 6 heures. Le motif de cette grève n'est pas futile puisque les six syndicats entendent mobiliser leurs troupes contre le contrat plan Eus-SNCF qui devrait être adopté, le 15 février, par le

conseil d'administration de la société nationale (*le Monde* du 11 janvier).

Il lui reprochent d'organiser le défilé du chemin de fer, notamment par la réduction de 40 % du trafic du fret par wagons isolés et par la diminution de 203 600 à 181 800 le 1^{er} janvier, du nombre des cheminots.

Il est certain que le trafic sera très perturbé sur l'ensemble du réseau où l'on s'attend à ce que ne circule qu'un train sur quatre. Selon toute vraisemblance, ce mouvement ne fera décider ni le gouvernement ni la direction de la SNCF. D'autres arrêts de travail pourraient intervenir d'ici l'adoption du contrat de plan.

La culture

Air Inter

Les routiers aussi défendent leur niveau de vie. Ou plutôt les petits transporteurs, les « tractionnaires », ceux qui sont contraints de dévaler du kilomètre en violant les règlements sur les temps de conduite parce qu'ils sont pris dans l'eau de la concurrence qu'ils se livrent entre eux (*lire le reportage de Guy Porte, page 25*). C'est cette population qui a été appelée par l'UNOSTRA à manifester, le 29 janvier et encore le 31 janvier, en bloquant les accès de Marseille, Rouen ou Bordeaux, mais aussi les abords du tunnel du Mont-Blanc et la vallée de la Tarentaise.

Ils crient, en vrac, contre la hausse du prix du carburant, les bas prix consentis par leurs clients et surtout l'Europe qui les effraie parce qu'elle permettra aux Néerlandais et aux Belges — tellement plus compétitifs — de leur ôter le pain de la bouche. La Fédération nationale du transport routier (FNTR), majoritaire dans la profession et mieux représentée chez les grands transporteurs, refuse de se joindre à ce mouvement puisqu'elle poursuit des négociations avec le gouvernement. Pourtant, il suffit de trois camions bien placés pour créer des bouchons de

30 kilomètres. La *guérilla routière* pourrait donc continuer, ici et là, d'autant plus que le gouvernement n'a guère les moyens de soigner les biens à l'âme d'une profession excédentaire et en voie de paupérisation.

Air Inter, on défend plutôt le pavillon et la culture de la compagnie. Le rapprochement des compagnies Air France et UTA a transformé la compagnie intérieure en filiale de la compagnie nationale. La CFDT a perdu, le 29 janvier, son référent contre cette concentration, mais quatre syndicats (CGT, CFDT, SNPT, UGICT-CGT) s'en appellent pas moins le personnel au sol d'Air Inter à se croiser les bras, le 31 janvier, de 8 heures à 12 heures, en signe de protestation, la direction ne prévoit pas de perturbation notable.

Les Français se consolent de cette agitation économique sociale qui gêne leurs déplacements en apprenant que les Italiens souffriront une grève de dix jours de leurs chemins de fer, qui démenteront probablement jusqu'en 7 février. Ou que les Portugais commencent des arrêts de travail de leurs signaux de ciel. L'Europe des transports est aussi celle de leurs ratés.

ALAIN FAUJAS

TRANSPORTS

Bernard Attali est élu président d'UTA

Le conseil d'administration d'UTA, la compagnie aérienne récemment rachetée par Air France, réunit le 29 janvier, à Paris, la démission — acceptée — de M. René Laporte, son PDG, et élu à la présidence de la société M. Bernard Attali, PDG d'Air France. Outre M. Attali, cinq nouveaux administrateurs ont été cooptés : MM. Jean-Denis Blanchet, Pierre Giraudet, Daniel Leclercq, Alain Marcheteau, Gérard Drizet.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

POLIET RENFORCE SES POSITIONS

L'OPA lancée par POLIET lui a permis d'obtenir 65 % du capital de LAMBERT FRÈRES et CIE.

Cette prise de contrôle répond à trois objectifs :

- constituer un groupe national de plus grande taille dans la perspective de l'ouverture des marchés européens,
- renforcer la rentabilité de l'ensemble tout en préservant l'identité de chaque marque et enseigne,
- exploiter les synergies et complémentarités des activités des deux groupes.

POLIET en 1990, c'est 19 milliards de F de chiffre d'affaires dans la production et la distribution de matériaux de construction.

POLIET est aussi le principal actionnaire de la SOCIÉTÉ DES CEMENTS FRANÇAIS avec 28 % du capital.

Pour financer cet investissement, POLIET vous propose de souscrire à son émission de 1,45 milliard de F d'obligations Remboursables en Actions.

- Prix d'émission : 650 F.
- Priorité de souscription des actionnaires du 23/01/90 au 05/02/90 inclus et dans la proportion d'une obligation pour 6 actions possédées.
- Souscription du public à partir du 06/02/90.
- Date de jouissance : 19/02/90.
- Intérêts annuels : 7,5 %, soit 48,75 F par titre payable le 1^{er} janvier de chaque année et pour la première fois, prorata temporis, le 1^{er} janvier 1991.
- Durée totale de l'emprunt : 7 ans, 10 mois, 10 jours.
- Amortissement normal : en totalité le 1^{er} janvier 1998 par remboursement en actions POLIET, à raison d'une action pour une obligation.
- A compter du 01/03/90 les obligataires pourront obtenir le remboursement en actions POLIET.
- La cotation sera demandée à la Bourse de Paris.

Une note d'information (visa COB n° 90-27 du 18/01/90) est tenue sans frais à votre disposition au Siège de la Société et aux guichets des Établissements chargés du placement. (BALO du 22/01/90).



POLIET

POLIET, 21-23, rue des Ardennes, 75940 Paris Cedex 19
Pour tous renseignements : 40.03.32.19

ÉCONOMIE

dans les transports
pour les usagers

ration de la
le Monde du
d'organiser le
le par, notam-
de 40 % du
de 203 000 à
14, du nombre

le trafic sera
l'ensemble du
et de ce que ne
à par quatre
blancs, de mar-
sur le gouver-
de la SNCF
travail pour
l'adoption du

à déléguer leur
plus les pen-
à traction
sont contrain-
sont en réalité
le temps de
la nuit par dans
arrivé au 10 de
lire le rapport
24. C'est cette
été approuvé par
manifester se-
re le 31 jan-
de M. Jean-
de M. Jean-
et M. Jean-

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier, à
Paris, pour la dernière fois. Le
président du conseil, M. Bernard
Attali, a annoncé que le conseil
se réunira une dernière fois le
31 janvier, pour la dernière fois.
Le conseil d'administration du
TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.
Le président du conseil, M. Bernard
Attali, a annoncé que le conseil
se réunira une dernière fois le
31 janvier, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.
Le président du conseil, M. Bernard
Attali, a annoncé que le conseil
se réunira une dernière fois le
31 janvier, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

Le conseil d'administration
du TIA, la compagnie aérienne
française rachetée par Air
France, s'est réuni le 29 janvier,
à Paris, pour la dernière fois.

SOCIAL

Regroupement dans la branche alternateurs du groupe Valeo

La fermeture de l'usine des bougies Marchal
va supprimer 170 emplois

CHAMBERY

de notre correspondant

La SCAMBA, l'usine historique
des bougies Marchal, créée en
1926 à Marignier, près de Cluses
(Haute-Savoie), filiale du groupe
Valeo, devrait cesser son activité
au mois d'août prochain, entraî-
nant la suppression de cent
soixante-dix emplois fixes et celles
d'une trentaine de postes d'inté-
rimaires. Le plan social d'accompa-
gnement sera présenté par la direc-
tion locale le mercredi 31 janvier
dans la matinée, au cours d'une
réunion extraordinaire du comité
d'entreprise.

Cette décision est la consé-
quence directe de la restructu-
ration de la branche alternateurs du
groupe, qui sera annoncée au
même moment, mais au siège de
Créteil, devant le comité central
d'entreprise. Elle procède d'un
regroupement et d'un transfert de
fabrications d'alternateurs de

l'usine d'Angers - ex-Motorola
(trois cent trente salariés, cinq
mille pièces) - vers l'unité d'Es-
sais dans la Somme (quatre mille
pièces), dont l'effectif devrait pas-
ser de huit cent quatre-vingts à
près de mille personnes. En contre-
partie, avec un nombre équivalent
d'emplois, l'activité de réparation
et de « deuxième monte » de la
SCAMBA serait déplacée à
Angers.

Ce plan se heurte d'ores et déjà
au refus des représentants syn-
dicaux savoyards qui, en 1981 et
1985, ont dû se mobiliser pour sa-
vegarder leur emploi, au prix de la
réduction de moitié de l'effectif.

La disparition de l'entreprise
paraît d'autant plus inacceptable à
M. Sylvain Manegon, secrétaire
CGT du comité d'entreprise, que,
selon lui, la SCAMBA a, depuis
quatre ans, régulièrement dégagé
des bénéfices, de l'ordre de 4 mil-
lions de francs en 1987 et de 8 mil-
lions en 1988. En accord avec la

CFTC, la CGT, majoritaire, paraît
résolu à « s'opposer au démantè-
ment des machines par tous les
moyens, y compris la résistance
passive ».

Outre des contrats FNE, la
direction de la SCAMBA envisage-
rait des solutions de reprise du site,
ainsi que le reclassement des sala-
riés dans une région, la vallée de
l'Arve, qui a récemment lancé un
plan pour le recrutement de mille
professionnels qualifiés dans la
mécanique et le décolletage.

Le groupe Valeo, par sa branche
électronique automobile, est égale-
ment présent à Cluses depuis la
reprise en 1988 de la société
G. Cartier Systèmes, qui, avec
l'unité d'Aix-les-Bains, compte près
de cinq cents salariés. Annonce
pour les prochains mois, une
restructuration est aussi envisagée,
qui pourrait se traduire par de nou-
velles suppressions d'emplois.

MICHEL DELBERGHE

La grève à la BNP

Un compromis est recherché
autour de l'intéressement

L'augmentation de la prime
d'intéressement pourrait constituer
une issue au conflit qui perturbe
l'activité de la BNP depuis un mois
et demi. Le lundi 29 janvier, lors de
la reprise des négociations, les syn-
dicats ont proposé une prime
annuelle, qui s'ajouterait à la prime
d'intéressement égale à
1.100 francs en 1989, permettant
de ne pas recourir à des mesures
générales quelques jours avant
l'ouverture des négociations sala-
riales au sein de l'Association fran-
çaise des banques.

La CFDT propose d'en fixer le
montant à 2.000 francs, soit l'équi-
valent des dix points qu'elle reven-
dique, mais la direction juge ce
montant excessif. Une nouvelle
entrevue est prévue dans la journée
de mardi.

Les prévises de la BNP ont déjà
obtenu dix points d'augmentation
générale ainsi que des mesures spé-
cifiques pour les bas salaires. Par
ailleurs, la direction propose de
revenir 70 % du salaire des jours de
grève mais de « neutraliser » qua-
tre journées.

SCIENTIFIQUES & CROYANTS I

JACQUES ARSAC
UN INFORMATICIEN... il y a quelque chose
en dehors de la science.

128 pages - 78 FF

BRACHESNE

72, rue des Saints-Pères

75007 PARIS

TOURISME

En investissant 11,5 millions de francs sur trois ans

American Express va promouvoir
les régions françaises aux Etats-Unis

Indépendamment du cours
du dollar, le nombre de tou-
ristes américains se rendant en
Europe a fortement augmenté
ces dernières années. De
800 000 en 1980, ils sont
passés à 7 millions l'année der-
nière. Pour sa part, Bicenten-
naire de la Révolution aidant, la
France en a accueilli 2,5 mil-
lions, un chiffre en augmenta-
tion de 19 % par rapport à
1988. « Nous devons atteindre
le chiffre de 5 millions dans les
quatre à cinq ans », affirme
M. Olivier Stirn, ministre délé-
gué au tourisme.

NEW-YORK

de notre correspondant

Pour tendre vers cet objectif,
M. Stirn a assisté, le lundi 29 jan-
vier, à la signature d'un accord de
partenariat conclu à New-York
entre Maison de la France, le
Groupement d'intérêt économique
(GIE) chargé d'informer le public
sur les produits et les marchés tou-
ristiques français, et American
Express, qui, outre ses activités
bancaires et de cartes de crédit,
dispose d'un réseau important
d'agences de voyages. Baptisé
« vendeur officiel du tourisme
français », une excellente carte de
visite pour le groupe, Amex a
accepté de consacrer 11,5 millions
de francs, sur une durée de trois
ans, à la promotion des régions
françaises, destinées à devenir la
destination privilégiée des tou-
ristes américains.

Parmi les principales disposi-
tions de l'accord figurent la créa-
tion de deux centres d'accueil et

d'information, l'un en France,
l'autre aux Etats-Unis, la mise en
place d'un dispositif d'accueil de la
clientèle américaine en province et
la formation, par American
Express, des spécialistes néces-
saires. Par ailleurs, une brochure
vendant les mérites des régions sera
tirée à 1 million d'exemplaires et
distribuée dans les quatre représen-
tations de Maison de la France aux
Etats-Unis (New-York, Chicago,
Dallas et Los Angeles).

Cette association du public (via
le ministère, qui assure M. Stirn, a
déjà doublé en 1989 l'enveloppe
consacrée à la promotion du tou-
risme pour la porter à 300 millions
de francs) et du privé (même si
l'association avec Amex peut faire
grimper des dents d'autres grands
voyagistes) doit permettre de com-
penser les points négatifs dont souf-
fre encore l'image touristique de la
France, et ancrer davantage une
clientèle américaine tentée par
d'autres destinations européennes.

De nombreux visiteurs étrangers
jugent encore que les prix sont trop
chers au regard d'une qualité
d'accueil parfois déplorable et
d'une barrière linguistique qui
incite certains touristes à comparer
la France, dans ce domaine, au
Japon.

L'enjeu est important. Le tou-
riste américain dépense en
moyenne 1.200 dollars pendant ses
séjours touristiques, soit trois fois
plus que le visiteur étranger
moyen. De plus, la France, en dépit
de certains handicaps, séduit les
ménages les plus aisés et les plus
éduqués de la population améri-
caine, ceux dont le revenu moyen
par famille s'élevait à 50 000 dol-
lars par an en moyenne l'année der-
nière.

SERGE MARTI

INDUSTRIE

Remplaçant l'électronique

ATT présente
un ordinateur révolutionnaire
fonctionnant à la lumière

Le groupe américain ATT a
annoncé, lundi 29 janvier, avoir
développé un ordinateur révolution-
naire qui utilise la lumière à
la place de l'électronique. La
technique, que de nombreux
laboratoires dans le monde
essaient de développer, n'en est
encore qu'au stade expérimental.
Mais ATT estime qu'au début
du siècle prochain ces machines
pourraient calculer mille fois
plus vite que les ordinateurs
conventionnels.

Aujourd'hui, l'ordinateur
d'ATT, composé de trente-deux
commutateurs optiques et de
huit diodes laser, ne tourne qu'à
la vitesse de 1 million de cycles
par seconde, ce qui est moins
rapide que la plupart des ordina-
teurs personnels actuels. Mais
les transistors optiques
(symétrico-self-electro-optic-
effect devices ou S-SEED) pré-
sentent des avantages impor-
tants.

Le principe est qu'ils réflé-
chissent en la modifiant très vite
la quantité de lumière émise par
un faisceau laser. Ils peuvent
« fabriquer » ainsi l'équivalent
de 0 et de 1 à une vitesse théori-
que de milliards de fois par
seconde. En outre, comme les
rayons laser peuvent se croiser
sans interférence, il devient pos-
sible de faire des circuits beau-
coup plus plats qu'avec la tech-
nologie électronique si
miniaturisée soit-elle.

Les domaines d'application
sont l'informatique, où le traite-
ment de très grandes quantités
de données est rendu possible,
mais surtout les télécommuni-
cation, où l'on utilise déjà les fibres
optiques pour transporter les
voix et les données. ATT est
d'ailleurs le premier fabricant
mondial de centraux téléphoni-
ques.

Pour financer
cet investissement,
POLIET vous propose
de souscrire
à son émission
de 1,45 milliard de F
d'Obligations
Remboursables
en Actions.

- Prime d'émission 850 F
- Intérêt de souscription des
obligations de 25/01/90 au
31/12/90 inclus et dans la pro-
portion d'une obligation pour
chaque souscription
- Souscription de 100 000 F par
particulier
- Date de maturité 10/02/99
- Intérêt annuel 7,5%, soit
4,50 % par titre payable le
31/12/90 et chaque année et
pour la première fois, payable
le 31/12/91
- Amortissement de l'emprunt : 7 ans,
soit 10 % par an
- Amortissement normal en 10
ans, soit 10 % par an, 1998 par
remboursement en actions POLIET
et 10 % par an pour une
action POLIET
- Les souscripteurs de 30 000 F les ob-
ligations pourront obtenir le rem-
boursement en actions POLIET
- La souscription sera demandée à la
Banque de Paris

Information Ivisa COB
1990-1991 est tenue
à votre disposition au
niveau de la Société et aux
points de distribution char-
gés de la vente

POLIET

75000 Paris Cedex 19

Pour tous renseignements : 40.03.3219



Prenons un exemple tout simple :
votre dentiste vous pose une couronne.
Coût : 2.400 F. La Sécurité Sociale ne
vous rembourse que 529 F (autant dire
des « haricots »), vous en êtes de votre
poche pour 1.871 F !
Avec la Sécurité Libérale de la
Strasbourgaise, ces 1.871 F peuvent

vous être remboursés intégralement et
rapidement. La Sécurité Libérale vous
permet de choisir entre de nombreuses
possibilités de remboursements
complémentaires adaptées à vos besoins
et à vos moyens. Vous pouvez ainsi
privilégier tel ou tel domaine :
hospitalisation, lunettes, frais dentaires,

pharmacie... Et en cas de séjour à l'hôpital
ou en clinique, vous ne déboursez rien.

La Sécurité Libérale, une nouvelle
conception de l'assurance des personnes,
vous fait bénéficier en plus et
automatiquement, de Santé Service,
une assistance exclusive en cas de
maladie ou d'accident, à votre domicile

et en déplacement dans le monde entier.

La Sécurité Libérale, c'est aussi une
information régulière en matière de santé
et la disponibilité de véritables spécialistes.
Contactez la Strasbourgaise - Assurance
Mutuelle, B.P. 405, 67001 Strasbourg Cedex.
Tél. 88.62.90.27 ou 46, rue de Provence,
75009 Paris. Tél. (16) 1.42.85.00.36.

Strasbourgaise

ASSURANCE MUTUELLE

Partenaire Santé du Groupe Azur

GROUPE AZUR

Si vous désirez rencontrer un professionnel de l'Assurance proposant la Sécurité Libérale, tapez sur votre Minitel : 36.16 MTX STRAS.

TECHNOLOGIE

Economique, léger et bientôt moins polluant

Le retour du moteur deux temps

Simple et bon marché le moteur deux temps avait un gros défaut : il émettait quantités de fumées et d'odeurs d'hydrocarbures imbrûlés. Grâce aux progrès de l'électronique, il pourrait au contraire devenir le moteur propre de demain.

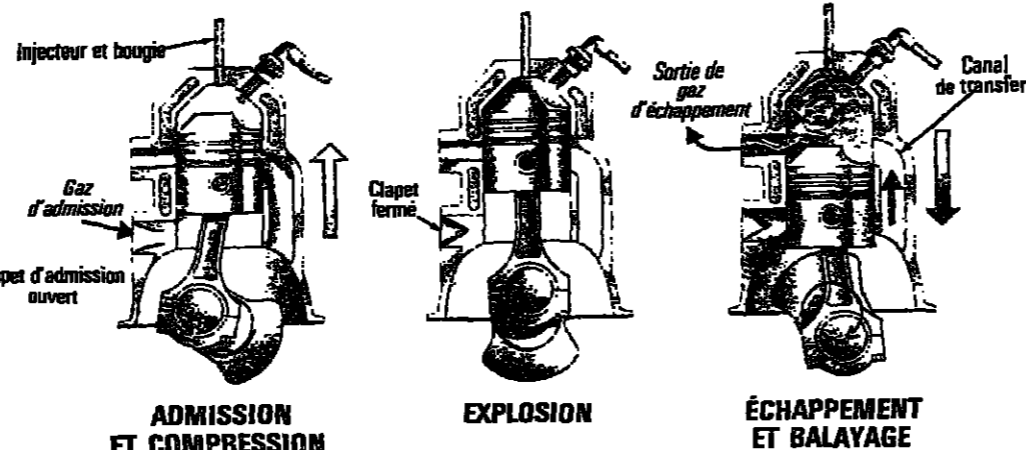
Bien connu des amateurs de deux-roues, le moteur deux temps pourrait bien d'ici quelques années retrouver une place de choix sous le capot des automobiles. S'il évoque actuellement la pétarade et les fumées qui accompagnent tout passage de l'échappement, pour le plus grand plaisir des écologistes allemands, il pourrait au contraire devenir le *petit plus* des moteurs peu polluants.

La plupart des grands constructeurs automobiles lui consacrent une part non négligeable de leur budget de recherche et développement. Il figure en bonne place, dans le programme de recherche sur la « voiture propre » annoncé la semaine dernière par le gouvernement et les deux constructeurs nationaux, PSA et Renault.

Dans un moteur quatre temps, chaque cycle se déroule en quatre étapes. Admission : pour l'admission dans le cylindre du mélange d'air et d'essence ; compression : le piston monte dans le cylindre pour comprimer ce mélange ; explosion : l'allumage provoque une explosion du mélange, ce qui augmente brutalement la pression dans le cylindre et repousse le piston vers le bas ; échappement : le piston remonte et chasse les gaz brûlés vers l'extérieur. Dans un moteur à deux temps, les phases d'admission et d'échappement ont lieu simultanément. On se sert des gaz frais pour pousser les gaz brûlés vers l'extérieur. Chaque cycle ne nécessite donc qu'un aller et retour du piston dans le cylindre et non deux comme pour le moteur à quatre temps.

La relative simplicité du moteur à deux temps induit de nombreux avantages. Une meilleure qualité de fonctionnement : un moteur à deux temps trois cylindres procure le même confort qu'un quatre-temps six cylindres. Il consomme moins d'essence. Sa puissance est supérieure : de 50 % pour une cylindrée donnée, selon Bernard Bertrand, adjoint au directeur des recherches et affaires scientifiques de PSA.

Son entretien est plus facile : il est inutile de le vidanger et il comprendrait cent soixante-dix pièces de moins qu'un quatre-temps, ce qui en améliore la longévité. Il est plus compact, 60 % plus léger et moins encombrant. Enfin, il émet moins d'oxyde d'azote dans l'atmosphère (1).



1. Dans un moteur à deux-temps, les gaz frais pénètrent dans la partie basse du cylindre, les clapets d'admission étant ouverts. Le piston, en montant, comprime les gaz situés dans la partie haute et ferme les « lumières » pour éviter que ces gaz, une fois brûlés, ne se mélangent aux gaz frais, qu'il continue d'aspirer pendant sa course.

2. Les gaz frais étant comprimés et dans la partie haute, une étincelle se produit, ce qui provoque l'explosion.

3. Le piston reprend sa course vers le bas, ouvrant de ce fait les « lumières », ce qui permet aux gaz brûlés d'être évacués. Simultanément, il comprime les gaz frais du dessous, les chassant vers la chambre supérieure.

Alors, le quatre-temps serait-il une réalisation d'ingénieur fou adepte de la complexité ? Non, bien sûr. Les inconvénients du deux-temps, s'ils sont peu nombreux, sont très difficiles à surmonter. Les phases d'admission d'air frais et d'essence, d'une part, et d'échappement des gaz brûlés, d'autre part, ayant lieu simultanément, il est très difficile d'éviter que les deux ne se mélangent entre eux. Or, s'il reste des gaz brûlés dans le cylindre, cela perturbe la propagation de la combustion, et de l'essence non brûlée est rejetée dans l'atmosphère.

« Des progrès très prometteurs »

Si le moteur à deux temps réduit les émissions d'oxyde d'azote, il augmente donc en revanche celles d'hydrocarbures. En outre, un moteur à deux temps nécessite de l'huile pour ses roulements : il consomme 2 % d'huile contre moins de 0,2 % pour un quatre-temps. Enfin, il est plus bruyant, car les clapets d'admission de l'air frais (voir schéma) se referment brutalement lors de l'échappement pour éviter que cet air frais ne reparte vers l'extérieur.

Mais « les progrès réalisés dans l'analyse des phénomènes de combustion, d'une part, et en électronique, d'autre part, sont très prometteurs pour le deux-temps », affirme Jean-Yves Helmer, directeur de la division automobile de PSA.

Les progrès réalisés en modélisation dans le domaine de la mécanique des fluides permettent en effet de mieux comprendre les circula-

tions d'air, la façon dont se font les mélanges et les moyens d'y remédier. Et grâce à l'injection électronique, on attend que le piston soit remonté pour injecter directement le carburant dans le cylindre, après que les « lumières », c'est-à-dire les canaux qui mettent en communication le haut et le bas du cylindre, ont été obturées par la remontée du piston.

Mais ces dispositifs sophistiqués coûtent cher : ils pourraient combler l'écart de prix actuel entre le deux-temps et le quatre-temps. Or le prix d'un moteur représente environ 10 % du prix d'une automobile. « Notre objectif est qu'il ne soit pas plus cher qu'un quatre-temps », analyse Jean-Yves Helmer.

Les équipes de recherche de Peugeot et de Renault, qui mènent chacune de leur côté des recherches sur le deux-temps, vont maintenant unir leurs forces. Peugeot s'était déjà associé avec l'Institut français du pétrole et Renault avec le Moteur moderne, une société de recherche sous contrat.

Rêve des motoristes

Pour ce nouveau programme, une première phase de trois ans à cinq ans aura pour objectif de définir s'il est ou non possible de faire fonctionner un moteur à deux temps de façon rentable et non polluante sur une automobile. Si la conclusion est positive, les premiers modèles seront commercialisés à l'aube des années 2000. Il s'agira de « haut de gamme de voitures moyennes, du niveau des 309 actuelles », estime Jean-Yves Helmer. Le coût total des recherches,

Avec la généralisation des portables

La bataille des batteries légères

Qu'il s'agisse d'ordinateurs ou de téléphones, les portables sont à la mode. Pour les alimenter en électricité, les batteries doivent, à capacité égale, perdre du poids et du volume. Un défi que les fabricants ont encore du mal à relever.

Le téléphone en bandoulière, le micro-ordinateur sur les genoux, la caméra vidéo au poing, la musique entre les oreilles. Les portables sont partout, de la cuisine au jardin, en passant par la boîte à outils. Les fabricants de batteries travaillent d'arrache-pied sur ce secteur tout neuf.

Les piles jetables étaient, jusqu'à une période récente, le seul recours énergétique de l'électronique sans fil. Aujourd'hui, tous comptes faits, il est moins coûteux de recharger. Il suffit de faire le budget « piles » destinées aux jouets des enfants pour s'en apercevoir ! Longtemps réservées aux professionnels, les accumulateurs rechargeables sont diffusés depuis peu sur le marché grand public. Cette idée émergeait à peine en 1985.

L'enjeu est important, puisque le marché mondial est estimé à 800 millions d'ampères/heure. Ce qui représente, schématiquement, 800 millions d'ampères/heure de la taille d'une petite pile cylindrique de 1,5 volt. Le taux de croissance annuel des ventes est de 15 % à 20 %. Les japonais sont en position dominante avec Sanyo et Matsushita.

En version professionnelle et grand public, les accumulateurs portables représentent 40 % de l'activité du français Saft, premier fournisseur du marché européen. La demande grandissante s'accompagne d'une avancée technologique.

Réduire le volume et le poids

Chez Saft, les voyants sont au vert. « Développés dans les années 70 », précise Laurent Hebenstreit, responsable du marketing, les produits sans fil connaissent un boom dans les années 80. La société a décidé de doubler ses investissements en recherche-développement et en production en 1989, et prévoit de les tripler en 1990. Une étude, réalisée en 1988, montre que les premiers utilisateurs sont jeunes, plus de 20 % de la clientèle se recrutent chez les moins de vingt-cinq ans. Les baladeurs et les modèles réduits sont de gros consommateurs d'énergie.

Si la batterie destinée à l'automobile est fort connue, en revanche, nous ne savons pas toujours que ce terme générique désigne l'ensemble des accumulateurs rechargeables. Malgré leur ressem-

blance, piles et batteries ne font pas le même usage. Les premières se jettent, les secondes durent beaucoup plus longtemps.

Le pari technologique est énoncé clairement : augmenter la capacité énergétique et réduire le volume et le poids. L'autonomie est le maître mot. L'effet de série et l'évolution des techniques influenceront certainement les coûts.

Un accumulateur est composé essentiellement de deux électrodes, l'une positive, l'autre négative, baignant dans un électrolyte. La production de courant est le résultat d'une réaction électrochimique entre ces trois éléments. Dans l'accumulateur le plus répandu, « au plomb », l'électrode positive, en oxyde de plomb, et l'électrode négative, en plomb, baignent dans une solution d'acide sulfurique. Relativement peu cher, son poids est un inconvénient majeur.

Autre désavantage, le cycle charge-décharge est peu souple. La batterie au plomb supporte mal une décharge complète qui abrège sa durée de vie. Les industriels tentent donc de lui trouver un substitut.

Le couple nickel-hydrogène

Plus légers, dotés d'une bonne longévité (entre cinq et dix ans), capables de fonctionner dans une large plage de température, de -40° à +65°C, les accumulateurs au nickel-cadmium présentent d'autres inconvénients. Le cadmium, une impureté du zinc à raison de 0,5 % à 3 %, connaît une forte demande, puisqu'il entre également dans la composition de certaines peintures et dans la protection des métaux. Et le nickel est une matière chère.

Les laboratoires Sorapec (Société de recherche et d'applications électrochimiques) ont longuement travaillé au développement de nouvelles électrodes. Ils ont recours au nickel de galvanoplastie (ce procédé utilise le nickel sous la forme de sels pour le déposer, par électrolyse, sur des matières à protéger). Les supports d'électrodes sont des mousses ou des feutres métalliques alvéolaires et fibreux de 300 à 500 grammes/mètre carré qui nécessitent de 3 à 5 fois moins de nickel que les plaques traditionnelles.

En quatre ans, Saft a augmenté la capacité de ses batteries nickel-cadmium de 40 %. L'espace vide entre les électrodes s'est peu à peu comblé au profit de matériaux actifs. La nouvelle électrode positive, composée de mousse ou fibre de nickel, devrait permettre d'atteindre, à la prochaine étape, une nouvelle amélioration de 20 %. Le cadmium, métal lourd, est par conséquent soumis à une réglementation de plus en plus sévère pour la préservation de l'environnement. Un système de récupération des accumulateurs pour le recyclage se met progressivement en place.

Pour résoudre les problèmes de pollution et tenter de réduire encore les coûts, un nouveau couple fait son entrée, le nickel associé à l'hydrogène. L'électrode négative, l'hydrogène, est un composé de métal (nickel) et d'hydrogène. L'électrode positive et l'électrolyte sont de même nature que pour la version nickel-cadmium. La ligne de fabrication sera donc identique.

Deux autres atouts dans la manche du nickel-hydrogène : son prix (il risque d'être moins cher que le nickel-cadmium) et sa capacité volumique, de 30 % à 40 % supérieure au précédent.

Les premiers échantillons sortent en 1990. « Notre objectif, affirme Laurent Hebenstreit, est de couvrir 50 % du marché du portable en 1995. L'amélioration du service rendu par les batteries dépend également de la réduction de leur temps de charge. Les cinq heures encore nécessaires seront prochainement ramenées à une ou deux heures, grâce à l'arrivée de nouveaux chargeurs.

Les accumulateurs version petite taille et haute capacité énergétique ont pris du retard sur les applications de l'électronique portable. Un exemple où la technologie court après un marché en pleine expansion.

MARTINE CHARTIER



ALGERIE - الجزائر

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE
ENTREPRISE NATIONALE DE SIDÉRURGIE

— SIDER —

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Prêt n° : 2821 AL
(AAOI) n° : 02/1989

L'entreprise nationale de sidérurgie (EN. SIDER), groupe commercial, sous-direction transactions commerciales, sise le Paradou Hydra Alger, lance un appel d'offres international pour l'acquisition de conduites et pièces spéciales en fonte ductile (diamètre 60 à 1 000 mm).

Ces fournitures sont financées par un prêt de la banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).

Les dossiers de consultation peuvent être retirés à l'adresse indiquée ci-dessus contre paiement d'un montant de deux mille (2 000) dinars algériens.

Les soumissions devront être transmises sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure strictement anonyme mentionnera les références du présent appel d'offres.

La date limite de dépôt des offres est fixée à quarante-cinq (45) jours après la première publication au BOMOP (Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public).

Le soumissionnaire restera engagé par son offre pendant une durée de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de clôture fixée ci-dessus.

L'ouverture des plis se fera en séance publique à l'adresse indiquée ci-dessus le lundi 19 mars 1990 à 9 h 30 du matin.

Des lasers contre les courants d'air

Si les améliorations apportées au moteur à deux temps (lire ci-dessus) sont en partie dues aux progrès réalisés dans le domaine de la modélisation, il en est de même pour d'autres parties du véhicule, beaucoup plus liées au confort : à savoir, l'intérieur de la voiture, le dessin des sièges ou le positionnement des bouches d'aération, pour permettre le meilleur écoulement possible des masses d'air et éviter d'avoir les pieds gelés ou la tête surchauffée.

La CETIAT, Centre technique des industries aéronautiques et thermiques, situé à Orsay, s'est fait une spécialité de ce type d'étude : dans l'automobile, mais aussi dans des milieux aussi différents que des salles de spectacle, des musées, des couloirs de métro, ou même des vitrines réfrigérées de grande surface. Si les spectateurs du nouvel Opéra-Bastille ne souffrent ni du froid ni de la chaleur en écoutant leurs airs favoris, ils le doivent ainsi aux ingénieurs du CETIAT, et au nouveau matériel qu'ils viennent d'inaugurer : une station de tomographie laser.

Elle a permis de visualiser la façon dont se déplace l'air

dans la salle et de déduire quelles modifications architecturales devaient être apportées pour améliorer le confort des spectateurs. Après avoir construit une maquette de la salle, avec ses sièges, ses marches, ses bouches d'aération, les techniciens du centre ont « ensemencé » de particules l'air qui l'entourait.

Un laser illumine les écoulements d'air, ce qui permet d'en détecter rapidement les défauts. D'autant plus que l'expérience est filmée en vidéo, permettant de voir ensuite les images au ralenti. L'analyse par ordinateur des images vidéo rend possible aussi de déterminer la vitesse des particules en chaque point de l'image. Or c'est la vitesse à laquelle se déplacent les courants d'air qui est l'une des principales causes de la sensation de froid.

Cette plate-forme, dont le coût global est de 5,5 millions de francs, a été financée par la taxe parafiscale dont bénéficie le centre, ainsi que par Gaz de France, la région Ile-de-France et le ministère de l'Industrie.

A. K.

VISI
Télé
à la

Le Monde IMAGINA

L'imaginaire de l'an 2000

Décors virtuels, acteurs humanoïdes, tableaux animés

Les images de synthèse, entièrement générées et animées par des calculs d'ordinateur, envahissent peu à peu notre vie courante. Devant nos yeux déjà blasés, elles colonisent les génériques de télévision, se multiplient dans les spots publicitaires, essaient dans les trucs de cinéma. Sans parler bien sûr de l'industrie, où il n'y a plus guère de produit complexe qui n'ait d'abord pris forme sur écran avant de se matérialiser sur les chaînes de montage. Pour tant, grâce aux progrès accablés des matériels et logiciels de graphisme, l'image synthétique franchit chaque jour de nouvelles frontières, et sollicite l'imaginaire des créateurs. Dans la recherche, elle vient au secours des scientifiques ou des médecins qui doivent exploiter des masses de données en croissance exponentielle.

Chaque année, du monde entier, chercheurs et créateurs viennent à Imagina confronter leurs expériences, échanger leurs rêves, défricher de nouveaux mondes virtuels. Pour sa neuvième édition, à Montecarlo, du 6 au 8 février 1990, ce Forum international des nouvelles images, organisé par l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et le Festival international de télévision de Montecarlo, poursuit le thème des « Images en liberté ». A la fois colloque, Salon, marché des techniques et des applications, Imagina est aussi le lieu d'une compétition entre les meilleurs films produits dans l'année, couronnés par les prix Pixel-INA. A cette occasion, notre dossier présente certaines applications de l'image de synthèse, les perspectives du marché lié à ces techniques, et les grandes lignes des recherches menées dans les pays développés, qui mélangent l'imitation toujours plus perfectionnée de la réalité et la création sans limite de nouveaux mondes purement imaginaires.

Joyau des techniques de truage, l'image de synthèse permet aujourd'hui de réaliser des villes imaginaires, de créer des monstres ou d'animer des acteurs artificiels. Un nouvel art spectaculaire est en train de naître sous nos yeux.

La puissance et l'ampleur des développements des images de synthèse, semblent désormais inévitables. Les prophéties d'hier sont aujourd'hui réalisées et même dépassées. Ces images entièrement créées par des calculs à partir de modèles mathématiques jouent déjà un rôle prépondérant dans de nombreux secteurs d'activités professionnelles, mais commencent aussi à modifier profondément le domaine de la création audiovisuelle. Elles sont devenues de véritables outils de travail pour les concepteurs, les ingénieurs, les chercheurs, les créateurs, les décideurs. Ce succès massif s'explique par la combinaison des capacités d'analyse et de simulation des mathématiques et de l'informatique avec les capacités de présentation et de visualisation des images bi-ou-tridimensionnelles. Les performances des matériels informatiques, qui ne cessent d'augmenter, mettent en valeur la richesse propre des modèles mathématiques et de simulation quant à la saisie et à la manipulation du monde réel.

L'image, longtemps cantonnée à l'enregistrement photographique ou cinématographique des choses déjà existantes, peut désormais nous faire voir ce qui n'existe pas encore ou ce qui ne pourra jamais exister. Bien loin d'être un gadget de plus dans la quincaillerie de l'électronique, l'image de synthèse représente une étape fondamentale dans l'histoire des moyens de représentation. Elle combine en effet la rigueur des formalismes mathématiques et informatique avec la richesse synthétique de l'image.

Aussi l'image de synthèse est-elle devenue en peu d'années un véritable carrefour où se croisent les influences les plus diverses. Des œuvres d'un autre type font apparaître des voies nouvelles, « entre » le cinéma et la peinture, « entre » la danse et l'animation, « entre » l'art et l'architecture. Les œuvres d'art, les interfaces, les intermédiaires, tentent de synthétiser les leçons du passé avec les promesses de l'avenir.

On évoquera par exemple le « City Project » de Matt Mullican, commandité par le Museum of Modern Art de New-York, consistant à simuler une ville totalement imaginaire sur ordinateur. On peut dès lors se promener virtuellement dans cette base de données. On éprouve des sensations intermédiaires entre la contemplation d'un tableau et la promenade architecturale. Le film de Susan Amkraut et de Michael Girard, *Eurythmy*, réalisé avec des techniques d'animation « intelligentes » à l'Ohio State University, permet de simuler la rencontre inopprobablement choquée d'un oiseau croissant et recroissant quelques agiles danseurs. Ce film, qui utilise des techniques de programmation spéciales, démontre l'influence grandissante des méthodes de l'intelligence artificielle dans la synthèse d'image. Elles permettent notamment d'animer un grand nombre d'objets complexes en relation les uns aux autres, en déchargeant l'animateur des tâches triviales.

En quelque sorte, les objets créés sur l'écran deviennent de plus en plus autonomes. Ainsi l'animateur joue-t-il plus le rôle d'un maître de ballet dirigeant l'ensemble de ses personnages plutôt que celui d'un marion-

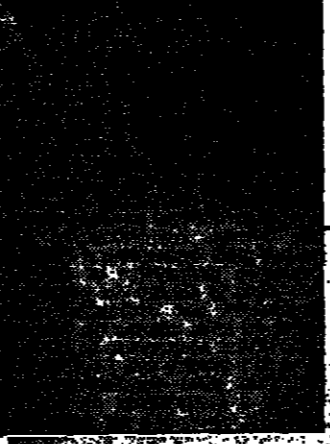


netiste obligé de contrôler le moindre détail. Certes, l'influence du passé continue d'être prépondérante, et l'on continue de voir quelques séquences dignes de l'âge d'or du cinéma d'animation disneyen, comme les célèbres pièces de John Lasseter, *Luxo Jr.*, *Red's Dream* ou *Knick Knack* et bien sûr *Tin Toy*, qui fut le premier film en image de synthèse de l'histoire à avoir reçu un *academy award*.

La recherche du réalisme

Certains logiciels permettent d'obtenir sans effort les effets de *squash and stretch*, si importants pour l'expressivité, et de manipuler, d'étirer, de comprimer dans tous les sens les objets les plus compliqués, comme dans le film *Locomotion*, de Steve Goldberg. Par ailleurs, les recherches les plus délicates concernent l'animation du corps humain, qui reste la « dernière frontière ».

Matt Elson, avec son film *Little Death*, résume admirablement les derniers progrès réalisés dans la saga de la fabrication numérique de l'acteur humanoïde de synthèse. On y voit un buste de jeune femme doucement palpitant, à la peau confondante de crédibilité tactile. Par ailleurs, les techniques de simulation basées sur des modèles physiques permettent de créer sans difficultés des



« Columbus on the Edge ». A cinq cents ans de distance, les vaisseaux de Christophe Colomb et des astronomes de la NASA

« Little Death » : l'animation humaine, ou la quête du Graal en images de synthèse

reconstitutions réalistes de phénomènes complexes : nuages, cascades, étonnelles. Ces simulations peuvent même donner lieu à des phénomènes imaginaires comme dans les expériences d'Annie Luciani à Grenoble, qui invente de toutes pièces des phénomènes physiques. Des botanistes comme Philippe de Refy à Montpellier s'allient désormais avec des informaticiens pour créer des modèles réalistes de la croissance (de la graine jusqu'à l'adulte) de n'importe quel arbre existant réellement ou non. On peut ainsi créer littéralement des « bonsais » sur ordinateur, et modifier au fur et à mesure de sa croissance l'arbre de synthèse qui « pousse » sur écran.

Depuis les origines, la recherche du « réalisme » a été le principal moteur des progrès des logiciels de synthèse d'image. Après avoir compris successivement les mystères de la perspective, le calcul des

ombres et des lumières, le rendu des textures et des effets de matière, la recherche s'oriente vers des problèmes de plus en plus délicats.

En fait, ce sont les formes de la nature qui posent les problèmes les plus difficiles. La synthèse réaliste des arbres et des feuillages, des montagnes et

peine, on peut imaginer dans un proche futur que l'on pourra simuler et pasticher les personnages de tableaux de maître, et leur donner une vie animée à partir de leur apparence peinte et de logiciels d'animation *ad hoc*.

Ainsi, la synthèse d'image peut d'ores et déjà être considérée comme le joyau des techniques de truage et d'effets spéciaux. Elle permet d'obtenir des effets absolument irréalisables par d'autres moyens.

Elle rend aussi possibles des types de scénarios inédits et autorise le développement d'un autre imaginaire. Un film particulièrement réussi à cet égard, *The Abyss*, fait largement appel à différentes techniques de truage, mais pour sa séquence la plus importante, la rencontre face à face des héros avec le monstre marin, on a fait appel aux services d'ILM, la firme d'effets spéciaux fondée par George Lucas. ILM a pu synthétiser de façon remarquablement réaliste un monstre « en eau de mer ».

La question la plus difficile à résoudre reste celle de la combinaison et de la bonne intégration des images issues de différentes sources (images de synthèse, images de prises de vues réelles, trucages optiques, *matte painting*). Dans le film *Indiana Jones et la dernière croisade*, ILM a également réalisé la séquence choc du vieillissement d'un visage se transformant en poussière en quelques secondes. Nul doute qu'un nouvel imaginaire est en train de naître.

Les vertus des mondes virtuels

Depuis toujours, ce sont les développements des matériels qui ont permis l'émergence de nouveaux logiciels, et qui ont *in fine* ouvert la porte à des créations d'un type nouveau. En matière de systèmes, le concept à la mode est aujourd'hui celui d'« environnement virtuel » (*virtual environment*). En effet, si la principale vertu du monde réel c'est d'être là et bien là, les « mondes imaginaires » de la synthèse d'image peuvent depuis peu de temps acquérir aussi cette évidence de la « présence ». Ainsi, le système VIEW développé à la NASA par Scott Fisher utilise des matériels spécifiques (casque de visualisation, stéréoscopie, *data glove*) et permet d'évoluer « dans » un monde simulé et d'interagir physiquement avec lui. En effet, de nouveaux capteurs permettent de dialoguer avec le système par le geste, la parole ou la direction du regard. Le casque de visualisation stéréoscopique donne une image virtuelle du monde synthétique tridimensionnel, que l'ordinateur calcule en fonction de la position supposée de l'observateur dans l'espace simulé, et en fonction de la direction de son regard.

La société VPL Research de San-Francisco a développé le système Embotex, qui permet à plusieurs personnes de partager le même monde virtuel. Ainsi le développement extraordinaire des images de synthèse se couple-t-il aujourd'hui avec celui des systèmes de visualisation. Un nouvel art spectaculaire est en train de naître sous nos yeux et qui aura aussi ses rapports avec le cinéma d'Hollywood que le cinéma de Méliès n'en avait lui-même avec le théâtre, à l'aube de ce siècle.

PHILIPPE QUEAU
INA, responsable
du programme Imagina

Après avoir envahi la télévision

L'ordinateur s'attaque au cinéma

Qu'y a-t-il de commun entre « Abyss », « The Last Starfighter », « Roger Rabbit » et « Oliver et compagnie » ? L'utilisation de l'ordinateur.

Vous pensez qu'on a absolument besoin d'acteurs en chair et en os ? Vous considérez Max Headroom comme le produit d'un rêveur fou ?

Réfléchissez-y à deux fois. Il pourrait bien être le pionnier d'un large mouvement d'évasion hors de la réalité grâce à l'ordinateur. Et pourquoi n'assisterions-nous pas, à la fin des années 90, à la remise des premiers oscars à des acteurs de synthèse ?

Et même si Max Headroom est en fait un être de chair et de sang qui se fait passer pour une créature virtuelle, beaucoup de spécialistes de l'image de synthèse sont persuadés que le principe est le bon. Maintenant, il ne reste plus qu'à se débarrasser complètement de l'élément humain et à laisser l'intelligence artificielle s'occuper de tout.

Il y a environ trois ans, Keith Waters, du Middlesex Polytechnic, travaillait sur une version informatique de « Spring

Image » (l'équivalent britannique du « Bébête Show »). Les progrès réalisés dans les expressions du visage sont très impressionnants. A peu près à la même époque, Nadia Thalmann se lançait, à l'université de Genève, dans une nouvelle recherche sur la création de personnages de synthèse grâce à l'intelligence artificielle et à la robotique. Un petit film intitulé *Galaxy Sweepstake* et mettant en scène Marilyn Monroe montre que la théorie est bel et bien en voie d'être confirmée par la pratique.

Les possibilités offertes par ce type de travail sont pour ainsi dire illimitées. Mais l'intelligence artificielle n'a pas été sans hauts et bas. Une trop grande confiance au début a conduit à une prudence excessive par la suite.

C'est principalement à la nouveauté de l'outil lui-même que l'on doit la première tentative importante d'utilisation de l'image de synthèse dans un long métrage. *Tron*, réalisé en 1982, y a eu recours pour soutenir un scé-

nario indigent. Comme les scènes de synthèse s'intégraient dans une série de jeux vidéo, il n'y avait pas de réelle nécessité pour l'image d'aller au-delà du look « informatique ». Le réalisme n'était pas vraiment au programme en ce temps-là.

A peu près à la même époque, au Computer Graphics Lab du New York Institute of Technology, on travaillait sur un film qui, proclamait-on ambitieusement, serait celui du premier long métrage entièrement généré par ordinateur : *The Works*. Les nouveaux univers, les créatures 3D réalisées à cette occasion, étaient incontestablement renversants. Mais, à l'instar de *Tron*, il ne s'agissait encore que d'un monde qui, de toute évidence, était synthétique.

Tron avait aiguisé l'appétit de ceux qui travaillèrent sur le film. A leur suite surgit en Californie une armée de spécialistes de l'animation par ordinateur cherchant à s'infiltrer à Hollywood. Les plus ambitieux d'entre eux appartenaient à la société Digital Productions, qui s'équipa d'un Cray XMP, puissante machine à broyer les nombres.

Lire la suite page 30

VisiOPASS les images à la carte.

Télévision par abonnement ou avec paiement à la consommation



فكرامس المصطفى

IMAGINA

L'aube d'une nouvelle pensée

De l'image-loisir à l'image-concept

Pratiquement inconnue du monde des médias au début de la décennie 80 car la simulation graphique par ordinateur était jusque-là réservée au secteur militaire et à l'industrie, l'image de synthèse aborde les années 90 par un vaste mouvement de diversification de ses applications.

Plus qu'une simple technique de production, l'imagerie informatique s'élève désormais au rang d'un langage universel de représentation visuelle. Grâce au numérique, la conception d'images par ordinateur transpose dans l'audiovisuel le processus d'intégration technologique et la diversification des usages que l'on a pu constater dans d'autres secteurs de l'industrie de la communication, telles que les télécommunications. Or la simulation visuelle survient à un moment crucial dans l'histoire des modèles culturels de la représentation : l'image ajoute à son rôle de manifestation immédiate des formes, réelles ou fictives, une fonction heuristique par laquelle elle contribue directement à la formation du savoir. Par ses origines mathématiques et scripturales, l'image de synthèse parvient à confondre l'une dans l'autre, la chose vue et la chose écrite.

Cette « intégration » d'un nouveau régime de visibilité de l'information est contemporaine des bouleversements de la communication audiovisuelle. Si les années 80 ont été marquées par l'avènement d'une logique de distribution économique multimédia des produits audiovisuels, bénéficiant de la libéralisation et de l'internationalisation des marchés, les années 90 verront probablement l'avènement d'une consommation de l'information « transmédiatique » avec l'introduction de nouveaux terminaux et réseaux polyvalents traitant simultanément les sons, les textes et les images. Après « l'image-loisir », avec laquelle nous avons appris à nous distraire, voici « l'image-concept » avec qui il nous faut apprendre à travailler.

Un marché en forte croissance

Au même moment, sur le plan industriel, le marché de l'infographie a enregistré l'un des plus forts taux de croissance de la filière électronique. Il devrait continuer sa progression d'ici à 1992 à un rythme annuel de l'ordre de 11 % contre seulement 9 % pour l'ensemble de la filière. En l'espace de dix années (1982-1992), les investissements mondiaux dans les techniques de l'imagerie informatique seront ainsi passés de 2 milliards de dollars à 23,6 milliards en 1992, pour atteindre en fin de période près de 36 milliards de dollars. Ils représenteront alors 3,3 % du marché total de la filière électronique contre seulement 0,6 %, dix ans plus tôt ! Mais pour mieux apprécier l'ampleur de ce mouvement, il faut rappeler que, simultanément, les prix des équipements et logiciels graphiques auront été divisés, à performance égale au cours de cette période, par 10, voire par 20 pour certains.

Parallèlement, à cette croissance quantitative s'opère une profonde restructuration du marché. Alors qu'en 1982 80 % des investissements étaient réalisés dans la simulation industrielle

(CAFO), celle-ci ne pèsera plus que 41 % en 1992. Inversement, la part de l'édition électronique et des techniques d'arts graphiques, négligeable en début de période, s'est hissée au deuxième rang avec plus de 30 % de l'investissement en 1988, et devrait atteindre 36 % en 1992.

A cela s'ajoute une diversité toujours plus grande des domaines d'application, imagerie scientifique (1 % du CA mondial en 1988) animation audiovisuelle (7 à 8 %), cartographie (2 %) Business Graphic (7 %).

Un nouvel alphabet

Malgré cette diversification, l'offre de production et la demande d'application demeurent en majorité nord-américaines. Mais les États-Unis avec

50 % du marché se trouvent confrontés à une moule en puissance de l'Europe, et surtout du Japon, là où la civilisation de l'écriture, l'idéographique, prend sa revanche sur celle de l'écriture alphabétique.

Pour mesurer l'économie de cette « nouvelle culture des écrans », il faut la considérer globalement comme l'émergence d'un nouveau mode d'expression. « Dans nos sociétés saturées d'information fugitive », écrit Philippe Quéau, « encombrées de savoirs complexes... Visualiser la complexité est devenu un enjeu essentiel d'une représentation du monde plus opératoire. » Par ses fonctions descriptive et analytique dans le champ du savoir, la simulation par ordinateur s'affirme en effet comme un langage doté d'une grammaire et animée de « sa » propre vie. La visibilité ici n'est plus simplement restreinte à l'expression du monde sensible, mais elle en manifeste

l'intelligibilité. Avec l'image de synthèse, le message visuel « montre et démontre ».

Ainsi, cette image, expression de modèles mathématiques, s'impose comme un système d'écriture et de production de symboles. Immédiatement perceptibles dans la simulation scientifique. Cette fonction heuristique de la visualisation par ordinateur ne se contente plus de « représenter » les phénomènes physiques ou biologiques, mais « démontre » des mécanismes secrets ou imperceptibles.

De même ce système « d'écriture » par l'image, s'appuyant sur le développement des réseaux numériques qui permettent un accès sélectif et immédiat à l'image, va confirmer l'image de synthèse comme un système de communication à part entière.

La recherche des années 90

Au cœur des enjeux économiques et industriels, l'imagerie numérique lance également un fabuleux défi culturel. Ce langage nous fait entrer dans une nouvelle ère de la « société de l'information ».

Pionnier de l'image de synthèse en France et en Europe, l'INA aborde aujourd'hui une nouvelle étape des recherches en infographie dans l'audiovisuel, avec la volonté d'associer l'ensemble des partenaires européens. En effet, il s'agit d'anticiper sur l'évolution des matériels, mais aussi sur la floraison des services de simulation.

Demain l'image numérique s'associera à la télévision haute définition, à la robotique, ou aux systèmes d'intelligence artificielle, pour modifier nos méthodes de production et nos habitudes de consommation audiovisuelle. Dans la production de dessins animés, l'ordinateur prend le relais du travail humain pour auditer la complexité d'un secteur secouru par une intense délocalisation vers les pays à faible charge salariale. Au niveau des studios de production de cinéma et de télévision, la combinaison d'images « réelles » (saisies par une caméra) avec des images « virtuelles » (calculées par ordinateur) ouvre de nouvelles perspectives à la réalisation. Le projet SYNTHETIC TV, auquel participe l'INA dans le cadre d'EUREKA, transposera dans la conception des décors de télévision les acquis de la robotique industrielle et du contrôle automatique des mouvements de caméra. Dans le domaine de l'information et de la formation, la modélisation visuelle assistée par ordinateur permettra une plus grande autonomie de la « pensée par l'image ». Enfin, la TVHD apportera une nouvelle qualité aux images du quotidien.

Ainsi la multiplication des dispositifs du regard, où l'image se plie paradoxalement aux règles de « l'écriture », ouvrira à d'autres types de « réalité ». Comme le dit bien Anne Cauquelin, « les images numériques dites de synthèse offrent un espace pour une réalité seconde, pour une construction détachée de tout souci de contiguïté et de conscience... ». En combinant le vu et le coop, l'image de synthèse inaugure probablement un nouveau « modèle de pensée ».

Pierre MUSSO
Directeur de la recherche
Institut national de l'audiovisuel

L'ordinateur s'attaque au cinéma

Suite de la page 29

Environ vingt minutes d'effets spéciaux recréant un environnement « spatial » furent réalisées pour le film *The Last Starfighter* en 1984. Si les films de la série *La Guerre des étoiles* avaient certes marqué un point en utilisant le contrôle par ordinateur pour les prises de vue de maquette de vaisseaux spatiaux, Digital Productions fit un pas de plus en construisant la totalité de la flotte vedette directement à partir du Cray XMP. Les scènes de vaisseaux furent ensuite animées et transférées en haute définition sur film 35 millimètres. Le film fut mené à bien, mais le coût élevé de l'opération précipita Digital Productions - « quelques autres qui avaient également placé leurs espoirs en Hollywood - dans la grande catastrophe économique de l'image de synthèse de l'année 1986. Depuis, l'approche a généralement été à la fois plus réaliste et plus raisonnable.

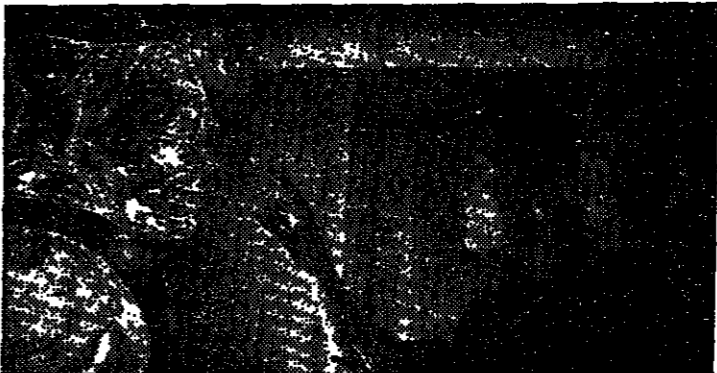
Dans la moisson des longs métrages cinématographiques récemment parus sur nos écrans, deux films font état de l'utilisation effective de l'ordinateur dans le cinéma. Tous deux utilisent la technologie de façon significative quoique très différente. *The Abyss* utilise l'héritage des effets spéciaux par ordinateur tandis qu'*Indiana Jones et la dernière croisade* montre ce que

accessible pour les effets spéciaux électroniques. La conquête du petit écran est aujourd'hui pratiquement chose faite. Des systèmes de haute résolution moins onéreux en entrée et en sortie vont bientôt permettre le même genre de révolution au cinéma.

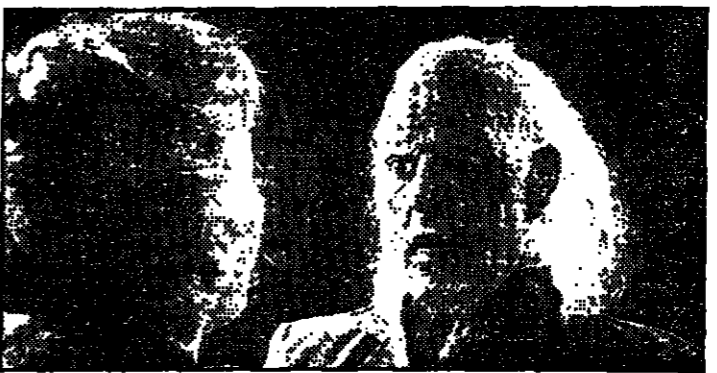
Beaucoup seraient enclins à croire que le dernier bastion de résistance à l'animation par ordinateur serait celui de l'animation manuelle classique. En fait, les changements ont littéralement déferlé dans ce domaine, au point que les ordinateurs jouent un rôle déterminant dans bon nombre de productions de dessins animés. Environ onze minutes du dernier long métrage de Walt Disney, *Oliver et Compagnie* sont réalisées à partir d'éléments générés par ordinateur. Aujourd'hui, cela n'inclut pas encore les personnages eux-mêmes, la chose est loin d'être irréalisable. Les décors aussi sont encore peints à la main de façon à conserver l'ambiance classique des films de Disney, mais des découvertes dans le système de gouchage automatique pourraient bien introduire des changements avant longtemps.

A n'en pas douter, c'est *Roger Rabbit*, apparu l'année dernière sur nos écrans, qui a ressuscité des morts le long métrage d'animation. C'est dans le mariage de l'univers du dessin animé et de

Courtesy Industrial Light and Magic, © 1989 Lucasfilm © Twentieth Century Fox



Dans le film « Abyss », des acteurs humains font connaissance avec une créature toute en eau



« Indiana Jones et la dernière croisade », vieillissement accéléré à l'électronique...

les découvertes les plus récentes peuvent apporter à l'animation classique de l'école Disney.

Nous allons assister à des incursions de plus en plus nombreuses de l'image de synthèse dans la production cinématographique, comme elle l'a fait à la télévision, qui était une cible plus facile de la prise de vue réelle que celle du cinéma. Mais pour que ce film soit une réussite, il faut qu'il y ait une fois de plus à l'utilisation astucieuse de l'ordinateur par le groupe Industrial Light and Magic. Pourquoi, en effet, s'encombrer de tous ces problèmes pour faire apparaître en volume un personnage 2D, si vous pouvez dès le départ le générer en 3D sur l'ordinateur ? Nous ne devrions pas tarder à obtenir une réponse à cette question avec le premier long métrage entièrement assisté par ordinateur. Une décennie de recherche va enfin porter ses fruits.

Actuellement, Paris et placements financiers sont judicieusement faits sur la personne de John Lasseter, de Pixar, éternel star des festivals d'animation et lauréat de l'Oscar de l'animation 1989 avec le court métrage *Tin Toy*. Après s'être fait la main chez Disney, Lasseter s'était acquis une solide réputation dans les cinq dernières années grâce à une série de courts métrages qui utilisent conjointement le meilleur des techniques d'animation traditionnelle et des techniques d'animation par ordinateur. Ce qui donne un résultat tout à fait spectaculaire.

Son dernier film, appelé *Knack Knack*, est un hommage buté aux chefs-d'œuvre du dessin animé. Ce sera d'ailleurs son dernier film réalisé uniquement sur un budget de recherche. Une société de production s'est créée au sein de Pixar en vue de produire des spots publicitaires, et Lasseter nous promet aujourd'hui un long métrage en images de synthèse avant trois ou quatre ans. Il est grand temps pour les acteurs de synthèse de commencer à apprendre leur texte.

BOB SWAIN

Prévision de l'évolution du marché mondial de l'imagerie informatique

(en milliards de dollars)	1988	1992
- CAO-FAO	10,3	14,9
- Cartographie	0,5	0,7
- Imagerie scientifique	0,2	0,3
- PAO/Arts graphiques	8,6	13
- Imagerie médicale	3	4,9
- Animation	1	1,8
TOTAL	23,6	35,6

Le programme d'Imagina

Colloque : six demi-journées sont consacrées respectivement à « La synthèse des arts », « de nouveaux desseins pour l'animation » (6 février), « les vertus des mondes virtuels », « le réalisme des visages » (7 février), « la synthèse d'images dans la production de longs métrages » et « des films très spéciaux » (8 février).

- Salon/marché : les exposants présentent, dans leurs stands, matériels et réalisations liés à la synthèse d'images.

- Tables rondes : destinées aux professionnels utilisateurs, elles ont pour thème l'architecture (le 6 février), la publicité, la télévision Haute Définition (7 février), la communication d'entreprise (8 février).

- Compétition : après deux soirées de visionnage au cours desquelles le public vote, les meilleurs films sont récompensés, le 8 février, par les prix Pixel-INA.

décennies dans neuf catégories (animation 2D et 3D, effets spéciaux, simulation, génériques de télévision, écoles et universités, recherche, publicité, micro-ordinateur).

- Bourse de la création : parrainée par la société Ricard, elle permet à un jeune créateur européen de bénéficier d'une formation d'un an à l'image de synthèse.

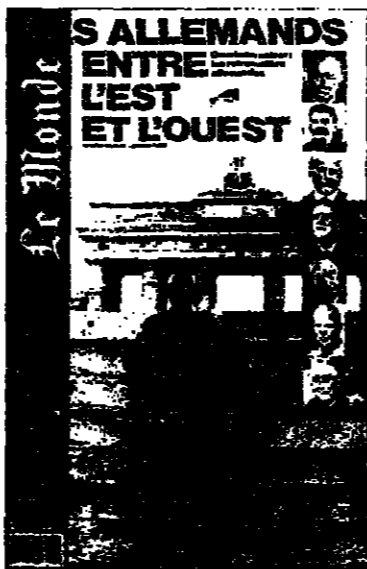
- Partenaires : outre l'INA et le Festival international de télévision de Monte-Carlo qui l'organisent, Imagina est soutenu par la Commission des Communautés européennes, le programme Media 92, les sociétés Bull, Ricard, Vidéo-Local, Canal Plus, et France Télécom.

- Lieu : Centre de congrès-auditorium, boulevard Louis-II, Monte-Carlo, 98000 Monaco.

- Renseignements et inscriptions : à Monaco 93-15-93-54 ; à Paris 45-23-08-16.

Le Monde

LES ALLEMANDS ENTRE L'EST ET L'OUEST



NUMÉRO HORS SÉRIE - 28 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

IMAGINA

9^e FORUM INTERNATIONAL DES NOUVELLES IMAGES DE MONTE-CARLO

6, 7, 8, Février 1990

Les images en l'hôte

► UNE EXPOSITION

► DES CONFÉRENCES

► LES PRIX PIXEL-INA

INFORMATIONS

ORTECH COMMUNICATION MONACO 31, avenue Hector Otto MC 98000 MONACO

Tél. (Monaco) (33) 93 15 93 94

Fax (Monaco) (33) 93 15 93 95

Tél. (Paris) (33) 1 45 23 08 16

Fax (Paris) (33) 1 48 24 01 81

Le Monde

Nos services commerciaux et nos services de gestion sont désormais installés dans leurs nouveaux locaux.

Immeuble SIRIUS

11, rue Jean-MAZET 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Téléphone standard

(1) 49-60-30-00

Relations abonnés

(1) 49-60-32-90

Service à domicile

(1) 49-60-34-70

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Telex : 261 311 F MONDSIR



IMAGINA

Cartographes du cerveau

Ils traquent les neurones en trois dimensions

La médecine complète les planches d'anatomie par l'écran. Outil de recherche et d'aide au diagnostic, l'imagerie médicale met au service du corps humain les artifices de l'électronique.

MADEMOISELLE de Scudéry traque la carte de l'endormissement, le royaume des sentiments. Pierre Etévenon, lui, fabrique des cartes de l'activité électrique du cerveau, mesurées par électroencéphalographie (EEG). Chercheur à l'unité 320 de l'INSERM, il est un observateur vigilant du sommeil, du rêve et de l'éveil. Dans une petite pièce calme, au sous-sol de son laboratoire de Caen, viennent s'allonger des volontaires. Le scalp bardé de 16 électrodes, ils sont soumis à des stimuli visuels ou sonores, ou, tout simplement, invités à dormir.

Dans la pièce contiguë, des ordinateurs Hewlett-Packard enregistrent les électroencéphalogrammes (EEG) de chaque point étudié. Stockées sur disque optique, ces données peuvent alors être filtrées - ce processus encore manuel évite qu'un clignotement d'œil perturbe l'expérience... - puis traitées par analyse spectrale, étalonnées, et enfin interprétées pour tracer des cartes de l'activité cérébrale selon divers paramètres tels que l'amplitude ou la fréquence dans différentes gammes d'ondes.

Le rêve et l'éveil en cartes

Comparées dans le temps (pour un même patient) ou avec celles d'autres patients, ces cartes deviennent des outils de recherche clinique, pharmacologique ou neuropsychologique.

Au premier coup d'œil sur les tracés ou les cartes EEG d'un sujet endormi, Pierre Etévenon distingue dans quel stade du sommeil il est plongé. Evident, calme ou

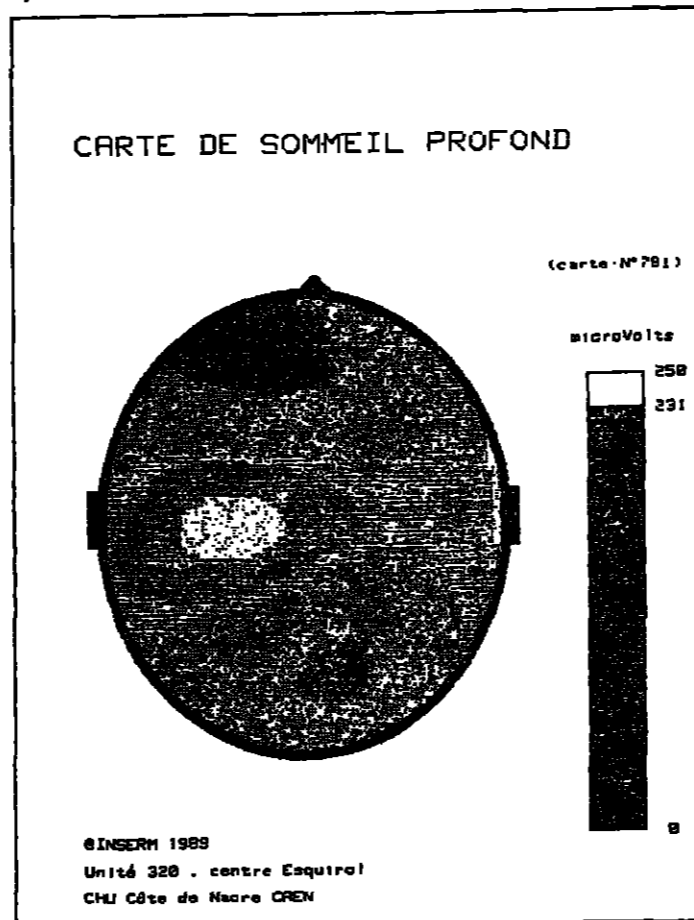
actif, endormissement (stade I), sommeil léger (stade II) ou sommeil profond (stades III et IV) ou sommeil paradoxal (le plus souvent associé au rêve) prennent ainsi des formes typiques, et des couleurs adaptées pour une meilleure lisibilité.

Ces travaux ont par exemple montré que l'éveil calme (les yeux fermés) est au point de rencontre entre deux axes, l'un de sommeil (stades II, III, IV), et l'autre de vigilance, qui inclut l'éveil actif (yeux ouverts) mais aussi l'endormissement et le rêve. Par ses caractéristiques « électriques », ce dernier est ainsi très proche de l'éveil (1).

Et le rêve « active » les régions du cerveau qui correspondent aux actions vécues en songe. Par exemple : des patients réveillés juste après le sommeil paradoxal décrivent des situations de rêve telles que « porter une valise » ou « téléphoner ». Sur leur carte EEG, on retrouve une activation de la zone centrale gauche, qui correspond à un mouvement de main droite (aire somato-motrice) chez un sujet éveillé. De là à rêver d'une convergence entre neuro-physiologie et psychanalyse, il n'y a qu'un pas à franchir cependant avec prudence.

La méthode de Pierre Etévenon, cet ingénieur de formation, consacre plus de 40 % de ses publications aux problèmes méthodologiques de l'EEG quantitative, ne s'arrête pas à l'analyse du sommeil.

Une expérience lui a permis de cartographier les effets moyens de la caféine sur un groupe de dix patients. Cette caféine active des aires cérébrales (temporale gauche et frontale droite) qui correspondent à l'audition et aux émotions négatives. L'indication tend à objectiver la sensibilité au bruit et l'irritabilité des buveurs de café. Sans doute l'EEG n'était-elle pas indispensable pour arriver à ce résultat... Mais la méthode peut servir à tester d'autres médicaments, notamment psychotropes, et à apprécier les effets thérapeutiques chez les malades. Comme les chercheurs de pétrole (Pierre Etévenon a



d'ailleurs fait des stages à la Compagnie générale de géophysique) connaissent les configurations a priori favorables à l'or noir grâce aux méthodes sismiques, la cartographie EEG permet de classer ces médicaments, d'en comparer les effets, en restant pourtant « en surface » du scalp. Voilà pour la pharmacologie.

La recherche clinique consiste par exemple à caractériser les différentes formes de schizophrénie,

entre le « paranoïde » au profil d'hyper-éveil, dont l'hémisphère gauche est très actif, et le schizophrène résiduel ou « hébété » aux EEG très réguliers et de grande amplitude alpha. De même, l'épilepsie ou l'apnée du sommeil peuvent être étudiées en recherche par ce moyen. Certains neurochirurgiens américains font même appel à des dispositifs de cartographie EEG en temps réel, pendant leurs opérations. L'ana-

lyse des réactions aux stimuli, visuels ou sonores, ouvre la voie à l'étude des effets de la mémoire, ou des crises de panique chez les malades anxieux, qui sont parmi les thèmes actuels de recherche du groupe de psychopharmacologie de l'unité 320 de Caen (professeur E. Zarifian).

Les applications peuvent en fait se décliner sans fin. Si ses collègues américains étudient déjà les réactions des pilotes de la NASA ou de l'US Air Force, Pierre Etévenon songe pour sa part aux possibilités de... tests de messages publicitaires!

Plusieurs images, un seul écran

Par rapport à d'autres techniques d'imagerie médicale, l'EEG est assez pauvre en résolution spatiale. C'est-à-dire que les images produites ne peuvent être comparées aux images morphologiques de l'IRM (imagerie par résonance magnétique) ou d'un scanner, ou aux images fonctionnelles d'une caméra à positions. Même en augmentant le nombre de données de base (certaines équipes suisses ou américaines travaillent avec 64 électrodes, qui impliquent des tailles d'équipement incompatibles avec les budgets français actuels...), ce handicap subsiste. En revanche, l'EEG a l'avantage de bien suivre les phénomènes dans le temps. C'est alors que l'image prend tout son sens, en synthétisant visuellement des masses de données chiffrées. En réalisant son film *Cartographie EEG d'une nuit d'éveil, de sommeil et de rêve*, qui condense en 2 000 images un cycle de sommeil de 80 minutes, Pierre Etévenon a pu mettre en évidence des phénomènes qui n'étaient que suspects par d'autres chercheurs. Ainsi, en sommeil profond, des « vagues » de forte amplitude électrique s'accroissent lentement toutes les dix secondes entre avant et arrière du cerveau (frontal et occipital), vagues que seule la comparaison dynamique dévoile.

Et la mise en commun des images entre différents spécia-

listes du cerveau devrait encore porter plus de fruits. Au cœur de l'unité 320 de l'INSERM à Caen (docteur J.-C. Baron) travaille une des trois seules caméras à positions de France. Après injection dans le sang de traceurs radioactifs de durée brève, cette caméra enregistre des « coupes » à trois dimensions du cerveau qui visualisent les sites de fixation des molécules injectées. Avec des stations de travail graphiques (Sun, Silicon Graphics, Pixar) identiques à celles des troncages de cinéma ou de spots publicitaires, les chercheurs reconstituent les volumes du cerveau, à partir des coupes. Ils les animent ensuite, comme de vulgaires « cartoons », pour en faciliter la lecture. Et arrivent même à superposer sur un même écran à haute résolution ces images et celles - morphologiques - obtenues par un scanner, et bientôt par l'IRM. Pierre Etévenon pense déjà à ajouter ses propres données d'EEG à ces modèles. Seuls les progrès récents des matériels (graphisme, puissance de calcul) ont rendu ces techniques accessibles. Mais la convergence sur un même écran, avec une représentation unifiée, des approches clinique, morphologique, électrophysiologique, devrait accélérer la connaissance que nous avons de nos neurones. Ainsi seront-ils peut-être plus « éveillés ». C'est en tout cas ce que souhaite Pierre Etévenon, que ses travaux ont tout naturellement conduit à l'essai et à la philosophie : il publie en mars un recueil d'entretiens intitulé *L'homme éveillé, paradoxes du sommeil et du rêve* (2).

Et il aime à citer ce mot de Juvénat, pas l'acteur, mais un célèbre spécialiste lyonnais du rêve : « L'éveil du sommeil est dans l'éveil », puisque, avec l'âge se réduit et se fractionne notre sommeil.

MICHEL COLONNA D'ISTRITA

(1) Du rêve à l'éveil, Pierre Etévenon, Albin Michel, 1977, 326 pages, 130 F (spécialement chapitre 5).
(2) A paraître chez Tchou, collection « Le corps à vivre ».

L'image source de découvertes

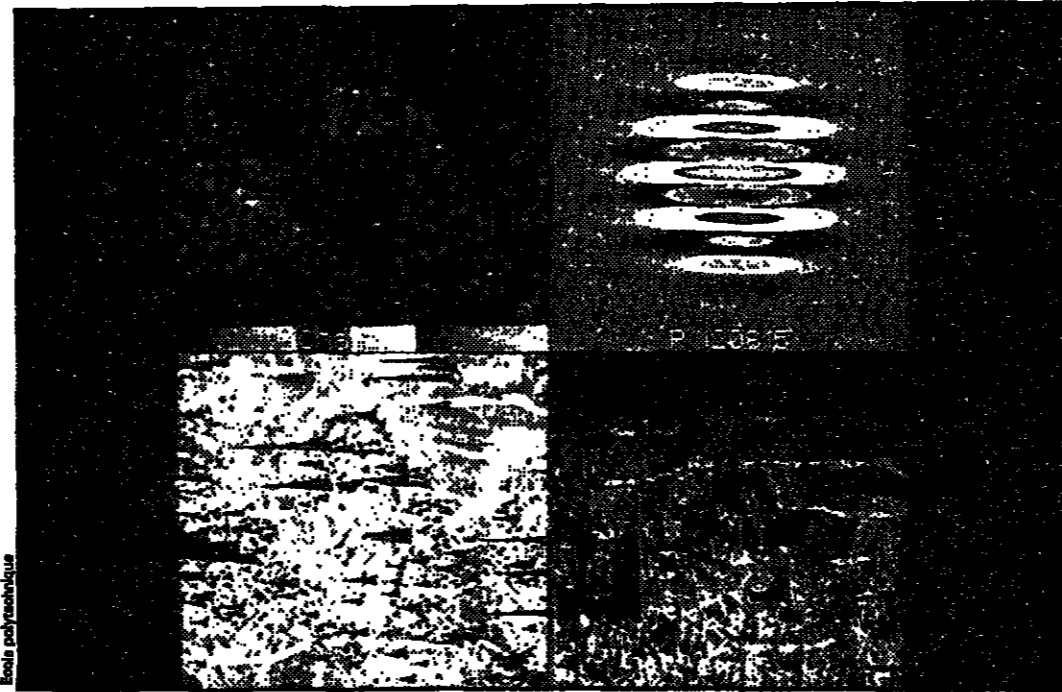
Un œil au bout de l'ordinateur

Depuis quinze ans, Jean-François Colonna aide les chercheurs de Polytechnique à visualiser les données des supercalculateurs. L'infographie explore la structure de la matière et voyage près des trous noirs.

Le laboratoire d'infographie se trouve au rez-de-chaussée de l'Ecole polytechnique, dans une pièce sans fenêtre et au plafond bas. On se faufile avec peine entre un amoncellement d'armatures électroniques et de terminaux vétustes empilés sur des étagères de fortune. Derrière son écran, Jean-François Colonna, responsable du laboratoire, dessine son ordinateur Bull DPX 5000 à de sérieux problèmes depuis trois jours et les nuages de synthèse qui doivent théoriquement caractériser des montagnes tout aussi artificielles restent désespérément fixes. « Nous manquons cruellement d'argent pour poursuivre nos recherches », explique-t-il. Et le matériel français que nous sommes obligés d'acheter ne nous permet plus de rester dans la course. Une image de ce type demande quelque 1 000 milliards d'opérations. Les laboratoires américains les produisent en une heure. Moi, il me faut un mois et demi. »

Il y a trois ans encore, le laboratoire de Polytechnique était pourtant à la pointe de l'utilisation scientifique de l'infographie, loin devant tous ses homologues internationaux. Jean-François Colonna a le premier imaginé les programmes et le réseau infographique capable de transformer le travail des chercheurs en astrophysique, en mécanique des fluides ou en microphysique. Dans toutes ces disciplines, les scientifiques se servent désormais de supercalculateurs pour analyser ou reconstituer les phénomènes. Mais en une heure de calcul, ces machines indispensables produisent environ un milliard d'annuaires téléphoniques. L'interprétation sur des dizaines de kilomètres de listings devient alors un exercice quasi impossible.

Jean-François Colonna a proposé aux chercheurs de Polytechnique de mettre en images les données numériques pour visualiser ces résultats presque en temps réel. Ainsi le système infographique permet de représenter le comportement des masses d'air à travers un rotor d'avion en colorant les données fournies par le calculateur et en suivant leur évo-



L'hydraulique des fluides en image

lution dans le temps. Le spécialiste de la mécanique des fluides dispose alors d'un modèle dynamique grâce auquel il repère immédiatement certaines symétries qu'il aurait mis des mois à trouver sur le papier.

Voir l'invisible

Si elle fait gagner un temps considérable dans l'interprétation des résultats, l'infographie permet aussi de voir l'invisible - comme la structure en quark de la matière où les phénomènes se déroulent à la vitesse de la lumière. Ou de reconstituer des expériences radicalement impossibles, comme la vision d'un observateur s'approchant d'un trou noir dans l'espace.

L'infographie ne se contente pas de greffer un œil au bout des instruments les plus sophistiqués de la recherche, elle fait aussi office de preuve par neuf. La programmation des supercalculateurs est une source constante d'erreurs, que ce soit au niveau de la construction mathématique des modèles, de la simplification des équations ou de la rédaction du

programme informatique. Des erreurs difficilement décelables sur le papier mais qui sautent aux yeux dans les simulations infographiques. Lorsque les calculs volent représentant la circulation de l'air dans un rotor se transformant soudain, à l'écran, en une sorte d'explosion stellaire, le doute n'est plus permis et les spécialistes de la mécanique des fluides retournent à leurs ordinateurs pour chercher le bogue fatal qui s'est glissé dans leurs programmes.

L'image a même quelquefois une fonction heuristique. Elle met les chercheurs sur la voie d'une découverte. Jean-François Colonna cite volontiers l'histoire de ce film réalisé pour faire comprendre à des étudiants la modélisation mathématique du processus de diffusion de l'eau dans un milieu solide. En regardant de plus près les images infographiques, un chercheur s'est aperçu soudain que la progression apparente aléatoire du liquide obéissait en fait à une logique rigoureuse.

Mais l'image peut être aussi une source d'erreurs. Il suffit de faire varier le coloriage de cer-

tains paramètres numériques pour obtenir sur l'écran une image radicalement différente, source d'interprétations diamétralement opposées aux précédentes. Le rôle de Jean-François Colonna et de ses trois collègues du laboratoire d'infographie est donc particulièrement difficile. Médiateurs entre la complexité scientifique et l'évidence de l'image, il leur faut traduire avec fidélité les demandes des chercheurs tout en évitant les pièges de la représentation.

C'est ce capital de quinze années d'expériences que Jean-François Colonna regrette de voir aujourd'hui fondre comme neige au soleil : « Nous risquons bientôt d'être inefficaces faute de moyens. Chaque année, obtenir un budget d'équipement devient de plus en plus difficile. Le Centre national d'études des télécommunications, qui est notre principal bailleur de fonds avec l'Ecole Polytechnique, a abandonné la recherche sur l'image de synthèse pour se concentrer sur la télévision haute définition. »

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION :
11, RUE JEAN-MAZET
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Beauvillier-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montmoyrie, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - TAPES LEMONDE
ou 36-15 - TAPES LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

11, rue Jean-Mazet, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE :

Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, ou indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

011 MONDIPUB

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Directeur du Personnel

Sud-Est. Grand constructeur de systèmes d'information, notre Groupe produit plusieurs milliers d'équipements de haute technologie informatique dans sa seule unité de fabrication du Sud-Est de la France.

Notre conception du Management et de la conduite des hommes s'appuie plus sur l'échange et sur l'adhésion que sur l'autorité. Les niveaux hiérarchiques n'empêchent en rien la communication et favorise la prise de décision en consensus en fonction des besoins. Notre nouveau collaborateur devra afficher sa détermination pour l'écoute et le débat, et "vendre" ses idées pour obtenir l'accord de chacun. Consulté sur toutes les stratégies de l'établissement, il devra aussi bien être le gestionnaire d'un département que le membre d'une équipe de travail.

Nous souhaitons un Directeur du Personnel, véritable Conseil interne, qui devra mettre l'information "Personnel" à la disposition de tous. Son charisme et sa valeur morale susciteront le respect. Une parfaite maîtrise de la fonction nécessite la connaissance d'outils modernes dans la gestion prévisionnelle des carrières, le développement des individus et des organisations, le recrutement et les embauches. Par une analyse dynamique des salaires et rémunérations, elle doit aussi permettre d'aider les managers à motiver leurs collaborateurs.

Une expérience de "Patron" de Personnel dans un environnement industriel d'un domaine de la high-tech, dans un contexte international ou dans une entreprise internationale nous apparaît impérative. Une connaissance des méthodes de gestion de production et une pratique de l'outil informatique constitueraient un net atout. L'anglais courant est réellement indispensable pour les contacts journaliers.

Merci d'adresser votre candidature complète (CV, lettre manuscrite et photo), sous réf. DEC/DV/LM, à notre Conseil Didier VANDAMME qui vous assistera dans votre démarche.

S.P.C. - EUROPOLE - 25, rue Pierre Sémard - 68000 GRENoble
INFORMATIQUE • TÉLÉCOMMUNICATIONS • HIGH TECH • TECHNOLOGIES



Raymond Poulain Consultants

Avec le n°1 anglais
du bâtiment :
une version originale
du management
de projet

LAING MANAGEMENT

N°1 Anglais du Bâtiment (12 000 personnes - 13 milliards de CA) nous poursuivons notre implantation en France et développons d'importants projets de construction de bâtiments industriels, administratifs, commerciaux... en nous appuyant sur le concept de "management contracting" : direction et management technico-économique global des opérations depuis le montage jusqu'à la réception définitive. Pour cela, nous misons avant tout sur les compétences et les qualités des hommes qui mettront en œuvre nos projets et recherchons pour intégrer au sein de notre division française un

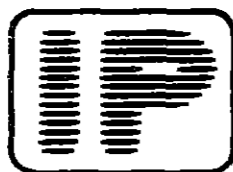
PLANNING MANAGER

Rattaché au Directeur de Projet, vous serez responsable des engagements pris et des délais de réalisation que vous aurez définis avec le Client, assurerez la préparation et la planification de l'ensemble des opérations, de leur coordination sur chantiers avec les prestataires et entreprises sous-traitantes.

De formation ESTP/ECPIAM ou équivalent, vous avez une expérience BTP d'au moins 5 ans dans une fonction de Direction de travaux ou de planification sur des projets supérieurs à 200 MF. La connaissance de l'outil informatique et la pratique de l'anglais sont requises.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel) sous réf. P 320/LM à notre Conseil : 34, rue du Colisée - 75008 PARIS

MOORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON



La communication de haut niveau

Information et Publicité, 1^{re} régie publicitaire multi-média européenne, filiale du groupe HAVAS, développe sa DIRECTION du MARKETING

STATISTICIEN CHARGE DE RECHERCHE

Intégré à une petite cellule de développement, vous prendrez en charge un chantier destiné à faire évoluer et à maîtriser nos outils de traitement statistiques de la mesure d'audience ainsi que du média-planning (évaluation et optimisation des campagnes publicitaires).

De formation statistique (ENSAE, DEA de Statistiques) ou ingénieur (Mines, ENSI...), lors de votre première expérience, vous avez eu l'habitude des traitements informatisés et des modélisations et avez acquis, de préférence, des connaissances en recherche opérationnelle.

Merci d'adresser rapidement votre dossier (lettre manuscrite, C.V., rémunération souhaitée) à Serge TACCHI - INFORMATION ET PUBLICITÉ 31, rue du Colisée - 75008 PARIS, en précisant le poste choisi.

CHARGE D'ETUDES

Impact - Pré et Post-tests

A l'aide d'une équipe que vous animerez, vous porterez vos actions sur : la réalisation, le suivi et l'exploitation d'études par sondages ; l'exploitation et l'enrichissement d'une banque de données de scores d'impact et sa mise en place sur un nouveau logiciel ; le suivi budgétaire et la réalisation de propositions d'études demandées par nos clients. Vous serez également responsable, auprès de notre clientèle, de la communication de cette banque de données, de notre savoir-faire et de la réalisation de prospection par mailing pour les études produites.

De formation supérieure (socio ou psycho + marketing), vous avez acquis une expérience de 2 à 3 ans d'études consommation ou d'impact publicitaire en Institut d'Etudes.

RESPONSABLE DES RELATIONS SOCIALES

Rhône-Alpes

Une société française (4000 p. - 4 MMF de CA), filiale d'un groupe industriel international (71800 p. - 7000 MS) qui développe ses activités dans les secteurs de l'automobile, de l'énergie, des télécom, et de l'aéronautique, recherche le RESPONSABLE DES RELATIONS SOCIALES de l'un de ses établissements implantés en région Rhône-Alpes, spécialisé dans la fabrication de câbles domestiques "prêts à l'usage". En liaison avec le Directeur de l'établissement et le Directeur des Affaires Sociales de la société, il participera à la définition de la politique sociale et il veillera à son application au niveau de l'établissement (340 p.). Il assurera personnellement les relations avec les représentants du personnel. Il planifiera les actions de formation. Il coordonnera et animera les activités du service du personnel (gestion du personnel, établissement de la paie...) et des services formation, sécurité et médecine du travail. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé d'études supérieures et justifiant déjà d'une large expérience de la fonction, acquise en tant que n°2 au sein d'une entreprise industrielle. Il possèdera une bonne maîtrise des outils de gestion et d'administration du personnel et il devra avoir prouvé son aptitude à dialoguer et négocier efficacement avec les partenaires sociaux.

Écrire sous référence 1171/M à :

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS

Discrétion assurée.

LES LOSANGES

L'une des premières Centrales de Commercialisation Immobilière recherche son

Chef du Service Administratif

Dans le cadre de notre objectif 1989/1990 - plus de 1000 acquéreurs - vous coordonnerez la gestion Administrative, Juridique et Financière des dossiers de transactions effectuées dans les secteurs de l'immobilier neuf, ancien et de l'immobilier d'entreprise. Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur (Droit et/ou Gestion) ayant une expérience réussie de trois-quatre années, idéalement acquise dans le domaine de l'immobilier. Ce poste basé Porte de la Villette, requiert rigueur et organisation, maturité et aisance relationnelle pour animer en direct une équipe de 10 personnes et assurer la gestion de l'ensemble du personnel (40 personnes).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 1560 à notre Conseil qui vous assure une totale confidentialité.
FIRST CONSULTANTS
18, rue Joffre-Duval 75015 PARIS



First Consultants



LA MAITRISE DES SOLUTIONS EN TELECOMMUNICATIONS

Leader en logiciels et produits de télécommunication réseau X.25, RSE de PC, RNIS, (produits URCOM) Spécialistes OSI/ISMA/DSX/ADSL (PBT/MAU). En forte croissance, notre développement est international. (120 personnes, 115MF de CA, basée à ORSAY)

Nous recherchons

des INGÉNIEURS COMMERCIAUX

responsables de la promotion et de la vente de nos produits et services auprès des Grands Comptes informatiques et Distributeurs.

des INGÉNIEURS TECHNO-COMMERCIAUX

responsables du support avant vente des lignes de produits passerelles et ponts pour réseaux locaux.

un INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPORT

chargé de la promotion des produits URCOM auprès des Distributeurs et Intégrateurs en Europe de l'Ouest.

Haut niveau de rémunération pour des candidats de valeur.

Envoyer C.V., photo et prétentions à Madame T. FERRERO LIR - Square Charles Péguy - BP 143 - 91403 ORSAY CEDEX

Consultants partenaires

Notre groupe (70 Millions de CA) solidement structuré humainement et financièrement, recherche pour sa société parisienne, des professionnels du recrutement.

Vous pensez que ce métier doit s'exercer dans une Société où vous devez trouver votre espace de liberté, une équipe de qualité, des moyens, une synergie et qui saura vous accueillir comme partenaire dans son capital.

Vous êtes un véritable professionnel confirmé, de haut niveau, vous avez du talent, et une solide déontologie, alors prenez contact avec notre Directeur Général, M. Jean-Claude PICON qui pourra vous donner confidentiellement toutes explications sur l'esprit de notre collaboration et le projet d'entreprise CAPFOR. Nous pouvons vous apporter un développement de carrière harmonieux, et un moyen de capitaliser vos efforts.

Tél.: 42 61 04 48 (Assistante Roselyne du Penry)

15, rue de la Paix - 75002 PARIS

CAPFOR

PARIS - AIX/MARSEILLE - ANGERS - AUCHE - BOURGEOUX - BREST - CLERMONT-FERRAND - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TOURS

Cabinet Conseil de Direction en Mutations Stratégiques et Sociales. Mutatis développe fortement ses activités dans ses domaines de compétences et recherche pour son Département Évaluation du Potentiel Humain un

GROUPE
MUTATIS

consultant senior

35-45 ans, homme ou femme, ayant eu des responsabilités opérationnelles en entreprise.

Formation grande école de commerce ou ingénieur avec un complément économique ou gestion. Une expérience commerciale significative en cabinet conseil serait un plus.

Le candidat retenu sera formé à nos méthodes d'évaluation. Il aura pour missions de démarcher les entreprises et à court terme de créer son propre business. Il sera donc jugé sur ses dispositions à évaluer et sur ses capacités à vendre nos produits auprès des décideurs.

Si vous souhaitez rejoindre un groupe dynamique, où vous pourrez rapidement gagner votre autonomie, envoyez votre dossier de candidature (lettre, C.V., rémunération souhaitée) à Gérard ROUSSELET - MUTATIS 22, rue Royale - 75008 PARIS.



EPARGNE SALARIALE (INTER EXPANSION) PREVOYANCE - RETRAITE

Dans le cadre de son développement recherche POUR LES RÉGIONS ILE DE FRANCE - NORD - OUEST - MIDI-PYRÉNÉES

CONSULTANTS D'ENTREPRISES de Haut Niveau (H/F)

Bénéficiant d'une formation supérieure et d'une expérience commerciale d'au moins 5 ans (banque - assurance), ces Consultants auront en charge un important portefeuille de clients et son développement.

Rémunération élevée et motivante.

Postes basés prioritairement à BOULOGNE (92).

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à Roger SUDRES Secrétaire Général de la FEDERATION CRI 50 Rue de la Reine - BP 85 92105 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 111

NOTRE SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES RECHERCHE

JURISTE DE DROIT BANCAIRE H/F

L'extrême rapidité de l'évolution du droit bancaire et le développement de techniques complexes (moyens de paiement, nouveaux marchés, nouveaux produits...) nécessitent la conception de solutions juridiques originales face aux problèmes posés.

Au sein d'une équipe de spécialistes, vous conseillerez nos différentes directions en droit bancaire et aurez des relations suivies

avec les organismes professionnels (français et européens).

Après une maîtrise en droit privé, vous avez acquis une expérience très confirmée du droit bancaire et des techniques nouvelles (produits de marchés).

Vous connaissez le droit européen et maîtrisez très bien l'anglais.

Merci d'adresser votre manuscrite, CV et prétensions, sous la référence JD8, à Anne LAHAYE Service du recrutement - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - 7, rue Commarin - 75005 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

Cette institution financière spécialisée a pour objet l'organisation et la réglementation des mécanismes boursiers de Place. Sa direction chargée du suivi de la situation et de l'activité des sociétés de bourse recherche un

Juriste conseil

institution financière spécialisée

Rattaché au responsable de la réglementation professionnelle, il participe à l'élaboration des dossiers dont il assure la conformité sur le plan juridique. Dans ce cadre, il est en relation permanente avec les organismes de Place : C.O.B., C.B.V., Banque de France. Il traite ainsi de sujets très divers avec les directions opérationnelles de l'institution : règles prudentielles en matière d'analyse de risques, impact des projets informatiques de Place... A terme, il intervient sur les nouveaux projets liés aux questions européennes dans le domaine boursier.

Nous proposons ce poste à un candidat de formation supérieure - IEP - confirmé d'un cycle juridique, et possédant une expérience de 4 à 5 années en cabinet de conseil ou d'avocat. Cette opportunité lui permet d'acquérir la maîtrise de l'organisation des marchés boursiers.

Danielle TCHORDOUKIAN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous le réf. DTJ 01377 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

Chargé d'Etudes Juridique et Social Chez un Grand de la Pharmacie

Muni d'une solide formation juridique, à 28 ans environ, vous avez acquis une première expérience en fonction Personnel, qui vous a permis de mettre en pratique vos connaissances en droit.

Nous vous proposons aujourd'hui au sein de notre DRH de prendre en main le champ juridique de la fonction (Conseil auprès de la hiérarchie, études et accompagnement des actions sur le terrain...) et la réflexion sur des projets en matière sociale tels que : l'évaluation, les classifications, la communication interne.

De plus, vos compétences juridiques vous amèneront à élargir votre domaine sur un champ non social, en conseillant la direction sur des dossiers de Droit des Affaires, Marques, etc., en vous entourant si nécessaire d'avis extérieurs.

Nous vous offrons d'intégrer un Laboratoire en forte expansion (1,2 Milliard de F de CA), filiale d'un grand de la Santé. Vous travaillerez dans un contexte international, au sein d'une équipe sympathique. Ce poste situé en proche banlieue parisienne nécessite de parler anglais.

Martine RENET, notre Conseil, attend votre résumé de carrière et votre rémunération actuelle sous la référence NJCJ/LM au 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

JURISTES : Auprès de notre Secrétaire Général...

Droit bancaire et Régulations de l'activité...

Nous sommes l'une des Institutions Financières (56 Milliards de total de bilan) d'un très grand réseau à forte notoriété et belle image de marque. Notre Secrétaire Général souhaite accueillir le (la) responsable de l'

Administration Générale

Qui, auprès de lui, gèrera les instances de décision et de contrôle, assurera le bon fonctionnement de l'administration générale, animera et contrôlera les Services Généraux.

Après une expérience d'environ trois ans au sein d'un Secrétariat Général de Banque où vous avez déjà pu mettre en pratique vos connaissances du Droit Bancaire, nous vous offrons un élargissement de vos responsabilités, à Paris. Prêt ? Alors, à bientôt.

René DAGIRAL, notre Conseil attend votre résumé de carrière sous la référence T/AG/LM. RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Raymond Poulain Consultants

Société Industrielle, concepteur et réalisateur de biens d'équipement - 600 personnes, 600 MF dont 50% à l'export. Filiale d'un Groupe Français et leader dans notre secteur, nous créons le poste de

JURISTE D'ENTREPRISE DEA ou DESS Droit des affaires

Votre expérience de 3 ans minimum acquise en milieu industriel vous a familiarisé avec le Droit des contrats : ingénierie - fabrication, procédures civiles, droit des assurances. Après avoir pris en charge les contentieux en cours, votre action portera sur la prévention : de l'élaboration des contrats, jusqu'à leur achèvement. Notre vocation internationale nécessite que vous connaissiez l'anglais.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + prétentions sous référence 6642 à LEVI-TOURNAY 31 Bd. Bonne Nouvelle 75002 Paris, qui transmettra.

Etude notariale Paris

RECHERCHE

ASSISTANTE JURIDIQUE

Elle secondera le juriste en Droit des affaires et assurera les tâches classiques d'un secrétariat de haut niveau. Sa formation et une expérience d'environ 5 ans lui ont permis d'acquies une bonne connaissance de la vie des sociétés.

Expérience traitement de textes souhaitée.

Envoyer CV sous n° 8766

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessauy, 75007 Paris.

AEROPORT INTERNATIONAL DE LYON

Concession de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon recherche pour Salotex un :

Responsable d'Exploitation

en horaires postés

pour diriger en temps réel les opérations d'exploitation de l'Aéroport, dans le respect d'une continuité de fonctionnement des installations et dans le souci d'optimiser de façon permanente les services offerts aux Compagnies Aériennes et passagers.

Bonnes connaissances de l'organisation des transports aériens. Expérience de management dans une entreprise de services. Niveau de formation supérieure. Connaissance de l'anglais.

Horaire 39 heures en équipe par roulement permanent (poste de 8 h).

Adressez votre CV détaillé + photo et prétentions sous réf. 630 à :
M D I A P A
52, rue du Colombar - 69007 LYON - qui transmettra.

Notre métier : V.P.C., des catalogues, des magasins
Notre dimension : C.A. 4 milliards, 1700 salariés, des filiales.
Nous recherchons pour notre Service Juridique

ASSISTANT JURIDIQUE

Au sein d'une petite équipe, vous avez pour mission de gérer les contrats d'assurance, de les adapter aux activités nouvelles de l'entreprise et de suivre le règlement des sinistres. Des études ponctuelles en droit commercial vous sont également confiées.

Vous êtes titulaire d'un D.E.S.S. en Droit des Assurances ou équivalent, complété par une première expérience professionnelle dans le domaine des assurances.

Vous êtes capable de prendre en charge un travail varié et possédez comme qualités personnelles reconnues la rigueur, l'esprit de synthèse et le sens des relations humaines.

Ce poste est à pourvoir à NIORT et offre de réelles perspectives d'évolution.

Adressez votre dossier de candidature (C.V. + photo + prétentions) s/réf. 5002 à la Direction du Personnel

CAMIF

Trois de Chauvry - 79045 NIORT Cedex.

CLIFFORD CHANCE

recherche pour son bureau de Paris

UN JURISTE (1 à 4 ans d'expérience)

Pour les domaines suivants :

- Droit immobilier
- Contrats internationaux
- Droit commercial

Titulaire d'un D.E.S.S./D.E.S. de droit privé ou d'un diplôme équivalent (mentions appréciées) complété, le cas échéant, par un diplôme d'une grande école de commerce. Vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais.

Une excellente présentation, le sens du contact humain et l'esprit d'équipe sont également exigés.

Prière d'adresser votre lettre de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et photographie) à :

CLIFFORD CHANCE
(Service Recrutement, AMA)
18, rue Jean-Géraudoux, 75116 PARIS

Notre groupe a pour vocation de développer des ensembles immobiliers multifonctionnels, notamment des CENTRES COMMERCIAUX. Nos importantes perspectives de développement nous conduisent à renforcer nos équipes et à rechercher

UN JURISTE DROIT IMMOBILIER

Attaché à la direction des programmes vous serez à la fois l'homme de terrain et le spécialiste qui apporte une assistance juridique quotidienne aux Responsables de programmes. Vous élaborerez avec eux les solutions adaptées à chaque cas, dans le cadre général des procédures juridiques définies par la Direction administrative et financière.

JEUNE DIPLOMÉ DE DROIT PUBLIC, (Maîtrise, DESS, I.C.H. souhaitée) votre réussite dans ce poste mobilisera votre culture de juriste. Elle exige aussi le discernement que donne une première expérience bien validée dans des domaines où votre compétence est sans faille : droit de la construction, marchés de travaux, rédaction d'actes préliminaires de commercialisation, de baux, de copropriété ou d'association, assistance juridique quotidienne à des responsables de programmes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération souhaitée) sous référence 34-184/LM à notre conseil
MRT CONSULTANTS 20 rue de l'Arcade, 75008 PARIS



MRT CONSULTANTS



Le N°1 du Tourisme Associatif en Europe

CA 750 MF - 650 permanents (âge moyen 35 ans) - 3600 saisonniers - 150 sites - Siège Tour Maine-Montparnasse

Vous avez une expérience dans le DÉVELOPPEMENT ou l'EXPORT ou la RESPONSABILITÉ D'AFFAIRES ou l'INGÉNIEURIE, etc. Vous avez 32 ans minimum, une formation supérieure, parlez et écrivez l'anglais.

Rejoignez notre défi : investir sur notre Continent pour rapprocher les Européens en développant notre culture de villages : les EUROVILLAGES® (actuellement Cap d'Agde, Obervieljeux et Bruxelles).

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT France et Europe

Rejoignez du DG, vous bénéficiez d'une large autonomie pour CHERCHER cette fonction.

Avec l'assistance des services fonctionnels concernés, vous aurez la RESPONSABILITÉ COMPLÈTE de :

- études de marchés ; identification et sélection des partenaires et des sites européens,
- élaboration et négociation des projets,
- montage financier, juridique et technique ; suivi de la réalisation jusqu'à la réception et à la mise en place de la structure d'exploitation.

Courts et fréquents déplacements en France et en Europe.

Merci d'écrire, sous référence VWF/DEV/103 M, en indiquant votre salaire actuel, à notre Conseil Richard BÉNAUD - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. Discretion absolue et réponse assurée.

ONSABLE RELATIONS SOCIALES

Rhône-Alpes
Société Française d'Études de Caution d'un grand groupe de la région Rhône-Alpes, spécialisée dans les études de Caution, vous recherchez un juriste expérimenté en relations sociales. Vous serez chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de Caution de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Relations Sociales et les services de la Direction des Ressources Humaines. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Relations Sociales et les services de la Direction des Ressources Humaines.

RH Conseils

10, rue de la République - 69001 LYON

LES LOSANGES

des premiers Experts de Commercialisation Immobilière

Chef

Service Administratif

Le Chef du Service Administratif est chargé de la gestion administrative de l'entreprise. Il est responsable de l'organisation, du fonctionnement et du développement du service. Il est en contact avec la Direction Générale et les services de l'entreprise. Il est en contact avec les services de la Direction Générale et les services de l'entreprise. Il est en contact avec les services de la Direction Générale et les services de l'entreprise.

Plus de 100 ans d'expérience dans le domaine de la commercialisation immobilière. Nous recherchons un Chef de Service Administratif expérimenté. Vous serez responsable de l'organisation, du fonctionnement et du développement du service. Vous serez en contact avec la Direction Générale et les services de l'entreprise. Vous serez en contact avec les services de la Direction Générale et les services de l'entreprise.

Plus de 100 ans d'expérience dans le domaine de la commercialisation immobilière. Nous recherchons un Chef de Service Administratif expérimenté. Vous serez responsable de l'organisation, du fonctionnement et du développement du service. Vous serez en contact avec la Direction Générale et les services de l'entreprise. Vous serez en contact avec les services de la Direction Générale et les services de l'entreprise.

LIR

MAÎTRISE DES SOLUTIONS EN TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le service des solutions en télécommunications est chargé de la mise au point et de la mise en œuvre de la politique de télécommunications de la Société. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales. Vous serez en contact avec les services de la Direction des Ressources Humaines et les services de la Direction des Relations Sociales.

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 XIII

Ingénieurs d'affaires

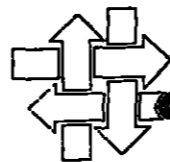
Mazda, filiale du n° 1 mondial de l'éclairage, conçoit, fabrique, développe et commercialise des systèmes d'éclairage professionnel. Notre leadership commercial se traduit aussi par la réalisation de projets prestigieux, comme l'éclairage de l'Arche de la Défense.

De formation supérieure (ingénieur ou équivalent), vous négociez des contacts avec une clientèle professionnelle de prescripteurs de haut niveau (architectes, bureaux d'études, entreprises générales et ingénierie, DDE...). Chargé d'informer les clients et de leur proposer des solutions d'éclairage, vous serez un vecteur d'image pour notre marque.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 13 à Mazda Eclairage, Etienne Court, 204 Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.

MAZDA
lampes et appareils d'éclairage

Diriger notre activité de conseil industriel sur la région Nord.



Conseil, assistance technique, formation, recherche industrielle sont nos principales actions au service de l'habilement. Le marché évolue du fait de l'ouverture des frontières, le matériel devient de plus en plus sophistiqué et le personnel polyvalent. Et nous recherchons l'animateur de la région Nord-Est, soit 1/3 de notre chiffre d'affaires. Membre du comité de direction, ce collaborateur est le véritable patron d'un centre de profit. Il définit les actions de formation ou d'assistance technique les mieux adaptées aux entreprises du Nord-Est, met en œuvre les moyens financiers et humains et anime une équipe de quinze consultants et commerciaux. Il a lui-même en charge, en direct, la commercialisation des produits et services sur le Nord-Pas-de-Calais. Représentant du CETIH, il est à l'écoute permanente de la profession et il développe et soutient l'effort de modernisation entrepris dans le secteur d'activité concerné. Ce poste, basé à Lille, s'adresse à un professionnel de la production (responsable des méthodes ou de la fabrication, consultant, ingénieur technico-commercial...), de préférence dans les industries de la mode, de la formation supérieure, possédant des aptitudes à la négociation et à la vente de services auprès d'industriels.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1104.90 M à notre conseil, Département Industrie de la Mode - 19, rue Auber - 75009 Paris.

CB Chantal Baudron, s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT FORMATION

Notre organisme à vocation industrielle et commerciale joue un rôle prépondérant dans le domaine de la formation professionnelle continue et conventionnée au niveau du département de l'OISE.

Notre responsable sera chargé d'animer, de coordonner, de gérer et de développer l'activité de son département.

En collaboration avec la direction générale, il déterminera les orientations stratégiques de son département et mettra en œuvre les outils nécessaires à une bonne synergie entre les différents types de formation et les collaborateurs qui les assurent.

De formation supérieure, vous possédez une solide expérience dans un poste de direction d'un département formation au sein d'une entreprise ou d'un organisme public ou privé.

Jacques SKOWRON vous remercie de lui faire parvenir lettre, C.V. et photo à BOSSARD CARRIÈRES 4, rue Quentin Bauchart 75008 PARIS Réf 3419C/LM

BOSSARD Carrières

COURTESY DE BOSSARD

Le Département de l'Essonne recrute par voie de détachement ou mutation

le chef du service de la culture

Fonctions : Il ou elle participera à la définition et à la mise en œuvre de la politique culturelle en matière :

- d'animation et restauration du patrimoine
- de relations avec les artistes
- de politique de diffusion de la musique, du théâtre et de la lecture
- de l'aide et du financement apportés aux collectivités pour la réalisation d'équipements culturels ou pour l'animation en milieu rural.

Profil : • Fonctionnaire titulaire (directeur, attaché principal ou grade équivalent).

- Connaissance et expérience en matière d'action culturelle dans une collectivité importante.
- Aptitude au travail d'équipe, à la négociation.
- Grande disponibilité.

Candidature (lettre + C.V. et photo) à adresser à :

Monsieur le Président du Conseil Général
Hôtel du Département
Sous-Direction du Personnel et de l'Action Sociale
Boulevard de France - 91012 EVRY Cedex

TYPOLOGIES COMPORTEMENTALES SCORING DE RISQUE SEGMENTATION Géo-Démographique

Première société d'Etude et de Conseil française sur le marché Banque Assurance, nous sommes 70 personnes, filiale du groupe Caisse des Dépôts-Développement (CDD). Notre vocation : aider nos clients à conquérir et fidéliser leurs clientèles cibles. Créateurs d'une modélisation originale et scientifique du comportement du consommateur, nous investissons en permanence dans la recherche de techniques nouvelles. Nous recherchons un

STATISTICIEN CHARGÉ D'ETUDE

Votre formation BAC + 5 (ENSAE, ISUP, DESS) et votre goût des études vous permettront de réaliser des projets statistiques pour nos clients. Vous débutez dans la vie professionnelle et parlez couramment une langue étrangère.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. BA 90 à



A. BERNARD, COREF
Tour Vendôme
204, rond-point du Pont-de-Sèvres
92516 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex

recherche pour son département
"TRANSMISSIONS ALLISON"

INGENIEUR

Boîtes de vitesses automatiques Routières et chantier

De formation ESTACA-ESEM-ISCAM ou équivalent vous avez des connaissances en électricité et électronique.

Vous êtes âgé de 25 ans environ et plus, parlez l'anglais couramment ; l'espagnol et l'italien seraient appréciés.

Vous exercerez votre activité auprès des distributeurs de la marque, constructeurs et clients utilisateurs.

ZONE FRANCE - EUROPE SUD - MAGHREB (déplacement de 30 à 90%).

Adressez CV, photo et prétentions au Service du Personnel - Mme LAIGNEL - 1 à 9, avenue du Marais - Angle Quai de Bezons - BP 84 - 95101 Argenteuil Cedex.

COURTESY DE ALLISON

Prodim Ouest

Filiale du groupe PROMODES, 1.600 personnes réparties sur 10 sites, recherche pour sa DIRECTION DU PERSONNEL basée à Caen un CHARGÉ de

Communication interne et qualité globale

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur, vous participerez à la définition de la politique de communication interne et en piloterez les moyens adaptés aux objectifs et aux attentes.

Associé à l'élaboration des plans et des structures de qualité globale, vous en assurerez l'animation auprès des opérationnels. Après une première expérience en entreprise, venez CRÉER et DEVELOPPER cette fonction avec nous.

Votre réussite vous permettra d'évoluer au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 01M02 à notre conseil PROFILS PROGRES - 27, avenue du Six Juin 14300 CAEN.

Réponse garantie et discrétion assurée.



Promodes
LA DISTRIBUTION PAR EXCELLENCE

Agence de presse audiovisuelle et société de production NOUS RECHERCHONS

UN CHARGÉ D'AFFAIRES

- QUI DEVRA VENDRE :
- les espaces de diffusion dans nos magazines ;
 - nos magazines et productions auprès des sponsors ;
 - notre capacité à produire et réaliser des vidéogrammes auprès des entreprises.

Le candidat aura une formation de type commerciale et une première expérience de la vente en régie ou en agence de publicité.

Merci d'adresser lettre et CV sous n° 8757
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

ORGANISME FINANCIER recherche

COLLABORATEURS

dynamiques, ambitieux
afin de développer
une clientèle de haut niveau
pour PARIS et région parisienne.
Formation assurée.

POSSIBILITÉ DE CARRIÈRE INTÉRESSANTE
RÉMUNÉRATION IMPORTANTE

Envoyer CV + photo à
Mme DHAUSSY, 56, rue de Londres, 75008 PARIS.

Recruter en haute technologie

Porte d'Orléans. Cette importante société européenne d'ingénierie en informatique (7 000 personnes) recherche un chargé de recrutement (H/F).

Intégré au sein de la branche Informatique de Gestion (1000 personnes) et en liaison étroite avec les unités opérationnelles, il aura pour mission d'assurer l'intégrité des opérations de sélection des ingénieurs et cadres informaticiens.

Le candidat, de formation supérieure (Sciences Humaines, DESS de Psychologie, Psychoprat...), possède au moins trois ans d'expérience dans le recrutement. Il est motivé pour travailler dans un environnement de technologie avancée et pour participer au développement d'une entreprise dynamique qui prépare 1992.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo, sous la référence 10762/M, à Catherine DJANIKIAN, SEMA SELECTION, 16 rue Barbès 92126 MONTEIROUX CEDEX.

SEMA SELECTION

Paris - Lyon - Toulouse

RECRUTEMENT ET
RESSOURCES HUMAINES

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

recrute un(e)

AGENT CONTRACTUEL (H./F.)

pour son nouveau Centre National de Formation à Marne-la-Vallée

RESPONSABLE DE FORMATION :

Communication et langues vivantes.

- Mission Mettre en œuvre, de la conception à la réalisation, les formations à la communication (orale, écrite, relations presse) et langues vivantes du plan national de formation du ministère.

- Profil souhaité Linguiste de formation ayant une expérience de l'enseignement, aux adultes notamment. Avoir une connaissance théorique et une expérience pratique des techniques de communication.

Poste basé en banlieue parisienne Est.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et prétentions à :

Ministère de l'Intérieur
Direction Générale de l'Administration
Sous-Direction du Recrutement et de la Formation
Gestion des Ressources Humaines
Place Beauvau - 75008 Paris

Votre partenaire professionnel des années 90 !...

MEDILAB

Aide promotionnelle aux Industries de la Santé

MEDILAB, département VISITE MEDICALE et VENTES du Cabinet NERVET PONT, offre à ses clients, partenaires et candidats de l'industrie Pharmaceutique, l'avantage d'un savoir-faire éprouvé, d'une expérience reconnue dans le recrutement des VENDEURS, d'une sélection rapide et de qualité, d'une gestion informatisée de la VISITE MEDICALE et des coûts de prospection.

MEDILAB, partenaire des professionnels de la VISITE MEDICALE, sera votre interlocuteur efficace et compétent en 1990. A bientôt.

MEDILAB - NERVET PONT CONSEIL
15 rue Cardinet 75017 PARIS
Tél. (1) 42.67.12.87

COURTESY DE MEDILAB

Activité de conseil à région Nord.

technique, formation, recherche industrielle sont nos services de base. Le marché évolue du fait de la maîtrise de plus en plus sophistiquée de notre chiffre d'affaires. Membre du comité de direction et de la commission des entreprises du Nord-Est, nous sommes à l'écoute des besoins de la région et nous offrons une équipe de quinze consultants et experts dans le secteur d'activité de la production, de la commercialisation des produits et services et de la gestion de l'entreprise. Nous intervenons dans le secteur d'activité de la production, de la commercialisation des produits et services et de la gestion de l'entreprise. Nous intervenons dans le secteur d'activité de la production, de la commercialisation des produits et services et de la gestion de l'entreprise.

LOGIQUES COMPORTEMENTALES SCORING DE RISQUE MENTATION Géo-Démographique

La société d'étude et de conseil française sur la Banque Assurance, nous sommes 70 personnes, nous aidons nos clients à conquérir et fidéliser leurs clients. Créateurs d'une modélisation et scientifique du comportement du consommateur, nous intervenons en permanence dans le domaine de techniques nouvelles. Nous recherchons des personnes motivées et dynamiques.

STATISTICIEN CHARGÉ D'ETUDE

Travail BAC + 5 ENSAE (SUP. DESS) et votre goût pour les statistiques vous ont conduit à travailler dans le secteur de la statistique. Vous souhaitez dans la vie professionnelle et personnelle une longue carrière.

A. BERNARD, COIFF
Tous Vendôme
284, rue de la République - 71000 CHALON-EN-PROVENCE
71100 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex

Recruter en haute technologie

Le recrutement en haute technologie est une activité complexe et exigeante. Nous recherchons des personnes motivées et dynamiques, capables de travailler dans un environnement exigeant et de relever des défis techniques et humains.

Le recrutement en haute technologie est une activité complexe et exigeante. Nous recherchons des personnes motivées et dynamiques, capables de travailler dans un environnement exigeant et de relever des défis techniques et humains.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

AGENT CONTRACTUEL (H.F.)

Le Ministère de l'Intérieur recherche des agents contractuels pour des missions de formation et de gestion.

RESPONSABLE DE FORMATION

Le Ministère de l'Intérieur recherche un responsable de formation pour des missions de formation et de gestion.

Le Ministère de l'Intérieur recherche un responsable de formation pour des missions de formation et de gestion.

Le Ministère de l'Intérieur recherche un responsable de formation pour des missions de formation et de gestion.

Le Ministère de l'Intérieur recherche un responsable de formation pour des missions de formation et de gestion.

Le Ministère de l'Intérieur recherche un responsable de formation pour des missions de formation et de gestion.

Le Ministère de l'Intérieur recherche un responsable de formation pour des missions de formation et de gestion.

Le Ministère de l'Intérieur recherche un responsable de formation pour des missions de formation et de gestion.

Le Ministère de l'Intérieur recherche un responsable de formation pour des missions de formation et de gestion.

Le Ministère de l'Intérieur recherche un responsable de formation pour des missions de formation et de gestion.

Le Ministère de l'Intérieur recherche un responsable de formation pour des missions de formation et de gestion.

Le Ministère de l'Intérieur recherche un responsable de formation pour des missions de formation et de gestion.

Le Ministère de l'Intérieur recherche un responsable de formation pour des missions de formation et de gestion.

SOCIÉTÉ RÉGION OUEST de taille humaine, travaillant principalement avec la défense nationale

responsable de site

Rattaché au PDG, il sera l'interface humaine et technologique entre celui-ci et l'ensemble de l'entreprise.

Il engagera sa responsabilité tant sur le plan des techniques, des coûts, que sur le plan de la gestion du personnel, de la communication interne et externe, en relation avec le siège social.

Il sera également RESPONSABLE DE LA QUALITÉ.

Assisté de ses collaborateurs et en agissant sur les hommes et la process, ce directeur améliorera, mettra en place et suivra les procédures pour concrétiser le concept de qualité totale.

Il sera l'intermédiaire permanent des clients et des fournisseurs.

Agé d'au minimum 45 ans, ingénieur diplômé, possédant quelques années dans la fonction, il sera avant tout un homme de communication et de terrain.

Adresser CV + lettre + photo et prétentions sous n° 8767
Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.
Réponse et discrétion assurées.

"Digital, faire autrement"

Digital, leader mondial des réseaux informatiques et des systèmes intégrés d'information recherche pour EVRY son :

Responsable de la distribution physique

Pour animer l'un des services les plus dynamiques de notre Centre d'Opérations Logistiques (EVRY) où :

• Vous coordonnerez les activités opérationnelles : import/export - entrepôts - transports, en assurant l'application des procédures et réglementations.

• Vous élaborerez et gèrerez le budget de fonctionnement et le budget transports.

• Vous animerez un groupe important et représenterez la France dans les structures européennes.

Issu d'une Ecole de Commerce, vous comptez au moins 8 ans d'expérience dans le domaine de la distribution de

produits informatiques. Vous êtes un animateur d'équipe et pratiquez le management participatif.

Vous possédez couramment l'anglais (parlé - écrit).

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. MON 780 à : Anne CHEVALLIER
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
2, rue Gaston Crémieux
91004 EVRY Cedex.

Digital
Equipment
France

INGENIEUR COMMERCIAL

B A C + 5

Quand les grands de l'industrie alimentaire font référence à GRINDSTED, ils pensent à nos produits, stabilisants, aromatisants, et à notre expertise technique.

Titulaire d'un grand diplôme international d'ingénierie alimentaire, nous recherchons une personne motivée et dynamique.

Dans le cadre du développement constant de nos produits, nous recherchons un ingénieur commercial BAC + 5.

Si vous souhaitez valoriser votre potentiel technique dans une fonction dynamique et essentiellement relationnelle, écrivez-nous vite (CV, photo + prétentions), à GRINDSTED FRANCE - Parc d'Activités de Pissaloup - Avenue Jean d'Albent
78190 TRAPPES.

GRINDSTED

Valorisez notre patrimoine humain

Piloter la Gestion des Ressources Humaines d'une importante société financière (250 personnes) présente sur tous les marchés stratégiques, c'est l'opportunité offerte à un

Directeur des Ressources Humaines

En étroite collaboration avec le Directeur Général Adjoint, vous concevrez et développerez les outils adaptés à une gestion dynamique des Ressources Humaines (gestion prévisionnelle des carrières, politique salariale...).

Vous prenez en charge, à la tête de votre équipe, les opérations classiques inhérentes à votre fonction (gestion de la paie, des congés payés...) et, au fait de la législation sociale, vous en supervisez l'application au sein de notre société.

Vous êtes le maître d'œuvre d'une bonne communication interne.

A 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 5), vous avez une bonne culture financière. Fort de votre expérience acquise à ce poste, vous souhaitez aujourd'hui en assumer pleinement les responsabilités.

Merci d'écrire avec CV, photo et rémunération actuelle sous référence S 00149/M.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
BP 186-07 - 75326 Paris Cedex 07
Tél. 01 47 63 11 15

TOUT SAVOIR ET DIALOGUER

BCEOM Sté Française d'Ingénierie

Ingénieurs T.P. Routes Afrique

"Un rôle d'expert au sein de nos équipes d'assistance technique et de contrôle de travaux"

Bureau d'étude de dimension internationale dont le siège est à Paris, le BCEOM - 500 pers. - 300 M de F de CA - souhaite renforcer ses équipes déléguées en Afrique et recherche quelques ingénieurs diplômés d'écoles généralistes ou spécialisées TP, ayant une première expérience de la vie outre-mer et deux ans au moins de pratique de fonctions techniques dans le domaine routier. Responsabilités variées et valorisantes - contrat d'expatriation français, garantie de réinsertion en France.

Pour information complémentaire et organisation d'une prochaine rencontre, appelez Télécarrère aux heures de bureau. Réf. 416

Télécarrère
65 av. de Wagram 75017 Paris

APPELEZ LE (16) 1 47 63 11 15

LE GROUPE HOCHÉ

AMÉNAGEUR CONSTRUCTEUR IMPORTANT

UN DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT et de la RECHERCHE FONCIÈRE

UN DIRECTEUR pour la RÉGION PROVENCE - CÔTE D'AZUR

UN DIRECTEUR DE DIVISION D'AMÉNAGEMENT

- Votre expérience a été acquise chez un Conseil Immobilier, dans un grand Groupe de BTP, dans une Société d'Aménagement ou de Promotion.

- Vous possédez le caractère d'un commercial, le sens de la négociation, l'imagination et le goût du montage des affaires.

- Vous pourrez alors accéder rapidement à des responsabilités de haut niveau dans un groupe en pleine expansion.

Rémunération importante et participation aux affaires
Envoyer
C.V. + lettre manuscrite + photo à :
GROUPE HOCHÉ
42, avenue Montaigne - 75008 PARIS

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Notre laboratoire pharmaceutique, afin de gérer sa vaste croissance internationale, étend ses structures Export et recherche un

ADJOINT OPERATIONNEL

Basé à Paris, le candidat sera rattaché à notre Directeur de zone pour les Pays de l'Est. Il voyageera intensivement dans le pays où il participera à l'ensemble des activités promotionnelles.

Le candidat idéal aura déjà une expérience réussie de 2 à 5 ans dans l'industrie pharmaceutique ou Parapharmaceutique dans des activités commerciales avec l'Union Soviétique et l'Europe de l'Est.

Il parlera obligatoirement le Russe, et aura une formation de base au minimum Bac + 4, si possible dans une discipline scientifique (Pharmacie, Chimie, Biologie de préférence).

Si cette offre vous intéresse, merci d'envoyer CV, lettre manuscrite et photo si/ réf. 571 LM à RSCG Camières - 48, rue Saint Ferdinand - 75848 PARIS Cedex 17 qui transmettra.

UNION SOVIETIQUE

KRIEG & ZIVY

Notre groupe industriel (600 personnes - 500 MF de France) fabrique et commercialise ses produits en France et à l'étranger, où il occupe de nombreuses places de leader. Pour notre département Bâtiment, nous recherchons un

Responsable Export

Un européen, homme de développement...

De formation supérieure (BAC + 4 minimum), une expérience réussie dans la vente de 3 à 5 ans acquise dans un service export, vous souhaitez progresser et évoluer dans cette fonction.

Rattaché au Directeur de Département, vous serez chargé d'assurer notre développement sur les marchés étrangers, CEE et grand export. Homme de communication et de résultats, vous devrez superviser l'administration des ventes, négocier des contrats sur l'Europe, mais aussi prospecter de nouvelles zones et introduire des produits nouveaux sur des marchés existants. Bien sûr, vous parlerez français et anglais couramment (l'allemand ou l'espagnol serait un plus).

Si cette opportunité vous séduit, merci d'adresser votre candidature sous réf. A0131MO à notre Conseil NERVET PONT 15 rue Cardinet 75017 PARIS.

nervet pont conseil

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 4TH

COMMUNICATION : Des Outils, des Méthodes ... L'Aisance Naturelle en plus ! ...

Nous sommes l'un des Etablissements Financiers d'un très important réseau à grande notoriété et forte image de marque. Notre Secrétaire Général souhaite accueillir son (sa) responsable de la

Communication Interne et Documentation

Avec une formation supérieure de type IEP, CELSA, vous possédez, après une expérience d'environ trois ans dans cette fonction, acquise dans le monde financier, une bonne maîtrise des techniques, outils et « réflexes » qui relèvent d'une telle mission. Vos qualités relationnelles, évidentes à tous, vous permettent d'être crédible auprès des interlocuteurs variés que vous aurez à convaincre. La taille et la complexité de notre fonctionnement doivent vous permettre de mettre en lumière l'ensemble de vos talents, ce qui n'est peut-être pas le cas pour vous, aujourd'hui. Alors, venez en parler avec nous. A bientôt.

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière sous la référence T/C/LM.
RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Raymond Poulain Consultants

Responsable Grands Comptes International



Société financière, filiale de Crédit d'Équipement des PME, spécialisée dans le financement de l'équipement des entreprises. Développe son activité de crédit-bail mobilier et de location financière grâce à la conclusion d'accords avec des confrères implantés dans les différents pays européens.

Vous avez une expérience confirmée du crédit-bail et de la location financière. Vos cinq ans d'expérience commerciale vous ont rompu aux relations avec les grands fournisseurs et ont affirmé votre goût des négociations.

Vous parlez couramment l'anglais et avez une bonne pratique d'une seconde langue européenne.

Votre professionnalisme et votre tempérament commercial vous permettront de relever le challenge d'une activité à développer.

Intervenant auprès d'une clientèle d'exportateurs, vos relations commerciales concerneront essentiellement les grandes entreprises spécialisées dans l'équipement

industriel, le matériel de maintenance et le transport.

Vous les convaincrez de financer leurs ventes.

Vous vous déplacerez sur tout le territoire français. Vous travaillerez en étroite collaboration tant avec les responsables commerciaux régionaux de la société qu'avec ceux des autres sociétés du Groupe.

Vous serez, par ailleurs, amené à vous rendre fréquemment à l'étranger pour rencontrer nos confrères-partenaires.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 67 M2 à Hervé & Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

HM Hervé & Millet Conseil



LE GROUPE HOCHÉ

AMÉNAGEUR CONSTRUCTEUR IMPORTANT

recherche

UN RESPONSABLE DE PROGRAMME IMMOBILIER

- Vous avez le sens de la rigueur et possédez une expérience professionnelle de quelques années.
- Vous aurez à gérer des programmes d'immobilier d'entreprise ou de logements, depuis le montage jusqu'à la livraison.
- Vous disposerez d'une large autonomie.
- Rémunération importante avec participation substantielle aux résultats.

UN INGÉNIEUR CONDUCTEUR DE TRAVAUX

- Vous avez une formation technique de niveau ETP, quelques années d'expérience acquise dans une entreprise de Bâtiment ou un Bureau d'Études.
- Vous cherchez à élargir vos responsabilités en participant à la maîtrise d'ouvrage, avec la possibilité de voir vos responsabilités s'étendre au montage et à la gestion de programmes.
- Rémunération substantielle et participation aux résultats.

Si vous êtes intéressé,

Envoyer

C.V. + lettre manuscrite + photo à :

LE GROUPE HOCHÉ - 42, avenue Montaigne - 75008 PARIS

Importante affaire produits de luxe (prêt-à-porter et accessoires) recherche dans le cadre du développement de sa logistique, un

Responsable d'entrepôt et des stocks

en charge de la gestion de l'entrepôt central de Paris (10 personnes, plusieurs milliers de références, en période de pointe près de 30 MF de valeur de stock). Il supervise l'ordonnement des commandes, le cadencement et la conformité des livraisons. L'étiquetage et la gestion des produits sur informatique, le dispatching de produits vers les boutiques de Paris, l'approvisionnement des points de vente à l'étranger et le regroupement de la marchandise destinée à l'export.

Il est également responsable de l'adéquation des stocks physiques et de l'inventaire permanent comptable avec analyse et recherche des écarts constatés. Organisation du personnel, sens de la prévision, goût pour l'informatique et rapidité d'action sont nécessaires. Le candidat retenu aura une solide expérience de la gestion de stock et d'entrepôt dans l'industrie ou dans la distribution. La pratique du contrôle qualité et du flux tendu sera très appréciée.

Merci d'adresser votre candidature sous référence RSE à P.A. Services, Service Recrutement et Mobilité Interne, 11 rue François-I^{er}, 75008 Paris.



COMELOG SSII - 800 PERSONNES - 32 agences en Europe
poursuit son développement dans la région Midi-Pyrénées et recherche le

DIRECTEUR D'AGENCE

qui prendra la responsabilité de son implantation toulousaine.

Les compétences indispensables pour gérer ce centre de profit sont :

- des qualités commerciales de prospection et de développement.
- des qualités d'animation d'équipe.
- des qualités de gestionnaire.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous pli confidentiel, à :

COMELOG SERVICES FRANCE - Jean-François GODARD - Parc Euromédécine - Rue de la Croix-Verte
Mimparc Bât. 9 - 34090 MONTPELLIER.

Banque de marchés et de gestion
recherche pour sa salle des marchés :

UN GESTIONNAIRE OBLIGATIONS FRANÇAISES

Il aura une expérience de 2 à 5 ans minimum dans ce secteur, une parfaite maîtrise de l'ensemble des marchés de taux, et sera sensibilisé aux suivis administratifs et comptables de sa gestion.

UN GESTIONNAIRE ACTIONS

D'abord fondamentaliste, il aura développé au cours d'expériences précédentes l'analyse financière à moyen terme des marchés. Il sera également en mesure de participer à l'activité de « trading ».

Dotés d'une grande autonomie, ils se verront confier une partie des comptes gérés et des O.P.C.V.M. de la banque, essentiellement composés de clientèle institutionnelle.

Ils participeront à l'élaboration des stratégies définies par la direction des marchés.

La rémunération sera fonction de l'expérience et de la clientèle apportée. Un très grand potentiel de développement de la banque dans ce secteur et un système d'intéressement original permettant de motiver les meilleurs profils.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous n° 8760
Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Imaginez-vous...

... chargé de recrutement ingénierie d'Euro Disneyland

M/F

Euro Disneyland réunit aujourd'hui des hommes et des femmes de talent autour de l'un des plus grands projets d'Europe : près de 2 000 hectares tout près de Paris, une conception hautement technologique, 12 000 personnes en 1992 et une évolution planifiée jusqu'en 2017.

Pour notre structure "Imagineering" - l'ingénierie au service de l'imaginaire -, vous participez au recrutement des ingénieurs et techniciens (mécanique, électricité, contrôle qualité, automatisme, robotique, fabrication de décors et effets spéciaux...).

Votre professionnalisme, votre intuition, votre psychologie, la pertinence de vos jugements vous permettent de choisir les meilleurs.

Votre expérience en cabinet ou en entreprise vous a donné une parfaite connaissance des profils techniques. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Pour plus d'informations sur toutes nos opportunités d'emploi, consultez 3615 DISNEYJOB.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. ER/0150/M, à Euro Disneyland, Service Recrutement, "Le Pascal", 3-11 bd Georges-Méjès, 94350 Villiers-sur-Marne.



Euro Disneyland S.C.A.

Une entreprise de rêve pour l'avenir

Pour son nouveau bureau parisien, un groupe d'agences anglaises et américaines, spécialisé dans les coproductions internationales de films et fictions TV crée le poste de

JEUNE COORDINATEUR

Il/elle s'investira dans tous les aspects de la fonction, depuis la coordination du bureau jusqu'à la conception et l'exécution du montage de projets audiovisuels. Initiative, enthousiasme et ouverture d'esprit sont essentiels.

L'anglais parfaitement courant est indispensable.

Une autre langue européenne sera bienvenue.

Expérience audiovisuelle souhaitée.

Poste à pourvoir en mars/avril 1990.

Merci d'envoyer votre candidature avant le 15 février 1990 sous le n° 6037 : LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Cabinet d'audit
spécialisé dans les opérations de fusion, évaluation, audit d'acquisition, expertise judiciaire recherche dans le cadre de son développement

CHEFS DE MISSION
ASSISTANTS CONFIRMÉS
à fort potentiel

Ecrire à : PROREVEISE
135, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES
recherche pour son activité
EAU ET ASSAINISSEMENT

JEUNES INGÉNIEURS OU ÉQUIVALENT

Formation de préférence dans le génie sanitaire. Ils assureront des responsabilités d'affaires dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Possibilité de développement de carrière pour candidat ayant un bon sens des contacts humains, l'esprit d'initiative et le sens des responsabilités.

Adresser lettre + CV sous le n° 3589 à
AGENCE CENTRALE DE PUBLICITÉ BP 229
93523 SAINT-DENIS CEDEX qui transmettra.

Le Monde
CADRÉS

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**RADIO FRANCE INTERNATIONALE
RECRUTE DES COLLABORATEURS BILINGUES
POUR SES ÉMISSIONS EN LANGUE VIETNAMIENNE
À DESTINATION DE L'ASIE DU SUD-EST.**

Outre une excellente connaissance de la vie culturelle et politique française et des pays destinataires des émissions, l'activité nécessite la pratique de la dactylographie. Les candidats pourront être amenés à travailler la nuit. Une expérience radio serait souhaitée.

Candidats français en ex-régie
vis-à-vis de la législation en vigueur.
Adresser lettre manuscrite,
CV et prétentions à :
Radio France Internationale
Service du Personnel
Pièce 8627
115, avenue du Président Kennedy,
75016 PARIS.



Radio France Internationale

**"Digital,
pour vivre
demain dès
maintenant."**

Digital, leader mondial des réseaux informatiques et des systèmes intégrés d'information recherche pour EVRY son :

Responsable de la sécurité

Vous serez le responsable opérationnel de la mise en place et du suivi de la Sécurité de Digital Equipment France dans les domaines concernant la protection des employés, des biens immobiliers et technologiques de la société. Ce rôle est à la fois celui d'un analyste et d'un chef d'orchestre.

Une formation supérieure, 5 ans d'expérience du métier de la Sécurité acquise dans les milieux de l'industrie, du commerce ou des douanes, l'armée, la police nationale vous ont permis d'acquérir de réelles connaissances des méthodes de protection, d'investigation, d'audit.

L'expérience d'une société d'informatique facilitera votre intégration. Vous assurerez déjà une pratique de la protection des systèmes d'information.

digital

Digital
Equipment
France

Valeo

Distribution

L'innovation des technologies et l'adaptabilité de notre gamme de produits exigent une rigueur à niveau permanent de nos équipes commerciales France et International et de celles de nos Distributeurs.

Notre Ecole de Formation Technico-Commerciale, inaugurée cette année, recherche à SAINT-QUEN (60)

**Responsable
Pédagogique**

Diplômé Enseignement Supérieur

Vos expériences d'organisation et d'animation de séminaires ont renforcé vos qualités pédagogiques préparées à susciter l'adhésion de vos étudiants.

Vous serez nommé au poste de Directeur Développement, nous vous proposons :

- d'encadrer une équipe de formateurs,
- de définir, après consultation des France et à l'étranger, les besoins en formation technique,
- de concevoir, en association avec nos équipes Marketing et Industrielles, les contenus des stages et de créer les outils pédagogiques adéquats,
- de coordonner et de gérer la mise en œuvre des actions de formation.

R&LMS7

Ces postes, qui impliquent des déplacements fréquents en Europe, nécessitent une parfaite maîtrise de l'anglais. La connaissance de l'allemand, de l'italien ou de l'espagnol serait un atout supplémentaire.

Vous êtes créatif, organisé et disposez de grandes qualités relationnelles et d'écoute, rejoignez Valeo ! Nous vous proposons : Développement des Ressources Humaines - 21 rue Blanqui - 93000 SAINT QUEN Cedex.

Valeo L'Équipement Automobile

**Animateur
Formateur**

Diplômé Grande Ecole de Commerce

Rattaché au Responsable Pédagogique, vous co-animeriez, avec les intervenants des Branches Industrielles du Groupe et des Organismes extérieurs, les stages déjà mis en place ou à lancer pour nos Services Commerciaux de France et de nos distributeurs.

Interface privilégiée entre l'ensemble des partenaires Valeo, votre rôle de coordinateur sera prépondérant. Vous veillerez au déroulement efficace des stages, à leur adéquation par rapport aux objectifs visés et aux attentes des participants.

Votre expérience commerciale terrain et vos qualités de plusieurs années sont indispensables et vous assureront un bon suivi de l'action d'animation.

R&LMS8



L'expérience et l'innovation au service des Industries

Ingenieurs mécaniciens, diplômés d'une grande école ou équivalent, 30 ans environ, venez contribuer au dynamisme de notre division Chaudronnerie et Mécanique.

600 personnes (dont 300 ingénieurs et cadres)

**Ingénieur d'affaires
en mécanique**

Pour permettre la mise en œuvre industrielle de procédés mécaniques classiques et nucléaires, vous êtes responsable de la conception et de la construction d'équipements ou de systèmes mécaniques automatisés.

Votre profil :

- Maîtrise de la mise en forme contractuelle des cahiers des charges techniques ou spécifications d'équipements selon des grands codes de conception et construction (ASME, FEM, RCCM-MR...).

- Bonnes connaissances des automatismes programmables de l'automatique industrielle et des logiciels de simulation; des calculs de structures.

**Ingénieur d'affaires
en chaudronnerie**

Pour permettre la mise en œuvre de procédés techniques classiques et nucléaires, vous

êtes responsable de la conception et de la construction d'ensembles d'équipements thermiques ou de systèmes automatisés.

Votre profil :

- Maîtrise de la mise en forme contractuelle des cahiers des charges techniques ou spécifications d'équipements selon des grands codes de conception et construction (ASME, FEM, RCCM-MR...).

- Bonnes connaissances en métallurgie, matériaux, soudage, ENB, calcul des structures.

Pour les deux postes, une bonne maîtrise de l'anglais serait appréciée.

Sens de l'autonomie, et aptitude à l'encadrement vous permettront d'évoluer au sein de notre société.

Habilitation "Confidentiel Défense" à prévoir. Postes situés en proche banlieue Sud (SE) mais déplacements fréquents à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. + photo) en rappelant la réf. à USSI INGENIERES Direction des Ressources - 116, Avenue A. Brindeau 92223 BAGNEUX

BESNIER

PREMIÈRE ENTREPRISE LAITIÈRE FRANÇAISE PRIVÉE
(11 Mille de SA - plus de 8000 salariés)

recrute

**2 INGENIEURS
RECHERCHE et DEVELOPPEMENT**

**CHEF DE PROJET
MATIERES GRASSES**

Chargé de la conduite des projets de Recherche Développement Matières Grasses et du Développement analytique dans ce domaine.

Pour ce poste, basé en Normandie, il sera demandé une formation Ingénieur IAA ou Ecole de Chimie avec une spécialisation corps gras (notamment Corps Gras, Biodiesel...) et une expérience de 1 à 3 ans en R. et D. et/ou usine dans le secteur des corps gras alimentaires.

Réf. 01PM6

INGENIEUR MICROBIOLOGIE

De formation Ingénieur Agro (INA, INSA, ENSAIA, UTC...) possédant une première expérience R. et D. 1980-1985 avec stages significatifs en microbiologie, acceptés.

Chargé des études microbiologiques appliquées à l'assurance qualité, la technologie et aux développements de nouveaux produits en collaboration avec les sites industriels. Poste basé à LAVAL.

Réf. IMB

Ces deux postes sont autorisés avec de réelles possibilités d'évolution dans le cadre du Groupe.

Merci d'adresser : CV + Photo + Prétentions en précisant la référence à BESNIER - Service Ressources Humaines - BP 719 55002 LAVAL CEDEX qui traitera votre dossier en toute discrétion.

**PILOTER UN PROJET ESSENTIEL
"D'ÉTUDES TARIFAIRES"**

C'est ce que vous offre un important établissement financier lié à l'un des premiers constructeurs automobiles mondiaux,

qui recherche pour son siège parisien un :

**INGENIEUR
CHEF DE PROJET
ÉTUDES STATISTIQUES**

Au sein du département chargé de proposer à nos clients entreprises et administrations, des contrats de maintenance de leur parc automobile, vous serez à la tête d'un projet complexe devant conduire à une modélisation et à une mise en œuvre informatique, nous permettant :

- d'apprécier le degré de pertinence de nos tarifs actuels
- de proposer les ajustements souhaités
- de suivre nos résultats par produits et marchés
- de nous situer par rapport à la concurrence.

Une réussite dans cette mission vous permettra d'évoluer vers un poste d'adjoint au Chef de Département.

Vous avez une : formation d'ingénieur éventuellement complétée par une option statistiques - une première expérience d'au moins 2 ans - des qualités d'analyse, de synthèse, de communication et une forte implication professionnelle - une connaissance du langage SAS est également souhaitée.

Pour un premier contact et une prise de fonction rapide, adressez votre lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions sous Réf. 01032M à notre Conseil :



ceforpe marc forgi et associés
10, rue de la Victoire 75009 PARIS

**COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
SITUÉE EN ÎLE-DE-FRANCE
(2 500 AGENTS)**

RECRUTE

son directeur des ressources humaines

- Missions : - Mettre en place et développer la gestion prévisionnelle de personnel ; - Analyser et coordonner les services et activités assurant la gestion des ressources humaines ; - Améliorer la collaboration avec les organisations syndicales et les organismes participatifs ; - Superviser le service de gestion statutaire du personnel.

- Profil : - 40-45 ans ; - Niveau bac + 4 ou fonctionnaires de catégorie A ; - Aptitude à l'encadrement ; - Goût des contacts et sens des relations humaines ; - Rémunération statutaire + primes et avantages sociaux.

son directeur financier

- Missions : - Gestion financière et budgétaire ; - Supervision de la comptabilité ; - Gestion du patrimoine ; - Responsabilités de l'informatique ; - Contentieux et missions juridiques.

- Profil : - 35-45 ans ; - Niveau bac + 4 ou fonctionnaires de catégorie A ; - Connaissance approfondie des finances locales ; - Expérience confirmée en matière financière et budgétaire ; - Compétence informatique et juridique ; - Rigueur et méthode ; - Aptitude à l'encadrement ; - Rémunération statutaire + primes et avantages sociaux.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à : Monsieur le Président - Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région Île-de-France - 15, rue de la République - 93000 SAINT-DENIS CEDEX

R.P. 150 - 75004 PARIS CEDEX QUI TRANSMETTRA.

مكتبة المثل

Le Monde CADRES

KPMG fidal

Partenaire pour la France de KPMG, 1^{er} Cabinet Mondial de Conseil d'Entreprise, KPMG fidal c'est en France 110 implantations locales, 1950 personnes, une structure qui vient de rejoindre Pricewaterhouse Coopers.

Notre DIRECTION REGIONALE de REIMS recherche :

UN CONSEIL D'ENTREPRISE EN RESSOURCES HUMAINES

De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie de la fonction conseil en entreprise ou en cabinet. Créatif et autonome, vous constituerez une force de proposition auprès de nos clients, dirigeants d'entreprise, où vous opèrerez : leur management des ressources humaines (gestion prévisionnelle, recrutement, système de rémunération, stratégie sociale...). Si vous souhaitez intégrer un cabinet conseil vous offrant de réelles possibilités d'évolution, contactez à Sèvres NBL qui étudiera confidentiellement votre dossier.

KPMG fidal - 92 BD ST MARCEAU 51095 REIMS CEDEX

CADRES CHARGÉS DE MISSIONS

d'inspection auprès de nos organismes régionaux. Il est demandé une formation supérieure en économie ou gestion avec de bonnes connaissances comptables.

Adresser lettre manuscrite CV photo à réf. 8817 à : LTA Antenne St-Lazare, 4, rue du Faubourg-Poissonnière, 75012 Paris où transmettre.

ET INGENIERING

recherche d'ingénieurs

INGENIEURS

ÉLECTRICITÉ ET FLUIDES

MÉCANIQUE MACHINES

TOURNANTES, BE

INSTRUMENTATION,

AUTOMATISMES, SE

Tél. pour rendez-vous

42-48-08-35

2, rue Rosier, Paris 9^e.

Filleul d'un groupe, PME spécialisée distribution, recherche un responsable

EXPORT

PRODUITS TECHNIQUES

Bilingue anglais

30/35 ans, diplôme

École d'ingénieurs

Dépendant du PDG,

vous serez responsable :

- de l'exportation pour le

Marché de l'Afrique, le Moyen-

Orient et l'Extrême-Orient ;

- des appels d'offres et des

réclamations ;

- des contacts distributeurs et

des représentants.

L'expérience du matériel

électro-technique serait un

atout.

Adresser lettre manuscrite,

CV et photo, réf. 78638,

PROJETS, 12, rue des Pyrénées,

75013 Paris où transmettre.

Société en expansion

recherche pour service

comptable et

facturation

COMPTE

ANDES-COMPTABLES

SEL 71, av. de la République,

75011 Paris.

LA FILIALE FRANÇAISE

DU LEADER EUROPEEN

DE LA BUREAUTIQUE

RECHERCHE

pour son

LYCÉE FRANÇAIS DE LOS ANGELES

recherche

Prof. EPS (20 h)

Tél. : 39-90-01-96.

ARILAIT

recrute pour 2 ans

JEUNE INGENIEUR

pour recherche en lycée

à MARSY, Salaires

brut : 150 000 F/an.

Compteur ARILAIT

27, rue de la Procession,

75018 Paris.

Société de crédit

CORRESPONDANTS(ES)

pour Paris et Province

Compétence : maîtrise de

banque ou assurances.

Écrire avec CV à :

SMD, 219, rue St-Maur,

75001 Paris.

SUP-AERO

ENST, ESE, ENRMA,

INSA, ENS, DEA, MIAGE

pour assurer des

développements en

LOGICIELS D'APPLICATION

TEMPS REELS

TECHNIQUE, RESEAUX,

SYSTEME GESTION

Environnement :

SD&I, 78/80, avenue Gallieni

Tour Gallieni 1

93174 BAGNOLET CEDEX

Tél. : 43-80-13-64.

PRÉS DE MELUN

ÉTUDIANT(E) EN MÉDECINE

5^e ANNÉE

pour garde les week-ends

Tél. à part. de 11 heures

jusqu'à 18 heures

60-63-86-20.

VILLES DE PRESNES

(Val-de-Marne)

recrute

1 REDACTEUR

BAC + 2 années d'études

en droit pour le Service

personnel.

Salaires net début

15 400 + 13^e mois.

ORGANISME PUBLIC DE FORMATION CONTINUE

recherche

FORMATEUR

EN MAINTENANCE

A TEMPS COMPLET

● Diplôme exigé bac PS

STS maintenance

● Expérience en entreprise

confiance

● Secteur d'activité :

REIMS.

Envoyer CV au GRETA de

REIMS, 20, rue des Augu-

stins, 51100 Reims.

Tél. : 28-40-08-70

Secrétaires

LEADER INDUSTRIEL

DANS SON DOMAINE

recherche pour la

DIRECTION DES ACHATS

SECRÉTAIRE

TRILINGUE

ANGLAIS/ALLEMAND

Vous assurerez le secrétariat du

directeur des achats, la prépa-

ration des données et le suivi

des relations avec les clients

détrimentés et les fournisseurs.

La traduction de documents

techniques et le suivi à jour

des tableaux de bord achats.

De formation BTS trilingue,

vous maîtrisez la micro-

informatique et avez acquis

une 1^{re} expérience d'au moins

2 ans dans un secteur indus-

triel.

Poste basé VILLE NOUVELLE DE

ST-QUENTIN-EN-YVELINES

(Seine-et-Marne).

Merci d'envoyer une candida-

ture avec CV, AD, A1080/F en

présentant vos prétentions à :

RD CONSULTANTS

92111, rue Bachelot

92180 SURESNES.

capitaux

propositions

commerciales

Acquiescer une part d'une

équipe de courtage.

Possibilité. Prix de la part :

80 000 F. DÉBUT POSS.

J. THEBERT 45-95-40-12.

L'AGENDA

Formations

Cherche

PROFESSEUR

de lettres classiques.

Envoyer photo et CV à :

Collège de Jull'y

77230 JULLY

Tél. : 64-38-23-85.

Vacances

Tourisme

Loisirs

JURA

Part. tous grand studio

(6 pers.) tout conf. sur plates

de fond, zone nordique

+ 200 km. belle. Proche

du site alpin station Montabail.

3 h par TGV gare de Val-

Reims (Suisse) à 5 km. Prix et

rena. : (16) 81-48-00-72

SKI DE FOND

HAUT-JURA

3 h de Paris par TGV

Yves et Liliane vous accueil-

lent (14 pers. max.) dans

ferme du XVII^e, confortab-

lement rénovée, chambre avec

s.-d.-b., w.-c., table

d'hôtes, cuis. équipée et

légère, pain maison cuit au

feu de bois. De 2 200 F à

2 700 F par pers. et service

tour compris, pension com-

plète + vin, matériel et

matériel de ski. Tél. : (16)

81-38-12-81, ou écrire : la

Cité d'Agassiz

25650 MONTBENOIT.

AGENCE DE VOYAGES

PARIS

recherche

COMPTABLE

EXPÉRIENTÉ

avec bonnes notions comptables

Commission

MACHINISTE/TVA agréées

Envoyer CV + photo à :

ARCON, 83, rue de Monceau

75008 Paris.

LE THÉÂTRE

DE SARTROUVILLE

RECHERCHE SON

ADMINISTRATEUR

Envoy. lettre de cand. et CV à :

Claude SEVERINE, Théâtre

de Sartroville, BP 83,

78008 Sartroville Cedex.

A SE VOICI

Ensemble vocal

professionnel

recrute

ADMINISTRATEUR

Adresser CV

22, rue des Archives

75004 Paris.

ÉDITEUR

recrute

CHEFS DE PUBLICITÉ

confirmés H/F

Si vous souhaitez participer

au développement de sup-

ports en pleine évolution,

écrivez-nous

ou téléphonez à :

Éditions ETEK

groupe RSL

182, rue de Valenciennes,

75017 Paris.

Tél. : (1) 42-25-84-84

Format. ingénieur informat.

ou équiv. exp. dév. logi-

ciels, acquisition données

temps réel. Connaiss.

programm. microproc., syst.

repart. arch. multimed.

syst. princip. util. VAX VMS,

microproc. VME 86000.

Adresser CV : CPM - Case

907 - Fac. sciences Luminy

13008 Marseille.

URGENT

Société de surveillance

garde-magasin et transports

de fonds à Surveys

RECRUTE

RESPONSABLE PAIE

disponible immédiatement

CDD, 7 mois remplacement

congés maternité

Expérience exigée

Connaissances du mécanisme

de la paie :

- le bulletin de la paie

- le journal des paie

- la centralisation comptable

des déclarations sociales

Envoyer CV et prétentions

sous n° 8788

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Valenciennes

75007 PARIS.

Centres hospitalier

François-Claude

recherche

1

MARCHÉS FINANCIERS

La Banque de France ferme les guichets de la Banque industrielle de Monaco

La Commission bancaire, organisme de contrôle des banques au sein de la Banque de France, a fermé lundi 29 janvier les portes de la Banque industrielle de Monaco (BIM) en raison d'opérations aventureuses sur les titres de la clientèle et de crédits non déclarés régulièrement.

Après les banques libanaises et une banque portugaise, c'est au tour d'un établissement financier monégasque d'avoir ses guichets fermés sur ordre de la Commission bancaire. Après « une enquête effectuée sur place », l'organisme de contrôle des banques a relevé de graves irrégularités dans la gestion de la Banque industrielle de Monaco, établissement dirigé et contrôlé par la princesse Isabelle de Bourbon-Parma et dont le total de bilan atteint 750 millions de francs. Selon la Commission bancaire, la situation de la BIM s'est « profondément dégradée » en raison d'opérations aventureuses sur les titres de la clientèle, opération qui se serait déroulée dans le secteur immobilier très actif sur la Côte d'Azur et qui engageait la responsabilité de la banque.

A cela s'ajoutent des « provisions à constituer sur des crédits compromis ». Des prêts supérieurs à plusieurs fois le montant des fonds propres (37 millions de francs) de l'établissement auraient été accordés à un bruit qui court, une rumeur de franchise en faillite du Sud-Ouest, dont le créateur, M. Jean-Marc Fauré, a été récemment arrêté en Suisse. La Banque de France ajoute également que « certains de ces crédits, excessifs par rapport à la surface financière de la banque, ne figurent pas dans les déclarations réglementaires adressées périodiquement à la Commission bancaire ». Autrement dit, des prêts non conformes auraient également été accordés à des entreprises non solvables de la région et dissimulés qui plus est aux autorités de contrôle. Enfin, la commission bancaire ajoute que « les opérations passives et actives de l'établissement sont parfois effectuées dans des conditions irrégulières ».

Un administrateur judiciaire, M. André Mouillon, a été nommé à la tête de la BIM. Il est chargé de rechercher une solution de reprise dans le cadre de la procédure commerciale applicable à la principauté. D'ores et déjà, des représentants intéressés par une reprise de la banque ont été entendus.

Y. M.

Un tribunal annule les mesures anti-OPA de la Dresdner Bank

Un tribunal de la région de Francfort vient d'annuler, sur requête d'une association de défense du petit actionnaire, la décision prise en avril dernier par le conseil d'administration de la Dresdner Bank de limiter les droits de vote à 10 % des titres par actionnaire. Les dirigeants de la banque avaient imaginé d'introduire cette limitation s'il y avait eu acquisition de la banque par un action-

naire indésirable tentant de prendre le contrôle de la banque.

La Cour a estimé que, dans la mesure où aucune durée n'était fixée, cette mesure revenait à transférer les droits inaliénables de l'actionnaire au management de la banque. La Dresdner s'est refusé à tout commentaire. Elle se réserve néanmoins le droit de faire appel après étude minutieuse des attendus.

Le groupe Delmas-Vieljeux a renforcé son secteur maritime en 1989

L'année 1989 s'est terminée pour le groupe Delmas-Vieljeux sur des résultats très satisfaisants. M. Alain Wils, administrateur directeur général, qui présentait les résultats provisoires de l'année écoulée le 29 janvier, a déclaré : « Si l'on prend le chiffre d'affaires total (3,1 milliards de francs), il a augmenté de 32 % si l'on considère le résultat net (520 millions), il est en progression considérable puisqu'il a atteint que 157 millions en 1988 ». Ce résultat tient compte des plus-values réalisées à l'occasion de la vente du siège social situé avenue Matignon, dans le 8^e arrondissement.

La part du chiffre d'affaires réalisée dans le secteur maritime a renforcée puisqu'elle atteint 70 % au lieu de 60 % en 1988. Cela est

dû notamment à l'acquisition de la société ANZOL qui exploite quatre navires entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la côte ouest des États-Unis.

M. Wils a par ailleurs précisé que les résultats estimés pour 1990, à périmètre constant, devraient faire apparaître une progression de 5 % à 10 %. Il a ajouté que le groupe serait réorganisé, au cours de l'année, autour de trois pôles stratégiques : une division « Afrique de l'Ouest », secteur traditionnel du groupe, en retrait relatif, une division internationale tournée notamment vers l'Asie et le Pacifique et un pôle Europe où le groupe compte se diversifier notamment dans le secteur de la distribution et du stockage.

La crise de la chaussure en Grande-Bretagne

Sears ferme deux cents boutiques

British Shoe Corporation, filiale spécialisée de Sears Grande-Bretagne, premier distributeur de chaussures dans le Royaume-Uni, a mis en place un plan de restructuration : celui-ci prévoit la fermeture de deux cents magasins, et l'ouverture de soixante-dix nouvelles boutiques. Un millier de salariés sont touchés par ce plan, bien que la direction affirme que le volontariat de recouvrement le plus possible de salariés dans les autres unités de la firme, qui exploite au total près de mille cinq cents magasins, sous une dizaine d'enseignes différentes.

Ce plan de restructuration devrait nécessiter un investissement de 40 millions de livres ster-

ling (380 millions de francs), et être largement couvert par la vente des magasins. La division chaussures de Sears Grande-Bretagne (qui comprend des chaînes de magasins aux Pays-Bas et en Irlande) a payé pour 106,5 millions de livres (un peu plus de 1 milliard de francs) aux résultats du groupe, qui ont atteint 237,7 millions de livres au cours du dernier exercice connu, se terminant en janvier 1989.

Au cours du semestre se terminant en octobre dernier, les bénéfices du commerce de détail des chaussures ont baissé, passant de 41,3 millions de livres à 31,6 millions.

EN BREF

□ La Banque d'Angleterre accepte un relèvement des provisions bancaires. — La Banque d'Angleterre a annoncé aux banques commerciales du Royaume-Uni qu'elle était favorable à un relèvement de 50 % des provisions sur les créances accordées aux pays du tiers-monde. En application des directives antérieures, les banques commerciales britanniques ont constitué des provisions qui représentent de 30 % à 35 % des crédits accordés à ces pays.

□ Chimie : le groupe Sanofi acquiert une société américaine. — Sanofi, filiale d'Elf-Aquitaine spécialisée dans la pharmacie, a acquis la société américaine Continental Flavor and Fragrances (CFF), fabricant d'arômes et de parfums implanté en Californie. CFF emploie environ deux cents

personnes pour un chiffre d'affaires de 300 millions de francs. Cet achat consolide les positions de Sanofi dans les biotechnologies, les arômes et les parfums, domaine dans lequel le groupe a déjà acquis l'américain Stern en décembre dernier.

□ RECTIFICATION. — Dans notre article « Deux objectifs pour le GATT en 1990 » (le Monde du mardi 30 janvier, page 19), des coquilles ont introduit des contre-sens. Concernant l'agriculture (en bas de la quatrième colonne), l'objectif est de « réduire » et non de « lever » les subventions publiques. Les taxes à l'importation (début de la cinquième colonne) feraient l'objet d'une « tarification » et non d'une « vérification », comme nous l'avons écrit par erreur.

NEW-YORK, 29 janvier

Baisse limitée

A l'issue d'une séance marquée par d'amples fluctuations, la Bourse de New-York a terminé la séance de lundi sur une petite baisse, le Dow Jones abandonnant 5,85 points, à 2 553,38 points. Le marché était peu actif, affirmant les professionnels. En effet, quelques 151 millions de titres ont été échangés. Le nombre de titres en baisse a largement dépassé celui des hausses : 948 contre 537. Le cours de 457 actions est resté inchangé. La séance avait plutôt bien commencé en raison d'une légère détente des taux d'intérêt sur les marchés obligataires dans la matinée et de la réaction technique après un recul de plus de 7 % depuis le 3 janvier. Mais la remontée, par la suite, des taux d'intérêt a tout remis en cause. Le taux moyen des bons du Trésor à trente ans, principale référence du marché, atteignait 8,53 % en milieu de journée, contre 8,51 % vendredi dernier. Le désarroi constaté sur le marché des « junk bonds » a pesé sur les titres faisant l'objet d'OPA surtout dans le secteur des transports, ce qui a accentué les dégagements peu de temps avant la clôture. Quelques courtiers en quête de bonnes affaires ont toutefois contribué à un redressement de dernière minute.

VALEURS	Cours du 29 jan.	Cours du 28 jan.
Alcoa	62 1/2	62
AT&T	58 1/2	58 1/2
Bowling	57 3/8	57 3/8
Chen Medchem Ind.	29 3/4	30 1/8
Oil Field Services	97 3/4	97 3/4
Emerson Kodak	37 1/8	37 1/2
Exxon	46 3/4	47
General Electric	62 1/2	62 1/2
General Motors	41 3/4	41 1/8
Goldman Sachs	113 1/8	113 1/8
IBM	96 7/8	97 1/8
ITT	53 7/8	53 1/2
Johnson & Johnson	67 3/4	68 1/2
Philips	48 1/2	48 1/8
Schlumberger	148 1/2	157 1/4
U.S. Steel	21 3/8	21 1/8
U.S. West	32 3/8	32 7/8
Windsor	71 3/8	71 3/4
Xerox Corp.	63 1/2	63 1/4

LONDRES, 29 janvier

Calme

L'annonce, vendredi dernier, d'une forte réduction du déficit de la balance des paiements courants britanniques en décembre a encore contribué, lundi, à la bonne tenue de la Bourse de Londres. L'indice Footsie a gagné 14,3 points, à 2 328,8, à la fin de la première séance du terme boursier. Le marché est, néanmoins, resté calme, car les investisseurs ne se sont pas précipités pour faire des achats. Quatre-vingt millions de titres ont été échangés. La plupart des secteurs ont bénéficié d'achats, notamment ceux de l'automobile, de la chimie, des assurances, de la chimie, des pétroles et des banques. Ces dernières ont été particulièrement fermes avant l'annonce, le mois prochain, de leurs résultats. Le groupe pharmaceutique Wellcome a bondi, les investisseurs espérant que l'American Food and Drug Administration se prononcera définitivement sur le Retrovir, médicament utilisé pour la prévention de symptômes du sida. Blue Arrow, la première compagnie mondiale de placement de main-d'œuvre, s'est effritée sur l'annonce d'une baisse de 13,3 % de son bénéfice annuel. Les fonds d'Etat étaient bien orientés, tandis que les mines d'or s'affaiblissaient légèrement.

FAITS ET RÉSULTATS

□ Spie-Batignolles : résultats net en hausse de 25 % en 1989. — Le groupe Spie-Batignolles (bâtiment, travaux publics) a dégagé, en 1989, un résultat net de l'ordre de 250 millions de francs, en progression de 25 % par rapport à l'exercice précédent, a annoncé, le 29 janvier, la société. En 1989, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 26 milliards de francs, en hausse de 26 % par rapport à 1988. Les prix de commandes se sont établis à 28 milliards de francs, en augmentation de 29 % par rapport à l'année précédente.

□ Docks de France étend son réseau en Floride. — Docks de France vient de signer un protocole d'accord pour reprendre, pour un peu plus de 100 millions de dollars, une chaîne de trois cent vingt-huit magasins de proximité à l'enseigne « Huntley's Jiffy », dans le nord-est et le centre de la Floride, ainsi que dans l'est de la Géorgie. Docks de France détient, dans la même région, une filiale de deux cent vingt-neuf magasins, L'Hamp Food Stores. Huntley's Jiffy a réalisé, au cours de l'exercice 1988-1989, un chiffre d'affaires de 251 millions de dollars (plus de 1 460 millions de francs), contre 129 millions pour Docks USA.

PARIS, 29 janvier

Légère hausse

Un léger mouvement de reprise s'est esquisse lundi rue Vivienne, entraînant par son sursaut à la hausse l'indice CAC-40 après avoir ouvert sur une note positive de 0,22 % s'appréciant de 0,63 % en début d'après-midi. L'équilibre sur une progression de 0,58 %. Ce mouvement n'était pas isolé en Europe, puisque Londres et Madrid notamment enregistrèrent également des sursauts positifs à l'ouverture des transactions. Quelques heures auparavant, Tokyo avait donné le ton en gagnant 0,8 % dans un marché très calme. Toutefois, les intervenants sur l'ensemble des places restaient très prudents, jugeant cette reprise « technique » et « fragile » après la secousse des dernières semaines et en particulier des dernières séances. Les pessimistes sont, semble-t-il, un peu plus nombreux que précédemment, comme le révèle un sondage RES pour le Tribune de l'Expansion. En un mois, ce nombre a été multiplié par trois, représentant 38,4 % des personnes interrogées, un niveau jamais atteint en 1988. Les optimistes représentent encore 30,8 % des investisseurs consultés.

Cette tendance à braver du noir se confirme lundi avec la poursuite de la hausse de l'or, valeur refuge par excellence, et le faible niveau des transactions sur le marché à règlement mensuel. A Londres, l'once de métal jaune s'échangeait à 420,76 dollars, contre 418,50 dollars à la veille du week-end.

A Paris, le marché des actions était si calme que les principales fluctuations se faisaient avec peu de volume : 80 milliards de titres. Victoires échangées provoquaient une envolée des cours de plus de 6 %... 125 titres BIP négociés faisaient perdre à cette valeur près de 4,5 %.

Les pétroliers se distinguaient néanmoins et les gastronomes suivaient avec intérêt l'évolution du titre DMC après les rumeurs d'OPA sur ce groupe tactile, qui pourrait lancer les Chargeurs.

TOKYO, 30 janvier

Soutenue

La séance de mardi s'est achevée sur une note soutenue en raison de la fermeté du yen. L'indice Nikkei a gagné 41,97 yens, à 3 215,67, soit une hausse de 0,1 %.

La stabilisation des cours sur le marché obligataire et le sentiment que les valeurs avaient récemment atteint leur plus bas niveau ont contribué à la reprise du marché, constataient les opérateurs.

Celui-ci a été calme, avec 450 millions de titres échangés. Les valeurs liées à la sidérurgie et à la construction ont été recherchées. Les titres à forte capitalisation aussi. En revanche, Sony a cédé du terrain après avoir annoncé une émission d'obligations convertibles pour financer son expansion aux États-Unis.

VALEURS	Cours du 29 jan.	Cours du 30 jan.
Alcoa	1 510	1 520
AT&T	1 860	1 820
Canon	3 440	3 480
Hitachi	1 850	1 830
Marubishi Electric	2 310	2 290
Marubishi Heavy	1 110	1 120
Sanyo	1 250	1 210
Toyota Motor	2 480	2 480

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel & Associés	432	432	Locatix	155	155
Aspex	126	126	Matra Communication	211	211
B.A.C.	219	219	Messing, Mollin	235	235
B. Durand & Associés	578	578	Mitsubishi	105	105
Banque Paribas	190	190	Mitsubishi (Paris)	202	202
B.C.M.	988	988	Novate-Dalme	1300	1300
Bonnet	407	407	Novate-Lagasse	240	240
Bonnet (Paris)	285	285	Novate-Lagasse	82	82
CB&L de Lyon	2010	2010	Novate-Lagasse	500	500
CB&L	740	740	Novate-Lagasse	610	610
CB&L (Paris)	780	780	Novate-Lagasse	612	612
CB&L (Paris)	980	980	Novate-Lagasse	801	801
CB&L	1805	1805	Novate-Lagasse	380	380
C. Equi. Bess.	340	340	Novate-Lagasse	326	326
C.E.G.P.	290	290	Novate-Lagasse	241	241
Comex d'Orsay	680	680	Novate-Lagasse	680	680
Comex	720	720	Novate-Lagasse	325	325
Comex	271	271	Novate-Lagasse	112 30	112 30
Comex	1173	1173	Novate-Lagasse	425 20	425 20
Comex	386	386	Novate-Lagasse	535	535
Dalme	600	600	Novate-Lagasse	339 80	339 80
Dalme	1071	1071	Novate-Lagasse	133 80	133 80
Dalme	478	478	Novate-Lagasse	228	228
Dalme	213	213	Novate-Lagasse	279	279
Dalme	185	185	Novate-Lagasse	185	185
Dalme	16 80	16 80	Novate-Lagasse	486	486
Dalme	217	217	Novate-Lagasse	180	180
Dalme	807	807	Novate-Lagasse	1008	1008
Dalme	395	395			
Dalme	921	921			
Dalme	265	265			
Dalme	300	300			
Dalme	1080	1080			
Dalme	401	401			
Dalme	282	282			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 29 janvier 1990

Nombre de contrats : 17 488.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars 90	Juin 90	Mars 90	Juin 90
Alcoa	928	13,10	28	—	—
Bonnet	600	22,50	—	23	—
CGE	528	31	46	16,10	—
Elf-Aquitaine	568	24,10	48	18	28
Ermenegildo Zegna	58	13,50	—	1,80	3,15
Harpis	1 500	33	—	—	—
La Sarge-Coppie	160	20	—	13,50	17
Michelin	160	—	16	—	9
Midi	1 400	45	—	67	—
Paribas	680	43	—	20	—
Perceval-Ricard	1 600	9,30	—	—	—
Pengard SA	775	29,50	57	37	45
Rhône-Poulenc CI	440	15	—	—	—
Saint-Gobain	640	9,50	23	54	—
Société Générale	1 680	—	—	22	38
Suez	528	23,50	—	—	43
Suez Financière	440	27,50	43	10	—
Thomson-CSF	140	6,80	11,50	8	9,90

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 janvier 1990

Nombre de contrats : 40 369.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 90	Juin 90	Septembre 90
Dernier	102	102,48	102,70
Précédent	101,96	102,46	103,02

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 90	Juin 90	Mars 90	Juin 90
102	0,59	1,50	0,65	1,54

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,67 F ↓

Le dollar poursuivait, le mardi 30 janvier, son mouvement de baisse entamé vendredi, à la suite de la publication de mauvais résultats économiques aux Etats-Unis. La devise américaine est tombée, lundi, à son plus bas niveau contre le deutschemark depuis avril 1988, à 1,6717 DM. A Paris, elle s'échangeait mardi à 5,67 F, contre 5,6820 F la veille à la cotation officielle.

FRANCOFORT 29 jan. 30 jan.
Dollar (en DM) 1,675 1,67

TOKYO 29 jan. 30 jan.
Dollar (en yen) 143,22 143,25

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (30 jan.) ... 105/8-103/4
New-York (29 jan.) 83/16-81/4

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 29-12-89)

26 jan. 29 jan.

Valeurs françaises ... 94,4

Valeurs étrangères ... 99,7

(SBF, base 100: 31-12-81)

Indice général CAC 518,8 528,7

(SBF, base 1000: 31-12-87)

Indice CAC 40 1.886,75 1.904,71

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

Industrielles ... 2.599,23 2.593,38

LONDRES (Indice Financial Times)

Industrielles ... 1.851,5 1.863,9

Mises d'or ... 370,9 369,6

Fonds d'Etat ... 81,64 82,74

TOKYO

29 jan. 30 jan.

Nikkei Dow Jones ... 37 173,7 37 215,67

Indice général ... 2.731,76 2.736,76

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

26 jan. 29 jan.

Valeurs françaises : 944

Valeurs étrangères : 99,7

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC 518,8 528,7

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 886,75 1 904,71

NEW-YORK (Indices Dow Jones)

Industrielles : 2 599,23 2 593,38

LONDRES (Indices & Financial Times)

Industrielles : 1 851,5 1 863,9

Mines d'or : 370,9 368,6

Fonds d'Etat : 81,64 81,77

TOKYO

29 jan. 30 jan.

Nikkei Dow Jones : 37 173,7 37 215,67

Indice général : 2 731,76 2 736,76

GARDEZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36-15 LEMONDE

BOURSE DU 29 JANVIER

[illegible]

Comptant (selection)

SICAV (selection)

29/1

VALEURS	% du nom.	% de cession	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraix incl.	Rechat net	VALEURS	Emission Fraix incl.	Rechat net
Obligations			C.I.C. France de C.I. Malaisie Chem (B) Colmar (Raf) Compagnie Ch. Industrielle Comp. Lyon-Alen. Compt. L. Com														

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55 91-82, poste 4330

c: coupon détaché - e: offert - *: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

La querelle du Cachemire

Le Pakistan envisage des « représailles massives » en cas d'« agression » indienne

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du sud

La tension diplomatique entre l'Inde et le Pakistan a pris un tournant décisif depuis un semaine. A Islamabad, le gouvernement de M. Benazir Bhutto a souligné, mardi 30 janvier, que ses forces armées étaient « prêtes à recourir à des représailles massives » en cas d'« agression » indienne.

A l'issue d'une réunion spéciale du cabinet fédéral, le ministre de l'information, M. Ahmed Saifed Awan, a indiqué que le Pakistan continuait à soutenir le « mouvement d'indépendance » au Cachemire, tout en réaffirmant que son pays n'apporte aucune assistance ou aide matérielle aux militants indépendantistes, mais seulement un « soutien moral ».

De son côté, le ministre des affaires étrangères, M. Yaqub Khan, dont la récente visite à New-Delhi a eu pour conséquence d'exacerber le différend entre les deux capitales, a estimé que la question du Cachemire nécessite une « attention immédiate ».

Cette préoccupation d'Islamabad est confirmée par la convocation spéciale des deux chambres du Parlement pakistanais, le 10 février, pour discuter de la situation. M. Yaqub Khan a dénoncé l'usage de la force par l'Inde pour réprimer le « mouvement de libération » au Cachemire et a demandé que la population de cette région puisse exercer son droit à l'autodétermination.

En Inde, le gouvernement de M. V. P. Singh a eu recours aux grands moyens pour ramener le calme dans la vallée du Cachemire (le Monde du 24 janvier). L'armée et les forces paramilitaires ont reçu récemment d'importants renforts et la presse étrangère est désormais de facto

interdite à Srinagar, capitale de l'Etat du Jammu et Cachemire.

Les pressions des « faucons »

Ces troupes ont également été déployées sur la frontière, c'est-à-dire le long de la « ligne de contrôle » qui sépare les deux pays et qui a été imposée par les Nations-Unies, en janvier 1949, à la suite de la première guerre indo-pakistanaise.

A New-Delhi où, comme à Islamabad, le réveil de la querelle du Cachemire fait quotidiennement les gros titres de la presse, le gouvernement est soumis aux pressions des « faucons », c'est-à-dire du parti hindouiste de droite, le BJP (Bharatiya Janata Party), qui n'hésite pas à envisager la nécessité d'un conflit armé avec le Pakistan pour résoudre l'impasse actuelle.

M. V. P. Singh est, d'autre part, confronté à une offensive politique de la part du Congrès-I de M. Rajiv Gandhi, prompt à lui faire porter la responsabilité de la crise actuelle et à l'accuser de faiblesse face au ton de plus en plus martial adopté par le Pakistan. Dans chaque pays, les considérations de politique intérieure jouent leur rôle dans cette escalade de la tension diplomatique.

Au Pakistan, le chef-ministre du Pendjab et chef de file de l'opposition, M. Nawaz Sharif, en fait un cheval de bataille contre M. Benazir Bhutto et réclame un soutien international pour les « combattants de la liberté » du Cachemire.

LAURENT ZECCHINI

URSS

M. Gorbatchev : personne ne doute de l'unité allemande

M. Mikhaïl Gorbatchev a estimé, mardi 30 janvier, que l'idée de l'unité allemande ne faisait pas de doute, mais nécessitait des deux Etats allemands une préparation minutieuse et un sens des responsabilités. Il a tenu ces propos juste avant d'entamer des entretiens au Kremlin avec le premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow.

Pris de préciser son point de vue sur l'unification des deux Etats allemands, M. Gorbatchev a déclaré que la question de l'unité

« n'était pas inattendue. En principe, personne ne la met en doute ».

De son côté, le numéro un du Parti communiste est-allemand (SED-PDS), M. Gregor Gysi, déclare, dans une interview publiée mardi par le journal ouest-allemand Bild, qu'il n'est pas du tout opposé à l'unification de son pays à la RFA, estimant qu'il s'agit d'un processus qui ne peut plus être enrayé. « Mais il est irresponsable, ajoute-t-il, d'agir comme si c'était possible demain. Ce qui se passe actuellement est trop rapide et chaotique pour moi ». — (Reuter.)

Réforme de la grille de la fonction publique

M. Durafour propose un relevé de conclusions aux syndicats

Au terme de quinze heures de discussions, M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, devait soumettre aux syndicats, mardi 30 janvier en fin de matinée un relevé de conclusions, contenant ses dernières propositions pour la réforme de la grille des fonctionnaires.

La réforme de la grille permettrait de consacrer quelque 35 milliards de francs sur sept ans à la modernisation de la fonction publique. S'y ajouteraient une part variable en fonction de la croissance économique (10 milliards de francs sur sept ans dans l'hypothèse d'une croissance de 3,7 %) et l'enveloppe de 20 milliards de francs déjà accordée aux enseignants, policiers, gardiens de prison et fonctionnaires des finances.

Au cours de la nuit, les syndicats ont obtenu que la catégorie D (ouvriers aux sans diplôme) disparaisse progressivement par un

effort de formation et de réqualification des emplois en catégorie C. Cette dernière ainsi que la catégorie B (niveau bac) bénéficieront d'un élargissement de l'espace indiciaire qui permettra d'allonger les déroulements de carrière certains fonctionnaires de catégorie A (niveau licence), tels les professeurs certifiés.

Par ailleurs un « nouvel élément de rémunération » (1,2 milliard) sera créé pour prendre en compte la technicité, les responsabilités et les sujétions particulières de certains emplois. Un « classement indiciaire intermédiaire » à mi-chemin entre les catégories B et A sera mis en place afin de rémunérer les compétences des fonctionnaires de la catégorie B, dont le niveau de formation est supérieur à bac + 2.

Au total, la part fixe de l'enveloppe budgétaire atteindrait 12 milliards sur sept ans pour les salariés de l'Etat, soit 35 milliards pour l'ensemble des actifs et retraités des trois fonctions publiques (Etat, collectivités territoriales et hôpitaux).

Alors que la CFDT avait quitté dès lundi soir la réunion, qu'elle a qualifiée de « mascarade », le « groupe des cinq » (CFDT, FEN, autonomes, CFIC, CGC) paraissait plutôt favorable à un accord. FO estime ne pas avoir obtenu satisfaction et s'inscrit d'un « événement » de la fonction publique.

Enfin, le relevé de conclusions prévoit de créer un groupe de travail qui réfléchira à une possible suppression des quatre catégories (A, B, C, D) de la fonction publique et à la constitution d'une grille commune.

JEAN-MICHEL NORMAND

BOURSE DE PARIS

Matinée du 30 janvier

En progression

La séance était orientée à la hausse, mardi matin 30 janvier, l'indicateur instantané affichant + 0,21 % à l'ouverture et + 0,37 % en fin de matinée. Les plus fortes progressions sont enregistrées par Axa-Midi-Assurances (+ 6,7 %), Spie Batignolles (+ 5,7 %), BP France (+ 4,6 %), Thomson TP (+ 4,4 %), et Casino ADP (+ 3,2 %). Notons en baisse Groupe Victoire (- 4,4 %), la Redoute (- 4,1 %), Danart (- 3,9 %), et Institut Mérieux (- 3,7 %).

(Publicité)

CACHEMIRE AU MASCULIN

Le clan du Milliardaire n'est pas un club de... milliardaires

Le vrai, l'authentique, le pur cachemire, savez-vous réellement ce que c'est ? Il faut pouvoir composer une de ces merveilleuses coupes de ca prodigieux tissu réalisé par Scabal pour mesurer la différence entre un beau cachemire et ce sublime cachemire « Milliardaire ». Le nom peut paraître prétentieux, mais les grands créateurs de la mode masculine n'ont pas trouvé ridicule la prétention de l'appellation : le logo « Milliardaire » n'est-il pas aujourd'hui la référence majeure inscrite à l'intérieur de vêtements proposés à des prix vertigineux, destinés à une clientèle particulièrement huppée.

Il faut ici donner un grand coup de chapeau au Club David Shift d'avoir, avant le grand boom de l'hiver, eu le courage d'acheter une quantité impressionnante de ces vestes et manteaux coupés dans l'incomparable cachemire « Milliardaire » de Scabal.

Aujourd'hui, dans les salons du leader des discounters de luxe, au 1^{er} étage du 4, rue Marbeuf, 9^e, les hommes les plus raffinés viennent choisir le plus beau cachemire du monde, vestes à 3.995 F, par-dessus à 5.995 F, des prix qui justifient quelques infidélités à leur habituel habit. Du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

La fête !

J'ai mauvaise, moi, aujourd'hui ! Non, c'est vrai, ils arrêtent tous de bosser, les mecs de la SNCF, du RER, de l'EDF, de l'équipement, d'Air Inter, les employés de banque, les internes, les taxis, les routiers, les chefs de clinique, les biologistes et je sais plus qui... Ah ! si, les archéologues ! Ils sont sortis de leurs trous pour aller gueuler devant la Pyramide du Louvre tellement qu'ils sont excités.

Chacun y met du sien pour faire régner une atmosphère de fesse dans le pays. Embouteillages monstres, opérations escargot, autoroutes bloquées. Des millions de banlieusards et de provinciaux vont pouvoir se cailler bien paillard sous la pluie, sur des quais de gare désertés, ils verront même pas passer le TGV. Dans les aéroports bondés, c'est pas leur ceinture de sécurité qu'ils vont attacher, les voyageurs pour Bordeaux, Lille, Lyon ou Marseille, c'est leurs lacets de souliers. Les ménagères pourront se contenter d'ouvrir des boîtes de conserve, because plus de gaz, plus d'électricité. Les malades hospitalisés vont couper au bistouri. Et, à la BNP, bientôt au CCF et au Crédit Lyonnais, on arrête les frais.

Et je te descends dans la rue et je te manifeste, et je te

scande des slogans, et je t'agite des benderoles et je te soulève ma blouse blanche pour te montrer mon cul. C'est la fête, c'est le 14-Juillet !

Pour tout le monde, sauf Bati. Moi, je suis là, comme un con, vissée à mon clavier dans mon placard à balai. C'est vraiment pas juste ! Pourtant, ce matin, au réveil, quand j'ai entendu sur RTL — ah ! oui, parce que j'ai oublié de vous dire, même les confrères de Radio-France et de FR 3 se sont croisés les bras — quand j'ai entendu l'interminable énumération de ce qui ne marcherait pas cette semaine, je me suis rencoignée sous ma couette, sûre que j'aurais droit à ma petite grève de métro habituelle.

Eh ben non, pour une fois, rien ! Enfin, c'est pas possible ! Ils sont vraiment nuls à la RATP. Aucun sens civique. Allez, quel, un bon mouvement ! Revendiquez, bande de feignants ! Moi, je vous préviens, si vous ne stoppez pas immédiatement le trafic sur ma ligne, la ligne 7 Mairie-d'Ivry - Aubervilliers, cet après-midi, à Chausse-d'Antin, j'assomme un agent de conduite à coups de parapluie et je le viole sur un banc. Compris ?

En raison de la hausse de la taxe

Le prix de l'essence

va augmenter le 1^{er} février

Le prix du supercarburant à la pompe va augmenter de 9 centimes par litre jeudi 1^{er} février, à cause de la hausse annuelle de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), qui sera cette année de 2,5 %, selon l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole (UCSIP). A cette occasion, l'organisation professionnelle fait une fois de plus remarquer que la France reste l'un des pays d'Europe où le super hors taxes est le moins cher, mais où le prix à la pompe est parmi les plus élevés, en raison du poids de la fiscalité.

Hors taxes, le prix du super en France est de l'ordre de 1,23 franc le litre, contre 1,66 franc au Pays-Bas, 1,57 franc en Belgique, de 1,42 franc en Allemagne fédérale, de 1,41 franc en Grande-Bretagne. En revanche, toutes taxes comprises, le super français vaut en moyenne 5,08 francs à la pompe, contre 4,77 francs en Belgique, 4,15 francs en Allemagne et 3,83 francs en Grande-Bretagne.

Elf-Aquitaine rachète les actifs d'Amoco en Grande-Bretagne

Premier groupe pétrolier français, Elf Aquitaine a déposé pour 1989 une marge brute d'autofinancement de 23,5 milliards de francs (dont 17 milliards dans la chimie) en hausse de 20 % d'une année sur l'autre.

Le résultat net du groupe s'accroît de 40 % pour s'élever à 10 milliards de francs. Il s'agit là de résultats provisoires présentés mardi 30 janvier par le nouveau président du groupe, M. Loïc Le Floch Prigent pour sa première intervention publique depuis sa nomination à la tête d'Elf au mois de juillet 1989.

M. Le Floch Prigent a profité de l'occasion pour annoncer l'acquisition de toutes les activités raffinage-distribution du groupe américain Amoco en Grande-Bretagne pour un prix qui n'a pas encore été rendu public. Cette reprise qui s'inscrit dans le cadre de l'internationalisation des activités, permettra à Elf de détacher ainsi 4 % du marché britannique, avec notamment sept cents stations-service contre quatre cent cinquante auparavant.

L'ESSENTIEL

SECTION A

L'évolution dans les pays de l'Est 2-3

Le projet de budget américain 6

La Nouvelle-Calédonie sur les sentiers de la paix 8

Un entretien avec M. Gérard Longuet « M. Mitterrand doit être l'arbitre et l'animateur d'un dialogue avec l'opposition » 7

Fouad Saleh expulsé du tribunal 9

L'affaire des cliniques marseillaises Les enquêteurs s'interrogent notamment sur le financement de certaines opérations à Marseille, où l'on commence à parler de narco-dollars 9

Médecins : conflit dans l'impasse Manifestation et échec des premières discussions... La grève des internes et des chefs de clinique continue 10

« Le Baladin du monde occidental » Le chef-d'œuvre de John Millington Synge est monté au Théâtre de la Ville par Jacques Nichet. De la traduction aux interprètes, un parcours sans faute 19

L'art de la caricature Les recettes du dessin politique depuis le dix-neuvième siècle 20

Vers un accord Hersant-Berlusconi

Le patron du Figaro et l'homme d'affaires italien devraient parvenir à un nouvel accord pour diriger la Cinq 24

M. Guillaume attaqué et défendu

Plusieurs syndicats d'Antenne 2 prennent la défense de M. Philippe Guillaume 24

Le succès du Festival BD d'Angoulême

..... 24

SECTION C

L'emploi au Japon Faible chômage et pénurie de main-d'œuvre 25

La grève des routiers A Marseille, il ne reste que « les yeux pour pleurer » 25

Le déficit d'EDF 4 milliards de francs en 1989, deux fois plus que prévu 25

IMAGINA

L'image de synthèse permet aujourd'hui de réaliser des villes imaginaires, de créer des monstres ou d'animer des acteurs artificiels 29

Services

Abonnements 32
Annonces classées 33 à 40
Cartes 23
Campus 10
Marchés financiers 42-43
Météorologie 23
Mots croisés 23
Radio-Télévision 21
Spectacles 22

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 30 janvier 1990 a été tiré à 563 993 exemplaires.

Le mensuel PASSAGES

organise un colloque « FRANÇAIS A L'ETRANGER ETRANGERS EN FRANCE »

Sous la présidence de MM les ministres Edwige Avice et Thierry de Beauce

Judi 6 février 1990 de 10 h à 18 h
Salle Clémenceau
au SENAT: Palais du Luxembourg, Paris
Sous le haut patronage de M. Jack Lang, ministre de la Culture et de la Communication

interventions de
Julia Kristeva, Jean Claude Barreau,
Hervé Le Bras, M. Kostka, J.-C. Milner,
M. A. Macciocchi, Rudolf Von Thadden,
M. Yatriel, E. Limonov, Pierre Uri,
Alain Touraine, Serge Moscovici,
Guy Penne, J. Maisonrouge, S. Hessel

Retour d'invitation en adressant un chèque de 100 F à l'Ordre de l'Association des Amis de Passages, 17, rue Simone Weil, 75013 Paris Tel : 45 66 30 02